

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

[2001/15132]

**Remise de lettres de créance**

Le 14 novembre 2001, LL. EE. M. Soliman Awaad Emam, M. Kobina Wudu, M. Sulaiman Abdulmaman et Mme Ljerka Alajbeg ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire respectivement de la République Arabe d'Egypte, de la République du Ghana, de la République d'Indonésie et de la République de Croatie à Bruxelles.

Escortées d'un détachement de cavalerie, LL. EE. ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à leur résidence à l'issue de l'audience.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

[2001/15132]

**Overhandiging van geloofsbrieven**

Op 14 november 2001 hebben H.E. de Heer Soliman Awaad Emam, de Heer Kobina Wudu, de Heer Sulaiman Abdulmaman en Mevr. Ljerka Alajbeg de eer gehad aan de Koning, in officiële audiëntie, de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van de Arabische Republiek Egypte, van de Republiek Ghana, van de Republiek Indonesië en van de Republiek Kroatië te Brussel.

Begeleid door een detachement ruitery, werden H.E. in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar Hun residentie teruggebracht.

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS  
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**COUR D'ARBITRAGE**

F. 2001 — 3393

[C - 2001/21598]

**Arrêt n° 144/2001 du 19 novembre 2001**

Numéro du rôle : 2236

*En cause* : le recours en annulation de certaines dispositions de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés, introduit par S. Behnous.

La Cour d'arbitrage, chambre restreinte,

composée du président M. Melchior et des rapporteurs, le président A. Arts et le juge R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

**I. Objet du recours**

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 août 2001 et parvenue au greffe le 29 août 2001, S. Behnous, demeurant à 4031 Angleur, rue Renory 339, a introduit un recours en annulation de certaines dispositions de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés (publiée au *Moniteur belge* du 3 août 2001).

**II. La procédure**

Par ordonnance du 29 août 2001, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Le 20 septembre 2001, en application de l'article 71, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale précitée, les juges-rapporteurs R. Henneuse et A. Arts ont fait rapport devant le président de ce qu'ils pourraient être amenés à proposer à la Cour, siégeant en chambre restreinte, de rendre un arrêt déclarant manifestement irrecevable le recours en annulation introduit par S. Behnous.

Les conclusions des juges-rapporteurs ont été notifiées au requérant conformément à l'article 71, alinéa 2, de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 25 septembre 2001.

Le requérant a introduit un mémoire justificatif, par lettre recommandée à la poste le 9 octobre 2001.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

**III. En droit**

- A -

A.1. Dans leurs conclusions, les juges-rapporteurs ont fait savoir qu'en application de l'article 71 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, ils pourraient être amenés à proposer à la Cour, siégeant en chambre restreinte, de déclarer le recours en annulation manifestement irrecevable.

A.2. La partie requérante a introduit un mémoire justificatif.

- B -

B.1. Dans leurs conclusions, les juges-rapporteurs, sur la base de la confrontation de la requête aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage, déclaraient notamment (point 3) que :

« [...] s'il peut être déduit de la note subpaginale figurant en page 3 de la requête que celle-ci porte sur les articles 11, 12, 24, 28 et 35 de la loi du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés, la requête ne précise pas suffisamment celles des règles, relevant de la compétence de la Cour, que violeraient les articles précités ni davantage en quoi lesdites règles seraient violées. S'agissant de la référence faite à diverses dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, [...] la Cour n'est pas compétente pour contrôler, de façon directe, le respect de telles dispositions. »

B.2. En réponse à ces conclusions, le requérant a déposé un mémoire justificatif, dont, à l'examen, il ne ressort toutefois pas, pour les motifs exposés ci-après, qu'il supplée aux carences précitées.

B.3. Dans son mémoire justificatif, le requérant n'apporte, s'agissant des articles 11, 28 et 35 de la loi spéciale du 13 juillet 2001, aucune précision ni quant aux normes, relevant de la compétence de la Cour, que violeraient ces dispositions attaquées ni, *a fortiori*, quant à la portée de cette éventuelle violation.

Il n'est donc pas satisfait aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage. Le recours est manifestement irrecevable en ce qui concerne les articles 11, 28 et 35 de la loi spéciale du 13 juillet 2001.

B.4. Par ailleurs, dans son mémoire justificatif, le requérant évoque deux dispositions de la loi du 13 juillet 2001 - à savoir ses articles 26 et 37 - dont il apparaît toutefois qu'elles n'ont pas été visées par la requête originaire.

Indépendamment de la question de savoir si, s'agissant de ces dispositions nouvelles, il est satisfait ou non au prescrit de l'article 6 de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage, il n'appartient pas à la partie requérante d'étendre, dans son mémoire justificatif, l'objet du recours qu'elle a elle-même défini dans la requête.

L'extension du recours aux articles 26 et 37 de la loi spéciale du 13 juillet 2001, opérée dans le mémoire justificatif, est dès lors manifestement irrecevable.

B.5. Enfin, il peut se déduire du mémoire justificatif que le requérant, en ce que son recours vise les articles 12 et 24 de la loi spéciale du 13 juillet 2001, critique à divers égards la représentation parlementaire de la communauté flamande que, de façon discriminatoire par rapport aux communautés francophones et autres communautés vivant en Belgique, ces dispositions garantiraient.

Sans qu'il soit nécessaire de trancher s'il est ainsi satisfait au prescrit de l'article 6 de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage, la Cour constate que le requérant est domicilié dans la Région wallonne et invoque sa nationalité algérienne. Vu cette double qualité, il n'apparaît pas qu'il puisse être concerné par l'objet des articles 12 et 24 - qui traitent de l'élection des membres bruxellois du Parlement flamand; la Cour observe de surcroît que le requérant n'évoque, de façon très hypothétique, (p. 2 du mémoire justificatif) un déménagement que pour s'« installer en périphérie bruxelloise », hypothèse dans laquelle il ne serait pas davantage concerné par les articles 12 et 24. Admettre la recevabilité d'un recours fondé sur un tel intérêt reviendrait à accueillir l'action populaire, ce que le Constituant n'a pas voulu.

Le recours est donc également manifestement irrecevable en ce qu'il porte sur les articles 12 et 24 de la loi du 13 juillet 2001.

B.6. Il résulte de ce qui précède que le recours en annulation est manifestement irrecevable.

Par ces motifs,

la Cour, chambre restreinte,

statuant à l'unanimité des voix,

déclare le recours en annulation irrecevable.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 19 novembre 2001.

Le greffier,

L. Potoms

Le président,

M. Melchior.

#### ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 3393

[C - 2001/21598]

#### Arrest nr. 144/2001 van 19 november 2001

Rolnummer 2236

*In zake* : het beroep tot vernietiging van sommige bepalingen van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen, ingesteld door S. Behnous.

Het Arbitragehof, beperkte kamer,

samengesteld uit voorzitter M. Melchior en de verslaggevers voorzitter A. Arts en rechter R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 augustus 2001 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 augustus 2001, heeft S. Behnous, wonende te 4031 Angleur, rue Renory 339, beroep tot vernietiging ingesteld van sommige bepalingen van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 augustus 2001).

#### II. De rechtspleging

Bij beschikking van 29 augustus 2001 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Op 20 september 2001 hebben de rechters-verslaggevers R. Henneuse en A. Arts met toepassing van artikel 71, eerste lid, van de voormelde bijzondere wet, de voorzitter ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht aan het Hof, zitting houdende in beperkte kamer, voor te stellen een arrest te wijzen waarbij wordt vastgesteld dat het beroep tot vernietiging ingesteld door S. Behnous klaarblijkelijk onontvankelijk is.

Overeenkomstig artikel 71, tweede lid, van de organieke wet is van de conclusies van de rechters-verslaggevers aan de verzoeker kennisgegeven bij op 25 september 2001 ter post aangetekende brief.

De verzoeker heeft een memorie met verantwoording ingediend bij op 9 oktober 2001 ter post aangetekende brief.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

#### III. In rechte

- A -

A.1. In hun conclusies hebben de rechters-verslaggevers te kennen gegeven dat zij, met toepassing van artikel 71 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, ertoe zouden kunnen worden gebracht aan het Hof, zitting houdende in beperkte kamer, voor te stellen het beroep tot vernietiging klaarblijkelijk onontvankelijk te verklaren.

A.2. De verzoekende partij heeft een memorie met verantwoording ingediend.

- B -

B.1. In hun conclusies stelden de rechters-verslaggevers, op basis van de toetsing van het verzoekschrift aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet op het Arbitragehof, onder meer (punt 3) :

« [...] hoewel uit de voetnoot onderaan op pagina 3 van het verzoekschrift kan worden afgeleid dat het betrekking heeft op de artikelen 11, 12, 24, 28 en 35 van de wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen, het verzoekschrift niet op voldoende wijze verduidelijkt welke van de regels die onder de bevoegdheid van het Hof vallen, door de voormelde artikelen zouden zijn geschonden, en evenmin in welk opzicht die regels zouden zijn geschonden. Wat betreft de verwijzing naar diverse bepalingen van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, [...] is het Hof niet bevoegd om de naleving van dergelijke bepalingen rechtstreeks te toetsen. »

B.2. In antwoord op die conclusies heeft de verzoeker een memorie met verantwoording ingediend, waaruit bij het onderzoek ervan echter niet blijkt, om de hierna uiteengezette redenen, dat de voormelde gebreken worden verholpen.

B.3. In zijn memorie met verantwoording verschaft de verzoeker ten aanzien van de artikelen 11, 28 en 35 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 geen enkele toelichting over de normen ten aanzien waarvan het Hof bevoegd is en die door die aangevochten bepalingen zouden zijn geschonden, noch, *a fortiori*, over de draagwijdte van die eventuele schending.

Er is dus niet voldaan aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet op het Arbitragehof. Het beroep is klaarblijkelijk onontvankelijk wat de artikelen 11, 28 en 35 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 betreft.

B.4. Vervolgens haalt de verzoeker in zijn memorie met verantwoording twee bepalingen van de wet van 13 juli 2001 aan - namelijk de artikelen 26 en 37 ervan - waarvan evenwel blijkt dat zij niet in het oorspronkelijke verzoekschrift zijn beoogd.

Los van de vraag of ten aanzien van die nieuwe bepalingen al dan niet is voldaan aan het voorschrift van artikel 6 van de bijzondere wet op het Arbitragehof, staat het niet aan de verzoekende partij in haar memorie met verantwoording het onderwerp van het beroep zoals door haarzelf afgelijnd in het verzoekschrift, uit te breiden.

Bijgevolg is de uitbreiding van het beroep, in de memorie met verantwoording, tot de artikelen 26 en 37 van de bijzondere wet van 13 juli 2001, klaarblijkelijk onontvankelijk.

B.5. Ten slotte kan uit de memorie met verantwoording worden opgemaakt dat de verzoeker, in zoverre zijn beroep is gericht tegen de artikelen 12 en 24 van de bijzondere wet van 13 juli 2001, in diverse opzichten de parlementaire vertegenwoordiging van de Vlaamse gemeenschap ter discussie stelt, die door die bepalingen ten aanzien van de Franstalige en andere in België levende gemeenschappen op discriminerende wijze zou worden gewaarborgd.

Zonder dat het noodzakelijk is uit te maken of te dezen is voldaan aan het voorschrift van artikel 6 van de bijzondere wet op het Arbitragehof, stelt het Hof vast dat de verzoeker in het Waalse Gewest woont en zich op zijn Algerijnse nationaliteit beroept. Gelet op die dubbele hoedanigheid blijkt niet dat het onderwerp van de artikelen 12 en 24 - die handelen over de verkiezing van de Brusselse leden van het Vlaamse Parlement - op hem betrekking zou kunnen hebben; het Hof merkt bovendien op dat de verzoeker op zeer hypothetische wijze (p. 2 van de memorie met verantwoording) een verhuizing ter sprake brengt enkel om zich « in de Brusselse rand te vestigen », in welke hypothese de artikelen 12 en 24 evenmin op hem betrekking zouden hebben. De ontvankelijkheid aannemen van een beroep dat op een dergelijk belang is gegrond, zou neerkomen op het aanvaarden van de *actio popularis*, wat de Grondwetgever niet heeft gewild.

Het beroep is dus tevens klaarblijkelijk onontvankelijk in zoverre het betrekking heeft op de artikelen 12 en 24 van de wet van 13 juli 2001.

B.6. Uit hetgeen voorafgaat volgt dat het beroep tot vernietiging klaarblijkelijk onontvankelijk is.

Om die redenen,

het Hof, beperkte kamer,

met eenparigheid van stemmen uitspraak doende,

verklaart het beroep tot vernietiging onontvankelijk.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 19 november 2001.

De griffier,

L. Potoms

De voorzitter,

M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

D. 2001 — 3393

[C - 2001/21598]

### Urteil Nr. 144/2001 vom 19. November 2001

Geschäftsverzeichnisnummer 2236

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung gewisser Bestimmungen des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Übertragung verschiedener Zuständigkeiten an die Regionen und Gemeinschaften, erhoben von S. Behnous.

Der Schiedshof, beschränkte Kammer,

zusammengesetzt aus dem Vorsitzenden M. Melchior und den referierenden Richtern A. Arts, Vorsitzender, und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 28. August 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. August 2001 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob S. Behnous, wohnhaft in 4031 Angleur, rue Renory 339, Klage auf Nichtigerklärung gewisser Bestimmungen des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Übertragung verschiedener Zuständigkeiten an die Regionen und Gemeinschaften (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. August 2001).

## II. Verfahren

Durch Anordnung vom 29. August 2001 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Am 20. September 2001 haben die referierenden Richter R. Henneuse und A. Arts gemäß Artikel 71 Absatz 1 des obengenannten Sondergesetzes den Vorsitzenden davon in Kenntnis gesetzt, daß sie dazu veranlaßt werden könnten, dem in beschränkter Kammer tagenden Hof vorzuschlagen, ein Urteil zu verkünden, in dem die offensichtliche Unzulässigkeit der von S. Behnous erhobenen Klage festgestellt wird.

Gemäß Artikel 71 Absatz 2 des organisierenden Gesetzes wurden die Schlußfolgerungen der referierenden Richter dem Kläger mit am 25. September 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Der Kläger hat mit am 9. Oktober 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Begründungsschriftsatz eingereicht.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

## III. In rechtlicher Beziehung

- A -

A.1. In ihren Schlußfolgerungen haben die referierenden Richter darauf hingewiesen, daß sie gemäß Artikel 71 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 dazu veranlaßt werden könnten, dem in beschränkter Kammer tagenden Hof vorzuschlagen, die Nichtigkeitsklage für offensichtlich unzulässig zu erklären.

A.2. Die klagende Partei hat einen Begründungsschriftsatz eingereicht.

- B -

B.1. In ihren Schlußfolgerungen bemerken die referierenden Richter aufgrund der Prüfung der Klageschrift anhand der Erfordernisse von Artikel 6 des Sondergesetzes über den Schiedshof unter anderem folgendes (Punkt 3):

«[...] Wenngleich aus der Fußnote auf Seite 3 der Klageschrift abgeleitet werden kann, daß diese sich auf die Artikel 11, 12, 24, 28 und 35 des Gesetzes vom 13. Juli 2001 zur Übertragung verschiedener Zuständigkeiten an die Regionen und Gemeinschaften bezieht, läßt die Klageschrift nicht in ausreichendem Maße erkennen, gegen welche Vorschriften, die in die Zuständigkeit des Hofes fallen, die vorgenannten Artikel verstoßen würden, und genau sowenig, in welcher Hinsicht eine Verletzung dieser Vorschriften vorläge. Was die Bezugnahme auf mehrere Bestimmungen der Europäischen Menschenrechtskonvention betrifft, [...] ist der Hof nicht dafür zuständig, die Beachtung solcher Bestimmungen unmittelbar zu prüfen.»

B.2. In Beantwortung dieser Schlußfolgerungen hat der Kläger einen Begründungsschriftsatz eingereicht, aus dem bei erfolgter Prüfung jedoch aus den weiter unten dargelegten Gründen nicht ersichtlich wird, daß die angesprochenen Mängel dadurch behoben würden.

B.3. In seinem Begründungsschriftsatz gibt der Kläger, was die Artikel 11, 28 und 35 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 betrifft, keineswegs die Rechtsnormen an, für die der Hof zuständig wäre und gegen die die angefochtenen Bestimmungen verstoßen würden, und verdeutlicht erst recht nicht die Tragweite dieses eventuellen Verstoßes.

Den Vorschriften von Artikel 6 des Sondergesetzes über den Schiedshof ist demnach nicht entsprochen worden. Die Klage ist offensichtlich unzulässig, was die Artikel 11, 28 und 35 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 betrifft.

B.4. Des weiteren zitiert der Kläger in seinem Begründungsschriftsatz zwei Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Juli 2001 - und zwar dessen Artikel 26 und 37 -, die offensichtlich nicht in der ursprünglichen Klageschrift ins Auge gefaßt worden sind.

Ganz abgesehen von der Frage, ob angesichts dieser neuen Bestimmungen den Vorschriften von Artikel 6 des Sondergesetzes über den Schiedshof entsprochen worden ist oder nicht, ist es der klagenden Partei nicht erlaubt, in ihrem Begründungsschriftsatz den von ihr selbst in ihrer Klageschrift abgegrenzten Klagegegenstand zu erweitern.

Demzufolge ist die im Begründungsschriftsatz vorgenommene Erweiterung der Klage auf die Artikel 26 und 37 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 offensichtlich unzulässig.

B.5. Schließlich ist dem Begründungsschriftsatz zu entnehmen, daß der Kläger, insofern seine Klage gegen die Artikel 12 und 24 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 gerichtet ist, in mancherlei Hinsicht die parlamentarische Vertretung der flämischen Gemeinschaft in Frage stellt, die durch diese Bestimmungen im Verhältnis zur französischsprachigen sowie zu den übrigen in Belgien lebenden Gemeinschaften in diskriminierender Weise gewährleistet worden wäre.

Ohne daß zu untersuchen wäre, ob den Vorschriften von Artikel 6 des Sondergesetzes über den Schiedshof im vorliegenden Fall entsprochen worden ist, stellt der Hof fest, daß der Kläger in der Wallonischen Region wohnhaft ist und sich auf seine algerische Staatsangehörigkeit beruft. In Anbetracht dieser zweifachen Eigenschaft wird nicht ersichtlich, daß der Gegenstand der Artikel 12 und 24 - welche von der Wahl der Brüsseler Mitglieder des Flämischen Parlaments handeln - ihn betreffen könnte; des weiteren stellt der Hof fest, daß der Kläger äußerst hypothetisch (S. 2 des Begründungsschriftsatzes) einen Umzug zur Sprache bringt, wobei er sich «in einer Randgemeinde Brüssels niederlassen» wolle, daß aber auch in diesem Fall die Artikel 12 und 24 ihn genau sowenig betreffen würden. Die Annahme einer auf einem derartigen Interesse beruhenden Klage käme der Zulassung der Popularklage gleich, was in keinerlei Weise dem Willen des Verfassungsgebers entspräche.

Die Klage ist also ebenfalls insofern unzulässig, als sie sich auf die Artikel 12 und 24 des Gesetzes vom 13. Juli 2001 bezieht.

B.6. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß die Nichtigkeitsklage offensichtlich unzulässig ist.

Aus diesen Gründen:

Der Hof, beschränkte Kammer,

einstimmig entscheidend,

erklärt die Nichtigkeitsklage für unzulässig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 19. November 2001.

Der Kanzler,

L. Potoms

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

## ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 3394

[C — 2001/21608]

## Arrest nr. 146/2001 van 20 november 2001

Rolnummer 1979

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de artikelen 2, 2°, 3, 4 en 5 van de wet van 3 december 1999 betreffende steunmaatregelen ten gunste van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis, ingesteld door de v.z.w. Nationale Federatie der Fabrikanten van Vleeswaren en Vleesconserven.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters A. Arts en M. Melchior, de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe en J.-P. Moerman, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, emeritus voorzitter H. Boel, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van emeritus voorzitter H. Boel,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 9 juni 2000 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 13 juni 2000, heeft de v.z.w. Nationale Federatie der Fabrikanten van Vleeswaren en Vleesconserven, met maatschappelijke zetel te 1080 Brussel, Kasteellaan 19, bus 13, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2, 2°, 3, 4 en 5 van de wet van 3 december 1999 betreffende steunmaatregelen ten gunste van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 december 1999, tweede editie).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 13 juni 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 31 juli 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 2000.

Memories zijn ingediend door :

— de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 15 september 2000 ter post aangetekende brief;

— de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, bij op 15 september 2000 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 op de organieke wet bij op 20 oktober 2000 ter post aangetekende brieven.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 22 november 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 29 november 2000 en 29 mei 2001 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 9 juni 2001 en 9 december 2001.

Bij beschikkingen van 20 maart 2001 en 22 mei 2001 heeft het Hof de zetel aangevuld respectievelijk met de rechters A. Alen en J.-P. Moerman.

Bij beschikking van 13 juni 2001 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 12 juli 2001.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft voorzitter H. Boel de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Van de beschikking van ingereedheidbrenging is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 14 juni 2001 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 12 juli 2001 :

— zijn verschenen :

. Mr. S. Brijs *loco* Mr. F. Tulkens en Mr. L. Vael, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij;

. Mr. J. Meyers en Mr. S. Allcock, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

. Mr. S. Depré *loco* Mr. B. Hendrickx, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Waalse Regering;

— hebben de rechters-verslaggevers M. Bossuyt en R. Henneuse verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

— A —

*Standpunt van de verzoekende partij*

A.1.1. De bestreden wet voorziet in steunmaatregelen ten behoeve van door de dioxinecrisis getroffen ondernemingen. Daarbij wordt binnen de voedingssector een niet gerechtvaardigd onderscheid gemaakt ten gunste van ondernemingen uit de landbouwsector en ten nadele van ondernemingen uit de niet-landbouwsector, terwijl beide sectoren even hard werden getroffen.

A.1.2. Volgens de verzoekende partij vindt het bekritiseerde onderscheid in behandeling zijn grondslag in de bevoegdheidsverdeling vervat in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Luidens artikel 6, § 1, VI, 1°, van die bijzondere wet behoort de hulp aan ondernemingen tot de bevoegdheid van de gewesten. Ten aanzien van landbouwbedrijven zijn de gewesten overeenkomstig artikel 6, § 1, V, eerste lid, 2° en 3°, van dezelfde bijzondere wet evenwel slechts bevoegd voor de investeringshulp en voor de aanvullende of suppletieve hulp en is de federale overheid op grond van haar residuaire bevoegdheid bevoegd voor steunmaatregelen. Door de dioxinecrisis getroffen ondernemingen kunnen derhalve aanspraak maken op federale of gewestelijke steun al naargelang zij behoren tot respectievelijk de landbouwsector of de niet-landbouwsector.

Artikel 16 van de bestreden wet, waarvan de vernietiging niet wordt gevorderd, voorziet wel in de mogelijkheid om bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit steun te verlenen aan niet-landbouwbedrijven. Die maatregelen kunnen volgens het advies van afdeling wetgeving van de Raad van State enkel steun vinden in de federale bevoegdheid inzake volksgezondheid, zoals die volgt uit artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Op grond van die bepaling werden evenwel nauwelijks noemenswaardige compensatiemaatregelen voor de niet-landbouwsector getroffen, terwijl de landbouwsector aanzienlijke steun geniet.

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet werd verzekerd dat zowel de federale wetgever als de gewesten binnen hun bevoegdheid steun zouden verlenen aan de getroffen bedrijven. Nadien hebben de gewesten, na overleg, gezamenlijk beslist om geen bijkomende schadevergoedingen toe te kennen aan de niet-landbouwsector.

A.1.3. Voorafgaand aan de uiteenzetting van het enig aangevoerde middel betoogt de verzoekende partij dat zij als vereniging zonder winstoogmerk doet blijken van het rechtens vereiste belang om een beroep tot vernietiging in te stellen.

A.1.4. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en beoogt de vernietiging van de artikelen 2, 2°, 3, 4 en 5 van de wet van 3 december 1999.

Er bestaat geen objectief verantwoord onderscheid dat het mogelijk maakt te rechtvaardigen dat in de voedingssector regelgevende initiatieven worden genomen die ertoe leiden dat enkel en alleen ondernemingen van de landbouwsector begunstigde zijn van economische steun, terwijl de even zwaar door de dioxinecrisis getroffen bedrijven van de niet-landbouwsector nauwelijks steun verkrijgen. Bovendien hebben de Europese supranationale instanties toegestaan dat aan beide sectoren steun mocht worden verleend.

Indien zou worden aangevoerd dat geen onderlinge vergelijking kan worden gemaakt tussen het door de federale overheid en het door de gewesten gevoerde beleid ten gevolge van hun wederzijdse autonomie, moet daaruit worden afgeleid dat de bevoegdheidsverdeling inzake steun aan ondernemingen, zoals vastgelegd in de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zelf aangetast is door een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

#### *Standpunt van de Ministerraad*

A.2.1. De Ministerraad meent in eerste instantie dat de verzoekende partij niet doet blijken van het rechtens vereiste belang. De voedselverwerkende industrie kan geen rechtstreeks voordeel hebben bij de vernietiging van een steunregeling voor de landbouwbedrijven. Bovendien bestaat er geen kans dat na vernietiging van de bestreden bepalingen een voor de niet-landbouwbedrijven gunstiger regeling zou worden uitgevaardigd, nu, zoals verder zal worden uiteengezet, de federale wetgever daartoe niet bevoegd is.

A.2.2. Ten gronde voert de Ministerraad in hoofdorde aan dat de federale overheid niet bevoegd is om de algemene steunregeling voor de landbouwsector door te trekken naar de voedselverwerkende nijverheid.

De bestreden algemene steunregeling die de dioxinewet ten voordele van landbouwbedrijven instelt, vindt haar grondslag in de residuaire bevoegdheid van de federale overheid inzake landbouw. De specifieke steun aan landbouw- en niet-landbouwbedrijven die wordt toegekend in het kader van sanitaire maatregelen overeenkomstig het niet bestreden artikel 16 van de wet van 3 december 1999, is gegrond op de federale bevoegdheid inzake volksgezondheid. Die maatregelen bevatten inzonderheid de tenlasteneming door de Staat van kosten voor vervoer, opslag en vernietiging van bepaalde voedingsmiddelen van dierlijke oorsprong en van de kosten voor bepaalde analyses en een schadevergoeding voor vernietigde vleessoorten en vleesproducten.

De federale bevoegdheid reikt niet zo ver dat zij ook de uitvaardiging van een algemene steunregeling voor de niet-landbouwsector mogelijk zou maken, zonder de verdeling van de bevoegdheden zoals vastgelegd door de Grondwet en door de bijzondere wetgever te miskennen. De gewesten zijn ten volle bevoegd voor het economisch beleid, waaronder steunmaatregelen voor bedrijven in moeilijkheden.

A.2.3. Subsidiair, indien abstractie zou worden gemaakt van de hierboven aangegeven bevoegdheidsbeperking, berust de selectieve subsidieregeling op een aannemelijke beleidskeuze. Wegens de schaarste van overheidsmiddelen is elk subsidiebeleid immers intrinsiek selectief: de overheid dient subsidieregelingen noodzakelijkerwijze te beperken tot bepaalde sectoren of subsectoren naar gelang van socio-economische prioriteiten. Het is een beleidsmaterie waar de rechterlijke toetsing steeds marginaal is.

A.2.4. *In casu* heeft de federale overheid beslist subsidies toe te kennen wegens het uitzonderlijk karakter van de crisis, binnen de grenzen van de budgettaire mogelijkheden en voor de ergst getroffen ondernemingen. Een dergelijke beslissing berust op een aannemelijke beleidskeuze en doet geen recht ontstaan voor andere categorieën van personen om soortgelijke subsidies te ontvangen.

Nog meer subsidiair, voor zover het Hof zich toch bevoegd zou achten voor een meer doorgedreven toetsing, oordeelt de Ministerraad dat het gelijkheidsbeginsel niet is geschonden.

De beperking van de bestreden subsidieregeling tot zelfstandige landbouwbedrijven is verantwoord doordat onderzoek heeft aangetoond dat zij meer dan de geïntegreerde landbouwbedrijven en meer dan de niet-landbouwbedrijven een economisch zwakkere groep zijn binnen de voedselketen.

De steunmaatregelen die België kon nemen naar aanleiding van de dioxinecrisis moeten ook worden beoordeeld binnen de context van artikel 87, lid 2, onder b), van het E.G.-Verdrag. De Europese Commissie was bereid de door België voorgenoemen steun goed te keuren onder strikte voorwaarden.

De steun die in artikel 16 van de bestreden wet werd toegekend aan landbouw- en niet-landbouwbedrijven werd goedgekeurd voor zover de kosten waarvoor vergoeding werd gevraagd, het rechtstreeks gevolg waren van de door de nationale en de communautaire autoriteiten om redenen van bescherming van de volksgezondheid opgelegde beperkende maatregelen. De Europese Commissie gaf aan dat de algemene schaderegeling voor de landbouwbedrijven, zoals geregeld door artikel 4 van de wet, anders moet worden beoordeeld, nu het gaat om een compensatie voor een algemene omzetzaling bij de Belgische ondernemingen in de betrokken sector als geheel, ten gevolge van marktverstoringen die de crisis heeft meegebracht.

De Commissie geeft aan dat de steun enkel gerechtvaardigd is omdat de doelgroep, namelijk de zelfstandige landbouwproducenten, een sector is met bijzondere karakteristieken. Dit sluit aan bij het criterium van artikel 87, lid 1, van het E.G.-Verdrag inzake ongunstige beïnvloeding van het tussenstaatse verkeer. Gelet op de doorgaans kleinere omvang van de begunstigde bedrijven is het risico voor ongunstige beïnvloeding van het tussenstaatse verkeer door de steunmaatregelen aan dergelijke producenten minder groot.

Voor het gemaakte onderscheid bestaat derhalve ook vanuit Europees oogpunt een verantwoording.

*Standpunt van de Waalse Regering*

A.3.1. De Waalse Regering behoudt zich het recht voor om de bekwaamheid om in rechte te treden van de verzoekende partij alsnog te betwisten wanneer zij kennis zal hebben genomen van de bijlagen bij het verzoekschrift. Met betrekking tot het belang van de verzoekende partij is volgens de Waalse Regering niet aangetoond dat de bestreden bepaling afbreuk doet aan het maatschappelijk doel, dat het belang niet onderscheiden is van het belang van de individuele leden en dat het maatschappelijk doel werkelijk en duurzaam wordt nagestreefd.

A.3.2. Wat de grond van de zaak betreft, meent de Waalse Regering dat het enig middel moet worden beoordeeld vanuit de bevoegdheidsverdeling tussen de federale Staat en de gewesten.

Zowel uit de tekst van de wet als uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de bestreden bepalingen uitsluitend de steunverlening aan landbouwbedrijven beogen.

Die maatregelen behoren tot de bevoegdheid van de federale wetgever inzake landbouw. Voor de regeling vervat in het niet-betwiste artikel 16 van de wet van 3 december 1999, dat zowel landbouw- als niet-landbouwbedrijven beoogt, is de federale wetgever bevoegd op grond van artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat het gezondheidsbeleid betreft.

De aangeklaagde discriminatie vloeit voort uit het feit dat de federale wetgever enkel bevoegd was om steunmaatregelen voor de landbouwsector uit te vaardigen. Het is eigen aan een federale Staat dat elke wetgever slechts optreedt binnen zijn bevoegdheidsgebied. De verschillen in behandeling die daaruit voortvloeien werden door het Hof niet strijdig geacht met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De bevoegdheidsverdeling zelf, zoals vastgelegd in de bijzondere wet van 8 augustus 1980, kan in dit beroep tot vernietiging niet ter discussie staan.

A.3.3. De Waalse Regering meent dat de verzoekende partij in wezen kritiek heeft op het feit dat de gewesten hun belofte voor steunmaatregelen aan de niet-landbouwsector niet zijn nagekomen. Een dergelijk geschil behoort evenwel niet tot de bevoegdheid van het Arbitragehof. Voor het overige wordt een lacune in de wetgeving aangeklaagd, waarvoor het Hof evenmin bevoegd is. Ten slotte legt de Waalse Regering een aantal stukken neer waaruit blijkt dat wel degelijk steunmaatregelen voor de niet-landbouwsector werden genomen. Overigens toont de verzoekende partij nergens op overtuigende wijze aan dat de niet-landbouwsector even hard werd getroffen door de dioxinecrisis als de landbouwsector. De Waalse Regering vraagt dan ook de verwerping van het beroep tot vernietiging.

*Memorie van antwoord van de verzoekende partij*

A.4.1. Betreffende de vraag naar de bekwaamheid om in rechte te treden wijst de verzoekende partij erop dat het Hof reeds eerder een door haar ingesteld beroep ontvankelijk heeft geacht. Verder weerlegt de verzoekende partij de bezwaren die door de Ministerraad en de Waalse Regering zijn aangevoerd aangaande haar belang. Daarbij wijst zij erop dat de beoordeling van het belang onlosmakelijk samenhangt met de interpretatie van de grond van de zaak.

A.4.2. Ten gronde antwoordt de verzoekende partij voornamelijk op de argumenten van de andere partijen die ontleend zijn aan de Europeesrechtelijke context waarbinnen de bestreden maatregelen moeten worden gesitueerd.

Uit de supranationale regelgeving blijkt dat ondernemingen van de vleesverwerkende nijverheid eveneens tot de categorie « landbouw » in de zin van artikel 32 van het E.G.-Verdrag behoren, terwijl dat op Belgisch internrechtelijk vlak niet het geval is. Zoals aangegeven in artikel 4 van de bestreden wet is de formele grondslag van de steunmaatregelen, neergelegd in artikel 87 van het E.G.-Verdrag. De dioxinewet beoogt, zoals ook aangegeven door de Europese Commissie, de vergoeding van economische schade en omzetverlies veroorzaakt door een buitengewone gebeurtenis. Het gaat niet om een gewone subsidieregeling, noch om steunmaatregelen aan ondernemingen ter bevordering van de economische expansie of aan ondernemingen in moeilijkheden, die op grond van artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen tot de bevoegdheid van de gewesten behoren.

Bij de aanmelding van de maatregelen door de federale overheid bij de Europese Commissie werd toestemming gevraagd om steun te mogen toekennen aan alle sectoren van de dierlijke productie en aan alle Belgische ondernemingen in de betrokken sectoren als een geheel.

Pas in een latere fase, nadat de Europese Commissie haar *fiat* voor steunverlening in die zin had verleend, heeft de federale overheid, om budgettaire redenen, betoogd dat de gewesten bevoegd zijn voor compensatie van economische schade geleden door ondernemingen van de niet-landbouwsector. De houding van de federale overheid in deze zaak strookt dus niet met het standpunt ingenomen tijdens de fase strekkende tot het verkrijgen van toestemming van de Europese overheden. Bovendien kan aan de toestemming gegeven door de Europese Commissie geen argument worden ontleend om te besluiten dat steun aan niet-landbouwbedrijven niet mogelijk was. Bijkomend, door enkel steun te verlenen aan de zelfstandige landbouwbedrijven, heeft de federale overheid bijgedragen tot concurrentievervalsing en verstoring van de Europese markt.

A.4.3. De verzoekende partij meent ook dat, in tegenstelling tot wat de Ministerraad betoogt, uit het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State niet kan worden afgeleid dat ondernemingen van de vleesverwerkende sector niet kunnen worden beschouwd als landbouwbedrijven.

A.4.4. Ten slotte betwist de verzoekende partij het standpunt van de Ministerraad dat de zelfstandige landbouwbedrijven een economisch zwakkere groep zijn binnen de voedselketen en meer dan de vleesverwerkende industrie de weerslag van de dioxinecrisis hebben ondervonden.

— B —

*Ten aanzien van de bestreden bepalingen*

B.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van de artikelen 2, 2°, 3, 4 en 5 van de wet van 3 december 1999 betreffende steunmaatregelen ten gunste van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis, luidend :

« Art. 2. Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder :

[...]

2° 'landbouwbedrijf' : elke onderneming waarvan de hoofdactiviteit bestaat in de teelt van pluimvee, varkens of runderen of de productie van eieren of melk;

[...]

Art. 3. Voor de toepassing van deze wet kan de Koning, tegen de voorwaarden die Hij vaststelt :

1° ondernemingen waarvan de hoofdactiviteit bestaat in de productie van andere producten van dierlijke oorsprong die voorkomen in de lijst opgenomen als Bijlage I bij het Verdrag, gelijkstellen met landbouwbedrijven;

2° ondernemingen die akker- of tuinbouw combineren met één of meerdere activiteiten bedoeld in artikel 2, 2°, gelijkstellen met landbouwbedrijven;

3° de gevallen bepalen waarin, omwille van bindingen op functioneel, financieel of beheersvlak, meerdere entiteiten of exploitatie-eenheden dienen te worden beschouwd als één enkel landbouwbedrijf.

[...]

Art. 4. Binnen de grenzen toegestaan door de Commissie krachtens artikel 87 van het Verdrag en tegen de voorwaarden bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, kan de Staat steun toekennen aan landbouwbedrijven teneinde alle of een deel van de schade te dekken die deze bedrijven hebben geleden ten gevolge van de dioxinecrisis, in de mate waarin deze schade niet wordt gedekt door andere federale of gewestelijke overheidssteun.

De in het eerste lid bedoelde steun zal de vorm aannemen van een vergoeding in contanten, volgens de nadere regels bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 5. Een landbouwbedrijf komt enkel in aanmerking voor steun met toepassing van artikel 4 voor zover het :

1° het bewijs levert van de geleden schade en van een rechtstreeks oorzakelijk verband tussen deze schade en de dioxinecrisis;

2° aantoot dat de gevraagde steun in subsidie-equivalent de geleden schade niet overtreft, rekening houdend, in voorkomend geval, met alle andere federale en regionale overheidssteun die het bedrijf reeds heeft bekomen omwille van de dioxinecrisis, en met de vergoedingen die het heeft verkregen of waarop het recht heeft krachtens verzekeringspolissen of bij wege van schadevergoeding ingevolge contractuele of buitencontractuele aansprakelijkheid van derden;

3° geen onregelmatigheden heeft begaan ten aanzien van de maatregelen genomen door de overheid i[n] het kader van de dioxinecrisis;

4° de voorwaarden van economische zelfstandigheid ten aanzien van afnemers van vee en leveranciers vervult zoals bepaald bij een in Ministerraad overleg[d] koninklijk besluit. »

*Ten aanzien van het belang van de verzoekende partij*

B.2. De v.z.w. Nationale Federatie der Fabrikanten van Vleeswaren en Vleesconserven heeft luidens artikel 3 van haar statuten het ontwikkelen, ondersteunen en verdedigen van alle belangen van de Belgische vleeswarenindustrie en aanverwante sectoren tot doel. Ze doet blijken van het vereiste belang om de vernietiging te vorderen van de bovenvermelde bepalingen waarbij de federale wetgever in steunmaatregelen voorziet ten gunste van ondernemingen uit de landbouwsector, met uitsluiting van ondernemingen uit andere sectoren, zoals de vleeswarenindustrie.

*Ten aanzien van de grond van de zaak*

B.3.1. Uit de totstandkoming van de wet van 3 december 1999 blijkt dat de beoogde vergoeding een compensatie vormt voor de economische schade en de algemene omzetzaling bij de Belgische landbouwbedrijven die het gevolg is van een geringer marktaandeel en een daling van het verbruik tijdens en na de dioxinecrisis (*Parl. St.*, Kamer, Doc. 50, 0212/001, pp. 4 en 8).

Artikel 2, 2°, definieert een landbouwbedrijf als « elke onderneming waarvan de hoofdactiviteit bestaat in de teelt van pluimvee, varkens of runderen of de productie van eieren of melk ». Luidens artikel 3 kan de Koning ondernemingen waarvan de hoofdactiviteit bestaat in de productie van andere producten van dierlijke oorsprong en ondernemingen die akker- of tuinbouw combineren met een van de activiteiten bedoeld in artikel 2, 2°, gelijkstellen met landbouwbedrijven. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat die machtiging beperkend moet worden geïnterpreteerd.

B.3.2. De bestreden economische steunmaatregelen moeten worden onderscheiden van de regeling waarin is voorzien door het niet bestreden artikel 16 van de wet van 3 december 1999 en die toestaat dat de Staat voorschotten of vergoedingen toekent aan ondernemingen waarvan de producten van dierlijke oorsprong zijn vernietigd, in beslag genomen of uit de handel genomen ten gevolge van maatregelen van volksgezondheid die de Belgische overheid heeft genomen in het kader van de dioxinecrisis. De regeling van artikel 16 kon worden uitgevaardigd krachtens de federale bevoegdheid inzake volksgezondheid, zoals die kan worden afgeleid uit artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (advies van de Raad van State van 12 oktober 1999, *Parl. St.*, Kamer, Doc. 50, 0212/001, p. 30). In tegenstelling tot de bestreden maatregelen geldt artikel 16 op gelijke wijze voor ondernemingen uit de landbouwsector en uit de niet-landbouwsector.

B.4.1. Het enige middel is afgeleid uit een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat de steunverlening waarin de artikelen 2, 2°, 3, 4 en 5 van de bestreden wet voorzien, enkel bedoeld is voor landbouwondernemingen en niet voor andere ondernemingen, zoals bijvoorbeeld die van de vleeswarenindustrie.

B.4.2. De vraag naar de eventuele schending van het gelijkheidsbeginsel kan te dezen niet los worden gezien van de bevoegdheidsverdeling tussen de Staat en de gewesten zoals geregeld in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

B.5.1. Op grond van artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de gewesten bevoegd voor het economisch beleid. Die bevoegdheid omvat onder meer « de hulp aan in moeilijkheden verkerende industriële en dienstverlenende ondernemingen » (*Parl. St.*, Senaat, 1979-1980, nr. 434/1, pp. 27 tot 29; *Parl. St.*, Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/1, p. 42). Bij de wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 heeft de bijzondere wetgever bevestigd dat de volheid van bevoegdheid inzake economische aangelegenheden aan de gewesten wordt overgedragen (*Parl. St.*, Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/1, p. 9).

B.5.2. De bevoegdheidsverdeling tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten berust in beginsel op een stelsel van exclusieve bevoegdheden. De toekenning aan de gewesten van de bevoegdheid inzake hulp aan ondernemingen, sluit het optreden van de federale wetgever uit, behoudens de in de Grondwet of de wet voorziene uitzonderingen.



B.5.3. Luidens artikel 6, § 1, V, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals het te dezen van toepassing is, omvat de gewestelijke bevoegdheid inzake landbouw :

« [...] »

3° de aanvullende of suppletieve hulp aan landbouwbedrijven;

[...] ».

B.5.4. Uit die bepaling volgt dat, wat steunmaatregelen in de landbouwsector betreft, de gewesten enkel bevoegd zijn voor aanvullende of suppletieve hulp aan landbouwbedrijven. De residuaire bevoegdheid inzake landbouw berust evenwel bij de federale overheid.

B.5.5. Uit het bovenstaande volgt dat de federale wetgever bevoegd was om economische steunmaatregelen te nemen ten aanzien van de landbouwbedrijven. Hij vermocht die maatregelen evenwel niet uit te breiden tot ondernemingen uit andere sectoren die, wat de hulp aan ondernemingen betreft, tot de bevoegdheid van de gewesten behoren. De federale wetgever heeft derhalve het gelijkheidsbeginsel niet kunnen schenden door enkel ten aanzien van de landbouwbedrijven wetgevend te zijn opgetreden.

B.6. Het subsidiair door de verzoekende partij aangevoerde argument dat de bevoegdheidsverdelende regels vervat in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zelf strijdig zouden zijn met het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, doordat ze ertoe leiden dat de federale Staat enkel ten aanzien van de landbouwsector de bedoelde steunmaatregelen kon uitvaardigen, kan niet worden aangenomen. Het beweerde verschil in behandeling spruit immers niet voort uit de door de bijzondere wetgever voorgeschreven bevoegdheidsverdeling, maar uit het gebruik dat iedere wetgever van de hem toegewezen bevoegdheden maakt. Het verschil in behandeling is derhalve niet aan een bepaling van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 toe te schrijven.

B.7. Het middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Nederlands, het Frans en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 20 november 2001.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

H. Boel.

#### COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 3394

[C — 2001/21608]

#### Arrêt n° 146/2001 du 20 novembre 2001

Numéro du rôle : 1979

*En cause* : le recours en annulation des articles 2, 2°, 3, 4 et 5 de la loi du 3 décembre 1999 relative à des mesures d'aide en faveur d'entreprises agricoles touchées par la crise de la dioxine, introduit par l'a.s.b.l. Fédération nationale des fabricants de produits et conserves de viandes.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents A. Arts et M. Melchior, des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe et J.-P. Moerman, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, du président émérite H. Boel, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président émérite H. Boel,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 9 juin 2000 et parvenue au greffe le 13 juin 2000, l'a.s.b.l. Fédération nationale des fabricants de produits et conserves de viandes, dont le siège social est établi à 1080 Bruxelles, avenue du Château 19, boîte 13, a introduit un recours en annulation des articles 2, 2°, 3, 4 et 5 de la loi du 3 décembre 1999 relative à des mesures d'aide en faveur d'entreprises agricoles touchées par la crise de la dioxine (publiée au *Moniteur belge* du 11 décembre 1999, deuxième édition).

#### II. *La procédure*

Par ordonnance du 13 juin 2000, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 31 juillet 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 5 août 2000.

Des mémoires ont été introduits par :

— le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 15 septembre 2000;

— le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, par lettre recommandée à la poste le 15 septembre 2000.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 20 octobre 2000.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 22 novembre 2000.

Par ordonnances des 29 novembre 2000 et 29 mai 2001, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 9 juin 2001 et 9 décembre 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnances des 20 mars 2001 et 22 mai 2001, la Cour a complété le siège respectivement par les juges A. Alen et J.-P. Moerman.

Par ordonnance du 13 juin 2001, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 12 juillet 2001.

Par ordonnance du même jour, le président H. Boel a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

L'ordonnance de mise en état a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 14 juin 2001.

A l'audience publique du 12 juillet 2001 :

— ont comparu :

. Me S. Brijs *loco* Me F. Tulkens et Me L. Vael, avocats au barreau de Bruxelles, pour la partie requérante;

. Me J. Meyers et Me S. Allcock, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

. Me S. Depré *loco* Me B. Hendrickx, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement wallon;

— les juges-rapporteurs M. Bossuyt et R. Henneuse ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

*Position de la partie requérante*

A.1.1. La loi attaquée prévoit des mesures d'aide en faveur d'entreprises touchées par la crise de la dioxine. A cet égard, une distinction non justifiée est faite, au sein du secteur alimentaire, en faveur d'entreprises du secteur agricole et en défaveur d'entreprises du secteur non agricole, alors que les deux secteurs ont été l'un comme l'autre durement touchés.

A.1.2. Selon la partie requérante, la différence de traitement critiquée trouve son fondement dans la répartition des compétences contenue dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

En vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, 1<sup>o</sup>, de cette loi spéciale, l'aide aux entreprises relève de la compétence des régions. Toutefois, conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, V, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de la même loi spéciale, les régions ne sont compétentes à l'égard des entreprises agricoles qu'en matière d'aide à l'investissement et d'aides complémentaires ou supplétives et l'autorité fédérale, sur la base de sa compétence résiduaire, est compétente en matière de mesures d'aide. Les entreprises touchées par la crise de la dioxine peuvent donc prétendre à une aide fédérale ou régionale selon qu'elles relèvent du secteur agricole ou du secteur non agricole.

L'article 16 de la loi entreprise, dont l'annulation n'est pas demandée, prévoit néanmoins la possibilité d'accorder une aide aux entreprises non agricoles par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Selon l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, ces mesures ne peuvent trouver de fondement que dans la compétence fédérale en matière de santé publique, telle que celle-ci découle de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, de la loi spéciale du 8 août 1980. Sur la base de cette disposition, des mesures de compensation à peine dignes d'être mentionnées ont toutefois été prises en faveur du secteur non agricole, alors que le secteur agricole bénéficie, lui, d'une aide considérable.

Lors des travaux préparatoires de la loi attaquée, il a été assuré que, dans les limites de leurs compétences, tant le législateur fédéral que les régions accorderaient une aide aux entreprises touchées. Par la suite, les régions ont décidé de commun accord, après concertation, de ne pas accorder d'indemnités complémentaires au secteur non agricole.

A.1.3. Préalablement à l'exposé du moyen unique invoqué, la partie requérante soutient qu'en sa qualité d'association sans but lucratif, elle justifie de l'intérêt requis pour introduire un recours en annulation.

A.1.4. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution et poursuit l'annulation des articles 2, 2<sup>o</sup>, 3, 4 et 5 de la loi du 3 décembre 1999.

Il n'existe aucune distinction objectivement justifiée permettant d'expliquer le fait que le secteur alimentaire voie l'adoption d'initiatives réglementaires ayant pour effet que seules les entreprises du secteur agricole puissent bénéficier d'une aide économique, alors que les entreprises du secteur non agricole, tout autant gravement touchées par la crise de la dioxine, n'obtiennent pratiquement pas d'aide. En outre, les instances supranationales européennes ont permis qu'une aide soit accordée aux deux secteurs.

S'il devait être soutenu qu'il est impossible de comparer la politique menée par l'autorité fédérale et celle menée par les régions, du fait de leur autonomie réciproque, il faudrait en conclure que la répartition des compétences en matière d'aide aux entreprises, fixée dans la loi spéciale du 8 août 1980, est elle-même entachée d'une violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

*Position du Conseil des ministres*

A.2.1. Le Conseil des ministres estime de prime abord que la partie requérante ne justifie pas de l'intérêt requis. L'industrie de transformation des produits alimentaires ne peut avoir un avantage direct à l'annulation d'une réglementation contenant des mesures d'aide en faveur des entreprises agricoles. De surcroît, il est totalement impossible qu'une réglementation plus favorable aux entreprises non agricoles soit édictée à la suite de l'annulation des dispositions attaquées dès lors que, comme exposé ci-après, le législateur fédéral n'est pas compétent à cette fin.

A.2.2. Sur le fond, le Conseil des ministres fait valoir en ordre principal que l'autorité fédérale n'est pas compétente pour appliquer à l'industrie de transformation des produits alimentaires la réglementation générale d'aide prévue en faveur du secteur agricole.

Les mesures générales d'aide attaquées que la « loi dioxine » instaure en faveur des entreprises agricoles trouve son fondement dans la compétence résiduaire de l'autorité fédérale en matière d'agriculture. L'aide spécifique qui est accordée aux entreprises agricoles et non agricoles dans le cadre de mesures sanitaires, conformément à l'article 16, non attaqué, de la loi du 3 décembre 1999, se fonde sur la compétence fédérale en matière de santé publique. Ces mesures comportent en particulier la prise en charge par l'Etat des coûts de transport, de stockage et de destruction de certaines denrées alimentaires d'origine animale et des coûts de certaines analyses ainsi qu'une indemnité pour les viandes et produits de viandes détruits.

La compétence fédérale ne va pas jusqu'à permettre également l'élaboration d'une réglementation générale d'aide en faveur du secteur non agricole, car cela méconnaîtrait la répartition des compétences établie par la Constitution et le législateur spécial. Les régions sont pleinement compétentes en matière de politique économique, en ce compris les mesures d'aide en faveur d'entreprises en difficultés.

A.2.3. Subsidièrement, s'il pouvait être fait abstraction de la limitation de compétence susmentionnée, il faudrait constater que la réglementation sélective de subventionnement se fonde sur une option politique acceptable. En raison de la rareté des moyens publics, chaque politique de subventionnement est en effet intrinsèquement sélective : l'autorité doit nécessairement limiter les régimes de subventionnement à certains secteurs ou sous-secteurs en fonction de priorités socio-économiques. Il s'agit là d'un domaine politique, où le contrôle judiciaire est toujours marginal.

A.2.4. En l'espèce, l'autorité fédérale a décidé d'accorder des subventions en raison du caractère exceptionnel de la crise, dans les limites des possibilités budgétaires et en faveur des entreprises les plus gravement touchées. Une telle décision se fonde sur une option politique acceptable et ne fait naître dans le chef d'autres catégories de personnes aucun droit de recevoir des subventions similaires.

En ordre encore plus subsidiaire, pour autant que la Cour s'estimerait malgré tout compétente pour un contrôle plus approfondi, le Conseil des ministres estime que le principe d'égalité n'est pas violé.

La limitation du régime de subventionnement litigieux aux entreprises agricoles indépendantes est justifiée en ce qu'une enquête a démontré qu'elles constituent, plus que les entreprises agricoles intégrées ou les entreprises non agricoles, un groupe économiquement plus faible dans la chaîne alimentaire.

Les mesures d'aide que la Belgique a pu prendre à la suite de la crise de la dioxine doivent également s'apprécier dans le contexte de l'article 87, paragraphe 2, sous b), du Traité C.E. La Commission européenne était disposée à approuver, à des conditions rigoureuses, l'aide envisagée par la Belgique.

L'aide que l'article 16 de la loi entreprise a accordée aux entreprises agricoles et non agricoles a été approuvée pour autant que les frais pour lesquels une indemnité a été demandée aient été la conséquence directe des mesures limitatives imposées par les autorités nationales et communautaires pour des raisons de protection de la santé publique. La Commission européenne a indiqué que la réglementation générale d'indemnisation des entreprises agricoles, réglée par l'article 4 de la loi, doit s'apprécier différemment dès lors qu'il s'agit d'une compensation octroyée pour une baisse générale du chiffre d'affaires des entreprises belges dans le secteur concerné considéré dans son ensemble, par suite des perturbations du marché entraînées par la crise.

La Commission indique que l'aide ne se justifie que parce que le groupe cible, à savoir les producteurs agricoles indépendants, est un secteur aux caractéristiques particulières. Ces considérations rejoignent le critère de l'article 87, paragraphe 1, du Traité C.E. en ce qui concerne l'incidence défavorable sur les échanges entre Etats. Eu égard à la taille généralement plus petite des entreprises bénéficiaires, le risque d'influencer défavorablement les échanges entre Etats par les mesures d'aide accordées à de tels producteurs est moindre.

Du point de vue européen, il existe donc également une justification pour la distinction litigieuse.

#### *Position du Gouvernement wallon*

A.3.1. Le Gouvernement wallon se réserve le droit de contester la capacité de la partie requérante à ester en justice lorsqu'il aura pris connaissance des annexes de la requête. En ce qui concerne l'intérêt de la partie requérante, il estime non démontré que la disposition attaquée affecte son objet social, que l'intérêt n'est pas distinct de l'intérêt des membres individuels et que l'objet social est réellement et durablement poursuivi.

A.3.2. Quant au fond de l'affaire, le Gouvernement wallon estime que le moyen unique doit s'apprécier à la lumière de la répartition des compétences entre l'Etat fédéral et les régions.

Il appert tant du texte de la loi que des travaux préparatoires que les dispositions entreprises visent uniquement l'octroi d'une aide aux entreprises agricoles.

Ces mesures relèvent de la compétence du législateur fédéral en matière d'agriculture. En ce qui concerne la réglementation contenue dans l'article 16, non contesté, de la loi du 3 décembre 1999, qui vise aussi bien les entreprises agricoles que les entreprises non agricoles, le législateur fédéral est compétent sur la base de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, de la loi spéciale du 8 août 1980, lequel concerne la santé publique.

La discrimination dénoncée découle du fait que le législateur fédéral n'était compétent que pour édicter des mesures d'aide en faveur du secteur agricole. Le propre d'un Etat fédéral est que chaque législateur n'intervient que dans son aire de compétence. Les différences de traitement qui en découlent n'ont pas été jugées contraires, par la Cour, aux articles 10 et 11 de la Constitution. La répartition des compétences elle-même, telle qu'elle est fixée dans la loi spéciale du 8 août 1980, ne saurait être mise en discussion dans l'actuel recours en annulation.

A.3.3. Le Gouvernement wallon estime que la partie requérante critique en substance le fait que les régions n'ont pas respecté leur promesse de mesures d'aide en faveur du secteur non agricole. Un tel litige ne relève toutefois pas de la compétence de la Cour d'arbitrage. Pour le surplus, la partie requérante dénonce une lacune dans la législation, ce qui échappe également à la compétence de la Cour. Enfin, le Gouvernement wallon dépose un certain nombre de pièces d'où il appert que des mesures d'aide ont effectivement été prises en faveur du secteur non agricole. Au demeurant, la partie requérante ne démontre nulle part de manière convaincante que le secteur non agricole aurait été aussi durement touché par la crise de la dioxine que le secteur agricole. Le Gouvernement wallon demande, dès lors, le rejet du recours en annulation.

#### *Mémoire en réponse de la partie requérante*

A.4.1. S'agissant de la question relative à la capacité d'ester en justice, la partie requérante souligne que la Cour a déjà jugé recevable un recours introduit précédemment par ses soins. Par ailleurs, la partie requérante réfute les objections soulevées par le Conseil des ministres et le Gouvernement wallon au sujet de son intérêt. Elle souligne à cet égard que l'appréciation de l'intérêt est indissociablement liée à l'interprétation du fond de l'affaire.

A.4.2. Sur le fond, la partie requérante répond principalement aux arguments des autres parties, qui sont empruntés au contexte de droit européen dans lequel les mesures attaquées doivent être situées.

Il appert de la réglementation supranationale que les entreprises de l'industrie de transformation des viandes relèvent également de la catégorie « agriculture » au sens de l'article 32 du Traité C.E., alors que ce n'est pas le cas au niveau du droit interne belge. Comme l'indique l'article 4 de la loi entreprise, le fondement formel dans lequel s'inscrivent les mesures d'aide est contenu à l'article 87 du Traité C.E. Comme l'indique aussi la Commission européenne, la « loi dioxine » poursuit l'indemnisation d'un dommage économique et d'une perte de chiffre d'affaires causés par un événement extraordinaire. Il ne s'agit pas d'une simple réglementation en matière de subvention ni de mesures d'aide aux entreprises en vue de favoriser l'expansion économique ou aux entreprises en difficultés, matière relevant de la compétence des régions sur la base de l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Lorsque l'autorité fédérale a signalé les mesures envisagées à la Commission européenne, l'approbation de cette dernière a été sollicitée pour pouvoir accorder des aides à tous les secteurs de la production animale et à toutes les entreprises belges des secteurs concernés considérés dans leur ensemble.

Ce n'est que dans une phase ultérieure, après que la Commission européenne eut donné son *fiat* à l'octroi d'aides, que l'autorité fédérale a soutenu, pour des raisons budgétaires, que les régions sont compétentes pour une compensation d'un dommage économique subi par des entreprises du secteur non agricole. L'attitude de l'autorité fédérale dans cette affaire n'est donc pas conforme à la position prise au cours de la phase visant à obtenir l'approbation des autorités européennes. En outre, on ne saurait tirer de l'autorisation donnée par la Commission européenne un argument pour conclure qu'il n'était pas possible d'octroyer une aide aux entreprises non agricoles. De plus, en accordant une aide aux seules entreprises agricoles indépendantes, l'autorité fédérale a contribué à fausser la concurrence et à perturber le marché européen.

A.4.3. La partie requérante estime également que, contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, il ne peut être déduit de l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat que les entreprises du secteur de transformation des viandes ne pourraient pas être considérées comme des entreprises agricoles.

A.4.4. La partie requérante conteste enfin l'affirmation du Conseil des ministres selon laquelle les entreprises agricoles indépendantes constitueraient un groupe économiquement plus faible dans la chaîne alimentaire et auraient subi les répercussions de la crise de la dioxine plus fortement que l'industrie de transformation des viandes.

— B —

*Quant aux dispositions attaquées*

B.1. La partie requérante demande l'annulation des articles 2, 2°, 3, 4 et 5 de la loi du 3 décembre 1999 relative à des mesures d'aide en faveur d'entreprises agricoles touchées par la crise de la dioxine, lesquels sont libellés comme suit :

« Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

[...]

2° 'entreprise agricole' : toute entreprise dont l'activité principale consiste en l'élevage de volaille, porcs ou bovins ou en la production d'œufs ou de lait;

[...]

Art. 3. Pour l'application de la présente loi, le Roi peut, aux conditions qu'il fixe :

1° assimiler à des entreprises agricoles des entreprises dont l'activité principale consiste en la production d'autres produits d'origine animale repris sur la liste figurant à l'Annexe I au Traité;

2° assimiler à des entreprises agricoles des entreprises qui combinent les grandes cultures ou l'horticulture avec une ou plusieurs activités visées à l'article 2, 2°;

3° définir les cas dans lesquels, en raison de liens fonctionnels ou financiers ou de liens sur le plan de la gestion, plusieurs entités ou unités d'exploitation doivent être considérées comme une seule entreprise agricole.

[...]

Art. 4. Dans les limites autorisées par la Commission en vertu de l'article 87 du Traité et aux conditions définies par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, l'Etat peut accorder des aides à des entreprises agricoles en vue de couvrir tout ou partie du dommage subi par ces entreprises à cause de la crise de la dioxine, dans la mesure où ce dommage n'est pas couvert par d'autres aides publiques fédérales ou régionales.

Les aides visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> prendront la forme d'une indemnité en espèces, selon les modalités définies par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Art. 5. Une entreprise agricole est éligible au bénéfice d'une aide en application de l'article 4 pour autant qu'elle :

1° fournisse la preuve du dommage subi et d'un lien de causalité direct entre ce dommage et la crise de la dioxine;

2° établisse que l'aide demandée ne dépasse pas en équivalent-subvention le dommage subi, compte tenu, le cas échéant, de toutes les autres aides publiques fédérales et régionales que l'entreprise a déjà obtenues en raison de la crise de la dioxine et de toutes les indemnités qu'elle a reçues ou auxquelles elle a droit en vertu de polices d'assurances ou à titre de dommages-intérêts du chef de la responsabilité contractuelle ou extra-contractuelle de tiers;

3° n'ait pas commis d'irrégularités au regard des mesures prises par les autorités publiques dans le cadre de la crise de la dioxine;

4° remplisse les conditions d'indépendance économique à l'égard des preneurs de bétail et des fournisseurs, telles que définies par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. »

*Quant à l'intérêt de la partie requérante*

B.2. L'a.s.b.l. Fédération nationale des fabricants de produits et conserves de viandes a pour objet, aux termes de l'article 3 de ses statuts, le développement, le soutien et la défense de tous les intérêts de l'industrie belge des produits de viande et des secteurs connexes. Elle justifie de l'intérêt requis pour postuler l'annulation des dispositions précitées par lesquelles le législateur fédéral prévoit des mesures d'aide en faveur de certaines entreprises du secteur agricole, à l'exclusion des entreprises d'autres secteurs, tels que l'industrie des produits de viande (cf. arrêt n° 32/2000, B.2.2).

*Quant au fond*

B.3.1. La genèse de la loi du 3 décembre 1999 fait apparaître que l'indemnité visée constitue une compensation pour le dommage économique et la baisse générale du chiffre d'affaires des entreprises agricoles belges, résultant d'une réduction des parts de marché et d'une baisse de la consommation pendant et après la crise de la dioxine (*Doc. parl.*, Chambre, Doc. 50, 0212/001, pp. 4 et 8).

L'article 2, 2°, définit l'entreprise agricole comme étant « toute entreprise dont l'activité principale consiste en l'élevage de volaille, porcs ou bovins ou en la production d'œufs ou de lait ». Aux termes de l'article 3, le Roi peut assimiler à des entreprises agricoles des entreprises dont l'activité principale consiste en la production d'autres produits d'origine animale et des entreprises « qui combinent les grandes cultures ou l'horticulture » avec une ou plusieurs activités visées à l'article 2, 2°. Il ressort des travaux préparatoires que cette habilitation doit être interprétée de manière restrictive.

B.3.2. Les mesures d'aide économique attaquées doivent être distinguées du régime prévu par l'article 16 non attaqué de la loi du 3 décembre 1999, qui permet à l'Etat d'accorder des avances ou indemnités à des entreprises dont des produits d'origine animale ont été détruits, saisis ou retirés du commerce à la suite de mesures de santé publique prises par les autorités publiques belges dans le cadre de la crise de la dioxine. La règle inscrite à l'article 16 a pu être édictée en vertu de la compétence fédérale en matière de santé publique, telle que celle-ci peut se déduire de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (avis du Conseil d'Etat du 12 octobre 1999, *Doc. parl.*, Chambre, Doc. 50, 0212/001, p. 30). Contrairement aux mesures attaquées, l'article 16 s'applique de manière égale aux entreprises du secteur agricole et du secteur non agricole.

B.4.1. Le moyen unique est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution en ce que les aides prévues par les articles 2, 2°, 3, 4 et 5 de la loi attaquée sont destinées exclusivement aux entreprises agricoles et non aux autres entreprises, telles que celles de l'industrie des produits de viande par exemple.

B.4.2. La question d'une éventuelle violation du principe d'égalité ne peut, en l'espèce, être envisagée sans avoir égard au partage de compétences entre l'Etat et les régions réglé par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B.5.1. En vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, de la loi spéciale du 8 août 1980, les régions sont compétentes pour la politique économique. Cette compétence comprend notamment « l'aide aux entreprises industrielles et de services en difficultés » (*Doc. parl.*, Sénat, 1979-1980, n° 434/1, pp. 27 à 29; *Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n° 516/1, p. 42). Lors de la modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles par la loi spéciale du 8 août 1988, le législateur spécial a souligné que la compétence complète en matière économique était transférée aux régions (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n° 516/1, p. 9).

B.5.2. La répartition des compétences entre l'Etat, les communautés et les régions repose en principe sur un système de compétences exclusives. L'attribution aux régions de la compétence en matière d'aide aux entreprises exclut l'intervention du législateur fédéral, sauf les exceptions prévues par la Constitution ou la loi.

B.5.3. Aux termes de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, V, de la loi spéciale du 8 août 1980, tel qu'il est applicable en l'espèce, la compétence régionale en matière d'agriculture comprend :

« [...]

3° les aides complémentaires ou supplétives aux entreprises agricoles;

[...] ».

B.5.4. Il ressort de cette disposition que, s'agissant des mesures d'aide au secteur agricole, les régions sont seulement compétentes en matière d'aides complémentaires ou supplétives aux entreprises agricoles. La compétence résiduaire en matière d'agriculture appartient cependant à l'autorité fédérale.

B.5.5. Il découle de ce qui précède que le législateur fédéral était compétent pour prendre des mesures d'aide économique en faveur des entreprises agricoles. Il ne pouvait toutefois étendre ces mesures aux entreprises d'autres secteurs qui, pour ce qui concerne l'aide aux entreprises, sont de la compétence des régions. Le législateur fédéral n'a donc pas pu violer le principe d'égalité en ayant seulement légiféré à l'égard des entreprises agricoles.

B.6. L'argument invoqué subsidiairement par la partie requérante, selon lequel les règles répartitrices de compétences contenues dans la loi spéciale du 8 août 1980 seraient elles-mêmes contraires au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination, parce qu'elles auraient eu pour effet que l'Etat fédéral n'a pu édicter les mesures d'aide litigieuses qu'à l'égard du secteur agricole, ne saurait être admis. En effet, la différence de traitement alléguée provient, non de la répartition des compétences opérée par le législateur spécial, mais de l'usage que fait chaque législateur des compétences qui lui sont attribuées. Elle n'est donc pas imputable à une disposition de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.7. Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 20 novembre 2001.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux.

Le président,  
H. Boel.

## SCHIEDSHOF

D. 2001 — 3394

[C — 2001/21608]

### Urteil Nr. 146/2001 vom 20. November 2001

Geschäftsverzeichnisnummer 1979

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 Nr. 2, 3, 4 und 5 des Gesetzes vom 3. Dezember 1999 über Maßnahmen zur Unterstützung der von der Dioxinkrise betroffenen Landwirtschaftsbetriebe, erhoben von der VoG Nationale Federatie der Fabrikanten van Vleeswaren en Vleesconserven.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden A. Arts und M. Melchior, den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe und J.-P. Moerman, und dem emeritierten Vorsitzenden H. Boel gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des emeritierten Vorsitzenden H. Boel,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 9. Juni 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 13. Juni 2000 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG Nationale Federatie der Fabrikanten van Vleeswaren en Vleesconserven, mit Vereinigungssitz in 1080 Brüssel, Kasteellaan 19, Bk. 13, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 Nr. 2, 3, 4 und 5 des Gesetzes vom 3. Dezember 1999 über Maßnahmen zur Unterstützung der von der Dioxinkrise betroffenen Landwirtschaftsbetriebe (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Dezember 1999, zweite Ausgabe).

## II. Verfahren

Durch Anordnung vom 13. Juni 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 31. Juli 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. August 2000.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— dem Ministerrat, Wetstraat 16, 1000 Brüssel, mit am 15. September 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

— der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, mit am 15. September 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 20. Oktober 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die klagende Partei hat mit am 22. November 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 29. November 2000 und vom 29. Mai 2001 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 9. Juni 2001 bzw. 9. Dezember 2001 verlängert.

Durch Anordnungen vom 20. März 2001 bzw. vom 22. Mai 2001 hat der Hof die Besetzung um die Richter A. Alen und J.-P. Moerman ergänzt.

Durch Anordnung vom 13. Juni 2001 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 12. Juli 2001 anberaumt.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Vorsitzende H. Boel die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Die Anordnung zur Verhandlungsreiferklärung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 14. Juni 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 12. Juli 2001

— erschienen

. RA S. Brijs *loco* RA F. Tulkens und RA L. Vael, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei,

. RA J. Meyers und RA S. Allcock, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

. RA S. Depré *loco* RA B. Hendrickx, in Brüssel zugelassen, für die Wallonische Regierung,

— haben die referierenden Richter M. Bossuyt und R. Henneuse Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

## III. In rechtlicher Beziehung

— A —

### *Standpunkt der klagenden Partei*

A.1.1. Das angefochtene Gesetz sehe Maßnahmen zur Unterstützung von durch die Dioxinkrise betroffenen Betrieben vor. Dabei werde innerhalb des Nahrungsmittelsektors ein ungerechtfertigter Unterschied zugunsten der Betriebe des Agrarsektors und zum Nachteil der nicht im Agrarsektor tätigen Betriebe gemacht, während beide Sektoren gleich stark betroffen seien.

A.1.2. Nach Darlegung der klagenden Partei finde der bemängelte Behandlungsunterschied seine Grundlage in der im Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen enthaltenen Verteilung der Zuständigkeiten.

Gemäß Artikel 6 § 1 VI Nr. 1 dieses Sondergesetzes seien die Regionen für die Unterstützung von Unternehmen zuständig. In bezug auf Landwirtschaftsbetriebe seien die Regionen gemäß Artikel 6 § 1 V Absatz 1 Nrn. 2 und 3 desselben Sondergesetzes jedoch lediglich für Investitionsbeihilfen sowie für Ergänzungs- oder Hilfsunterstützungen zuständig und sei die Föderalbehörde aufgrund ihrer Restbefugnis für Hilfsmaßnahmen zuständig. Die von der Dioxinkrise betroffenen Betriebe könnten daher eine föderale oder eine regionale Unterstützung beanspruchen, je nachdem, ob sie dem Agrarsektor angehörten oder nicht.

Artikel 16 des angefochtenen Gesetzes, dessen Nichtigkeitsklärung nicht gefordert werde, sehe zwar die Möglichkeit vor, den nicht im Agrarsektor tätigen Unternehmen eine Unterstützung durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlaß zu gewähren. Diese Maßnahmen könnten nach Ansicht der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates lediglich eine Grundlage in der föderalen Zuständigkeit für Volksgesundheit finden, so wie diese sich aus Artikel 5 § 1 I des Sondergesetzes vom 8. August 1980 ergebe. Aufgrund dieser Bestimmung seien jedoch kaum erwähnenswerte Ausgleichsmaßnahmen für den nicht in der Landwirtschaft tätigen Sektor ergriffen worden, während der Agrarsektor in den Vorteil einer erheblichen Unterstützung gelange.

Anlässlich der Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz sei versichert worden, daß sowohl der föderale Gesetzgeber als auch die Regionen die betroffenen Unternehmen innerhalb ihrer Zuständigkeit unterstützen würden. Danach hätten die Regionen einvernehmlich beschlossen, dem nicht in der Landwirtschaft tätigen Sektor keine zusätzlichen Entschädigungen zukommen zu lassen.

A.1.3. Vor der Darlegung des einzigen Klagegrundes führt die klagende Partei an, daß sie als Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht das rechtlich erforderliche Interesse aufweise, um eine Nichtigkeitsklage einzureichen.

A.1.4. Der Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung und bezwecke die Nichtigerklärung der Artikel 2 Nr. 2, 3, 4 und 5 des Gesetzes vom 3. Dezember 1999.

Es gebe keinen objektiv gerechtfertigten Unterschied, mit dem sich rechtfertigen lasse, daß im Nahrungsmittel-sektor Initiativen zu Regelungen ergriffen würden, die dazu führten, daß einzig und allein Unternehmen aus dem Agrarsektor in den Vorteil von wirtschaftlichen Stützungsmaßnahmen gelangten, während die ebenso schwer durch die Dioxinkrise betroffenen Unternehmen aus dem nicht in der Landwirtschaft tätigen Sektor kaum unterstützt würden. Überdies hätten die europäischen überstaatlichen Instanzen gestattet, daß beide Sektoren unterstützt werden könnten.

Sollte angeführt werden, daß kein Vergleich zwischen der Politik der Föderalbehörde und der Politik der Regionen wegen ihrer jeweiligen Autonomie möglich sei, so müßte man daraus schlußfolgern, daß der Zuständigkeitsverteilung in bezug auf Unterstützungen für Unternehmen im Sinne des Sondergesetzes vom 8. August 1980 selbst ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung anhafte.

#### *Standpunkt des Ministerrates*

A.2.1. Der Ministerrat vertritt zunächst den Standpunkt, die klagende Partei weise nicht das rechtlich erforderliche Interesse nach. Die nahrungsmittelverarbeitende Industrie könne keinen unmittelbaren Vorteil aus der Nichtigerklärung einer Unterstützungsregelung für Landwirtschaftsbetriebe erzielen. Außerdem sei es vollkommen unmöglich, daß nach der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen eine günstigere Regelung für die nicht im Agrarsektor tätigen Unternehmen erlassen werde, da der föderale Gesetzgeber hierzu nicht befugt sei, wie dies nachstehend dargelegt werde.

A.2.2. Zur Hauptsache führt der Ministerrat im wesentlichen an, daß die Föderalbehörde nicht befugt sei, die allgemeine Unterstützungsregelung für den Agrarsektor auch auf die nahrungsmittelverarbeitende Industrie anzuwenden.

Die angefochtene allgemeine Unterstützungsregelung, die durch das Dioxingesetz eingeführt werde, finde ihre Grundlage in der Restbefugnis der Föderalbehörde für die Landwirtschaft. Die spezifische Unterstützung für Landwirtschaftsbetriebe und nicht im Agrarsektor tätige Betriebe, die im Rahmen von Gesundheitsmaßnahmen gemäß dem nicht angefochtenen Artikel 16 des Gesetzes vom 3. Dezember 1999 zuerkannt werde, gründe auf der föderalen Zuständigkeit für die Volksgesundheit. Diese Maßnahmen umfaßten insbesondere die Übernahme von Kosten für den Transport, die Lagerung und die Vernichtung von bestimmten Nahrungsmitteln tierischen Ursprungs und von Kosten für bestimmte Analysen sowie eine Entschädigung für vernichtete Fleischsorten und Fleischprodukte durch den Staat.

Die föderale Zuständigkeit reiche nicht so weit, daß sie auch die Ausarbeitung einer allgemeinen Unterstützungsregelung für die nicht im Agrarsektor tätigen Unternehmen zulassen würde, ohne die durch die Verfassung und den Sondergesetzgeber festgelegten Zuständigkeiten zu verletzen. Die Regionen seien vollständig zuständig für die Wirtschaftspolitik, zu der Unterstützungsmaßnahmen für Betriebe in Schwierigkeiten gehörten.

A.2.3. Hilfsweise, falls die obenerwähnte Einschränkung der Zuständigkeit nicht berücksichtigt werde, beruhe die selektive Zuschußregelung auf einer annehmbaren politischen Entscheidung. Aufgrund der begrenzten öffentlichen Mittel sei nämlich jede Zuschußpolitik an sich selektiv, denn die Obrigkeit müsse Zuschußregelungen notwendigerweise auf bestimmte Sektoren oder Untersektoren beschränken, und zwar entsprechend sozialwirtschaftlichen Prioritäten. In diesem politischen Bereich spiele die gerichtliche Kontrolle stets eine nebensächliche Rolle.

A.2.4. Im vorliegenden Fall habe die Föderalbehörde beschlossen, wegen der außergewöhnlichen Beschaffenheit der Krise den am stärksten betroffenen Unternehmen im Rahmen der Haushaltsmöglichkeiten Zuschüsse zuzuerkennen. Ein solcher Beschluß beruhe auf einer annehmbaren politischen Entscheidung, und daraus entstehe anderen Kategorien von Personen kein Recht, ähnliche Zuschüsse zu erhalten.

Noch mehr hilfsweise, falls der Hof sich doch für eine gründlichere Prüfung für zuständig erachten sollte, vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß der Gleichheitsgrundsatz nicht verletzt werde.

Die Begrenzung der angefochtenen Zuschußregelung auf selbständige landwirtschaftliche Betriebe sei gerechtfertigt, da eine Untersuchung gezeigt habe, daß sie im Vergleich zu den integrierten Landwirtschaftsbetrieben oder den nicht im Agrarsektor tätigen Unternehmen eine wirtschaftlich schwächere Gruppe innerhalb der Nahrungsmittelkette bildeten.

Die Hilfsmaßnahmen, die Belgien infolge der Dioxinkrise ergreifen können, seien auch im Zusammenhang mit Artikel 87 Absatz 2 Buchstabe *b*) des EG-Vertrags zu beurteilen. Die Europäische Kommission sei bereit gewesen, die von Belgien geplante Unterstützung unter strengen Bedingungen gutzuheißen.

Die Unterstützung, die in Artikel 16 des angefochtenen Gesetzes den Landwirtschaftsbetrieben und den nicht im Agrarsektor tätigen Betrieben zuerkannt worden sei, sei gutgeheißen worden, insofern die Kosten, für die eine Entschädigung gefordert worden sei, die unmittelbare Folge der von den nationalen und den Gemeinschaftsbehörden im Hinblick auf den Schutz der Volksgesundheit auferlegten Einschränkungsmaßnahmen seien. Die Europäische Kommission habe darauf verwiesen, daß die allgemeine Entschädigungsregelung für die Landwirtschaftsbetriebe im Sinne von Artikel 4 des Gesetzes anders zu beurteilen sei, da es sich um einen Ausgleich für einen allgemeinen Umsatzrückgang bei den belgischen Unternehmen im betroffenen Sektor insgesamt handele, als Folge von Marktstörungen aufgrund der Krise.

Die Kommission verweise darauf, daß die Unterstützung lediglich gerechtfertigt sei, weil die Zielgruppe, nämlich die selbständigen Agrarproduzenten, ein Sektor mit besonderen Merkmalen sei. Dies stimme mit dem Kriterium von Artikel 87 Absatz 1 des EG-Vertrags über nachteilige Einflüsse auf den zwischenstaatlichen Verkehr überein. Da es sich bei den begünstigten Betrieben im allgemeinen um Betriebe kleineren Umfangs handele, sei die Gefahr einer nachteiligen Beeinflussung des zwischenstaatlichen Verkehrs durch die Unterstützungsmaßnahmen für solche Erzeuger geringer.

Somit sei der angefochtene Unterschied auch vom europäischen Gesichtspunkt her gerechtfertigt.

*Standpunkt der Wallonischen Regierung*

A.3.1. Die Wallonische Regierung behalte sich das Recht vor, die Prozeßfähigkeit der klagenden Partei anzufechten, wenn sie die Anlagen der Klageschrift werde zur Kenntnis genommen haben. Bezüglich des Interesses der klagenden Partei sei sie der Meinung, es werde nicht nachgewiesen, daß die angefochtene Bestimmung ihren Vereinigungszweck beeinträchtige, daß sich das Interesse nicht vom Interesse der einzelnen Mitglieder unterscheide und daß der Vereinigungszweck tatsächlich und dauerhaft verfolgt werde.

A.3.2. Zur Hauptsache vertritt die Wallonische Regierung den Standpunkt, der einzige Klagegrund müsse vom Blickwinkel der Verteilung der Zuständigkeiten zwischen dem Föderalstaat und den Regionen aus beurteilt werden.

Sowohl aus dem Gesetzestext als auch aus den Vorarbeiten werde ersichtlich, daß mit den angefochtenen Bestimmungen ausschließlich die Zuerkennung einer Unterstützung für Landwirtschaftsbetriebe ins Auge gefaßt werde.

Diese Maßnahmen unterlägen der Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers für Landwirtschaft. Für die im nicht angefochtenen Artikel 16 des Gesetzes vom 3. Dezember 1999 enthaltene Regelung, die sowohl auf die Landwirtschaftsbetriebe als auch auf die nicht im Agrarsektor tätigen Unternehmen ausgerichtet sei, sei der föderale Gesetzgeber aufgrund von Artikel 5 § 1 I des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der die Gesundheitspolitik betreffe, zuständig.

Die angeprangerte Diskriminierung ergebe sich aus der Tatsache, daß der föderale Gesetzgeber lediglich befugt gewesen sei, Hilfsmaßnahmen für den Agrarsektor zu erlassen. Ein spezifisches Merkmal des Föderalstaates bestehe darin, daß jeder Gesetzgeber nur im Rahmen seines Zuständigkeitsbereiches handle. Der Hof gehe nicht davon aus, daß die sich daraus ergebenden Behandlungsunterschiede gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstießen. Die eigentliche Zuständigkeitsverteilung, die im Sondergesetz vom 8. August 1980 festgelegt sei, könne in dieser Nichtigkeitsklage nicht zur Diskussion stehen.

A.3.3. Nach dem Dafürhalten der Wallonischen Regierung bemängele die klagende Partei im Grunde genommen die Tatsache, daß die Regionen ihr Versprechen zu Unterstützungsmaßnahmen für die nicht im Agrarsektor tätigen Unternehmen nicht erfüllt hätten. Für eine solche Streitsache sei der Schiedshof jedoch nicht zuständig. Im übrigen werde eine Gesetzeslücke angeprangert, für die der Hof ebenfalls nicht zuständig sei. Schließlich hinterlege die Wallonische Regierung eine Reihe von Dokumenten, aus denen ersichtlich werde, daß tatsächlich solche Unterstützungsmaßnahmen für die nicht im Agrarsektor tätigen Betriebe ergriffen worden seien. Im übrigen weise die klagende Partei nirgends in überzeugender Weise nach, daß die nicht im Agrarsektor tätigen Betriebe ebenso hart von der Dioxinkrise betroffen gewesen seien wie der Agrarsektor. Die Wallonische Regierung fordere infolgedessen die Abweisung der Nichtigkeitsklage.

*Erwiderungsschriftsatz der klagenden Partei*

A.4.1. In bezug auf die Frage der Prozeßfähigkeit verweist die klagende Partei darauf, daß der Hof bereits vorher eine durch sie eingereichte Klage für zulässig erklärt habe. Sodann widerlegt die klagende Partei die Einwände des Ministerrates und der Wallonischen Regierung in bezug auf ihr Interesse. Dabei führt sie an, daß die Beurteilung des Interesses untrennbar mit der Auslegung der Hauptsache verbunden sei.

A.4.2. Zur Hauptsache beantwortet die klagende Partei in erster Linie die Argumente der anderen Parteien, die vom europarechtlichen Kontext abgeleitet seien, in den die angefochtenen Maßnahmen einzuordnen seien.

Aus dem überstaatlichen Regelwerk werde ersichtlich, daß die Unternehmen der fleischverarbeitenden Industrie ebenfalls zur Kategorie « Landwirtschaft » im Sinne von Artikel 32 des EG-Vertrags gehörten, während dies auf Ebene des belgischen internen Rechts nicht der Fall sei. Wie es in Artikel 4 des angefochtenen Gesetzes angeführt werde, sei die formelle Grundlage, in deren Rahmen die Hilfsmaßnahmen gewährt würden, in Artikel 87 des EG-Vertrags festgelegt. Das Dioxingesez sehe, wie auch die Europäische Kommission dies angebe, die Wiedergutmachung eines durch ein außergewöhnliches Ereignis entstandenen wirtschaftlichen Schadens und Umsatzverlustes vor. Es handle sich weder um eine übliche Zuschußregelung noch um Beihilfemaßnahmen für Unternehmen zur Förderung der wirtschaftlichen Expansion oder für Unternehmen in Schwierigkeiten, für die aufgrund von Artikel 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen die Regionen zuständig seien.

Bei der Anmeldung der Maßnahmen durch die Föderalbehörde bei der Europäischen Kommission sei die Zustimmung beantragt worden, Hilfsmaßnahmen für alle Sektoren der Tierproduktion und für alle belgischen Unternehmen in den betroffenen Sektoren insgesamt gewähren zu dürfen.

Erst in einer späteren Phase, nachdem die Europäische Kommission ihre Zustimmung zur Erteilung einer Hilfe in diesem Sinne abgegeben hatte, habe die Föderalbehörde aus Haushaltsgründen angeführt, daß die Regionen für den Ausgleich des wirtschaftlichen Schadens bei nicht im Agrarsektor tätigen Unternehmen zuständig seien. Die Haltung der Föderalbehörde in dieser Sache stimme also nicht mit dem Standpunkt überein, den sie während der Phase der Beantragung der Zustimmung der europäischen Behörden eingenommen habe. Außerdem sei aus der Zustimmung der Europäischen Kommission kein Argument abzuleiten, das die Schlußfolgerung zulasse, eine Unterstützung der nicht im Agrarsektor tätigen Unternehmen sei nicht möglich. Darüber hinaus habe die Föderalbehörde, indem sie nur den selbständigen landwirtschaftlichen Betrieben eine Hilfe gewährt habe, zur Wettbewerbsverzerrung und Störung des europäischen Markts beigetragen.

A.4.3. Die klagende Partei ist auch der Auffassung, man könne im Gegensatz zu den Behauptungen des Ministerrates aus dem Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates nicht ableiten, daß Unternehmen des fleischverarbeitenden Sektors nicht als landwirtschaftliche Betriebe betrachtet werden könnten.

A.4.4. Schließlich stellt die klagende Partei den Standpunkt des Ministerrates in Abrede, daß die selbständigen landwirtschaftlichen Betriebe eine schwächere Gruppe innerhalb der Nahrungsmittelkette seien und stärker von den Auswirkungen der Dioxinkrise betroffen gewesen seien als die fleischverarbeitende Industrie.



— B —

*In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen*

B.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 2 Nr. 2, 3, 4 und 5 des Gesetzes vom 3. Dezember 1999 über Maßnahmen zur Unterstützung der von der Dioxinkrise betroffenen Landwirtschaftsbetriebe, die folgendermaßen lauten:

«Art. 2. Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes versteht man unter:

[...]

2. 'Landwirtschaftsbetrieb': Betrieb, dessen Haupttätigkeit in der Zucht von Geflügel, Schweinen oder Rindern oder in der Erzeugung von Eiern oder Milch besteht,

[...]

Art. 3. Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes kann der König unter den Bedingungen, die Er festlegt:

1. Betriebe, deren Haupttätigkeit in der Erzeugung anderer Erzeugnisse tierischen Ursprungs besteht, die in der Liste in Anhang I zum Vertrag aufgenommen sind, mit Landwirtschaftsbetrieben gleichsetzen,

2. Betriebe, die Acker- oder Gartenbau mit einer oder mehreren der in Artikel 2 Nr. 2 erwähnten Tätigkeiten kombinieren, mit Landwirtschaftsbetrieben gleichsetzen,

3. die Fälle bestimmen, in denen mehrere Betriebseinrichtungen oder -einheiten wegen der Verhältnisse auf funktioneller oder finanzieller Ebene oder im Bereich der Geschäftsführung als ein einziger Landwirtschaftsbetrieb betrachtet werden müssen.

[...]

Art. 4. Innerhalb der Grenzen, die aufgrund von Artikel 87 des Vertrags von der Kommission genehmigt worden sind, und unter den Bedingungen, die durch einen im Ministerrat beratenen Königlichen Erlaß festgelegt worden sind, kann der Staat Landwirtschaftsbetrieben Beihilfen gewähren, damit der Schaden, den diese Betriebe infolge der Dioxinkrise erlitten haben, ganz oder teilweise gedeckt wird, sofern dieser Schaden nicht durch andere föderale oder regionale öffentliche Beihilfen gedeckt wird.

Die in Absatz 1 erwähnten Beihilfen werden die Form einer Entschädigung in bar annehmen gemäß den Modalitäten, die in einem im Ministerrat beratenen Königlichen Erlaß bestimmt werden.

Art. 5. Ein Landwirtschaftsbetrieb kommt für eine Beihilfe in Anwendung von Artikel 4 in Betracht, sofern er:

1. den erlittenen Schaden und den direkten Kausalzusammenhang zwischen diesem Schaden und der Dioxinkrise nachweist,

2. nachweist, daß das Subventionsäquivalent der beantragten Beihilfe den erlittenen Schaden nicht übersteigt, wobei gegebenenfalls alle anderen föderalen und regionalen öffentlichen Beihilfen, die der Betrieb wegen der Dioxinkrise bereits erhalten hat, und alle Entschädigungen, die er erhalten hat oder die ihm aufgrund von Versicherungspolice oder als Schadenersatz infolge der vertraglichen oder außervertraglichen Verantwortlichkeit von Dritten zustehen, berücksichtigt werden,

3. keine Unregelmäßigkeiten im Hinblick auf die von den öffentlichen Behörden im Rahmen der Dioxinkrise getroffenen Maßnahmen begangen hat,

4. die Bedingungen in bezug auf die wirtschaftliche Unabhängigkeit gegenüber Viehabnehmern und Lieferanten erfüllt, so wie sie in einem im Ministerrat beratenen Königlichen Erlaß festgelegt sind.»

*In bezug auf das Interesse der klagenden Partei*

B.2. Die VoG Nationale Federatie der Fabrikanten van Vleeswaren en Vleesconserven verfolgt gemäß Artikel 3 ihrer Satzung das Ziel, alle Interessen der belgischen Fleischwarenindustrie und der verwandten Sektoren zu fördern, zu unterstützen und zu verteidigen. Sie weist das erforderliche Interesse nach, um die Nichtigerklärung der obenerwähnten Bestimmungen zu fordern, mit denen der föderale Gesetzgeber Hilfsmaßnahmen zugunsten von Betrieben des landwirtschaftlichen Sektors unter Ausschluß von Unternehmen anderer Sektoren, wie der Fleischwarenindustrie, vorseht.

*Zur Hauptsache*

B.3.1. Aus dem Werdegang des Gesetzes vom 3. Dezember 1999 ergibt sich, daß die ins Auge gefaßte Entschädigung einen Ausgleich für den wirtschaftlichen Schaden und die allgemeinen Umsatzeinbußen der landwirtschaftlichen Betriebe Belgiens bildet, die eine Folge des geringeren Marktanteils und eines Verbrauchsrückgangs während und nach der Dioxinkrise sind (*Parl. Dok.*, Kammer, Dok. 50, 0212/001, SS. 4 und 8).

Artikel 2, Nr. 2 definiert einen Landwirtschaftsbetrieb als «Betrieb, dessen Haupttätigkeit in der Zucht von Geflügel, Schweinen oder Rindern oder in der Erzeugung von Eiern oder Milch besteht». Gemäß Artikel 3 kann der König Betriebe, deren Haupttätigkeit in der Erzeugung anderer Erzeugnisse tierischen Ursprungs besteht, und Betriebe, die Acker- oder Gartenbau mit einer der in Artikel 2 Nr. 2 erwähnten Tätigkeiten kombinieren, mit Landwirtschaftsbetrieben gleichsetzen. Aus den Vorarbeiten geht hervor, daß diese Ermächtigung einschränkend auszulegen ist.

B.3.2. Die angefochtenen wirtschaftlichen Hilfsmaßnahmen sind von der Regelung zu unterscheiden, die in dem nicht angefochtenen Artikel 16 des Gesetzes vom 3. Dezember 1999 vorgesehen ist, wonach der Staat Betrieben, deren Erzeugnisse tierischen Ursprungs infolge der von den belgischen öffentlichen Behörden im Rahmen der Dioxinkrise getroffenen Gesundheitsmaßnahmen vernichtet, beschlagnahmt oder aus dem Handel genommen worden sind, Vorschüsse oder Entschädigungen gewähren kann. Die Regelung von Artikel 16 konnte aufgrund der föderalen Zuständigkeit für die Volksgesundheit erlassen werden, so wie sie aus Artikel 5 § 1 I des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abzuleiten ist (Gutachten des Staatsrates vom 12. Oktober 1999, *Parl. Dok.*, Kammer, Dok. 50, 0212/001, S. 30). Im Gegensatz zu den angefochtenen Maßnahmen gilt Artikel 16 in gleicher Weise für Betriebe des Landwirtschaftssektors und für nicht im Agrarsektor tätige Unternehmen.

B.4.1. Der einzige Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet, indem die in den Artikeln 2 Nr. 2, 3, 4 und 5 des angefochtenen Gesetzes vorgesehene Unterstützung lediglich für Landwirtschaftsbetriebe und nicht für andere Betriebe, wie beispielsweise diejenigen der Fleischwarenindustrie, vorgesehen sei.

B.4.2. Die Frage nach dem etwaigen Verstoß gegen den Gleichheitsgrundsatz ist in diesem Fall nicht von der Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Staat und den Regionen, so wie sie im Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgesehen ist, zu trennen.

B.5.1. Aufgrund von Artikel 6 § 1 VI des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sind die Regionen für die Wirtschaftspolitik zuständig. Diese Zuständigkeit beinhaltet unter anderem «die Hilfe für Industrie- und Dienstleistungsunternehmen in Schwierigkeiten» (*Parl. Dok.*, Senat, 1979-1980, Nr. 434/1, SS. 27 bis 29; *Parl. Dok.*, Kammer, A.S. 1988, Nr. 516/1, S. 42). Bei der Abänderung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 hat der Sondergesetzgeber hervorgehoben, daß die gesamte Zuständigkeit in wirtschaftlichen Angelegenheiten den Regionen übertragen werde (*Parl. Dok.*, Kammer, A.S. 1988, Nr. 516/1, S. 9).

B.5.2. Die Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Staat, den Gemeinschaften und den Regionen beruht grundsätzlich auf einem System von ausschließlichen Zuständigkeiten. Die Übertragung der Zuständigkeit für die Hilfe zugunsten von Unternehmen auf die Regionen schließt das Auftreten des föderalen Gesetzgebers aus, abgesehen von den in der Verfassung oder im Gesetz vorgesehenen Ausnahmen.

B.5.3. Gemäß Artikel 6 § 1 V des Sondergesetzes vom 8. August 1980, so wie er im vorliegenden Fall Anwendung findet, beinhaltet die Zuständigkeit der Regionen für die Landwirtschaft:

« [...]

3. die Ergänzungs- oder Hilfsunterstützung von Landwirtschaftsbetrieben;

[...] ».

B.5.4. Aus dieser Bestimmung ergibt sich, daß die Regionen hinsichtlich der Hilfsmaßnahmen für den Agrarsektor nur für Ergänzungs- oder Hilfsunterstützung von Landwirtschaftsbetrieben zuständig sind. Die Restbefugnis für die Landwirtschaft behält jedoch die Föderalbehörde.

B.5.5. Aus den obigen Darlegungen ergibt sich, daß der föderale Gesetzgeber befugt war, wirtschaftliche Hilfsmaßnahmen zugunsten der Landwirtschaftsbetriebe zu ergreifen. Er konnte diese Maßnahmen jedoch nicht auf Unternehmen anderer Sektoren ausdehnen, die hinsichtlich der Hilfe für Unternehmen in den Zuständigkeitsbereich der Regionen fallen. Der föderale Gesetzgeber konnte daher nicht gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, indem er lediglich für die Landwirtschaftsbetriebe gesetzgeberisch handelte.

B.6. Das hilfsweise von der klagenden Partei angeführte Argument, daß die im Sondergesetz vom 8. August 1980 enthaltenen Regeln der Zuständigkeitsverteilung selbst im Widerspruch zum Verfassungsgrundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung stünden, indem sie dazu führten, daß der Föderalstaat die betroffenen Hilfsmaßnahmen nur für den Landwirtschaftssektor habe erlassen können, ist nicht annehmbar. Der angeführte Behandlungsunterschied ergibt sich nämlich nicht aus der vom Sondergesetzgeber vorgeschriebenen Zuständigkeitsverteilung, sondern aus der Weise, in der jeder Gesetzgeber die ihm zugeteilten Zuständigkeiten benutzt. Der Behandlungsunterschied ist folglich nicht auf eine Bestimmung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zurückzuführen.

B.7. Der Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 20. November 2001.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,  
H. Boel.



## MINISTERE DES FINANCES

F. 2001 — 3395

[C - 2001/21539]

**13 NOVEMBRE 2001. — Loi modifiant la loi du 7 mai 2000 attribuant une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe et une dotation annuelle à Son Altesse Royale la Princesse Astrid (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté en Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** L'intitulé de la loi du 7 mai 2000 attribuant une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe et une dotation annuelle à Son Altesse Royale la Princesse Astrid, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi du 7 mai 2000 attribuant une dotation annuelle à son Altesse Royale le Prince Philippe, une dotation annuelle à Son Altesse Royale la Princesse Astrid et une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Laurent. »

**Art. 3.** Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 3bis. A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2001, il est accordé, à charge du Trésor public, une dotation annuelle de 272.682,88 EUR à Son Altesse Royale le Prince Laurent.

## MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 2001 — 3395

[C - 2001/21539]

**13 NOVEMBER 2001. — Wet tot wijziging van de wet van 7 mei 2000 houdende toekenning van een jaarlijkse dotatie aan Zijne Koninklijke Hoogheid Prins Filip en van een jaarlijkse dotatie aan Hare Koninklijke Hoogheid Prinses Astrid (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het opschrift van de wet van 7 mei 2000 houdende toekenning van een jaarlijkse dotatie aan Zijne Koninklijke Hoogheid Prins Filip en van een jaarlijkse dotatie aan Hare Koninklijke Hoogheid Prinses Astrid, wordt vervangen als volgt :

« Wet van 7 mei 2000 houdende toekenning van een jaarlijkse dotatie aan Zijne Koninklijke Hoogheid Prins Filip, een jaarlijkse dotatie aan Hare Koninklijke Hoogheid Prinses Astrid en een jaarlijkse dotatie aan Zijne Koninklijke Hoogheid Prins Laurent. »

**Art. 3.** In dezelfde wet wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidende :

« Art. 3bis. Met ingang van 1 juli 2001 wordt er ten laste van de Schatkist van het Rijk aan Zijne Koninklijke Hoogheid Prins Laurent, een jaarlijkse dotatie van 272.682,88 EUR verleend.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2001 au 31 décembre 2001, le montant de « 11 000 000 de francs belges » est d'application au lieu du montant de « 272.682,88 EUR » mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Cette dotation est payable par trimestre et par anticipation selon les dispositions de la présente loi.

Pour l'application de l'article 5, la date du « 1<sup>er</sup> juillet 2001 », c'est-à-dire l'indice des prix à la consommation du mois de juin 2001, est d'application. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
G. VERHOFSTADT

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,  
L. MICHEL

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,  
de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,  
J. VANDE LANOTTE

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité  
et des Transports,  
Mme I. DURANT

La Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme M. AELVOET

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de la Fonction publique  
et de la Modernisation de l'administration,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Défense,  
A. FLAHAUT

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises  
et Participations publiques, chargé des Classes moyennes,  
R. DAEMS

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,  
chargé de la Politique des grandes villes,  
Ch. PICQUE

Pour la Ministre adjointe au Ministre des Affaires étrangères,  
chargée de l'Agriculture, absente :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,  
E. BOUTMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,  
O. DELEUZE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Voor de periode van 1 juli 2001 tot 31 december 2001 geldt in de plaats van het bedrag van « 272.682,88 EUR », vermeld in het eerste lid, het bedrag van « 11 000 000 Belgische frank ».

Deze dotatie wordt betaald per trimester en vóór vervallen termijn, overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

Voor de toepassing van artikel 5 is de datum van « 1 juli 2001 », die overeenstemt met het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand juni 2001, van toepassing. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
G. VERHOFSTADT

De Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken,  
L. MICHEL

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,  
Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie,  
J. VANDE LANOTTE

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Mobiliteit en Vervoer,  
Mevr. I. DURANT

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Ambtenarenzaken  
en Modernisering van de openbare besturen,  
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Landsverdediging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven  
en Participaties, belast met Middenstand,  
R. DAEMS

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
belast met het Grootstedenbeleid,  
Ch. PICQUE

Voor de Minister toegevoegd aan de Minister van  
Buitenlandse Zaken, belast met Landbouw, afwezig :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,  
E. BOUTMANS

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,  
O. DELEUZE

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Note	Nota
(1) Chambre des représentants.	(1) Kamer van volksvertegenwoordigers.
<i>Documents parlementaires.</i>	<i>Parlementaire Stukken.</i>
Doc 50 1274/ (2000-2001)	Doc 50 1274/ (2000-2001)
001 - Projet de loi.	001 - Ontwerp van wet.
002 - Rapport.	002 - Verslag.
003 - Amendements.	003 - Amendementen.
004 - Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.	004 - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.
<i>Annales parlementaires.</i>	<i>Parlementaire Handelingen.</i>
Discussion et adoption. Séances des 4 et 5 juillet 2000.	Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 4 en 5 juli 2000.
Sénat.	Senaat.
<i>Documents parlementaires.</i>	<i>Parlementaire Stukken.</i>
2-833 - (2000-2001)	2-833 - (2000-2001)
N° 1 - Projet transmis par la Chambre des représentants.	Nr. 1 - Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.
N° 2 - Amendements.	Nr. 2 - Amendementen.
N° 3 - Rapport.	Nr. 3 - Verslag.
N° 4 - Texte adopté par la commission.	Nr. 4 - Tekst aangenomen door de commissie.
2-833 - (2001-2002)	2-833 - (2001-2002)
N° 5 - Amendements.	Nr. 5 - Amendementen.
N° 6 - Amendements.	Nr. 6 - Amendementen.
N° 7 - Rapport.	Nr. 7 - Verslag.
N° 8 - Texte adopté par la commission après renvoi par la séance plénière.	Nr. 8 - Tekst aangenomen door de commissie na terugzending door de plenaire vergadering.
<i>Annales parlementaires.</i>	<i>Parlementaire Handelingen.</i>
Discussion et adoption. Séances des 11 et 18 octobre 2001.	Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 11 en 18 oktober 2001.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 2001 — 3396 (2001 — 2774) [C — 2001/22847]

**16 JUILLET 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. Erratum**

Au *Moniteur belge* du 5 octobre 2001, page 33846, au point 19, à la règle de cumul 210, le code 559399 doit être remplacé par le code 559392.

A la page 33847, à la règle de cumul 96, le code 559399 doit être remplacé par le code 559392.

A la page 33848, à la règle de cumul 113, le code 434514 - 434525 doit être remplacé par le code 435514 - 435525.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 2001 — 3396 (2001 — 2714) [C — 2001/22847]

**16 JULI 2001 — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 5 oktober 2001, blz. 33846, in het punt 19, in de cumulregel 210, moet de code 559399 door de code 559392 vervangen worden.

Blz. 33847, in de cumulregel 96, moet de code 559399 door de code 559392 vervangen worden.

Blz. 33848, in de cumulregel 113, moet de code 434514 - 434525 door de code 435514 - 435525 vervangen worden.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2001 — 3397

[C — 2001/01173]

26 NOVEMBRE 2001. — Arrêté royal portant exécution de l'article 12, alinéas 2 et 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures

## RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 12 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, modifié par la loi du 20 septembre 1998, prévoit qu'un embaumement préalable à la mise en bière peut être autorisé dans les cas déterminés par le Roi. Il habilite également le Roi à définir les objets et procédés visés à l'alinéa 3 de cet article ainsi que les conditions auxquelles les cercueils doivent répondre.

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, tend à donner exécution à cette disposition.

En vertu de l'article 1<sup>er</sup>, le bourgmestre peut, sur avis conforme de l'inspecteur d'hygiène, relevant du Service public fédéral, Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, autoriser l'embaumement dans les cas exceptionnels, notamment pour le transport international des dépouilles et dans certaines situations de catastrophe.

L'embaumement peut être obligatoire dans certains pays ou continents pour le transport international des dépouilles, ainsi qu'il est apparu lors de la catastrophe du « Herald of Free Enterprise » survenue à Zeebrugge le 6 mars 1987, où l'embaumement des dépouilles a permis l'identification des noyés par leurs proches. Une équipe de spécialistes britanniques y a procédé à l'embaumement des victimes.

L'article 2 contient les prescriptions auxquelles un cercueil doit satisfaire. Il convient de rappeler qu'aux termes de l'article 12 précité de la loi du 20 juillet 1971, le cercueil ne peut empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille ou la crémation. C'est pourquoi, il est prévu que les cercueils doivent être fabriqués en bois massif ou en autres matériaux qui ne peuvent empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille ou la crémation. L'usage de cercueils en carton est interdit.

Les colles, vernis et autres enduits utilisés pour les cercueils ne peuvent évidemment pas empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille ou la crémation.

Les matériaux synthétiques ou les métaux utilisés pour les poignées, les ornements et les éléments de raccord tels que clous, vis, agrafes, pinces et couvre-joints en métal sont autorisés.

Les cercueils doivent être fabriqués de telle manière que, à l'exception des poignées en bois, toutes les autres poignées, vis décoratives et ornements puissent être retirés de l'extérieur.

Les garnitures intérieures des cercueils peuvent uniquement se composer de produits naturels biodégradables.

Les conditions auxquelles le cercueil doit satisfaire et qui sont prévues par l'article 2 ne sont pas applicables aux cercueils utilisés pour le transport international des dépouilles.

Aux termes de l'article 3, les housses destinées à contenir les dépouilles peuvent elles aussi, uniquement se composer de produits et matériaux naturels et biodégradables.

Etant donné que l'arrêté règle à l'article 2 les conditions auxquelles un cercueil doit satisfaire, l'article 4 abroge l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains, qui déterminait les conditions auxquelles doivent répondre les cercueils destinés à la crémation.

L'arrêté en projet a été adapté aux observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis émis le 3 octobre 2001.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
le très respectueux et  
très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

La Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement;  
Mme M. AELVOET

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2001 — 3397

[C — 2001/01173]

26 NOVEMBER 2001. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 12, tweede en vierde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 12 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, gewijzigd bij de wet van 20 september 1998, voorziet dat een balseming, voorafgaandelijk aan de kisting, in de door de Koning bepaalde gevallen kan toegelaten worden. Deze bepaling geeft aan de Koning eveneens de bevoegdheid om de in het derde lid van dit artikel bedoelde voorwerpen en procédés, alsook de voorwaarden waaraan een doodkist dient te beantwoorden, te definiëren.

Het ontwerp van koninklijk besluit, dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt er toe om uitvoering aan deze bepaling te geven.

Krachtens artikel 1 kan de burgemeester, op eensluidend advies van de gezondheidsinspecteur die ressorteert onder de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu, de balseming in uitzonderlijke gevallen, zoals voor internationaal lijkenvervoer en in sommige rampsituaties, toestaan.

Het balsemen kan in sommige landen of continenten verplicht zijn voor internationaal lijkenvervoer naar gebleken is bij de ramp met de « Herald of Free Enterprise » in Zeebrugge op 6 maart 1987, waar het balsemen van de lijken het mogelijk heeft gemaakt om de drenkelingen door hun familieleden te laten identificeren. Een ploeg Britse specialisten is daar tot de balseming van de slachtoffers overgegaan.

Artikel 2 bevat de voorschriften waaraan een doodkist dient te voldoen. Er weze aan herinnerd dat luidens het voormelde artikel 12 van de wet van 20 juli 1971, de doodkist de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk of de crematie niet mag beletten. Daarom wordt voorzien dat doodkisten uit massief hout of andere materialen moeten bestaan die de natuurlijke of normale ontbinding van het lijk of de crematie niet mogen beletten. Het gebruik van kartonnen doodkisten is verboden.

De lijmen, vernissen en andere afdekklagen die bij doodkisten worden gebruikt, mogen uiteraard de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk of de crematie niet beletten.

Kunststoffen of metalen die worden gebruikt voor handvatten, sierstukken en verbindingselementen als spijkers, schroeven, nieten, klemmen en metalen voeglaten zijn toegestaan.

Doodkisten dienen op zulke wijze gefabriceerd te worden dat, behalve de houten handgrepen, alle andere handgrepen, sierschroeven en andere sierstukken van buitenaf verwijderd kunnen worden.

De binnenafwerking van de doodkisten mag enkel bestaan uit natuurlijke, afbreekbare stoffen.

De voorwaarden waaraan de doodkist moet voldoen en die vervat zijn in artikel 2, zijn niet toepasselijk op doodkisten bestemd voor internationaal lijkenvervoer.

Luidens artikel 3 mogen de lijkzakken eveneens enkel bestaan uit natuurlijke, afbreekbare stoffen en materialen.

Vermits het besluit in artikel 2 de voorwaarden regelt waaraan een doodkist dient te voldoen, heft artikel 4 artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 januari 1973 betreffende de lijkverbranding, dat in voorwaarden voor doodkisten voor crematie voorzag, op.

Het ontworpen besluit werd aangepast aan de opmerkingen geformuleerd door de Raad van State in zijn advies van 3 oktober 2001.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige en  
zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid  
en Leefmilieu,  
Mevr. M. AELVOET

AVIS 31.592/2  
DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 27 avril 2001, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 12, alinéas 2 et 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures", a donné le 3 octobre 2001 l'avis suivant :

Observations générales

1. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés a transféré aux régions, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, la compétence de régler, en ce qui concerne les pouvoirs subordonnés, la matière des "funérailles et sépultures" (article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, 7<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, inséré par la loi du 13 juillet 2001).

Les travaux préparatoires de la loi spéciale du 13 juillet 2001 ne fournissent guère de précisions sur ce transfert de compétences. On peut seulement y lire qu'il est justifié par le fait que la législation sur les funérailles et sépultures est considérée, avec celle sur les agglomérations et les fédérations de communes ou celle sur les fabriques d'église, comme une "législation connexe" à celle organique des provinces et des communes (1) et qu'elle a "un lien direct avec les pouvoirs locaux" (2)

On peut en déduire que tout ce qui est actuellement réglé par la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures relèvera, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, de la compétence des Régions.

A partir de cette date, l'arrêté en projet n'entrera donc plus dans les compétences du Roi.

Il s'ensuit qu'il n'appartiendra plus aux autorités fédérales de régler cette matière, ni à fortiori de faire entrer en vigueur des dispositions arrêtées avant cette date, comme c'est le cas à l'article 7 du projet (3).

C'est sous réserve de cette observation que le présent avis est donné.

2. Dans l'ensemble du texte, il convient de remplacer le mot "corps" par le mot "dépouille".

Observations particulières

Examen du projet

Préambule

1. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, mieux vaut écrire :

« Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, notamment l'article 12, modifié par la loi du 20 septembre 1998; ».

2. Il y a lieu de compléter l'alinéa 2 par les mots "notamment l'article 1<sup>er</sup>;".

3. A l'alinéa 3, il convient d'écrire :

« Vu l'avis 31.592/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 octobre 2001; ».

4. Vu la disposition figurant à l'article 2 de l'arrêté en projet, il convient que le Ministre de la Santé publique propose également l'arrêté en projet. De même, ce Ministre doit également signer l'arrêté en projet et l'exécuter. L'article 8 en projet doit être complété en ce sens.

Dispositif

Le petit nombre d'articles ne justifie pas la division de l'arrêté en chapitres. Celle-ci doit donc être omise.

Article 1<sup>er</sup>

La définition d'embaumement ne s'écarte pas du sens commun de ce mot. Elle est, dès lors, superflue.

ADVIES 31.592/2  
VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 april 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 12, tweede en vierde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging", heeft op 3 oktober 2001 het volgende advies gegeven :

Algemene opmerkingen

1. De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen de bevoegdheid om, wat de ondergeschikte besturen betreft, de aangelegenheid van "de begraafplaatsen en de lijkbezorging" (artikel 6, § 1, VIII, 7<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ingevoegd bij de wet van 13 juli 2001) te regelen, overgedragen heeft aan de gewesten.

In de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 13 juli 2001 wordt nauwelijks enige precisering gegeven omtrent die overdracht van bevoegdheden. We kunnen er alleen in lezen dat die overdracht gewettigd wordt door de omstandigheid dat de wetgeving op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, net zoals de wetgeving inzake de agglomeraties en de federaties van gemeenten of inzake de kerkfabrieken, beschouwd wordt als een wetgeving die "aanverwant" is aan de wetgeving betreffende de organisatie van de provincies en de gemeenten (1), en dat ze "rechtstreeks verband houd(t) met de lokale overheden" (2).

Daaruit kan worden afgeleid dat al wat thans geregeld wordt bij de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, te rekenen van 1 januari 2002 tot de bevoegdheid van de gewesten zal behoren.

Van die datum af zal het ontworpen besluit dus niet meer tot de bevoegdheid van de Koning behoren.

Daaruit volgt dat het niet meer aan de federale overheid zal staan om die aangelegenheid te regelen, noch, a fortiori, om vóór die datum vastgestelde bepalingen in werking te doen treden, zoals het geval is in artikel 7 van het ontwerp (3).

Dit advies wordt verstrekt onder dat voorbehoud.

2. In de gehele tekst moet het woord "lichaam" vervangen worden door het woord "lijk".

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. Het zou beter zijn in het eerste lid te schrijven :

« Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, inzonderheid op artikel 12, gewijzigd bij de wet van 20 september 1998; ».

2. Het tweede lid moet worden aangevuld met de woorden "inzonderheid op artikel 1;".

3. In het derde lid schrijve men :

« Gelet op advies 31.592/2 van de Raad van State, gegeven op 3 oktober 2001; ».

4. Gelet op het bepaalde in artikel 2 van het ontworpen besluit, moet ook de Minister van Volksgezondheid het ontworpen besluit voordragen. Zo ook moet diezelfde minister het ontworpen besluit mede ondertekenen en uitvoeren. Het ontworpen artikel 8 moet in die zin worden aangevuld.

Dispositief

Wegens het beperkte aantal artikelen is het niet verantwoord het besluit te verdelen in hoofdstukken. De verdeling in hoofdstukken moet vervallen.

Artikel 1

De definitie van balseming wijkt niet af van de gebruikelijke betekenis van dat woord en is derhalve overbodig.

Quant au mot "prothèse", il est seulement utilisé à l'article 5. Or, cette dernière disposition doit être omise pour le motif invoqué dans l'observation faite sous cet article.

Dès lors, l'article 1<sup>er</sup> doit être omis et la numérotation de la suite du projet adaptée en conséquence.

#### Article 2

Il y a lieu d'adapter cette disposition en tenant compte de l'arrêté royal du 23 mai 2001 portant création du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

#### Article 3

1. L'alinéa 3, deuxième phrase, prévoit :

« Les cercueils intérieurs en zinc, en plomb, ou en matériaux synthétiques sont également autorisés dans les cas prescrits par les conventions internationales ratifiées par le législateur. »

Selon le Rapport au Roi :

« Certaines réglementations en matière de transport international des corps exigent des cercueils intérieurs en zinc, en plomb ou en matériaux synthétiques. C'est ainsi que l'arrangement international concernant le transport des corps, signé à Berlin le 10 février 1937, et approuvé par la loi du 26 août 1938, l'Accord sur le transfert des corps des personnes décédées et l'Annexe, faits à Strasbourg le 26 octobre 1973 et approuvés par la loi du 20 août 1981, et l'arrêté du Régent du 20 juillet 1947 relatif au transport des dépouilles mortelles prescrivent respectivement aux articles 3 et 8, 6, alinéas 1<sup>er</sup>, et 3, alinéas 2 et 3, l'utilisation de cercueils en métal. »

Il y a lieu d'observer qu'aucune disposition citée ne prévoit l'utilisation de cercueils en plomb.

Par ailleurs, l'arrêté du Régent du 20 juillet 1947 ne serait pas visé par la disposition examinée, puisqu'il ne s'agit bien évidemment pas d'une convention internationale.

Plus fondamentalement, il y a lieu d'observer que les conventions internationales auxquelles le rapport au Roi renvoie, et qui prescrivent les conditions auxquelles les cercueils doivent satisfaire pour le transport international des corps, ont précisément pour objet d'uniformiser les réglementations de manière à "éviter les inconvénients résultant des divergences dans les règlements relatifs au transport des corps" (4).

L'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, de l'Accord sur le transfert des corps des personnes décédées, fait à Strasbourg, prévoit :

« Les dispositions du présent Accord constituent les conditions maximales exigibles pour l'expédition du corps d'une personne décédée ainsi que pour le transit ou l'admission de celui-ci sur le territoire d'une des Parties contractantes. »

Quant à l'article 3, alinéas 2 et 3, de l'arrêté du Régent précité, il reproduit les dispositions de l'article 3 de l'Arrangement international concernant le transport des corps, signé à Berlin le 10 février 1937.

Il convient, dès lors, de prévoir que les conditions auxquelles le cercueil doit satisfaire et qui sont prévues par l'article 3 du projet ne sont pas applicables aux cercueils utilisés pour le transport international des corps.

2. L'alinéa 6, qui prévoit qu'"aucun autre objet ne peut se trouver dans le cercueil" n'a pas pour objet de fixer une condition à laquelle le cercueil doit répondre, ni de définir un objet dont l'utilisation est interdite parce qu'il empêcherait la décomposition naturelle et normale des corps ou la crémation.

Cette disposition ne peut donc puiser son fondement légal dans l'article 12, alinéa 4, de la loi. Elle doit, par conséquent, être omise.

#### Article 5

Sauf à considérer que les stimulateurs cardiaques et les prothèses "sub-cutanées" sont des produits dont l'emploi est interdit par l'article 12, alinéa 3, de la loi du 20 juillet 1971, ce que n'a pas pu être l'intention du législateur, le Roi ne peut puiser dans l'article 12, alinéa 4, de la même loi, le fondement d'une disposition prescrivant que ces objets soient enlevés de la dépouille mortelle.

Het woord "prothese" wordt alleen gebruikt in artikel 5. Deze bepaling moet echter vervallen om de reden opgegeven in de opmerking die hieronder in verband met artikel 5 wordt gemaakt.

Artikel 1 moet dan ook vervallen en de nummering van het vervolg van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

#### Artikel 2

Deze bepaling moet worden aangepast, rekening houdend met het koninklijk besluit van 23 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu.

#### Artikel 3

1. Het derde lid, tweede zin, bepaalt het volgende :

« Zinken, loden of kunststoffen binnenkisten zijn in de bij de Internationale Overeenkomsten, die door de Wetgever geratificeerd werden, voorgeschreven gevallen eveneens toegelaten. »

In dat verband staat in het verslag aan de Koning het volgende te lezen :

« Bepaalde regelgevingen inzake internationaal lijkenvervoer vereisen zinken, loden of kunststoffen binnenkisten. Zo schrijven de internationale schikking betreffende het lijkenvervoer, ondertekend te Berlijn op 10 februari 1937 en goedgekeurd bij de wet van 26 augustus 1938, de Overeenkomst inzake het vervoer van lijken, en van de Bijlage, opgemaakt te Straatsburg op 26 oktober 1973 en goedgekeurd bij de wet van 20 augustus 1981, en het besluit van de Regent van 20 juni 1947 betreffende het transport van lijken in respectievelijk de artikelen 3 en 8, 6, eerste lid, en 3, tweede en derde lid, het gebruik van metalen kisten voor. »

Op te merken valt dat geen enkele geciteerde bepaling voorziet in het gebruik van loden kisten.

Bovendien zou het besluit van de Regent van 20 juli 1947 niet bedoeld worden in de onderzochte bepaling, aangezien het klaarblijkelijk geen internationale overeenkomst is.

Een fundamentele opmerking is dat de internationale overeenkomsten waarnaar verwezen wordt in het verslag aan de Koning en waarin de voorwaarden worden vastgesteld waaraan een lijk moet voldoen voor het internationale vervoer van lijken, bepaaldelijk tot doel hebben de regelgeving eenvormig te maken teneinde "de bezwaren te vermijden welke voortvloeien uit de verschillen in de reglementen betreffende het vervoer van lijken" (4).

Artikel 2, lid 1, van de Overeenkomst inzake het vervoer van lijken, gedaan te Straatsburg, bepaalt het volgende :

« De bepalingen van deze Overeenkomst vormen de maximale voorwaarden welke mogen worden gesteld voor de verzending van lijken, alsmede voor de doorvoer of de toelating daarvan op het grondgebied van een der Overeenkomstsluitende Partijen. »

Artikel 3, tweede en derde lid, van het voornoemde besluit van de Regent daarentegen neemt het bepaalde over van artikel 3 van de Internationale Schikking betreffende het lijkenvervoer, ondertekend te Berlijn op 10 februari 1937.

Derhalve moet worden voorgeschreven dat de voorwaarden waaraan de lijk moet voldoen en die vervat zijn in artikel 3 van het ontwerp, niet toepasselijk zijn op lijkbestemd voor internationaal lijkenvervoer.

2. Het zesde lid bepaalt : « Geen ander voorwerp mag zich in de kist bevinden. » Dit lid strekt er niet toe een voorwaarde vast te stellen waaraan de lijk moet voldoen, noch een voorwerp te bepalen waarvan het gebruik verboden is omdat het de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk of de crematie zou beletten.

Deze bepaling kan dus niet haar rechtsgrond ontleen aan artikel 12, vierde lid, van de wet. Ze moet bijgevolg vervallen.

#### Artikel 5

Tenzij beschouwd wordt dat hartstimulatoren en onderhuidse prothesen producten zijn waarvan het gebruik verboden is bij artikel 12, derde lid, van de wet van 20 juli 1971, wat niet de bedoeling van de wetgever kon zijn, kan de Koning de rechtsgrond voor een bepaling die voorschrijft dat die voorwerpen uit het stoffelijk overschot moeten worden verwijderd, niet ontleen aan artikel 12, vierde lid, van diezelfde wet.

Cette disposition doit, dès lors, être omise.

Observations finales d'ordre linguistique

Le texte néerlandais de certaines dispositions du projet devrait être corrigé à certains égards. C'est sous réserve des observations de fond formulées ci-dessus que sont faites à ce propos les propositions de texte suivantes :

Article 2

Il faudrait écrire : "die ressorteert onder" au lieu de "die afhangt van", ainsi que "toestaan" au lieu de "toelaten". Cette dernière observation s'applique, mutatis mutandis, à l'article 3, alinéa 3.

Article 7

Il faudrait écrire : "... na de bekendmaking ervan... ».

Article 8

Il faudrait écrire : "... is belast met... ».

—————  
Note

(1) *Doc. parl.*, Sénat, n° 2-709/1, session 2000-2001, p. 4.

(2) *Doc. parl.*, Sénat, n° 2-709/7, session 2000-2001, p. 11; Chambre n° 50-1280/003, p. 12.

(3) Voyez dans le même sens l'avis 32.153/VR/2V/1V de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 4 septembre 2001 sur une proposition de loi "relative à l'extension du droit de vote et d'éligibilité aux élections communales aux ressortissants non européens résidant en Belgique", p. 5, 3.

(4) Préambule de l'Arrangement international concernant le transport des corps, signé à Berlin le 10 février 1937.

La chambre était composée de

Mme M.-L. Willot-Thomas, président de chambre, président.

M. Y. Kreins, président de chambre, et M. P. Liénardy, conseiller d'Etat, et M. F. Delperée, assesseur de la section de législation,

Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. Jans, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Liénardy.

—————  
**26 NOVEMBRE 2001.** — Arrêté royal portant exécution de l'article 12, alinéas 2 et 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, notamment l'article 12, modifié par la loi du 20 septembre 1998;

Vu l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis 31.592/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 octobre 2001;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sur avis conforme de l'inspecteur d'hygiène, relevant du Service public fédéral, Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, le bourgmestre peut autoriser l'embaumement dans des cas exceptionnels, notamment pour le transport international des dépouilles et dans certaines situations de catastrophe.

Die bepaling moet derhalve vervallen.

Slotopmerkingen van taalkundige aard

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp zou op een aantal punten verbeterd moeten worden. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden in dat verband de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 2

Men schrijve : "die ressorteert onder", niet : "die afhangt van", alsook "toestaan" in plaats van "toelaten". De laatste opmerking is van overeenkomstige toepassing op artikel 3, derde lid.

Artikel 7

Men schrijve : "... na de bekendmaking ervan... ».

Artikel 8

Men schrijve : "... is belast met... ».

—————  
Nota

(1) *Gedr. St. Senaat*, nr. 2-709/1, zitting 2000-2001, blz. 4.

(2) *Gedr. St. Senaat*, nr. 2-709/7, zitting 2000-2001, blz. 11; Kamer nr. 50-1280/003, blz. 12.

(3) Zie in dezelfde zin advies 32.153/VR/2V/1V van de afdeling wetgeving van de Raad van State, gegeven op 4 september 2001 over een voorstel van wet "betreffende de uitbreiding van het gemeentelijk stemrecht en het recht om verkozen te worden tot de niet-Europese onderdanen die in België verblijven", blz. 14, punt 3.

(4) Preambule van de Internationale Schikking betreffende het lijkenvervoer, ondertekend te Berlijn op 10 februari 1937.

De kamer was samengesteld uit

Mevr. M.-L. Willot-Thomas, kamervoorzitter, voorzitter.

De heer Y. Kreins, kamervoorzitter, en de heer P. Liénardy, Staatsraad, en de heer F. Delperée, assessor van de afdeling wetgeving.

Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. Detroux, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. Jans, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. Liénardy.

—————  
**26 NOVEMBER 2001.** — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 12, tweede en vierde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, inzonderheid op artikel 12, gewijzigd bij de wet van 20 september 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 januari 1973 betreffende de lijkverbranding, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op advies 31.592/2 van de Raad van State, gegeven op 3 oktober 2001;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Op eensluidend advies van de gezondheidsinspecteur, die ressorteert onder de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu, kan de burgemeester de balseming in uitzonderlijke gevallen, zoals voor internationaal lijkenvervoer en in sommige rampsituaties, toestaan.



**Art. 2.** Les cercueils doivent être fabriqués en bois massif ou en autres matériaux qui ne peuvent empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille ou la crémation. L'usage de cercueils en carton est interdit.

Les colles, vernis et autres enduits ne peuvent empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille ou la crémation.

Les matériaux synthétiques ou les métaux utilisés pour les poignées, les ornements et les éléments de raccord tels que clous, vis, agrafes, pinces et couvre-joints en métal sont autorisés.

A l'exception des poignées en bois, les autres poignées, vis décoratives et ornements doivent pouvoir être retirés de l'extérieur.

Les garnitures intérieures peuvent uniquement se composer de produits naturels biodégradables.

Les conditions auxquelles le cercueil doit satisfaire et qui sont prévues par cet article ne sont pas applicables aux cercueils utilisés pour le transport international des dépouilles.

**Art. 3.** Les housses destinées à contenir les dépouilles peuvent uniquement se composer de produits et matériaux naturels et biodégradables.

**Art. 4.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains est abrogé.

**Art. 5.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Santé publique sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme M. AELVOET

**Art. 2.** Doodkisten moeten uit massief hout of andere materialen, die de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk of de crematie niet beletten, worden vervaardigd. Het gebruik van kartonnen doodkisten is verboden.

Lijmen, vernissen en andere afdekklagen mogen de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk of de crematie niet beletten.

Kunststoffen of metalen die worden gebruikt voor handvatten, sierstukken en verbindingselementen als spijkers, schroeven, nieten, klemmen en metalen voeglaten zijn toegestaan.

Behalve de houten handgrepen moeten de andere handgrepen, sierschroeven en andere sierstukken van buitenaf verwijderd kunnen worden.

De binnenafwerking mag enkel bestaan uit natuurlijke, afbreekbare stoffen.

De voorwaarden waaraan de doodkist moet voldoen en die vervat zijn in dit artikel zijn niet toepasselijk op doodkisten bestemd voor het internationaal lijkenvervoer.

**Art. 3.** Lijkzakken mogen enkel bestaan uit natuurlijke, afbreekbare stoffen en materialen.

**Art. 4.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 januari 1973 betreffende de lijkverbranding, wordt opgeheven.

**Art. 5.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid  
en Leefmilieu,  
Mevr. M. AELVOET

#### MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 2001 — 3398

[C — 2001/02171]

**16 NOVEMBRE 2001.** — Arrêté royal modifiant diverses dispositions réglementaires en matière de statut des agents de l'Etat

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 14 décembre 2000 modifiant la dénomination du Secrétariat permanent de recrutement, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 12, modifié par les arrêtés royaux des 31 mars 1995, 10 avril 1995 et 13 mai 1999, l'article 28<sup>ter</sup>, § 4, modifié par les arrêtés royaux des 15 mars 1993 et 22 décembre 2000, l'article 28<sup>quater</sup>, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985, l'article 28<sup>quinquies</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 15 septembre 1997 et 13 mai 1999, l'article 30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, remplacé par l'arrêté royal du 22 février 1985, l'article 33<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, l'article 33<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, rétabli par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, l'article 33<sup>quater</sup>, modifié par les arrêtés

#### MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 2001 — 3398

[C — 2001/02171]

**16 NOVEMBER 2001.** — Koninklijk besluit houdende wijziging van diverse reglementaire bepalingen inzake het statuut van het rijkspersoneel

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 14 december 2000 tot wijziging van de benaming van het Vast Wervingssecretariaat, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 12, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 31 maart 1995, 10 april 1995 en 13 mei 1999, op artikel 28<sup>ter</sup>, § 4, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1993 en 22 december 2000, op artikel 28<sup>quater</sup>, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, op artikel 28<sup>quinquies</sup>, eerste lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 september 1997 en 13 mei 1999, op artikel 30, § 1, tweede lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, op artikel 33<sup>bis</sup>, § 1, 2<sup>o</sup>, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikel 33<sup>ter</sup>, § 1, tweede lid,

royaux des 21 novembre 1991, 4 mars 1993 et 22 décembre 2000, l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, l'article 35, modifié par l'arrêté royal du 22 février 1985, l'article 36, § 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté royal du 22 février 1985 et § 3, alinéa 5, modifié par l'arrêté royal du 13 mai 1999, l'article 37, § 1<sup>er</sup>, l'article 38, § 1<sup>er</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 22 février 1985, 4 mars 1993, 26 septembre 1994 et 31 mars 1995, l'article 40, l'article 41, remplacé par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 1<sup>er</sup> août 1975 et modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, l'article 42, remplacé par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> août 1975, l'article 42bis, modifié par les arrêtés royaux des 10 mars 1971 et 22 décembre 2000, l'article 43, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, l'article 47, modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> mars 1985 et 15 mars 1993, l'article 48quinquies, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 31 mars 1995, 10 avril 1995, 15 septembre 1997, 13 mai 1999 et 22 décembre 2000, l'article 48sexies, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985 et modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, l'article 79, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, l'article 84, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, l'article 84bis, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995 et les articles 112, 112bis et 113, alinéa 2, modifiés par l'arrêté royal du 22 décembre 2000;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 29, § 2, 1<sup>o</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 31 juillet 1991, 15 mars 1993 et 14 septembre 1994 et l'article 29bis, inséré par l'arrêté royal du 27 mars 1998;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 1994 fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du Comité de gestion du Secrétariat permanent de recrutement, notamment les articles 1<sup>er</sup> à 8;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1999 réglant le licenciement pour inaptitude professionnelle des agents de l'Etat, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 13 mai 1999 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 42;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 2, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 3, alinéa 2, 2<sup>o</sup>;

Considérant que le statut des agents de l'Etat doit être adapté à l'entrée en service de ressortissants d'autres états membres de l'Espace économique européen, en ce qui concerne la période de préavis encore à accomplir et la perte d'office de la qualité d'agent de l'Etat;

Considérant que, dans le cadre de la transformation du Ministère de la Fonction publique en service public fédéral Personnel et Organisation, les emplois d'administrateurs délégués adjoints du SELOR sont mis en extinction;

Considérant qu'il importe dès lors de modifier la composition des organes consultatifs et de gestion du SELOR et de la commission interdépartementale des stages et de l'adapter en fonction de l'application de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux qui remplacera l'arrêté royal du 2 mai 2001 suspendu par le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il convient d'adapter le statut des agents de l'Etat aux dispositions réglementaires relatives à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux, notamment au niveau de la composition des commissions des stages, de la chambre de recours interdépartementale en matière d'évaluation et de la commission de recours en matière de licenciement pour inaptitude professionnelle;

hersteld bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, artikel 33quater, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 november 1991, 4 maart 1993 en 22 december 2000, op artikel 34, § 1, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, op artikel 35, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, op artikel 36, § 1 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985 en § 3, vijfde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 mei 1999, op artikel 37, § 1, op artikel 38, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 februari 1985, 4 maart 1993, 26 september 1994 en 31 maart 1995, op artikel 40, op artikel 41, vervangen bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 1 augustus 1975 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, op artikel 42, vervangen bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, op artikel 42bis, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 maart 1971 en 22 december 2000, op artikel 43, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, op artikel 47, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1985 en 15 maart 1993, artikel 48quinquies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1995, 10 april 1995, 15 september 1997, 13 mei 1999 en 22 december 2000, artikel 48sexies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, op artikel 79, § 1, vierde lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikel 84 vervangen door het koninklijk besluit van 31 maart 1995, op artikel 84bis, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, en op de artikelen 112, 112bis en 113, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 29, § 2, 1<sup>o</sup>, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 juli 1991, 15 maart 1993 en 14 september 1994 en op artikel 29bis, ingelast bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 1994 houdende samenstelling, werking en bevoegdheden van het Beheerscomité van het Vast Wervingssecretariaat, inzonderheid op artikelen 1 tot 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1999 tot regeling van de afdanking wegens beroepsongeschiktheid van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 1, 2, tweede lid, 1<sup>o</sup> en 3, tweede lid, 2<sup>o</sup>;

Overwegende dat het statuut van het rijkspersoneel moet aangepast worden aan het in dienst treden van onderdanen van andere lidstaten van de Europese Economische Ruimte, met name wat de nog te volbrengen opzeggingsperiode en het ambtshalve verlies van de hoedanigheid van rijksambtenaar betreft;

Overwegende dat in het kader van de omvorming van het Ministerie van Ambtenarenzaken tot federale overheidsdienst Personeel en Organisatie de betrekkingen van de adjunct-afgevaardigd bestuurders van SELOR in uitdoving zijn geplaatst;

Overwegende dat het bijgevolg van belang is de samenstelling van de raadgevende en beheersorganen van SELOR en van de interdepartementale stagecommissie te wijzigen en deze in functie van de toepassing van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanwijzing en de uitoefening van de managementfuncties in de federale openbare diensten aan te passen dat het door de Raad van State geschorste besluit van 2 mei 2001 zal vervangen;

Overwegende dat het noodzakelijk is het statuut van de rijksambtenaren aan te passen aan de reglementaire bepalingen betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten, onder andere op het vlak van de samenstelling van de stagecommissies, van de interdepartementale raad van beroep inzake evaluatie en van de beroepscommissie inzake afdanking wegens beroepsongeschiktheid;

Considérant qu'il convient de limiter la portée de la cessation des fonctions à une deuxième nomination définitive à temps plein dans un autre service public;

Considérant qu'il est indiqué de laisser jouer le conseil de direction son rôle de gardien de l'unité de la jurisprudence en décidant de la proposition définitive de peine disciplinaire, dans le cas où l'agent concerné s'abstient, sans excuse valable, de comparaître;

Considérant qu'il convient d'accélérer la notification des propositions définitives de peines disciplinaires par le conseil de direction;

Considérant que suite à la suppression de la limite d'âge générale lors de l'entrée en service, la cessation des fonctions suite à la mise à la retraite doit également être prévue pour les stagiaires;

Considérant qu'il convient d'adapter la composition des commissions des stages et de tenir compte des attributions conférées aux directeurs fonctionnels des services d'encadrement « Personnel et Organisation »;

Considérant qu'il convient dès lors de supprimer les attributions des directeurs de la formation, qui font double emploi avec celles qui précèdent;

Considérant qu'il est indiqué d'examiner de manière approfondie la problématique des mouvements de personnel internes et le rôle des cellules HR à cet égard;

Considérant qu'il est dès lors préférable de ne pas laisser entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2002 la modification de l'article 12, § 3, du statut, telle que prévue par l'arrêté royal du 13 mai 1999 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

Considérant qu'il convient d'adapter les conditions statutaires de participation aux épreuves pour l'obtention des brevets de la sélection comparative pour l'accession au niveau 1 à celles qui ont été fixées par l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat;

Considérant qu'il convient d'élargir aux magistrats honoraires et aux magistrats émérites la présidence des chambres de recours départementales, vu la difficulté de désigner des magistrats effectifs;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 juillet 2001;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2001;

Vu le protocole n° 391 du 27 juillet 2001 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu l'urgence motivé par le fait que les processus de changement entamés ont des conséquences importantes pour le personnel; que les changements déjà réglementés, comme par exemple la conversion du Secrétariat permanent de Recrutement en SELOR – Bureau de Sélection de l'Autorité fédérale – demandent l'adaptation de la terminologie de divers arrêtés réglementaires et de la composition de divers commissions et organes;

Vu que le Gouvernement désire désigner l'Administrateur délégué du SELOR – Bureau de Sélection de l'Administration dans la nouvelle structure conformément aux dispositions qui s'appliquent au titulaire d'une fonction de management -1;

Vu que le cadre de la sécurité juridique et la nécessité pour les fonctionnaires d'avoir une réglementation claire et cohérente, demande que les modifications proposées entrent en vigueur assez vite;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 32273/1, donné le 24 septembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Overwegende dat het noodzakelijk is de draagwijdte van de ambtsneerlegging te beperken tot een tweede voltijdse benoeming in vast dienstverband in een andere overheidsdienst;

Overwegende dat het aangewezen is de directieraad, ook in het geval van het niet verschijnen zonder geldige reden van de betrokken ambtenaar, zijn rol van bewaker van de eenheid van rechtspraak te laten spelen bij het vastleggen van het definitieve voorstel van tuchtstraf;

Overwegende dat het past de betekening van de definitieve voorstellen van tuchtstraffen door de directieraad te versnellen;

Overwegende dat ingevolge het opheffen van de algemene leeftijdsgrenzen bij het in dienst treden de ambtsneerlegging ingevolge inruststelling ook voor stagiairs moet voorzien worden;

Overwegende dat het past de samenstelling van de stagecommissies aan te passen en rekening te houden met de bevoegdheden die toebedeeld zijn aan de functionele directeurs van de stafdiensten « Personeel en Organisatie »;

Overwegende dat het bijgevolg past de bevoegdheden van de opleidingsdirecteurs af te schaffen, die immers met de voorafgaande dubbel gebruik vormen;

Overwegende dat het aangewezen is de problematiek van de interne personeelsbewegingen en de rol van de HR-cellen hierin grondig te onderzoeken;

Overwegende dat het daarom beter is de wijziging van artikel 12, § 3, van het statuut, zoals voorzien door het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, niet te laten in werking treden op 1 januari 2002;

Overwegende dat het aangewezen is de statutaire deelnemingsvoorwaarden aan de gedeelten voor het behalen van de brevetten van de vergelijkende selectie voor overgang naar niveau 1 aan te passen aan deze die vastgesteld werden door het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel;

Overwegende dat het past het voorzitterschap van de departementale raden van beroep uit te breiden tot de eremagistraten en de emeritusmagistraten, gelet op de moeilijkheid om effectieve magistraten aan te wijzen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 juli 2001;

Gelet op het protocol nr. 391 van 27 juli 2001 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het verzoek op spoedbehandeling gemotiveerd door het feit dat de gestarte veranderingsprocessen belangrijke consequenties hebben voor het personeel, de reeds gereguleerde veranderingen bijvoorbeeld de omvorming van het Vast Wervingssecretariaat naar SELOR – Selectiebureau van de Federale Overheid – de aanpassing van de terminologie van diverse reglementaire besluiten en de samenstelling van diverse commissies en organen vraagt;

Gelet op het feit dat het de Regering de Afgevaardigd bestuurder van SELOR – Selectiebureau van de Federale Overheid wenst aan te stellen in de nieuwe structuur overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zullen zijn op de houder van een managementfunctie -1;

Gelet op het feit dat, zoals ook door de vakbonden gesteld, in het kader van de rechtszekerheid en de nood aan een duidelijke en coherente regelgeving voor de ambtenaren, de voorgestelde wijzigingen met de nodige spoed dienen in werking te treden;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 32273/1, gegeven op 24 september 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 28ter, § 4, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 15 mars 1993 et 22 décembre 2000, les mots « le directeur de la formation » sont remplacés par les mots « le directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation » et les mots « le secrétaire général » par les mots « le titulaire de la fonction de management -1, en collaboration avec le directeur fonctionnel du service d'encadrement « Personnel et Organisation » du service public fédéral dont relève le stagiaire ou son délégué ».

**Art. 2.** L'article 28quater du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28quater. Dans chaque service public fédéral, le stage est dirigé par le directeur fonctionnel du service d'encadrement « Personnel et Organisation ». »

**Art. 3.** Dans l'article 28quinquies, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 15 septembre 1997 et 13 mai 1999, les mots « le directeur de la formation » sont remplacés par les mots « le directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation ».

**Art. 4.** L'article 30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 22 février 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'un lauréat doit accomplir une période de préavis en application de dispositions applicables dans un Etat membre de l'Espace économique européen ou auprès d'une institution des Communautés européennes ou d'un organisme créé par ou en vertu d'un des Traités régissant celles-ci, le délai fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est prolongé jusqu'au premier jour du mois qui suit la date d'expiration du préavis. »

**Art. 5.** A l'article 33bis du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. La commission interdépartementale des stages se compose paritairement :

1° du titulaire de la fonction de management -1 « Personnel » du service public fédéral Personnel et Organisation, président;

2° du titulaire de la fonction de management -2, « Développement de carrière » du service public fédéral Personnel et Organisation;

3° du directeur fonctionnel du service d'encadrement « Personnel et Organisation » du service public fédéral dont le stagiaire relève, ou de son délégué;

4° d'un titulaire d'une fonction de management -2 au sein du service public fédéral dont le stagiaire relève, désigné par le président du comité de direction de ce service;

5° de deux titulaires d'une fonction de management -2 d'un autre service public fédéral, désigné par le président de la commission;

6° de six membres désignés par les organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et ce, à raison de deux membres par organisation.

Le président désigne en outre deux titulaires d'une fonction de management -2 auprès des services publics fédéraux par rôle linguistique en qualité de membre suppléant. »;

2°) dans le § 3, les mots « neuf membres » sont remplacés par les mots « six membres » et le mot « trois » est remplacé par le mot « deux »;

3° le § 4 est abrogé.

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel*

**Artikel 1.** In artikel 28ter, § 4, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1993 en 22 december 2000, worden de woorden « de opleidingsdirecteur » vervangen door de woorden « de functioneel directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie » en de woorden « secretaris-generaal » door de woorden « houder van de managementfunctie -1, in samenwerking met de functioneel directeur van de stafdienst « Personeel en Organisatie » van de federale overheidsdienst waaronder de stagiair ressorteert of zijn afgevaardigde ».

**Art. 2.** Artikel 28quater van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28quater. In elke federale overheidsdienst wordt de stage geleid door de functioneel directeur van de stafdienst « Personeel en Organisatie ». »

**Art. 3.** In artikel 28quinquies, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 september 1997 en 13 mei 1999, worden de woorden « De opleidingsdirecteur » vervangen door de woorden « De functioneel directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie ».

**Art. 4.** Artikel 30, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, wordt vervangen als volgt :

« Wanneer een geslaagde een opzeggingsperiode moet volbrengen bij toepassing van de bepalingen toepasselijk in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte of bij een instelling van de Europese Gemeenschappen of een instelling die opgericht werd door of krachtens een van de verdragen welke ze regelen, wordt de in het eerste lid vastgestelde termijn verlengd tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de opzegging verstrijkt. »

**Art. 5.** Aan artikel 33bis van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 31 maart 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De interdepartementale stagecommissie is paritair samengesteld uit :

1° de houder van de managementfunctie -1 « Personeel » van de federale overheidsdienst Personeel en Organisatie, voorzitter;

2° de houder van de managementfunctie -2 « Loopbaanontwikkeling » van de federale overheidsdienst Personeel en Organisatie;

3° de functioneel directeur van de stafdienst « Personeel en Organisatie » van de federale overheidsdienst waaronder de stagiair ressorteert, of zijn afgevaardigde;

4° een houder van een managementfunctie -2 binnen de federale overheidsdienst waaronder de stagiair ressorteert, aangeduid door de voorzitter van het directiecomité van deze dienst;

5° twee houders van een managementfunctie -2 van een andere federale overheidsdienst, aangeduid door de voorzitter van de commissie;

6° zes leden aangeduid door de representatieve vakorganisaties in de zin van artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en dit naar rato van twee leden per organisatie.

De voorzitter wijst bovendien twee houders van een managementfunctie -2 per taalrol aan in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid. »;

2° in § 3, worden de woorden « negen leden » vervangen door de woorden « zes leden » en wordt het woord « drie » vervangen door het woord « twee »;

3° § 4 wordt opgeheven.

**Art. 6.** L'article 33ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, rétabli par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'un candidat doit accomplir une période de préavis en application de dispositions applicables dans un Etat membre de l'Espace économique européen ou auprès d'une institution des Communautés européennes ou d'un organisme créé par ou en vertu d'un des Traités régissant celles-ci, le délai fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est prolongé jusqu'au premier jour du mois qui suit la date d'expiration du préavis. »

**Art. 7.** Dans l'article 33quater du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 21 novembre 1991, 4 mars 1993 et 22 décembre 2000, les mots « le secrétaire général du ministère dont relève le stagiaire » sont remplacés par les mots « le titulaire de la fonction de management -1, en collaboration avec le directeur fonctionnel du service d'encadrement « Personnel et Organisation » du service public fédéral dont relève le stagiaire ou son délégué ».

**Art. 8.** A l'article 33quinquies du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 2, les mots « le secrétaire général concerné » sont remplacés par les mots « le titulaire de la fonction de management -1, en collaboration avec le directeur fonctionnel du service d'encadrement « Personnel et Organisation » du service public fédéral dont le stagiaire relève ou son délégué »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Les paragraphes 2 et 3 de l'article 33 et l'article 33bis sont d'application, étant entendu que dans la commission interdépartementale des stages, le directeur fonctionnel du service d'encadrement « Personnel et Organisation » du service public fédéral dont le stagiaire relève ou son délégué est remplacé par le président du comité de direction du service public fédéral dont le stagiaire relève ou son délégué. »

**Art. 9.** L'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'un lauréat ou un candidat doit accomplir une période de préavis en application de dispositions applicables dans un Etat membre de l'Espace économique européen ou auprès d'une institution des Communautés européennes ou d'un organisme créé par ou en vertu d'un des Traités régissant celles-ci, le délai fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est prolongé jusqu'au premier jour du mois qui suit la date d'expiration du préavis. »

**Art. 10.** Dans l'article 35 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 février 1985, les mots « directeur de la formation » sont remplacés par les mots « directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation ».

**Art. 11.** Dans l'article 36 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté royal du 22 février 1985, les mots « le directeur de la formation » sont remplacés par les mots « le directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation »;

2° Au § 3, alinéa 5, modifié par l'arrêté royal du 13 mai 1999, les mots « du directeur de la formation » sont remplacés par les mots « du directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation ».

**Art. 12.** Dans l'article 37, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « le directeur de la formation » sont remplacés par les mots « le directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation ».

**Art. 13.** Dans l'article 38, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 février 1985, 4 mars 1993, 26 septembre 1994 et 31 mars 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Dans chaque ministère » sont remplacés par les mots « Dans chaque service public fédéral » et les mots « les agents du ministère » sont remplacés par les mots « les agents du service public fédéral »;

**Art. 6.** Artikel 33ter, § 1, tweede lid van hetzelfde besluit, hersteld bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, wordt vervangen als volgt :

« Wanneer een kandidaat een opzeggingsperiode moet volbrengen bij toepassing van de bepalingen toepasselijk in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte of bij een instelling van de Europese Gemeenschappen of een instelling die opgericht werd door of krachtens een van de verdragen welke ze regelen, wordt de in het eerste lid vastgestelde termijn verlengd tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de opzegging verstrijkt. »

**Art. 7.** In artikel 33quater van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 november 1991, 4 maart 1993 en 22 december 2000, worden de woorden « de secretaris-generaal van het ministerie waaronder de stagiair ressorteert » vervangen door de woorden « de houder van de managementfunctie -1, in samenwerking met de functioneel directeur van de stafdienst « Personeel en Organisatie » van de federale openbare dienst waaronder de stagiair ressorteert of zijn afgevaardigde ».

**Art. 8.** In artikel 33quinquies van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 december 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden « de betrokken secretaris-generaal » vervangen door de woorden « de houder van de managementfunctie -1, in samenwerking met de functioneel directeur van de stafdienst « Personeel en Organisatie » van de federale overheidsdienst waaronder de stagiair ressorteert, of zijn afgevaardigde »;

2° het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De paragrafen 2 en 3 van artikel 33, en artikel 33bis zijn van toepassing, met dien verstande dat in de interdepartementale stagecommissie de functioneel directeur van de stafdienst « Personeel en Organisatie » van de federale overheidsdienst waaronder de stagiair ressorteert of zijn afgevaardigde vervangen wordt door de voorzitter van het directiecomité van de federale overheidsdienst waaronder de stagiair ressorteert of zijn afgevaardigde. »

**Art. 9.** Artikel 34, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, wordt vervangen als volgt :

« Wanneer een geslaagde of een kandidaat een opzeggingsperiode moet volbrengen bij toepassing van de bepalingen toepasselijk in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte of bij een instelling van de Europese Gemeenschappen of een instelling die opgericht werd door of krachtens een van de verdragen welke ze regelen, wordt de in het eerste lid vastgestelde termijn verlengd tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de opzegging verstrijkt. »

**Art. 10.** In artikel 35 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, wordt het woord « opleidingsdirecteur » vervangen door de woorden « functioneel directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie ».

**Art. 11.** In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985, worden de woorden « de opleidingsdirecteur » vervangen door de woorden « de functioneel directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie »;

2° In § 3, vijfde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 mei 1999, worden de woorden « de opleidingsdirecteur » vervangen door de woorden « de functioneel directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie ».

**Art. 12.** In artikel 37, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « de opleidingsdirecteur » vervangen door de woorden « de functioneel directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie ».

**Art. 13.** In artikel 38, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 22 februari 1985, 4 maart 1993, 26 september 1994 en 31 maart 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « In elk ministerie » vervangen door de woorden « In elke federale overheidsdienst » en de woorden « de ambtenaren van het ministerie » vervangen door de woorden « de ambtenaren van de federale overheidsdienst »;

2° dans l'alinéa 2, 1°, les mots « le secrétaire général ou à défaut de secrétaire général, par le fonctionnaire général désigné à cet effet par le ministre » sont remplacés par les mots « le directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation ou son délégué »;

3° dans l'alinéa 2, 2°, les mots « du directeur de la formation » sont remplacés par les mots « du directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation ou son délégué, qui préside »;

4° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« D'autres fonctionnaires du rang 13 au moins peuvent être désignés comme suppléants des fonctionnaires visés à l'alinéa 2, 1° selon la procédure dont il est fait usage pour la désignation des membres effectifs. »

**Art. 14.** A l'article 40 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« L'administrateur délégué de SELOR – Bureau de sélection de l'Administration fédérale est désigné conformément aux dispositions réglementaires relatives à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux. »;

2° l'alinéa 3, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, est abrogé.

**Art. 15.** L'article 41 du même arrêté, remplacé par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 1<sup>er</sup> août 1975 et modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, est abrogé.

**Art. 16.** A l'article 42 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, alinéa 2, modifié par les arrêtés royaux des 13 mai 1999 et 22 décembre 2000, les mots « à un administrateur délégué adjoint » sont supprimés;

2° au § 3, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, les mots « par l'administrateur délégué adjoint » sont remplacés par les mots « par un titulaire d'une fonction de management -2 »;

3° au § 4 les mots « aux administrateurs délégués adjoints et » sont supprimés.

**Art. 17.** L'article 42bis du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 10 mars 1971 et 22 décembre 2000, est abrogé.

**Art. 18.** L'article 43 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, est abrogé.

**Art. 19.** Dans l'article 47 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> mars 1985 et 15 mars 1993, les mots « ou du fonctionnaire du rang 17 ou 16 désigné à cette fin par lui » sont remplacés par les mots « ou du titulaire d'une fonction de management ou d'encadrement désigné à cette fin par lui ».

**Art. 20.** L'article 48quinquies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 31 mars 1995, 10 avril 1995, 15 septembre 1997, 13 mai 1999 et 22 décembre 2000, est abrogé.

**Art. 21.** L'article 48sexies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1985 et modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, est abrogé.

**Art. 22.** Dans l'article 79 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les alinéas 4 et 5 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Si, bien que régulièrement convoqué, l'agent ou son défenseur s'abstient, sans excuse valable de comparaître, le conseil de direction se prononce sur base des pièces du dossier. Il en va de même dès que l'affaire fait l'objet de la deuxième audience, même si l'agent ou son défenseur peut se prévaloir d'une excuse valable.

2° in het tweede lid, 1°, worden de woorden « De secretaris-generaal of, bij gebrek aan secretaris-generaal, door de ambtenaar-generaal daartoe aangewezen door de minister » vervangen door de woorden « de functioneel directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie of zijn afgevaardigde »;

3° in het tweede lid, 2°, worden de woorden « de opleidingsdirecteur » vervangen door de woorden « de functioneel directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie of zijn afgevaardigde, die voorzit »;

4° het derde lid wordt vervangen door de volgende beschikking :

« Andere ambtenaren van ten minste rang 13 mogen aangewezen worden als plaatsvervaarders van de in het tweede lid, 1°, bedoelde ambtenaren volgens de procedure die wordt gebruikt voor het aanwijzen van de gewone leden. »

**Art. 14.** In artikel 40 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De afgevaardigd bestuurder van SELOR – Selectiebureau van de Federale Overheid wordt aangesteld krachtens de reglementaire bepalingen betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten. »;

2° het derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, wordt opgeheven.

**Art. 15.** Artikel 41 van hetzelfde besluit, vervangen door de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 1 augustus 1975 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, wordt opgeheven.

**Art. 16.** In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, tweede lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 mei 1999 en 22 december 2000, worden de woorden « aan een adjunct-afgevaardigd bestuurder » geschrapt;

2° in § 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, worden de woorden « door de adjunct-afgevaardigd bestuurder » vervangen door de woorden « door een houder van een management-functie -2 »;

3° in § 4 worden de woorden « aan de adjunct-afgevaardigd bestuurders en » geschrapt.

**Art. 17.** Artikel 42bis van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 maart 1971 en 22 december 2000, wordt opgeheven.

**Art. 18.** Artikel 43 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, wordt opgeheven.

**Art. 19.** In artikel 47 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1985 en 15 maart 1993, worden de woorden « of van de door hem daartoe aangewezen ambtenaar van rang 17 of 16 » vervangen door de woorden « of van de door hem daartoe aangewezen houder van een management- of staffunctie ».

**Art. 20.** Artikel 48quinquies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1995, 10 april 1995, 15 september 1997, 13 mei 1999 en 22 december 2000, wordt opgeheven.

**Art. 21.** Artikel 48sexies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 februari 1985 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000 wordt opgeheven.

**Art. 22.** In artikel 79 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de vierde en de vijfde leden vervangen als volgt :

« Indien de ambtenaar of zijn verdediger, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige reden niet verschijnt, doet de directieraad uitspraak op grond van de stukken van het dossier. Hetzelfde geldt zodra de zaak voor de tweede maal ter zitting komt, zelfs indien de ambtenaar of zijn verdediger een geldige reden kan aanvoeren.

Toutefois, si le conseil de direction formule une proposition définitive de peine plus sévère que la proposition de peine provisoire, il convoque à nouveau l'agent aux fins d'audition. »;

2° le § 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 3. Dans un délai de deux mois au plus tard prenant cours le jour de la saisine du conseil de direction, celui-ci formule la proposition définitive et la notifie à l'agent dans les trente jours.

A défaut de cette notification dans le délai de trente jours, le conseil de direction est réputé renoncer à la procédure pour les faits mis à charge de l'agent. »

**Art. 23.** A l'article 84 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 mars 1995 un § 2bis est inséré, rédigé comme suit :

« § 2bis. A la chambre de recours départementale, à défaut de magistrats, des magistrats honoraires ou émérites peuvent être désignés. »

**Art. 24.** A l'article 84bis du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° à la chambre de recours interdépartementale, par un titulaire francophone d'une fonction de management -1 ou -2 et par un titulaire néerlandophone d'une fonction de management -1 ou -2 désignés par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions »;

2° le § 2, 3°, est abrogé.

**Art. 25.** L'article 112 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 112. § 1<sup>er</sup>. Perd d'office et sans préavis la qualité d'agent de l'Etat, l'agent belge qui ne satisfait plus à la condition de nationalité belge et dont les fonctions comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique ou ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat.

§ 2. Perd d'office et sans préavis la qualité d'agent de l'Etat l'agent ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen :

1° qui exerce d'autres fonctions que celles visées au § 1<sup>er</sup> et qui ne satisfait plus à sa condition de nationalité sans en acquérir une autre d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen;

2° dont la nomination est constatée irrégulière dans le délai de recours en annulation devant le Conseil d'Etat ; ce délai ne vaut pas en cas de fraude ou de dol de l'agent;

3° qui ne jouit plus de ses droits civils et politiques;

4° qui ne satisfait plus aux lois sur la milice ou qui ne se trouve plus dans une position régulière au regard des obligations de service national dans l'Etat dont il est ressortissant;

5° dont l'inaptitude médicale a été dûment constatée;

6° qui, sans motif valable, abandonne son poste et reste absent pendant plus de dix jours ouvrables et qui a été dûment et préalablement averti et interpellé;

7° qui se trouve dans un cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

8° qui pour des raisons disciplinaires est démis d'office ou révoqué.

La disposition sous 6° n'est pas applicable à l'agent qui participe à une action de cessation concertée du travail.

Le présent article est applicable aux stagiaires. »

**Art. 26.** L'article 112bis du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, est abrogé.

**Art. 27.** A l'article 113 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 26 septembre 1994, 31 mars 1995 et 22 décembre 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots « à temps plein » sont insérés entre les mots « nomination définitive » et « dans un autre service public »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« L'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, est applicable aux stagiaires ».

Indien echter de directieraad een definitief voorstel van tuchtstraf doet dat strenger is dan het voorlopige voorstel, roept ze opnieuw de ambtenaar op voor een verhoor. »;

2° het § 3 wordt vervangen voor de volgende bepalingen :

« § 3. Binnen een termijn van ten hoogste twee maanden vanaf de dag dat de zaak bij de directieraad is ingediend, doet deze het definitieve voorstel en betekent het aan de ambtenaar binnen de dertig dagen.

Bij ontstentenis van deze betekening binnen de termijn van dertig dagen, wordt de directieraad geacht af te zien van de procedure voor de feiten die ten laste van de ambtenaar worden gelegd. »

**Art. 23.** In artikel 84 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 31 maart 1985, wordt een § 2bis ingelast, luidend als volgt :

« § 2bis. Bij de departementale raad van beroep mogen, bij gebrek aan magistraten, eremagistraten of emeritus-magistraten aangewezen worden. »

**Art. 24.** In artikel 84bis van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het § 1, 1° wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1° bij de interdepartementale raad van beroep, door een Franstalig houder van een managementfunctie -1 of -2 en door een Nederlandstalig houder van een managementfunctie -1 of -2, aangeduid door de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoort »;

2° het § 2, 3°, wordt opgeheven.

**Art. 25.** Artikel 112 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 112. § 1. Ambtshalve en zonder opzegging verliest de hoedanigheid van rijksambtenaar, de Belgische ambtenaar die niet meer voldoet aan de voorwaarde inzake de Belgische nationaliteit en van wie de functies een rechtstreekse of onrechtstreekse deelname aan de uitoefening van de openbare macht of het veiligstellen van de algemene staatsbelangen met zich brengen.

§ 2. Ambtshalve en zonder opzegging verliest de hoedanigheid van rijksambtenaar, de ambtenaar die onderdaan is van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte en :

1° die andere dan in § 1 vermelde functies uitoefent en die niet langer aan de nationaliteitsvoorwaarde voldoet zonder er een andere in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte te verwerven;

2° van wie de benoeming onregelmatig bevonden is binnen de termijn voor beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State; die termijn geldt niet in geval van arglist of bedrog bij de ambtenaar;

3° die niet langer zijn burgerlijke en politieke rechten geniet;

4° die niet meer voldoet aan de dienstplichtwetten of zich niet langer in een regelmatige toestand bevindt in verband met de verplichtingen inzake nationale dienst in een staat waarvan hij onderdaan is;

5° van wie de medische ongeschiktheid behoorlijk vastgesteld werd;

6° die zonder geldige reden zijn post verlaat en meer dan tien werkdagen afwezig blijft en die behoorlijk en vooraf verwittigd en om opheldering verzocht is;

7° die zich in een geval bevindt waarin de toepassing van de burgerlijke wetten en van de strafwetten de ambtsneerlegging ten gevolge heeft;

8° die om tuchtrekenen wordt ontslagen van ambtswege of afgezet.

De bepaling onder 6° is niet van toepassing op de ambtenaar die aan een georganiseerde werkonderbreking deelneemt.

Dit artikel geldt mede voor stagiaires. »

**Art. 26.** Artikel 112bis van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, wordt opgeheven.

**Art. 27.** In artikel 113 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 26 september 1994, 31 maart 1995 en 22 december 2000 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 3°, worden de woorden « voltijdse » ingelast tussen de woorden « een tweede » en de woorden « benoeming in vast dienstverband »;

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het eerste lid, 1° en 2° geldt mede voor de stagiaires ».

**Art. 28.** Dans les dispositions du même arrêté, les mots « directeur général de la formation » sont remplacés par les mots « titulaire de la fonction de management -1 auprès de l'Institut de formation de l'administration fédérale ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat*

**Art. 29.** A l'article 29, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 31 juillet 1991, 15 mars 1993 et 14 septembre 1994, les mots « ou avoir réussi, avant le 27 août 1991, au moins une des matières de la deuxième épreuve d'un concours d'accession à un grade du rang 10, clôturé après le 1<sup>er</sup> janvier 1985; » sont supprimés.

**Art. 30.** A l'article 29bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 27 mars 1998, les mots « directeur général de la formation » sont remplacés par les mots « titulaire de la fonction de management -1 auprès de l'Institut de formation de l'administration fédérale ».

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté royal du 15 décembre 1994 fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du Comité de gestion du Secrétariat permanent de recrutement*

**Art. 31.** Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 15 décembre 1994 fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du Comité de gestion du Secrétariat permanent de recrutement, les mots « du Secrétariat permanent de recrutement » sont remplacés par les mots « SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale ».

**Art. 32.** A l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase liminaire est remplacée par la disposition suivante :

« Il est créé un Comité de gestion à SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale dénommé ci-après « Comité de gestion », lequel comprend : »;

2° le 1° est remplacé par la disposition suivante :

1° « l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale; »;

3° un alinéa 3 est ajouté, rédigé comme suit :

« En cas d'empêchement de l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale, celui-ci est remplacé par un titulaire d'une fonction de management -2 auprès dudit Bureau. »

**Art. 33.** L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. L'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale préside le Comité de gestion. »

**Art. 34.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Le secrétariat est assuré par un agent de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale désigné par l'administrateur délégué. »

**Art. 35.** L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le comité de gestion délibère sous la présidence de l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale ou, en son absence, d'un titulaire d'une fonction de management -2 auprès dudit Bureau. »

**Art. 36.** A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° d'établir le projet de plan d'investissement annuel, sur proposition de l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale »;

2° au 4°, les mots « le Secrétariat permanent de recrutement » sont remplacés par les mots « SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale »;

3° au 4°, la rubrique *f* est abrogée;

**Art. 28.** In de bepalingen van hetzelfde besluit worden de woorden « directeur-generaal van de opleiding » vervangen door de woorden « houder van de managementfunctie -1 bij het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel*

**Art. 29.** In artikel 29, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 juli 1991, 15 maart 1993 en 14 september 1994, worden de woorden « of geslaagd zijn, vóór 27 augustus 1991, voor ten minste één van de vakken van het tweede gedeelte van een vergelijkend examen voor overgang naar een graad van rang 10, afgesloten na 1 januari 1985; » geschrapt.

**Art. 30.** In artikel 29bis van hetzelfde besluit, ingelast bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998, worden de woorden « directeur-generaal van de opleiding » vervangen door de woorden « houder van de managementfunctie -1 bij het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 15 december 1994 tot vaststelling van de samenstelling, de werking en de bevoegdheden van het Beheerscomité van het Vast Wervingssecretariaat*

**Art. 31.** In het opschrift van het koninklijk besluit van 15 december 1994 tot vaststelling van de samenstelling, de werking en de bevoegdheden van het Beheerscomité van het Vast Wervingssecretariaat, worden de woorden « van het Vast Wervingssecretariaat » vervangen door de woorden « SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid ».

**Art. 32.** In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Er wordt een comité opgericht tot beheer van SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid hierna te noemen « Beheerscomité », dat is samengesteld uit : »;

2° de 1° wordt door de volgende bepaling vervangen :

1° « de afgevaardigd bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid; »;

3° er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In geval van verhindering van de afgevaardigd bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid, wordt hij vervangen door een houder van een managementfunctie -2 bij voornoemd Bureau. »

**Art. 33.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. De afgevaardigd bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid zit het Beheerscomité voor. »

**Art. 34.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. Het secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar van SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid, aangewezen door de afgevaardigd bestuurder. »

**Art. 35.** Artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het Beheerscomité beraadslaagt onder het voorzitterschap van de afgevaardigd bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid of, bij diens afwezigheid, van een houder van een managementfunctie -2 bij voornoemd Bureau. »

**Art. 36.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° het opmaken van het ontwerp van jaarlijkse investeringsplan, op voorstel van de afgevaardigd bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid »;

2° in het 4°, worden de woorden « het Vast Wervingssecretariaat » vervangen door de woorden « SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid »;

3° in het 4°, wordt rubriek *f* opgeheven;



4° au 8°, les mots « le Secrétariat permanent de recrutement » sont remplacés par les mots « SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale ».

**Art. 37.** L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Le Comité de gestion peut déléguer les attributions visées à l'article 6, 4°, g, 5° et 7° du présent arrêté à l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale. Celui-ci peut déléguer tout ou partie de ses attributions à un titulaire d'une fonction de management -2 auprès dudit Bureau. »

**Art. 38.** A l'article 8, §§ 1<sup>er</sup> et 3 du même arrêté, les mots « Secrétariat permanent de recrutement » et les mots « Secrétaire permanent de recrutement » sont respectivement remplacés par les mots « SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale » et les mots « administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale ».

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté royal du 26 avril 1999 réglant le licenciement pour inaptitude professionnelle des agents de l'Etat*

**Art. 39.** L'article 5 de l'arrêté royal du 26 avril 1999 réglant le licenciement pour inaptitude professionnelle des agents de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. La commission se compose paritairement :

1° du titulaire de la fonction de management -1 « Personnel » du service public fédéral Personnel et Organisation, président;

2° du titulaire de la fonction de management -2 « Développement de carrière » du Service public fédéral Personnel et Organisation;

3° du directeur fonctionnel du service d'encadrement « Personnel et Organisation » du service public fédéral dont relève l'agent, ou son délégué;

4° d'un titulaire d'une fonction de management -2 au sein du service public fédéral dont l'agent relève, désigné par le président du comité de direction de ce service;

5° de deux titulaires d'une fonction de management -2 d'un autre service public fédéral, désigné par le président de la commission;

6° de six membres désignés par les organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et ce, à raison de deux membres par organisation.

§ 2. Le président désigne en outre deux directeurs fonctionnels du service d'encadrement Personnel et Organisation de services publics fédéraux autres que ceux visés au § 1<sup>er</sup>, en qualité de suppléant. Les organisations syndicales désignent un assesseur en qualité de suppléant.

§ 3. Les membres désignés par les organisations syndicales représentatives sont choisis parmi les agents de l'Etat qui appartiennent au niveau 1 et doivent être agréés par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions. Le refus d'agrément est soumis à l'avis du comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux.

§ 4. Un greffier et un greffier suppléant sont désignés par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

§ 5. La commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

§ 6. L'article 33bis, § 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat est applicable *mutatis mutandis* aux délibérations de la commission. »

CHAPITRE V. — *Modification de l'arrêté royal du 13 mai 1999 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public*

**Art. 40.** L'article 42, § 1<sup>er</sup>, premier tiret, de l'arrêté royal du 13 mai 1999 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public est remplacé par la disposition suivante :

« - l'article 3, 2°, qui entre en vigueur à une date déterminée par Nous; ».

4° in het 8°, worden de woorden « het Vast Wervingssecretariaat » vervangen door de woorden « SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid ».

**Art. 37.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. Het Beheerscomité kan zijn bevoegdheden bepaald in artikel 6, 4°, g, 5° en 7° van dit besluit overdragen aan de afgevaardigd bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid. Deze kan zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen aan een houder van een managementfunctie -2 bij voornoemd Bureau. »

**Art. 38.** In artikel 8, §§ 1 en 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « Vast Wervingssecretariaat » en de woorden « Vaste Wervingssecretaris » respectievelijk vervangen door de woorden « SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid » en de woorden « afgevaardigd bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging aan het koninklijk besluit van 26 april 1999 tot regeling van de afdanking wegens beroepsongeschiktheid van het rijkspersoneel*

**Art. 39.** Artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 april 1999 tot regeling van de afdanking wegens beroepsongeschiktheid van het rijkspersoneel wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 5. § 1. De commissie is paritair samengesteld uit :

1° de houder van de managementfunctie -1 « Personeel » van de federale overheidsdienst Personeel en Organisatie, voorzitter;

2° de houder van de managementfunctie -2 « Loopbaanontwikkeling » van de federale overheidsdienst Personeel en Organisatie;

3° de functioneel directeur van de stafdienst « Personeel en Organisatie » van de federale overheidsdienst waaronder het personeelslid ressorteert, of zijn afgevaardigde;

4° een houder van een managementfunctie -2 binnen de federale overheidsdienst waaronder de ambtenaar ressorteert, aangeduid door de voorzitter van het directiecomité van deze dienst;

5° twee houders van een managementfunctie -2 van een andere federale overheidsdienst, aangeduid door de voorzitter van de commissie;

6° zes leden aangeduid door de representatieve vakorganisaties in de zin van artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en dit naar rato van twee leden per organisatie.

§ 2. De voorzitter wijst bovendien twee functionele directeurs aan van de stafdienst Personeel en Organisatie van andere federale overheidsdiensten dan deze bedoeld in § 1, als plaatsvervangende leden. De vakorganisaties wijzen een plaatsvervangend lid aan.

§ 3. De door de representatieve vakorganisaties aangewezen leden worden gekozen onder de rijksambtenaren die tot niveau 1 behoren en moeten erkend worden door de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren. De weigering tot erkenning wordt voorgedragen aan het advies van het comité voor de federale, de gemeenschappelijke en de gewestelijke overheidsdiensten.

§ 4. Een griffier en een plaatsvervangende griffier worden aangewezen door de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

§ 5. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

§ 6. Artikel 33bis, § 3, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel is *mutatis mutandis* van toepassing op de beraadslagingen van de commissie. »

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut*

**Art. 40.** Artikel 42, § 1, eerste streepje, van het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, wordt vervangen als volgt :

« - artikel 3, 2°, dat in werking treedt op een datum door Ons bepaald; ».

CHAPITRE VI. — *Modifications de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat*

**Art. 41.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par « administrateur délégué », l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale. »

**Art. 42.** A l'article 2, alinéa 2, 1°, du même arrêté, les mots « et des administrateurs délégués adjoints » sont remplacés par les mots « et d'un titulaire d'une fonction de management -2 auprès de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale ».

**Art. 43.** A l'article 3, alinéa 2, 2° du même arrêté, les mots « des administrateurs délégués adjoints » sont remplacés par les mots « d'un titulaire d'une fonction de management -2 auprès de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 44.** Les articles 1<sup>er</sup> à 3, 5, 7, 8, 10 à 21, 28, 30, 39, 42 et 43 du présent arrêté sont applicables dès leur entrée en vigueur aux services publics fédéraux visés à l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral.

**Art. 45.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

1° des articles 8, 2°, 16, 2°, 24, 28, 30, 32, 3°, 35, 42 et 43 qui entrent en vigueur le jour où la désignation du titulaire de la fonction de management concerné prend effet;

2° des articles 1<sup>er</sup> à 3, 5, 7, 8, 1°, 10, 12, 13, 2° à 4°, 20, 21 et 39 qui entrent en vigueur le jour où la désignation du directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation concerné prend effet;

3° l'article 21 qui entre en vigueur le jour où l'abrogation du dernier ministère prend effet.

**Art. 46.** L'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale et ses adjoints, en fonction à la date du 7 janvier 2001, conservent à titre personnel le bénéfice de l'article 43 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tel qu'il était en vigueur à cette date. Les dispositions réglementaires qui seront d'application sur les titulaires des grades supprimés de rang 17 et 16 qui ne sont pas désignés pour une fonction de management, sont également applicables à l'Administrateur délégué et ses adjoints susmentionnés.

En attendant la désignation d'un titulaire d'une fonction de management -2 de l'autre rôle linguistique de l'administrateur délégué auprès de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale, l'administrateur délégué est, pour l'application des articles 16, 2°, 32, 2° et 35, remplacé par un agent de niveau 1 de SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

**Art. 47.** Les titulaires actuels de la fonction de directeur de la formation conservent à titre personnel et jusqu'à l'entrée en fonction du directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation concerné, le bénéfice des dispositions de l'article 48quinquies, § 4, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et continuent à exercer les attributions liées à leur désignation de directeur de la formation.

**Art. 48.** Les procédures disciplinaires en cours à la date d'entrée en vigueur de l'article 22 du présent arrêté continuent à être régies par l'article 79, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut de l'agent de l'Etat, tels qu'ils étaient en vigueur avant leur modification par le présent arrêté.

**Art. 49.** Les affaires pendantes devant la commission interdépartementale des stages, les commissions des stages et la commission de recours en matière d'inaptitude professionnelle à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent régies par les dispositions applicables à cette date.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel*

**Art. 41.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient onder « afgevaardigd bestuurder », de afgevaardigd bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid te worden verstaan. »

**Art. 42.** In artikel 2, tweede lid, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden « en de adjunct-afgevaardigd bestuurders » vervangen door de woorden « en van een houder van een managementfunctie -2 bij SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid ».

**Art. 43.** In artikel 3, tweede lid, 2° van hetzelfde besluit worden de woorden « de adjunct-afgevaardigd bestuurders » vervangen door de woorden « een houder van een managementfunctie -2 bij SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid ».

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 44.** De artikelen 1 tot 3, 5, 7, 8, 10 tot 21, 24, 28, 30, 39, 42 en 43 van dit besluit zijn van toepassing vanaf de datum van hun inwerking-treding op de federale overheidsdiensten bedoeld in het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan elke federale overheidsdienst.

**Art. 45.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van :

1° de artikelen 8, 2°, 16, 2°, 24, 28, 30, 32, 3°, 35, 42 en 43 die in werking treden op de dag waarop de aanstelling van betrokken houder van een managementfunctie uitwerking heeft;

2° de artikelen 1 tot en met 3, 5, 7, 8, 1°, 10, 11, 12, 13, 2° tot en met 4°, 20 en 39 die in werking treden de dag waarop de aanwijzing van de betrokken functioneel directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie uitwerking heeft;

3° het artikel 21 dat in werking treedt de dag dat de opheffing van het laatste ministerie uitwerking heeft.

**Art. 46.** De afgevaardigd bestuurder van SELOR- Selectiebureau van de Federale Overheid en zijn adjuncten, in dienst op 7 januari 2001, behouden ten persoonlijke titel het voordeel van artikel 43 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, zoals het in werking was op deze datum. De reglementaire bepalingen van toepassing zullen zijn op de titularissen van de afgeschafte graden van rang 16 en 17 die niet aangesteld worden in een managementfunctie, zijn eveneens van toepassing op voornoemde afgevaardigd bestuurder en zijn adjuncten.

In afwachting van de aanwijzing van een titularis van een managementfuncties -2 van de andere taalrol dan de afgevaardigd bestuurder bij SELOR - Selectiebureau van de federale administratie wordt, voor de toepassing van de artikelen 16, 2°, 32, 2° en 35, de afgevaardigde bestuurder vervangen door een ambtenaar van niveau 1 van SELOR-Selectiebureau van de federale administratie.

**Art. 47.** De huidige titularissen van de functie van opleidingsdirecteur behouden ten persoonlijke titel en tot de indiensttreding van de functioneel directeur van de betrokken stafdienst Personeel en Organisatie, het voordeel van de bepalingen van artikel 48quinquies, § 4, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en blijven bevoegdheden de met hun aanwijzing als vormingsdirecteur verbonden bevoegdheden verder uitoefenen.

**Art. 48.** De lopende tuchtprocedures op de datum van inwerking-treding van artikel 22 van dit besluit blijven geregeld door artikel 79, § 1, vierde en vijfde leden, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, zoals ze in werking waren vóór hun wijziging door dit besluit.

**Art. 49.** Voor de zaken welke bij de interdepartementale stagecommissie, de stagecommissies en de beroepscommissie inzake beroepsongeschiktheid aanhangig zijn op de datum van het van kracht worden van dit besluit, blijven de bepalingen gelden welke op die datum toepasselijk waren.

**Art. 50.** Les procédures disciplinaires entamées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et les affaires pendantes devant les chambres de recours à la même date restent régies par les dispositions applicables à cette date.

**Art. 51.** Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique  
et de la Modernisation de l'administration,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**Art. 50.** Voor de zaken welke bij de raden van beroep aanhangig zijn op de datum van het van kracht worden van dit besluit, blijven de bepalingen gelden welke op die datum toepasselijk waren.

**Art. 51.** Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken  
en Modernisering van de openbare besturen,  
L. VAN DEN BOSSCHE

F. 2001 — 3399

[C — 2001/02159]

**16 NOVEMBRE 2001.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, le 28 juin 2001, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966", a donné le 29 août 2001 l'avis suivant :

#### Préambule

1. La référence au fondement légal de l'arrêté en projet, inscrite dans le premier alinéa du préambule, pourrait être précisée davantage encore s'il était fait référence à l'article 53, alinéa 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

2. Le deuxième alinéa du préambule peut être complété par une référence à l'article 12, § 2, de l'arrêté royal du 8 mars 2001 qui y est mentionné. En effet, c'est cette disposition qui est modifiée par l'arrêté en projet.

3. Compte tenu des règles de légistique les plus récentes, les septième et huitième alinéas du préambule doivent commencer de la manière suivante :

« Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat...;

Vu l'avis 31.913/1/V du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2001, en application de... ».

#### Articles 1<sup>er</sup> et 2

Le délégué du gouvernement a déclaré à l'auditeur-rapporteur que l'intention n'est pas d'ouvrir à n'importe quel fonctionnaire l'examen visé à l'article 43, § 3, alinéa 3, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, mais uniquement d'élargir son accès à tous les fonctionnaires de niveau I.

Vu cette intention, l'article 12, § 2, de l'arrêté royal du 8 mars 2001 doit alors être adapté et non abrogé.

L'article 2 du projet devient ainsi sans objet et doit dès lors être omis.

#### Article 3

Le Conseil d'Etat, section de législation, n'aperçoit pas de motif qui justifie de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés. Il est dès lors préférable d'omettre l'article 3.

La chambre était composée de :

Messieurs

D. Albrecht

Conseiller d'Etat, Président,

N. 2001 — 3399

[C — 2001/02159]

**16 NOVEMBER 2001.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, op 28 juni 2001 door de Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966", heeft op 29 augustus 2001 het volgende advies gegeven :

#### Aanhef

1. De in het eerste lid van de aanhef opgenomen referentie aan de rechtsgrond van het ontworpen besluit zou nog meer kunnen worden gespecificeerd door te verwijzen naar artikel 53, tweede lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

2. Het tweede lid van de aanhef kan worden aangevuld met een verwijzing naar artikel 12, § 2, van het erin vermelde koninklijk besluit van 8 maart 2001. Het is immers die bepaling die door het ontworpen besluit wordt gewijzigd.

3. Het zevende en het achtste lid van de aanhef dienen, gelet op de meest recente wetgevingstechnische voorschriften, als volgt aan te vangen :

« Gelet op het besluit van de Ministerraad, over het verzoek aan de Raad van State om...;

Gelet op het advies 31.913/1/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2001, met toepassing van... ».

#### Artikelen 1 en 2

De gemachtigde van de regering verklaarde aan de auditeur-verslaggever dat het niet in de bedoeling ligt het in artikel 43, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken bedoelde examen open te stellen voor gelijk welke ambtenaar, maar dat beoogd wordt die toegang enkel te verruimen tot alle ambtenaren van niveau I.

Artikel 12, § 2, van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 moet dan, gelet op die intentie, worden aangepast en niet opgeheven.

Artikel 2 van het ontwerp wordt dan zonder voorwerp en dient derhalve te vervallen.

#### Artikel 3

De Raad van State, afdeling wetgeving, ziet geen reden om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding van besluiten.

Artikel 3 kan dan ook beter vervallen.

De kamer was samengesteld uit :

De Heren

D. Albrecht

Staatsraad, Voorzitter,

J. Baert,  
J. Smets,  
Conseillers d'Etat  
G. De Munter,  
Greffier assumé

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Monsieur J. SMETS.

Le rapport a été présenté par Monsieur B. WEEKERS, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Monsieur J. DRIJKONINGEN, référendaire.

Le greffier,  
G. De Munter.

Le président,  
A. Albrecht.

J. BAERT,  
J. SMETS,  
Staatsraden  
G. De Munter,  
Toegevoegd griffier

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. SMETS.

Het verslag werd uitgebracht door de heer B. WEEKERS, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de Heer J. DRIJKONINGEN, referendaris.

De griffier,

G. De Munter.

De voorzitter,

A. Albrecht.

**16 NOVEMBRE 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 53, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 12, § 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2001;

Considérant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article 54, alinéa 2, des lois coordonnées précitées;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, donné le 11 juin 2001;

Vu la délibération du Conseil des Ministres, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 31.913, donné le 29 août 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 12 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, le § 2 est modifié comme suit :

« § 2. Ne sont admis à l'examen que les agents qui sont titulaires d'un grade de niveau 1. »

**Art. 2.** Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique  
et de la Modernisation de l'administration,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**16 NOVEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op het artikel 53, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966, inzonderheid op het artikel 12, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 maart 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 maart 2001;

Overwegende dat voldaan werd aan de voorschriften van artikel 54, tweede lid, van de vorenvermelde gecoördineerde wetten;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 11 juni 2001;

Gelet op het besluit van de Ministerraad, over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 31.913, gegeven op 29 augustus 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 12, § 2, van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966, wordt gewijzigd als volgt :

« § 2. Worden enkel tot het examen toegelaten, de ambtenaren die titularis zijn van een graad van niveau 1. »

**Art. 2.** Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken  
en Modernisering van de openbare besturen,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**16 NOVEMBRE 2001. — Arrêté royal  
portant la désignation d'adjoints bilingues  
dans les services centraux des services publics fédéraux**

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, le 14 août 2001, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant la désignation d'adjoints bilingues dans les services centraux des services publics fédéraux", a donné le 27 septembre 2001 l'avis suivant :

Préambule

1. Le projet donne exécution à l'article 43, § 6, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966. Cette disposition législative ne comprend toutefois aucune délégation expresse au Roi. L'arrêté attaqué peut néanmoins se fonder sur le pouvoir général d'exécution que le Roi tire de l'article 108 de la Constitution. Il conviendra dès lors d'ajouter au préambule un alinéa faisant référence à cet article de la Constitution.

2. Les arrêtés royaux mentionnés dans les deuxième et troisième alinéas du préambule ne procurent à l'évidence aucun fondement légal à l'arrêté en projet, ne sont pas modifiés par ce dernier et leur mention n'est pas nécessaire à une bonne compréhension de l'arrêté en projet.

Les deuxième et troisième alinéas peuvent dès lors être omis. En lieu et place, il conviendra d'insérer un alinéa faisant référence à l'arrêté royal du 30 novembre 1966, que l'article 8 vise à abroger (1).

3. Le préambule du projet ne doit pas mentionner la norme qui impose le respect d'une formalité mais bien les éléments indiquant que cette dernière a été accomplie.

Il est recommandé de remanier le quatrième alinéa du préambule, qui devient le troisième alinéa, à la lumière de cette observation.

4. Vu les règles de légistique les plus récentes, il convient de rédiger les septième et neuvième alinéas du préambule - qui doivent se suivre immédiatement - de la manière suivante :

« Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.156/1 du Conseil d'Etat, donné le 27 septembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; ».

Article 1<sup>er</sup>

1. Le texte suivant est suggéré pour l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup> :

"Dans les services centraux des services publics fédéraux, visés dans..., seul le titulaire d'une fonction de management -1, visé à..., est le chef d'administration visé à l'article 43, § 6, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, qui est responsable de l'unité de la jurisprudence administrative vis à vis de l'autorité dont il relève".

2. Dans le texte français de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, il convient de supprimer la répétition du mot "portant".

3. Dans le texte néerlandais de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, il convient d'écrire "artikel 43, '3, derde lid, van..." au lieu de "artikel 43, § 3, lid 3, van...".

La même observation peut être formulée à propos de l'article 2, alinéa 2, du projet.

Article 2

Dans le texte néerlandais de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, il convient de remplacer l'abréviation "d.d." par le mot "van".

Article 3

Le montant indiqué à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, doit être libellé en euros étant donné que cette disposition produira également ses effets après le 31 décembre 2001. Le cas échéant, le montant correspondant en francs peut être inscrit dans une disposition transitoire.

**16 NOVEMBER 2001. — Koninklijk besluit betreffende de aanwijzing van tweetalige adjuncten in de centrale diensten van de federale overheidsdiensten**

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 14 augustus 2001 door de Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aanwijzing van tweetalige adjuncten in de centrale diensten van de federale overheidsdiensten", heeft op 27 september 2001 het volgende advies gegeven :

Aanhef

1. Het ontwerp geeft uitvoering aan artikel 43, § 6, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966. Die wetsbepaling bevat evenwel geen uitdrukkelijke delegatie aan de Koning. Het ontworpen besluit kan evenwel worden gegrond op de algemene uitvoeringsbevoegdheid die de Koning op grond van artikel 108 van de Grondwet bezit. Aan de aanhef zal derhalve een lid moeten worden toegevoegd waarin dat grondwetsartikel wordt aangehaald.

2. De in het tweede en het derde lid van de aanhef vermelde koninklijke besluiten strekken het ontworpen besluit uiteraard niet tot rechtsgrond, worden erdoor niet gewijzigd, noch is de vermelding ervan noodzakelijk voor een goed begrip van het ontworpen besluit.

Het tweede en het derde lid kunnen derhalve vervallen en in de plaats ervan dient een lid te worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 30 november 1966, waarvan artikel 8 van het ontwerp de opheffing beoogt (1).

3. De aanhef van het ontwerp dient geen gewag te maken van de norm die de naleving van een pleegvorm oplegt, maar wel van de gegevens waaruit de naleving van de pleegvorm blijkt.

Het verdient aanbeveling het vierde lid van de aanhef - dat het derde lid wordt - in het licht van dit voorschrift te herwerken.

4. Gelet op de meest recente wetgevingstechnische voorschriften, redigere men het zevende en het negende lid van de aanhef - die onmiddellijk op elkaar dienen aan te sluiten - als volgt :

« Gelet op het besluit van de Ministerraad, over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies 32.156/1 van de Raad van State, gegeven op 27 september 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; ».

Artikel 1

1. Volgende tekst wordt voor het eerste lid van artikel 1 in overweging gegeven :

"In de centrale diensten van de federale overheidsdiensten bedoeld in..., is alleen de houder van een managementfunctie -1, bedoeld in..., de bij artikel 43, § 6, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, bedoelde chef van de afdeling, die ten aanzien van de overheid waaronder hij ressorteert verantwoordelijk is voor de eenheid in de administratieve rechtspraak".

2. In de Franse tekst van artikel 1, eerste lid, dient eenmaal het woord "portant" te worden geschrapt.

3. In de Nederlandse tekst van artikel 1, tweede lid, schrijf men "artikel 43, § 3, derde lid, van..." in plaats van "artikel 43, § 3, lid 3, van...".

Eenzelfde opmerking geldt ten aanzien van artikel 2, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 2

In de Nederlandse tekst van artikel 2, eerste lid, dient de afkorting "d.d." te worden vervangen door het woord "van".

Artikel 3

Het in artikel 3, eerste lid, vermelde bedrag dient in euro te worden vermeld aangezien die bepaling ook na 31 december 2001 uitwerking zal hebben. Zo dit nodig wordt geacht, kan het overeenstemmende bedrag in frank worden opgenomen in een overgangsbepaling.

On écrira en outre "euros" au lieu de "EURO" et "francs" au lieu de "FRB".

#### Article 7

Dans le texte néerlandais de l'article 7, il convient d'écrire chaque fois "aangewezen" au lieu de "aangeduid".

#### Article 8

Etant donné que tous les services publics fédéraux n'ont pas encore été créés et que tous les titulaires de fonction de management -1 n'ont pas encore été désignés (2), l'arrêté royal du 30 novembre 1966 relatif à la désignation d'adjoints bilingues dans les services centraux ne peut être abrogé purement et simplement mais doit faire l'objet d'une abrogation échelonnée.

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;

J. Baert, J. Smets, conseillers d'Etat;

G. Schrans, A. Spruyt, assesseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Smets.

Le rapport a été présenté par M. B. Weekers, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. Drijkoningen premier référendaire.

Le greffier,

A. Beckers.

Le président,

M. Van Damme.

#### Notes

(1) En ce qui concerne la nature de l'abrogation, voir l'observation formulée à propos de l'article 8 du projet.

(2) A cet égard, il convient d'ailleurs de signaler que le Conseil d'Etat, section d'administration, a suspendu l'exécution de l'arrêté royal du 2 mai 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux par son arrêt n° 98.735 du 7 septembre 2001, en cause de Jadot contre l'Etat belge.

### 16 NOVEMBRE 2001. — Arrêté royal portant la désignation d'adjoints bilingues dans les services centraux des services publics fédéraux

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, § 6, modifié par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 1966 portant la désignation d'adjoints bilingues dans les services centraux;

Vu les remarques des syndicats, données le 11 avril 2001, en ce qui concerne le Syndicat libre de la Fonction publique et donné le 13 avril 2001, en ce qui concerne la Centrale générale des Services publics, conformément à l'article 54, alinéa 2, des lois précitées;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2001;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, donné le 11 juin 2001;

Men schrijve bovendien "euro" in plaats van "EURO" en "frank" in plaats van "BEF".

#### Artikel 7

Men schrijve in de Nederlandse tekst van artikel 7 telkens "aangewezen" in plaats van "aangeduid".

#### Artikel 8

Aangezien nog niet alle federale overheidsdiensten zijn opgericht, en nog minder alle houders van een managementfunctie -1 zijn aangewezen (2), kan het koninklijk besluit van 30 november 1966 betreffende de aanwijzing van de tweetalige adjuncten niet zonder meer worden opgeheven, maar dient te worden voorzien in een gefaseerde opheffing van dat besluit.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter;

J. Baert, J. Smets, staatsraden;

G. Schrans, A. Spruyt, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd overzien onder toezicht van de heer J. Smets.

Het verslag werd uitgebracht door de heer B. Weekers, adjunct-auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld door de heer J. Drijkoningen, eerste referendaris.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

M. Van Damme.

#### Nota's

(1) Wat de aard van die opheffing betreft, zie de opmerking bij artikel 8 van het ontwerp.

(2) Te dien aanzien moet er overigens worden op gewezen dat de tenuitvoerlegging van het koninklijk besluit van 2 mei 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in de federale overheidsdiensten door de Raad van State, afdeling administratie, werd geschorst bij arrest nr. 98.735 van 7 september 2001, inzake Jadot tegen de Belgische Staat.

### 16 NOVEMBER 2001. — Koninklijk besluit betreffende de aanwijzing van tweetalige adjuncten in de centrale diensten van de federale overheidsdiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, § 6 gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 1966 betreffende de aanwijzing van de tweetalige adjuncten in de centrale diensten;

Gelet op de opmerkingen van de vakbonden, gegeven op 11 april 2001, voor wat betreft het Vrij Syndicaat voor het Openbaar Ambt en gegeven op 13 april 2001, voor wat betreft de Algemene Centrale van Openbare Diensten, overeenkomstig artikel 54, tweede lid, van voormelde wetten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 maart 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 maart 2001;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 11 juni 2001;

Vu l'avis n° 32.156/1 du Conseil d'Etat, donné le 27 septembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les services centraux des services publics fédéraux, visés dans l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral, seul le titulaire d'une fonction de management -1, visé à l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management, est le chef d'administration visé à l'article 43, § 6, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, qui est responsable de l'unité de la jurisprudence administrative vis-à-vis de l'autorité dont il relève.

S'il n'est pas prouvé et jusqu'à ce qu'il soit prouvé, de la manière prescrite par l'article 43, § 3, alinéa 3, des lois précitées, que le titulaire d'une fonction de management -1 connaît les deux langues, il est doté d'un adjoint bilingue, dans les conditions définies par le présent arrêté et après appel aux candidats.

**Art. 2.** Le candidat adjoint prouve qu'il connaît la langue non connue du chef par le fait qu'il n'appartient pas au même rôle linguistique que celui-ci. Les dispositions de l'arrêté royal du 30 novembre 1966, réglant l'inscription sur un des rôles linguistiques des agents des services centraux et des services d'exécution établis en Belgique (II) sont d'application.

L'adjoint prouve la connaissance de la deuxième langue de la manière prescrite par l'article 43, § 3, alinéa 3, des lois précitées.

**Art. 3.** L'adjoint bilingue qui n'est pas ou n'a pas été adjoint bilingue conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1966 portant la désignation d'adjoints bilingues dans les services centraux, reçoit en compensation des tâches supplémentaires en vue d'assurer l'unité de la jurisprudence, une indemnisation annuelle à concurrence de 233 359 francs (5.784,82 euros).

Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également à l'indemnité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Elle est liée à l'indice-pivot 138,01

**Art. 4.** L'adjoint exerce toutes ses activités au sein de la même administration.

**Art. 5.** L'adjoint assiste le chef dans les affaires traitées dans la langue non connue par ce dernier.

Il prend connaissance de toutes autres affaires, où l'unité de jurisprudence est susceptible d'être mise en cause.

Il ne peut être astreint en aucun cas à un travail matériel de traduction littérale et écrite des pièces du dossier.

**Art. 6.** Les relations entre le chef et les agents dont il ne connaît pas la langue ont lieu par l'intermédiaire de l'adjoint.

**Art. 7.** Les droits pécuniaires acquis par les agents qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont désignés ou ont été désignés en qualité d'adjoint bilingue conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1966 relatif à la désignation d'adjoints bilingues dans les services centraux, restent acquis.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique  
et de la Modernisation de l'administration,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Gelet op het advies nr. 32.156/1 van de Raad van State, gegeven op 27 september 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In de centrale diensten van de federale overheidsdiensten, bedoeld in het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst, is alleen de houder van een managementfunctie -1, bedoeld in het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten, de bij artikel 43, § 6, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, bedoelde chef van de afdeling, die ten aanzien van de overheid waaronder hij ressorteert verantwoordelijk is voor de eenheid in de administratieve rechtspraak.

Indien de tweetaligheid van de houder van een managementfunctie -1 niet bewezen is en tot ze bewezen is aan de hand van de bij artikel 43, § 3, derde lid, van bovenvermelde wetten voorgeschreven bewijzen, wordt hem, onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden en na oproep tot de kandidaten, een tweetalig adjunct toegevoegd.

**Art. 2.** De kennis van de door de chef niet gekende taal wordt door de kandidaat-adjunct bewezen door het feit dat hij niet behoort tot dezelfde taalrol als de chef. De bepalingen van het koninklijk besluit van 30 november 1966, tot regeling van de inschrijving van de ambtenaren van de hoofdbesturen en van de in België zetelende uitvoeringsdiensten op een van de taalrollen (II), zijn ten deze toepasselijk.

De kennis van de tweede taal van de adjunct wordt bewezen aan de hand van de bewijzen voorgeschreven bij artikel 43, § 3, derde lid, van bovenvermelde wetten.

**Art. 3.** De tweetalig adjunct die geen tweetalig adjunct is of geweest is overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 november 1966 betreffende de aanwijzing van de tweetalige adjuncten in de centrale diensten, ontvangt ter compensatie van de extra-taken ter verzekering van de eenheid van rechtspraak een jaarlijkse vergoeding ten bedrage van 233 359 frank (5.784,82 euro).

De mobiliteitsregeling die toepasselijk is op de wedde van het personeel van de ministeries is eveneens van toepassing op de vergoeding vermeld in het eerste lid. Ze wordt verbonden aan de spilindex 138,01.

**Art. 4.** De adjunct oefent al zijn werkzaamheden uit in dezelfde afdeling.

**Art. 5.** De adjunct staat de chef terzijde bij de afhandeling van de zaken behandeld in de taal, die laatstgenoemde niet kent.

Hij neemt kennis van alle andere zaken waarin de eenheid van rechtspraak in het gedrang kan komen.

Hij mag er in geen geval toe verplicht worden om letterlijke en schriftelijke vertaling van de stukken van het dossier te geven.

**Art. 6.** De betrekkingen tussen de chef en de ambtenaren, wier taal hij niet kent, geschieden door bemiddeling van de adjunct.

**Art. 7.** De pecuniaire rechten verworven door de ambtenaren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit als tweetalig adjunct aangewezen zijn of aangewezen geweest zijn overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 november 1966 betreffende de aanwijzing van de tweetalige adjuncten in de centrale diensten, blijven verworven.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 9.** Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken  
en Modernisering van de openbare besturen,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2001 — 3401

[C — 2001/27707]

**8 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 du Conseil régional wallon attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, tel que modifié par les arrêtés des 29 octobre 1998, 22 février 2001 et 11 octobre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 octobre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait qu'un accord-cadre pour le secteur non marchand wallon a été conclu le 16 mai 2000; que cet accord-cadre vise notamment les centres de planning et de consultation familiale et conjugale; qu'une convention collective de travail a été conclue le 28 février 2001 au sein de la sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé, fixant les conditions de travail et de rémunération des centres de planning et de consultation familiale et conjugale subsidiés par la Région wallonne; que cette convention fixe les nouvelles échelles barémiques applicables au personnel des centres de planning et de consultation familiale et conjugale subsidiés par la Région wallonne; qu'il importe que le personnel desdits services puissent bénéficier, le plus tôt possible, des mesures décidées en leur faveur;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'annexe III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, tel que modifié par les arrêtés des 29 octobre 1998, 22 février 2001 et 11 octobre 2001, est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2000.

**Art. 4.** Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 8 novembre 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE



## Annexe III

Echelles de traitement applicables du 1<sup>er</sup> octobre 2000 au 30 septembre 2001

	ASSISTANT SOCIAL ET GRADUE	UNIVERSITAIRE
0	631 753 BEF	837 169 BEF
1	651 198 BEF	865 879 BEF
2	660 978 BEF	885 825 BEF
3	702 999 BEF	927 874 BEF
4	702 999 BEF	927 874 BEF
5	724 060 BEF	966 354 BEF
6	724 060 BEF	966 354 BEF
7	761 921 BEF	1 004 836 BEF
8	761 921 BEF	1 004 836 BEF
9	848 631 BEF	1 043 319 BEF
10	851 552 BEF	1 046 239 BEF
11	873 030 BEF	1 084 722 BEF
12	884 428 BEF	1 096 118 BEF
13	905 905 BEF	1 134 601 BEF
14	905 905 BEF	1 134 601 BEF
15	927 383 BEF	1 173 083 BEF
16	942 475 BEF	1 173 083 BEF
17	963 952 BEF	1 211 564 BEF
18	1 022 840 BEF	1 211 564 BEF
19	1 044 317 BEF	1 250 046 BEF
20	1 044 317 BEF	1 250 046 BEF
21	1 065 794 BEF	1 288 529 BEF
22	1 065 794 BEF	1 288 529 BEF
23	1 087 272 BEF	1 327 010 BEF
24	1 087 272 BEF	1 327 010 BEF
25	1 108 750 BEF	1 327 010 BEF
26	1 108 750 BEF	1 327 010 BEF
27	1 130 228 BEF	1 327 010 BEF
28	1 130 228 BEF	1 327 010 BEF
29	1 130 228 BEF	1 327 010 BEF
30	1 130 228 BEF	1 327 010 BEF

Echelles de traitement applicables du 1<sup>er</sup> octobre 2001 au 30 septembre 2002

	ASSISTANT SOCIAL ET GRADUE	UNIVERSITAIRE
0	639 841 BEF	851 468 BEF
1	666 511 BEF	883 956 BEF
2	673 845 BEF	898 915 BEF
3	710 732 BEF	940 264 BEF
4	710 732 BEF	940 264 BEF
5	731 897 BEF	978 937 BEF
6	731 897 BEF	978 937 BEF
7	786 665 BEF	1 017 612 BEF
8	786 665 BEF	1 017 612 BEF
9	857 174 BEF	1 056 286 BEF
10	863 016 BEF	1 062 128 BEF
11	884 601 BEF	1 100 802 BEF
12	893 149 BEF	1 109 350 BEF
13	914 734 BEF	1 148 024 BEF
14	914 734 BEF	1 148 024 BEF
15	936 319 BEF	1 186 699 BEF
16	966 502 BEF	1 186 699 BEF
17	988 087 BEF	1 225 372 BEF
18	1 032 253 BEF	1 225 372 BEF
19	1 053 837 BEF	1 264 047 BEF
20	1 053 837 BEF	1 264 047 BEF
21	1 075 422 BEF	1 302 722 BEF
22	1 075 422 BEF	1 302 722 BEF
23	1 097 007 BEF	1 341 395 BEF
24	1 097 007 BEF	1 341 395 BEF
25	1 118 592 BEF	1 341 395 BEF
26	1 118 592 BEF	1 341 395 BEF
27	1 140 177 BEF	1 341 395 BEF
28	1 140 177 BEF	1 341 395 BEF
29	1 140 177 BEF	1 341 395 BEF
30	1 140 177 BEF	1 341 395 BEF

Echelles de traitement applicables du 1<sup>er</sup> octobre 2002 au 30 septembre 2003

	ASSISTANT SOCIAL ET GRADUE	UNIVERSITAIRE
0	16.061,77 EUR	21.461,81 EUR
1	16.901,96 EUR	22.360,79 EUR
2	17.023,18 EUR	22.608,02 EUR
3	17.810,26 EUR	23.615,71 EUR
4	17.810,26 EUR	23.615,71 EUR
5	18.337,56 EUR	24.579,17 EUR
6	18.337,56 EUR	24.579,17 EUR
7	20.114,33 EUR	25.542,63 EUR
8	20.114,33 EUR	25.542,63 EUR
9	21.460,59 EUR	26.506,12 EUR
10	21.677,77 EUR	26.723,32 EUR
11	22.215,53 EUR	27.686,81 EUR
12	22.356,80 EUR	27.828,06 EUR
13	22.894,51 EUR	28.791,55 EUR
14	22.894,51 EUR	28.791,55 EUR
15	23.432,24 EUR	29.755,01 EUR
16	24.554,60 EUR	29.755,01 EUR
17	25.092,31 EUR	30.718,50 EUR
18	25.822,21 EUR	30.718,50 EUR
19	26.359,94 EUR	31.681,96 EUR
20	26.359,94 EUR	31.681,96 EUR
21	26.897,67 EUR	32.645,45 EUR
22	26.897,67 EUR	32.645,45 EUR
23	27.435,40 EUR	33.608,94 EUR
24	27.435,40 EUR	33.608,94 EUR
25	27.973,13 EUR	33.608,94 EUR
26	27.973,13 EUR	33.608,94 EUR
27	28.510,86 EUR	33.608,94 EUR
28	28.510,86 EUR	33.608,94 EUR
29	28.510,86 EUR	33.608,94 EUR
30	28.510,86 EUR	33.608,94 EUR

Echelles de traitement applicables du 1<sup>er</sup> octobre 2003 au 30 septembre 2004

	ASSISTANT SOCIAL ET GRADUE	UNIVERSITAIRE
0	16.262,27 EUR	21.816,27 EUR
1	17.281,56 EUR	22.808,91 EUR
2	17.342,14 EUR	22.932,51 EUR
3	18.001,96 EUR	23.922,85 EUR
4	18.001,96 EUR	23.922,85 EUR
5	18.531,83 EUR	24.891,09 EUR
6	18.531,83 EUR	24.891,09 EUR
7	20.727,72 EUR	25.859,34 EUR
8	20.727,72 EUR	25.859,34 EUR
9	21.672,37 EUR	26.827,56 EUR
10	21.961,96 EUR	27.117,20 EUR
11	22.502,37 EUR	28.085,42 EUR
12	22.572,99 EUR	28.156,07 EUR
13	23.113,37 EUR	29.124,30 EUR
14	23.113,37 EUR	29.124,30 EUR
15	23.653,76 EUR	30.092,54 EUR
16	25.150,22 EUR	30.092,54 EUR
17	25.690,60 EUR	31.060,79 EUR
18	26.055,55 EUR	31.060,79 EUR
19	26.595,93 EUR	32.029,04 EUR
20	26.595,93 EUR	32.029,04 EUR
21	27.136,34 EUR	32.997,29 EUR
22	27.136,34 EUR	32.997,29 EUR
23	27.676,72 EUR	33.965,53 EUR
24	27.676,72 EUR	33.965,53 EUR
25	28.217,11 EUR	33.965,53 EUR
26	28.217,11 EUR	33.965,53 EUR
27	28.757,49 EUR	33.965,53 EUR
28	28.757,49 EUR	33.965,53 EUR
29	28.757,49 EUR	33.965,53 EUR
30	28.757,49 EUR	33.965,53 EUR

Echelles de traitement applicables dès le 1<sup>er</sup> octobre 2004

	ASSISTANT SOCIAL ET GRADUE	UNIVERSITAIRE
0	16.462,79 EUR	22.170,73 EUR
1	17.661,13 EUR	23.257,00 EUR
2	17.661,13 EUR	23.257,00 EUR
3	18.193,63 EUR	24.230,01 EUR
4	18.193,63 EUR	24.230,01 EUR
5	18.726,13 EUR	25.203,02 EUR
6	18.726,13 EUR	25.203,02 EUR
7	21.341,11 EUR	26.176,02 EUR
8	21.341,11 EUR	26.176,02 EUR
9	21.884,14 EUR	27.149,03 EUR
10	22.246,14 EUR	27.511,05 EUR
11	22.789,20 EUR	28.484,06 EUR
12	22.789,20 EUR	28.484,06 EUR
13	23.332,24 EUR	29.457,07 EUR
14	23.332,24 EUR	29.457,07 EUR
15	23.875,27 EUR	30.430,08 EUR
16	25.745,85 EUR	30.430,08 EUR
17	26.288,89 EUR	31.403,08 EUR
18	26.288,89 EUR	31.403,08 EUR
19	26.831,93 EUR	32.376,09 EUR
20	26.831,93 EUR	32.376,09 EUR
21	27.374,99 EUR	33.349,12 EUR
22	27.374,99 EUR	33.349,12 EUR
23	27.918,02 EUR	34.322,13 EUR
24	27.918,02 EUR	34.322,13 EUR
25	28.461,08 EUR	34.322,13 EUR
26	28.461,08 EUR	34.322,13 EUR
27	29.004,12 EUR	34.322,13 EUR
28	29.004,12 EUR	34.322,13 EUR
29	29.004,12 EUR	34.322,13 EUR
30	29.004,12 EUR	34.322,13 EUR

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale.

Namur, le 8 novembre 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 3401

[C - 2001/27707]

**8 NOVEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van het besluit van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997  
betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, zoals gewijzigd bij de besluiten van 29 oktober 1998, 22 februari 2001 en 11 oktober 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 oktober 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat op 16 mei 2000 een raamovereenkomst voor de non-profitsector is gesloten; dat die raamovereenkomst met name betrekking heeft op de centra voor levens- en gezinsvragen; dat op 28 februari 2001 een collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten binnen de paritaire subcommissie voor de gezondheidsinstellingen en -diensten, waarbij de arbeids- en bezoldigingsvoorwaarden van de door het Waalse Gewest gesubsidieerde centra voor levens- en gezinsvragen worden vastgesteld; dat die overeenkomst de nieuwe weddeschalen vastlegt voor het personeel van de door het Waalse Gewest gesubsidieerde centra voor levens- en gezinsvragen; dat het personeel van die diensten zo spoedig mogelijk voordeel moet kunnen halen uit die maatregelen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Bijlage III bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, zoals gewijzigd bij de besluiten van 29 oktober 1998, 22 februari 2001 en 11 oktober 2001, wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2000.

**Art. 4.** De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 november 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## Bijlage III

Weddeschalen toepasselijk van 1 oktober 2000 tot 30 september 2001

	MAATSCHAPPELIJKE ASSISTENT EN GEGRADUEERDE	UNIVERSITAIR
0	631 753 BEF	837 169 BEF
1	651 198 BEF	865 879 BEF
2	660 978 BEF	885 825 BEF
3	702 999 BEF	927 874 BEF
4	702 999 BEF	927 874 BEF
5	724 060 BEF	966 354 BEF
6	724 060 BEF	966 354 BEF
7	761 921 BEF	1 004 836 BEF
8	761 921 BEF	1 004 836 BEF
9	848 631 BEF	1 043 319 BEF
10	851 552 BEF	1 046 239 BEF
11	873 030 BEF	1 084 722 BEF
12	884 428 BEF	1 096 118 BEF
13	905 905 BEF	1 134 601 BEF
14	905 905 BEF	1 134 601 BEF
15	927 383 BEF	1 173 083 BEF
16	942 475 BEF	1 173 083 BEF
17	963 952 BEF	1 211 564 BEF
18	1 022 840 BEF	1 211 564 BEF
19	1 044 317 BEF	1 250 046 BEF
20	1 044 317 BEF	1 250 046 BEF
21	1 065 794 BEF	1 288 529 BEF
22	1 065 794 BEF	1 288 529 BEF
23	1 087 272 BEF	1 327 010 BEF
24	1 087 272 BEF	1 327 010 BEF
25	1 108 750 BEF	1 327 010 BEF
26	1 108 750 BEF	1 327 010 BEF
27	1 130 228 BEF	1 327 010 BEF
28	1 130 228 BEF	1 327 010 BEF
29	1 130 228 BEF	1 327 010 BEF
30	1 130 228 BEF	1 327 010 BEF

## Weddeschalen toepasselijk van 1 oktober 2001 tot 30 september 2002

	MAATSCHAPPELIJKE ASSISTENT EN GEGRADUEERDE	UNIVERSITAIR
0	639 841 BEF	851 468 BEF
1	666 511 BEF	883 956 BEF
2	673 845 BEF	898 915 BEF
3	710 732 BEF	940 264 BEF
4	710 732 BEF	940 264 BEF
5	731 897 BEF	978 937 BEF
6	731 897 BEF	978 937 BEF
7	786 665 BEF	1 017 612 BEF
8	786 665 BEF	1 017 612 BEF
9	857 174 BEF	1 056 286 BEF
10	863 016 BEF	1 062 128 BEF
11	884 601 BEF	1 100 802 BEF
12	893 149 BEF	1 109 350 BEF
13	914 734 BEF	1 148 024 BEF
14	914 734 BEF	1 148 024 BEF
15	936 319 BEF	1 186 699 BEF
16	966 502 BEF	1 186 699 BEF
17	988 087 BEF	1 225 372 BEF
18	1 032 253 BEF	1 225 372 BEF
19	1 053 837 BEF	1 264 047 BEF
20	1 053 837 BEF	1 264 047 BEF
21	1 075 422 BEF	1 302 722 BEF
22	1 075 422 BEF	1 302 722 BEF
23	1 097 007 BEF	1 341 395 BEF
24	1 097 007 BEF	1 341 395 BEF
25	1 118 592 BEF	1 341 395 BEF
26	1 118 592 BEF	1 341 395 BEF
27	1 140 177 BEF	1 341 395 BEF
28	1 140 177 BEF	1 341 395 BEF
29	1 140 177 BEF	1 341 395 BEF
30	1 140 177 BEF	1 341 395 BEF



## Weddeschalen toepasselijk van 1 oktober 2002 tot 30 september 2003

	MAATSCHAPPELIJKE ASSISTENT EN GEGRADUEERDE	UNIVERSITAIR
0	16.061,77 EUR	21.461,81 EUR
1	16.901,96 EUR	22.360,79 EUR
2	17.023,18 EUR	22.608,02 EUR
3	17.810,26 EUR	23.615,71 EUR
4	17.810,26 EUR	23.615,71 EUR
5	18.337,56 EUR	24.579,17 EUR
6	18.337,56 EUR	24.579,17 EUR
7	20.114,33 EUR	25.542,63 EUR
8	20.114,33 EUR	25.542,63 EUR
9	21.460,59 EUR	26.506,12 EUR
10	21.677,77 EUR	26.723,32 EUR
11	22.215,53 EUR	27.686,81 EUR
12	22.356,80 EUR	27.828,06 EUR
13	22.894,51 EUR	28.791,55 EUR
14	22.894,51 EUR	28.791,55 EUR
15	23.432,24 EUR	29.755,01 EUR
16	24.554,60 EUR	29.755,01 EUR
17	25.092,31 EUR	30.718,50 EUR
18	25.822,21 EUR	30.718,50 EUR
19	26.359,94 EUR	31.681,96 EUR
20	26.359,94 EUR	31.681,96 EUR
21	26.897,67 EUR	32.645,45 EUR
22	26.897,67 EUR	32.645,45 EUR
23	27.435,40 EUR	33.608,94 EUR
24	27.435,40 EUR	33.608,94 EUR
25	27.973,13 EUR	33.608,94 EUR
26	27.973,13 EUR	33.608,94 EUR
27	28.510,86 EUR	33.608,94 EUR
28	28.510,86 EUR	33.608,94 EUR
29	28.510,86 EUR	33.608,94 EUR
30	28.510,86 EUR	33.608,94 EUR

## Weddeschalen toepasselijk van 1 oktober 2003 tot 30 september 2004

	MAATSCHAPPELIJKE ASSISTENT EN GEGRADUEERDE	UNIVERSITAIR
0	16.262,27 EUR	21.816,27 EUR
1	17.281,56 EUR	22.808,91 EUR
2	17.342,14 EUR	22.932,51 EUR
3	18.001,96 EUR	23.922,85 EUR
4	18.001,96 EUR	23.922,85 EUR
5	18.531,83 EUR	24.891,09 EUR
6	18.531,83 EUR	24.891,09 EUR
7	20.727,72 EUR	25.859,34 EUR
8	20.727,72 EUR	25.859,34 EUR
9	21.672,37 EUR	26.827,56 EUR
10	21.961,96 EUR	27.117,20 EUR
11	22.502,37 EUR	28.085,42 EUR
12	22.572,99 EUR	28.156,07 EUR
13	23.113,37 EUR	29.124,30 EUR
14	23.113,37 EUR	29.124,30 EUR
15	23.653,76 EUR	30.092,54 EUR
16	25.150,22 EUR	30.092,54 EUR
17	25.690,60 EUR	31.060,79 EUR
18	26.055,55 EUR	31.060,79 EUR
19	26.595,93 EUR	32.029,04 EUR
20	26.595,93 EUR	32.029,04 EUR
21	27.136,34 EUR	32.997,29 EUR
22	27.136,34 EUR	32.997,29 EUR
23	27.676,72 EUR	33.965,53 EUR
24	27.676,72 EUR	33.965,53 EUR
25	28.217,11 EUR	33.965,53 EUR
26	28.217,11 EUR	33.965,53 EUR
27	28.757,49 EUR	33.965,53 EUR
28	28.757,49 EUR	33.965,53 EUR
29	28.757,49 EUR	33.965,53 EUR
30	28.757,49 EUR	33.965,53 EUR

Weddeschalen toepasselijk vanaf 1 oktober 2004

	MAATSCHAPPELIJKE ASSISTENT EN GEGRADUEERDE	UNIVERSITAIR
0	16.462,79 EUR	22.170,73 EUR
1	17.661,13 EUR	23.257,00 EUR
2	17.661,13 EUR	23.257,00 EUR
3	18.193,63 EUR	24.230,01 EUR
4	18.193,63 EUR	24.230,01 EUR
5	18.726,13 EUR	25.203,02 EUR
6	18.726,13 EUR	25.203,02 EUR
7	21.341,11 EUR	26.176,02 EUR
8	21.341,11 EUR	26.176,02 EUR
9	21.884,14 EUR	27.149,03 EUR
10	22.246,14 EUR	27.511,05 EUR
11	22.789,20 EUR	28.484,06 EUR
12	22.789,20 EUR	28.484,06 EUR
13	23.332,24 EUR	29.457,07 EUR
14	23.332,24 EUR	29.457,07 EUR
15	23.875,27 EUR	30.430,08 EUR
16	25.745,85 EUR	30.430,08 EUR
17	26.288,89 EUR	31.403,08 EUR
18	26.288,89 EUR	31.403,08 EUR
19	26.831,93 EUR	32.376,09 EUR
20	26.831,93 EUR	32.376,09 EUR
21	27.374,99 EUR	33.349,12 EUR
22	27.374,99 EUR	33.349,12 EUR
23	27.918,02 EUR	34.322,13 EUR
24	27.918,02 EUR	34.322,13 EUR
25	28.461,08 EUR	34.322,13 EUR
26	28.461,08 EUR	34.322,13 EUR
27	29.004,12 EUR	34.322,13 EUR
28	29.004,12 EUR	34.322,13 EUR
29	29.004,12 EUR	34.322,13 EUR
30	29.004,12 EUR	34.322,13 EUR

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 8 november 2001 tot wijziging van het besluit van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen.

Namen, 8 november 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

F. 2001 — 3402

[C - 2001/27708]

**14 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 du Conseil régional wallon attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives, tel que modifié par les arrêtés des 26 mai 2000 et 22 mars 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné les 12 octobre 2001 et 9 novembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait qu'un accord-cadre pour le secteur non marchand wallon a été conclu le 16 mai 2000; que cet accord-cadre vise notamment les centres d'accueil pour adultes; qu'une convention collective de travail a été conclue le 10 mai 2001 au sein de la sous-commission paritaire 319.02; que cette convention fixe les nouvelles échelles barémiques applicables au personnel des centres d'accueil pour adultes subsidiés par la Région wallonne; qu'il importe que le personnel desdits centres puissent bénéficier, le plus tôt possible, des mesures décidées en leur faveur;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives, tel que modifié par les arrêtés des 26 mai 2000 et 22 mars 2001, est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2000.

**Art. 4.** Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe

Echelles de traitement applicables du 1<sup>er</sup> octobre 2000 au 31 décembre 2000

Années	Directeur	Assistant social ou infirmier social	Educateur
0	837 167 BEF	629 647 BEF	605 902 BEF
1	865 877 BEF	649 286 BEF	624 122 BEF
2	885 823 BEF	659 258 BEF	632 673 BEF
3	913 620 BEF	673 525 BEF	645 520 BEF
4	913 620 BEF	673 525 BEF	645 520 BEF
5	952 103 BEF	694 919 BEF	658 368 BEF
6	952 103 BEF	694 919 BEF	658 368 BEF
7	990 586 BEF	733 114 BEF	690 862 BEF
8	990 586 BEF	733 114 BEF	690 862 BEF
9	1 029 069 BEF	820 130 BEF	718 038 BEF
10	1 031 990 BEF	823 050 BEF	720 958 BEF
11	1 070 473 BEF	844 529 BEF	748 134 BEF
12	1 070 473 BEF	844 529 BEF	748 134 BEF
13	1 108 956 BEF	866 008 BEF	772 462 BEF
14	1 108 956 BEF	866 008 BEF	772 462 BEF
15	1 147 439 BEF	887 487 BEF	796 789 BEF
16	1 147 439 BEF	902 579 BEF	811 881 BEF
17	1 185 922 BEF	924 057 BEF	836 209 BEF
18	1 185 922 BEF	982 945 BEF	836 209 BEF
19	1 224 405 BEF	1 004 424 BEF	860 536 BEF
20	1 224 405 BEF	1 004 424 BEF	860 536 BEF
21	1 262 888 BEF	1 025 903 BEF	884 864 BEF
22	1 262 888 BEF	1 025 903 BEF	884 864 BEF
23	1 301 371 BEF	1 047 382 BEF	909 192 BEF
24		1 047 382 BEF	909 192 BEF
25		1 068 861 BEF	933 519 BEF
26		1 068 861 BEF	933 519 BEF
27		1 090 340 BEF	957 847 BEF
28			957 847 BEF
29			977 793 BEF

Echelles de traitement applicables du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001

Années	Directeur	Assistant social ou infirmier social	Educateur
0	840 742 BEF	631 801 BEF	609 540 BEF
1	870 396 BEF	653 234 BEF	629 642 BEF
2	889 096 BEF	662 582 BEF	637 659 BEF
3	917 609 BEF	677 300 BEF	651 046 BEF
4	917 609 BEF	677 300 BEF	651 046 BEF
5	956 140 BEF	698 700 BEF	664 433 BEF
6	956 140 BEF	698 700 BEF	664 433 BEF
7	994 671 BEF	741 101 BEF	701 489 BEF
8	994 671 BEF	741 101 BEF	701 489 BEF
9	1 033 202 BEF	824 047 BEF	728 336 BEF
10	1 036 853 BEF	827 698 BEF	731 986 BEF
11	1 075 384 BEF	849 203 BEF	758 833 BEF
12	1 075 384 BEF	849 203 BEF	758 833 BEF
13	1 113 915 BEF	870 709 BEF	783 009 BEF
14	1 113 915 BEF	870 709 BEF	783 009 BEF
15	1 152 446 BEF	892 214 BEF	807 185 BEF
16	1 152 446 BEF	911 079 BEF	826 050 BEF
17	1 190 977 BEF	932 585 BEF	850 226 BEF
18	1 190 977 BEF	987 792 BEF	850 226 BEF
19	1 229 508 BEF	1 009 298 BEF	874 403 BEF
20	1 229 508 BEF	1 009 298 BEF	874 403 BEF
21	1 268 039 BEF	1 030 803 BEF	898 579 BEF
22	1 268 039 BEF	1 030 803 BEF	898 579 BEF
23	1 306 570 BEF	1 052 309 BEF	922 755 BEF
24		1 052 309 BEF	922 755 BEF
25		1 073 815 BEF	946 932 BEF
26		1 073 815 BEF	946 932 BEF
27		1 095 320 BEF	971 108 BEF
28			971 108 BEF
29			989 808 BEF

Echelles de traitement applicables du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 31 décembre 2002

Années	Directeur	Assistant social ou infirmier social	Educateur
0	21 195,92 EUR	15 875,50 EUR	15 470,82 EUR
1	22 024,68 EUR	16 584,69 EUR	16 155,81 EUR
2	22 364,62 EUR	16 754,62 EUR	16 301,55 EUR
3	23 142,41 EUR	17 164,18 EUR	16 686,91 EUR
4	23 142,41 EUR	17 164,18 EUR	16 686,91 EUR
5	24 102,33 EUR	17 695,20 EUR	17 072,27 EUR
6	24 102,33 EUR	17 695,20 EUR	17 072,27 EUR
7	25 062,25 EUR	19 163,33 EUR	18 443,24 EUR
8	25 062,25 EUR	19 163,33 EUR	18 443,24 EUR
9	26 022,17 EUR	20 816,00 EUR	19 076,08 EUR
10	26 185,08 EUR	20 978,90 EUR	19 238,98 EUR
11	27 145,00 EUR	21 514,67 EUR	19 871,84 EUR
12	27 145,00 EUR	21 514,67 EUR	19 871,84 EUR
13	28 104,92 EUR	22 050,43 EUR	20 456,14 EUR
14	28 104,92 EUR	22 050,43 EUR	20 456,14 EUR
15	29 064,83 EUR	22 586,18 EUR	21 040,45 EUR
16	29 064,83 EUR	23 427,94 EUR	21 882,21 EUR
17	30 024,75 EUR	23 963,70 EUR	22 466,52 EUR
18	30 024,75 EUR	24 967,31 EUR	22 466,52 EUR
19	30 984,67 EUR	25 503,06 EUR	23 050,82 EUR
20	30 984,67 EUR	25 503,06 EUR	23 050,82 EUR
21	31 944,60 EUR	26 038,83 EUR	23 635,14 EUR
22	31 944,60 EUR	26 038,83 EUR	23 635,14 EUR
23	32 904,52 EUR	26 574,58 EUR	24 219,45 EUR
24		26 574,58 EUR	24 219,45 EUR
25		27 110,35 EUR	24 803,76 EUR
26		27 110,35 EUR	24 803,76 EUR
27		27 646,10 EUR	25 388,07 EUR
28			25 388,07 EUR
29			25 728,01 EUR

Echelles de traitement applicables du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2003

Années	Directeur	Assistant social ou infirmier social	Educateur
0	21.550,40 EUR	16.089,06 EUR	15.831,54 EUR
1	22.472,80 EUR	16.976,12 EUR	16.703,20 EUR
2	22.689,12 EUR	17.084,26 EUR	16.795,94 EUR
3	23.537,90 EUR	17.538,53 EUR	17.234,81 EUR
4	23.537,90 EUR	17.538,53 EUR	17.234,81 EUR
5	24.502,58 EUR	18.070,08 EUR	17.673,67 EUR
6	24.502,58 EUR	18.070,08 EUR	17.673,67 EUR
7	25.467,26 EUR	19.955,25 EUR	19.497,01 EUR
8	25.467,26 EUR	19.955,25 EUR	19.497,01 EUR
9	26.431,94 EUR	21.204,42 EUR	20.097,20 EUR
10	26.667,25 EUR	21.439,72 EUR	20.332,50 EUR
11	27.631,93 EUR	21.978,14 EUR	20.932,70 EUR
12	27.631,93 EUR	21.978,14 EUR	20.932,70 EUR
13	28.596,61 EUR	22.516,54 EUR	21.502,00 EUR
14	28.596,61 EUR	22.516,54 EUR	21.502,00 EUR
15	29.561,29 EUR	23.054,94 EUR	22.071,30 EUR
16	29.561,29 EUR	24.270,82 EUR	23.287,17 EUR
17	30.525,96 EUR	24.809,22 EUR	23.856,47 EUR
18	30.525,96 EUR	25.447,88 EUR	23.856,47 EUR
19	31.490,64 EUR	25.986,28 EUR	24.425,77 EUR
20	31.490,64 EUR	25.986,28 EUR	24.425,77 EUR
21	32.455,33 EUR	26.524,70 EUR	24.995,08 EUR
22	32.455,33 EUR	26.524,70 EUR	24.995,08 EUR
23	33.420,01 EUR	27.063,11 EUR	25.564,38 EUR
24		27.063,11 EUR	25.564,38 EUR
25		27.601,52 EUR	26.133,70 EUR
26		27.601,52 EUR	26.133,70 EUR
27		28.139,93 EUR	26.703,00 EUR
28			26.703,00 EUR
29			26.919,32 EUR



Echelles de traitement applicables du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2004

Années	Directeur	Assistant social ou infirmier social	Educateur
0	21.904,88 EUR	16.302,62 EUR	16.192,25 EUR
1	22.920,92 EUR	17.367,55 EUR	17.250,59 EUR
2	23.013,63 EUR	17.413,90 EUR	17.290,33 EUR
3	23.933,39 EUR	17.912,87 EUR	17.782,71 EUR
4	23.933,39 EUR	17.912,87 EUR	17.782,71 EUR
5	24.902,83 EUR	18.444,97 EUR	18.275,08 EUR
6	24.902,83 EUR	18.444,97 EUR	18.275,08 EUR
7	25.872,27 EUR	20.747,17 EUR	20.550,78 EUR
8	25.872,27 EUR	20.747,17 EUR	20.550,78 EUR
9	26.841,71 EUR	21.592,83 EUR	21.118,31 EUR
10	27.149,43 EUR	21.900,53 EUR	21.426,01 EUR
11	28.118,86 EUR	22.441,60 EUR	21.993,56 EUR
12	28.118,86 EUR	22.441,60 EUR	21.993,56 EUR
13	29.088,30 EUR	22.982,65 EUR	22.547,85 EUR
14	29.088,30 EUR	22.982,65 EUR	22.547,85 EUR
15	30.057,74 EUR	23.523,70 EUR	23.102,14 EUR
16	30.057,74 EUR	25.113,70 EUR	24.692,13 EUR
17	31.027,17 EUR	25.654,75 EUR	25.246,42 EUR
18	31.027,17 EUR	25.928,46 EUR	25.246,42 EUR
19	31.996,61 EUR	26.469,51 EUR	25.800,72 EUR
20	31.996,61 EUR	26.469,51 EUR	25.800,72 EUR
21	32.966,07 EUR	27.010,58 EUR	26.355,03 EUR
22	32.966,07 EUR	27.010,58 EUR	26.355,03 EUR
23	33.935,51 EUR	27.551,63 EUR	26.909,32 EUR
24		27.551,63 EUR	26.909,32 EUR
25		28.092,70 EUR	27.463,63 EUR
26		28.092,70 EUR	27.463,63 EUR
27		28.633,75 EUR	28.017,92 EUR
28			28.017,92 EUR
29			28.110,63 EUR

Echelles de traitement applicables du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 31 décembre 2005

Années	Directeur	Assistant social ou Infirmier social	Educateur
0	22.170,73 EUR	16.462,79 EUR	16.462,79 EUR
1	23.257,00 EUR	17.661,13 EUR	17.661,13 EUR
2	23.257,00 EUR	17.661,13 EUR	17.661,13 EUR
3	24.230,01 EUR	18.193,63 EUR	18.193,63 EUR
4	24.230,01 EUR	18.193,63 EUR	18.193,63 EUR
5	25.203,02 EUR	18.726,13 EUR	18.726,13 EUR
6	25.203,02 EUR	18.726,13 EUR	18.726,13 EUR
7	26.176,02 EUR	21.341,11 EUR	21.341,11 EUR
8	26.176,02 EUR	21.341,11 EUR	21.341,11 EUR
9	27.149,03 EUR	21.884,14 EUR	21.884,14 EUR
10	27.511,05 EUR	22.246,14 EUR	22.246,14 EUR
11	28.484,06 EUR	22.789,20 EUR	22.789,20 EUR
12	28.484,06 EUR	22.789,20 EUR	22.789,20 EUR
13	29.457,07 EUR	23.332,24 EUR	23.332,24 EUR
14	29.457,07 EUR	23.332,24 EUR	23.332,24 EUR
15	30.430,08 EUR	23.875,27 EUR	23.875,27 EUR
16	30.430,08 EUR	25.745,85 EUR	25.745,85 EUR
17	31.403,08 EUR	26.288,89 EUR	26.288,89 EUR
18	31.403,08 EUR	26.288,89 EUR	26.288,89 EUR
19	32.376,09 EUR	26.831,93 EUR	26.831,93 EUR
20	32.376,09 EUR	26.831,93 EUR	26.831,93 EUR
21	33.349,12 EUR	27.374,99 EUR	27.374,99 EUR
22	33.349,12 EUR	27.374,99 EUR	27.374,99 EUR
23	34.322,13 EUR	27.918,02 EUR	27.918,02 EUR
24		27.918,02 EUR	27.918,02 EUR
25		28.461,08 EUR	28.461,08 EUR
26		28.461,08 EUR	28.461,08 EUR
27		29.004,12 EUR	29.004,12 EUR
28			29.004,12 EUR
29			29.004,12 EUR

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives.

Namur, le 14 novembre 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

## VERTALING

N. 2001 — 3402

[C — 2001/27708]

**14 NOVEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren, zoals gewijzigd bij de besluiten van 26 mei 2000 en 22 maart 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 oktober 2001 en 9 november 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 november 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat op 16 mei 2000 een raamovereenkomst voor de non-profitsector is gesloten; dat die raamovereenkomst met name betrekking heeft op de opvangcentra voor volwassenen; dat op 10 mei 2001 een collectieve arbeidsovereenkomst binnen de paritaire subcommissie 319.02 is gesloten; dat die overeenkomst de nieuwe weddeschalen vastlegt voor het personeel van de door het Waalse Gewest gesubsidieerde opvangcentra voor volwassenen; dat het personeel van die centra zo spoedig mogelijk voordeel moet kunnen halen uit die maatregelen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** De bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren, zoals gewijzigd bij de besluiten van 26 mei 2000 en 22 maart 2001, wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2000.

**Art. 4.** De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## Bijlage

Weddeschalen toepasselijk van 1 oktober 2000 tot 31 december 2000

Jaren	Directeur	Maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger	Opvoeder
0	837 167 BEF	629 647 BEF	605 902 BEF
1	865 877 BEF	649 286 BEF	624 122 BEF
2	885 823 BEF	659 258 BEF	632 673 BEF
3	913 620 BEF	673 525 BEF	645 520 BEF
4	913 620 BEF	673 525 BEF	645 520 BEF
5	952 103 BEF	694 919 BEF	658 368 BEF
6	952 103 BEF	694 919 BEF	658 368 BEF
7	990 586 BEF	733 114 BEF	690 862 BEF
8	990 586 BEF	733 114 BEF	690 862 BEF
9	1 029 069 BEF	820 130 BEF	718 038 BEF
10	1 031 990 BEF	823 050 BEF	720 958 BEF
11	1 070 473 BEF	844 529 BEF	748 134 BEF
12	1 070 473 BEF	844 529 BEF	748 134 BEF
13	1 108 956 BEF	866 008 BEF	772 462 BEF
14	1 108 956 BEF	866 008 BEF	772 462 BEF
15	1 147 439 BEF	887 487 BEF	796 789 BEF
16	1 147 439 BEF	902 579 BEF	811 881 BEF
17	1 185 922 BEF	924 057 BEF	836 209 BEF
18	1 185 922 BEF	982 945 BEF	836 209 BEF
19	1 224 405 BEF	1 004 424 BEF	860 536 BEF
20	1 224 405 BEF	1 004 424 BEF	860 536 BEF
21	1 262 888 BEF	1 025 903 BEF	884 864 BEF
22	1 262 888 BEF	1 025 903 BEF	884 864 BEF
23	1 301 371 BEF	1 047 382 BEF	909 192 BEF
24		1 047 382 BEF	909 192 BEF
25		1 068 861 BEF	933 519 BEF
26		1 068 861 BEF	933 519 BEF
27		1 090 340 BEF	957 847 BEF
28			957 847 BEF
29			977 793 BEF

## Weddeschalen toepasselijk van 1 januari 2001 tot 31 december 2001

Jaren	Directeur	Maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger	Opvoeder
0	840 742 BEF	631 801 BEF	609 540 BEF
1	870 396 BEF	653 234 BEF	629 642 BEF
2	889 096 BEF	662 582 BEF	637 659 BEF
3	917 609 BEF	677 300 BEF	651 046 BEF
4	917 609 BEF	677 300 BEF	651 046 BEF
5	956 140 BEF	698 700 BEF	664 433 BEF
6	956 140 BEF	698 700 BEF	664 433 BEF
7	994 671 BEF	741 101 BEF	701 489 BEF
8	994 671 BEF	741 101 BEF	701 489 BEF
9	1 033 202 BEF	824 047 BEF	728 336 BEF
10	1 036 853 BEF	827 698 BEF	731 986 BEF
11	1 075 384 BEF	849 203 BEF	758 833 BEF
12	1 075 384 BEF	849 203 BEF	758 833 BEF
13	1 113 915 BEF	870 709 BEF	783 009 BEF
14	1 113 915 BEF	870 709 BEF	783 009 BEF
15	1 152 446 BEF	892 214 BEF	807 185 BEF
16	1 152 446 BEF	911 079 BEF	826 050 BEF
17	1 190 977 BEF	932 585 BEF	850 226 BEF
18	1 190 977 BEF	987 792 BEF	850 226 BEF
19	1 229 508 BEF	1 009 298 BEF	874 403 BEF
20	1 229 508 BEF	1 009 298 BEF	874 403 BEF
21	1 268 039 BEF	1 030 803 BEF	898 579 BEF
22	1 268 039 BEF	1 030 803 BEF	898 579 BEF
23	1 306 570 BEF	1 052 309 BEF	922 755 BEF
24		1 052 309 BEF	922 755 BEF
25		1 073 815 BEF	946 932 BEF
26		1 073 815 BEF	946 932 BEF
27		1 095 320 BEF	971 108 BEF
28			971 108 BEF
29			989 808 BEF

## Weddeschalen toepasselijk van 1 januari 2002 tot 31 december 2002

Jaren	Directeur	Maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger	Opvoeder
0	21.195,92 EUR	15.875,50 EUR	15.470,82 EUR
1	22.024,68 EUR	16.584,69 EUR	16.155,81 EUR
2	22.364,62 EUR	16.754,62 EUR	16.301,55 EUR
3	23.142,41 EUR	17.164,18 EUR	16.686,91 EUR
4	23.142,41 EUR	17.164,18 EUR	16.686,91 EUR
5	24.102,33 EUR	17.695,20 EUR	17.072,27 EUR
6	24.102,33 EUR	17.695,20 EUR	17.072,27 EUR
7	25.062,25 EUR	19.163,33 EUR	18.443,24 EUR
8	25.062,25 EUR	19.163,33 EUR	18.443,24 EUR
9	26.022,17 EUR	20.816,00 EUR	19.076,08 EUR
10	26.185,08 EUR	20.978,90 EUR	19.238,98 EUR
11	27.145,00 EUR	21.514,67 EUR	19.871,84 EUR
12	27.145,00 EUR	21.514,67 EUR	19.871,84 EUR
13	28.104,92 EUR	22.050,43 EUR	20.456,14 EUR
14	28.104,92 EUR	22.050,43 EUR	20.456,14 EUR
15	29.064,83 EUR	22.586,18 EUR	21.040,45 EUR
16	29.064,83 EUR	23.427,94 EUR	21.882,21 EUR
17	30.024,75 EUR	23.963,70 EUR	22.466,52 EUR
18	30.024,75 EUR	24.967,31 EUR	22.466,52 EUR
19	30.984,67 EUR	25.503,06 EUR	23.050,82 EUR
20	30.984,67 EUR	25.503,06 EUR	23.050,82 EUR
21	31.944,60 EUR	26.038,83 EUR	23.635,14 EUR
22	31.944,60 EUR	26.038,83 EUR	23.635,14 EUR
23	32.904,52 EUR	26.574,58 EUR	24.219,45 EUR
24		26.574,58 EUR	24.219,45 EUR
25		27.110,35 EUR	24.803,76 EUR
26		27.110,35 EUR	24.803,76 EUR
27		27.646,10 EUR	25.388,07 EUR
28			25.388,07 EUR
29			25.728,01 EUR

## Weddeschalen toepasselijk van 1 januari 2003 tot 31 december 2003

Jaren	Directeur	Maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger	Opvoeder
0	21.550,40 EUR	16.089,06 EUR	15.831,54 EUR
1	22.472,80 EUR	16.976,12 EUR	16.703,20 EUR
2	22.689,12 EUR	17.084,26 EUR	16.795,94 EUR
3	23.537,90 EUR	17.538,53 EUR	17.234,81 EUR
4	23.537,90 EUR	17.538,53 EUR	17.234,81 EUR
5	24.502,58 EUR	18.070,08 EUR	17.673,67 EUR
6	24.502,58 EUR	18.070,08 EUR	17.673,67 EUR
7	25.467,26 EUR	19.955,25 EUR	19.497,01 EUR
8	25.467,26 EUR	19.955,25 EUR	19.497,01 EUR
9	26.431,94 EUR	21.204,42 EUR	20.097,20 EUR
10	26.667,25 EUR	21.439,72 EUR	20.332,50 EUR
11	27.631,93 EUR	21.978,14 EUR	20.932,70 EUR
12	27.631,93 EUR	21.978,14 EUR	20.932,70 EUR
13	28.596,61 EUR	22.516,54 EUR	21.502,00 EUR
14	28.596,61 EUR	22.516,54 EUR	21.502,00 EUR
15	29.561,29 EUR	23.054,94 EUR	22.071,30 EUR
16	29.561,29 EUR	24.270,82 EUR	23.287,17 EUR
17	30.525,96 EUR	24.809,22 EUR	23.856,47 EUR
18	30.525,96 EUR	25.447,88 EUR	23.856,47 EUR
19	31.490,64 EUR	25.986,28 EUR	24.425,77 EUR
20	31.490,64 EUR	25.986,28 EUR	24.425,77 EUR
21	32.455,33 EUR	26.524,70 EUR	24.995,08 EUR
22	32.455,33 EUR	26.524,70 EUR	24.995,08 EUR
23	33.420,01 EUR	27.063,11 EUR	25.564,38 EUR
24		27.063,11 EUR	25.564,38 EUR
25		27.601,52 EUR	26.133,70 EUR
26		27.601,52 EUR	26.133,70 EUR
27		28.139,93 EUR	26.703,00 EUR
28			26.703,00 EUR
29			26.919,32 EUR

## Weddeschalen toepasselijk van 1 januari 2004 tot 31 december 2004

Jaren	Directeur	Maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger	Opvoeder
0	21.904,88 EUR	16.302,62 EUR	16.192,25 EUR
1	22.920,92 EUR	17.367,55 EUR	17.250,59 EUR
2	23.013,63 EUR	17.413,90 EUR	17.290,33 EUR
3	23.933,39 EUR	17.912,87 EUR	17.782,71 EUR
4	23.933,39 EUR	17.912,87 EUR	17.782,71 EUR
5	24.902,83 EUR	18.444,97 EUR	18.275,08 EUR
6	24.902,83 EUR	18.444,97 EUR	18.275,08 EUR
7	25.872,27 EUR	20.747,17 EUR	20.550,78 EUR
8	25.872,27 EUR	20.747,17 EUR	20.550,78 EUR
9	26.841,71 EUR	21.592,83 EUR	21.118,31 EUR
10	27.149,43 EUR	21.900,53 EUR	21.426,01 EUR
11	28.118,86 EUR	22.441,60 EUR	21.993,56 EUR
12	28.118,86 EUR	22.441,60 EUR	21.993,56 EUR
13	29.088,30 EUR	22.982,65 EUR	22.547,85 EUR
14	29.088,30 EUR	22.982,65 EUR	22.547,85 EUR
15	30.057,74 EUR	23.523,70 EUR	23.102,14 EUR
16	30.057,74 EUR	25.113,70 EUR	24.692,13 EUR
17	31.027,17 EUR	25.654,75 EUR	25.246,42 EUR
18	31.027,17 EUR	25.928,46 EUR	25.246,42 EUR
19	31.996,61 EUR	26.469,51 EUR	25.800,72 EUR
20	31.996,61 EUR	26.469,51 EUR	25.800,72 EUR
21	32.966,07 EUR	27.010,58 EUR	26.355,03 EUR
22	32.966,07 EUR	27.010,58 EUR	26.355,03 EUR
23	33.935,51 EUR	27.551,63 EUR	26.909,32 EUR
24		27.551,63 EUR	26.909,32 EUR
25		28.092,70 EUR	27.463,63 EUR
26		28.092,70 EUR	27.463,63 EUR
27		28.633,75 EUR	28.017,92 EUR
28			28.017,92 EUR
29			28.110,63 EUR



## Weddeschalen toepasselijk van 1 januari 2005 tot 31 december 2005

Jaren	Directeur	Maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger	Opvoeder
0	22.170,73 EUR	16.462,79 EUR	16.462,79 EUR
1	23.257,00 EUR	17.661,13 EUR	17.661,13 EUR
2	23.257,00 EUR	17.661,13 EUR	17.661,13 EUR
3	24.230,01 EUR	18.193,63 EUR	18.193,63 EUR
4	24.230,01 EUR	18.193,63 EUR	18.193,63 EUR
5	25.203,02 EUR	18.726,13 EUR	18.726,13 EUR
6	25.203,02 EUR	18.726,13 EUR	18.726,13 EUR
7	26.176,02 EUR	21.341,11 EUR	21.341,11 EUR
8	26.176,02 EUR	21.341,11 EUR	21.341,11 EUR
9	27.149,03 EUR	21.884,14 EUR	21.884,14 EUR
10	27.511,05 EUR	22.246,14 EUR	22 246,14 EUR
11	28.484,06 EUR	22.789,20 EUR	22.789,20 EUR
12	28.484,06 EUR	22.789,20 EUR	22.789,20 EUR
13	29.457,07 EUR	23.332,24 EUR	23.332,24 EUR
14	29.457,07 EUR	23.332,24 EUR	23.332,24 EUR
15	30.430,08 EUR	23.875,27 EUR	23.875,27 EUR
16	30.430,08 EUR	25.745,85 EUR	25.745,85 EUR
17	31.403,08 EUR	26.288,89 EUR	26.288,89 EUR
18	31.403,08 EUR	26.288,89 EUR	26.288,89 EUR
19	32.376,09 EUR	26.831,93 EUR	26.831,93 EUR
20	32.376,09 EUR	26.831,93 EUR	26.831,93 EUR
21	33.349,12 EUR	27.374,99 EUR	27.374,99 EUR
22	33.349,12 EUR	27.374,99 EUR	27.374,99 EUR
23	34.322,13 EUR	27.918,02 EUR	27.918,02 EUR
24		27.918,02 EUR	27.918,02 EUR
25		28.461,08 EUR	28.461,08 EUR
26		28.461,08 EUR	28.461,08 EUR
27		29.004,12 EUR	29.004,12 EUR
28			29.004,12 EUR
29			29.004,12 EUR

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren.

Namen, 14 november 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST****VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2001 — 3403

[C — 2001/31329]

**14 JUNI 2001. — Collegebesluit nr. 01/241 houdende bekrachtiging van verordening nr. 01/02 tot vaststelling van de rekening over het dienstjaar 1999**

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — De begrotingsrekening****Afdeling 1. — De gewone dienst**

**Artikel 1.** De vastleggingen van de gewone uitgaven uitgevoerd ten laste van de begrotingskredieten over het dienstjaar 1999 belopen 2 655 741 744 BEF onderverdeeld als volgt :

	Kredieten	Vastleggingen
Uitgaven voorzien in de oorspronkelijke begroting	2 619 351 909	2 517 033 388
Overboekingen voorzien in de oorspronkelijke begroting	0	0
Uitgaven voorzien in de schuldvorderingsstaat	158 207 399	138 708 356
<b>TOTAAL</b>	<b>2 777 559 308</b>	<b>2 655 741 744</b>

**Art. 2.** De vastgestelde rechten voor de gewone dienst over het dienstjaar 1999 belopen 2 698 579 608 BEF onderverdeeld als volgt :

	Ramingen	Vastgestelde rechten
Ontvangsten voorzien in de oorspronkelijke begroting	2 314 665 073	2 235 680 688
Ontvangsten voorzien voor vorige dienstjaren	224 836 521	383 043 920
Overboekingen voorzien in de oorspronkelijke begroting	79 855 000	79 855 000
Ontvangsten voor vorige dienstjaren voorzien bij begrotingswijziging	0	0
<b>TOTAAL</b>	<b>2 619 356 594</b>	<b>2 698 579 608</b>

**Art. 3. § 1.** De aangerekende uitgaven van de gewone dienst over het dienstjaar 1999 belopen 2 466 148 078 BEF onderverdeeld als volgt :

	Vastleggingen	Aanrekeningen
Uitgaven voorzien in de oorspronkelijke begroting	2 517 033 388	2 351 942 596
Overboekingen voorzien in de oorspronkelijke begroting	0	0
Uitgaven voorzien in de Schuldvorderingsstaat	138 708 356	114 205 482
<b>TOTAAL</b>	<b>2 655 741 744</b>	<b>2.466.148.078</b>

§ 2. De naar het dienstjaar 2000 over te dragen vastleggingen belopen 189 593 666 BEF.

**Afdeling 2. — De buitengewone dienst**

**Art. 4.** De vastleggingen van de buitengewone uitgaven uitgevoerd ten laste van de begrotingskredieten over het dienstjaar 1999 belopen 868 998 939 BEF onderverdeeld als volgt :

	Kredieten	Vastleggingen
Uitgaven voorzien in de oorspronkelijke begroting	693 796 533	427 826 678
Uitgaven voorzien in de schuldvorderingsstaat	423 172 315	361 317 261
Overboekingen voorzien in de oorspronkelijke begroting	86 155 000	79 855 000
<b>TOTAAL</b>	<b>1 203 123 848</b>	<b>868 998 939</b>

**Art. 5.** De vastgestelde rechten voor de buitengewone dienst over het dienstjaar 1999 belopen 1 305 641 383 BEF onderverdeeld als volgt :

	Ramingen	Vastgestelde rechten
Ontvangsten voorzien in de oorspronkelijke begroting	336 142 501	301 961 569
Ontvangsten voorzien voor vorige dienstjaren	529 002 906	952 175 221
Overboekingen voorzien in de oorspronkelijke begroting	62 821 103	51 504 593
<b>TOTAAL</b>	<b>927 966 510</b>	<b>1 305 641 383</b>

**Art. 6. § 1.** De aangerekende uitgaven van de buitengewone dienst over het dienstjaar 1999 belopen 387 685 291 BEF onderverdeeld als volgt :

	Vastleggingen	Aanrekeningen
Uitgaven voorzien in de oorspronkelijke begroting	427.826.678	162.655.761
Uitgaven voorzien in de Schuldvorderingsstaat	361.317.261	145.174.530
Overboekingen voorzien in de oorspronkelijke begroting	79.855.000	79.855.000
<b>TOTAAL</b>	<b>868.998.939</b>	<b>387.685.291</b>

§ 2. De naar het dienstjaar 2000 over te dragen vastleggingen belopen 481 313 648 BEF.

#### HOOFDSTUK II. — *Het begrotingsresultaat*

**Art. 7.** Het begrotingsresultaat van de gewone dienst voor het dienstjaar 1999 wordt vastgesteld als volgt :

Vastgestelde rechten	2 698 579 608
Onverhaalbare en oninbare bedragen	-
Netto vastgestelde rechten	2 698 579 608
Vastgelegde uitgaven	2 655 741 744
Begrotingsresultaat	42 837 864

**Art. 8.** Het begrotingsresultaat van de buitengewone dienst voor het dienstjaar 1999 wordt vastgesteld als volgt :

Vastgestelde rechten	1.305.641.383
Onverhaalbare en oninbare bedragen	-
Netto vastgestelde rechten	1.305.641.383
Vastgelegde uitgaven	868.998.939
Begrotingsresultaat	436.642.444

#### HOOFDSTUK III. — *Het boekhoudkundig resultaat*

**Art. 9.** Het boekhoudkundig resultaat van de gewone dienst voor het dienstjaar 1999 wordt vastgesteld als volgt :

Netto vastgestelde rechten	2 698 579 608
Aanrekeningen	2 466 148 078
Boekhoudkundig resultaat	232 431 530

**Art. 10.** Het boekhoudkundig resultaat van de buitengewone dienst voor het dienstjaar 1999 wordt vastgesteld als volgt :

Netto vastgestelde rechten	1 305 641 383
Aanrekeningen	387 685 291
Boekhoudkundig resultaat	917 956 092

#### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 11.** De verdeling van de begrotingsverrichtingen over de begrotingsartikelen, de lijst per artikel van de naar het volgend dienstjaar over te dragen begrotingskredieten en vastleggingen, de lijst per artikel en per schuldenaar van nog te innen vastgestelde invorderingsrechten, de resultatenrekening, de balans, het verslag van de Vlaamse minister van Begroting en Financiën en het verificatiebesluit van het College zijn opgenomen in de bijlage bij deze verordening.

De Collegeleden :

Jos CHABERT

Guy VANHENGEL

Robert DELATHOUWER

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FLAMANDE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 3403

[C — 2001/31329]

**14 JUN 2001. — Arrêté du Collège n° 01/241  
portant sanction du règlement n° 01/02 fixant le budget de l'année 1999**

Le Conseil de la Commission communautaire flamande a accepté, et nous, le Collège, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Le budget*

*Section 1<sup>re</sup>. — Le service ordinaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les engagements des dépenses ordinaires exécutés à la charge des crédits budgétaires dans l'année 1999 s'élèvent à 2 655 741 744 BEF subdivisés comme ce qui suit :

	Crédits	Engagements
Dépenses prévues dans le budget original	2 619 351 909	2 517 033 388
Transferts prévus dans le budget original	0	0
Dépenses prévues dans l'état de recouvrement	158 207 399	138 708 356
<b>TOTAL</b>	<b>2 777 559 308</b>	<b>2 655 741 744</b>

**Art. 2.** Les droits fixés pour le service ordinaire dans l'année 1999 s'élèvent à 2 698 579 608 BEF subdivisés comme ce qui suit :

	Estimations	Droits fixés
Recettes prévues dans le budget original	2 314 665 073	2 235 680 688
Recettes prévues d'années antérieures	224 836 521	383 043 920
Transferts prévus dans le budget original	79 855 000	79 855 000
Recettes d'années antérieures prévues dans la modification du budget	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>2 619 356 594</b>	<b>2 698 579 608</b>

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Les dépenses imputées du service ordinaire dans l'année 1999 s'élèvent à 2 466 148 078 BEF subdivisés comme ce qui suit :

	Engagements	Imputations
Dépenses prévues dans le budget original	2 517 033 388	2 351 942 596
Transferts prévus dans le budget original	0	0
Dépenses prévues dans l'état de recouvrement	138 708 356	114 205 482
<b>TOTAL</b>	<b>2 655 741 744</b>	<b>2 466 148 078</b>

§ 2. Les engagements transférables à l'année 2000 s'élèvent à 189 593 666 BEF.

*Section 2. — Le service extraordinaire*

**Art. 4.** Les engagements des dépenses extraordinaires exécutés à la charge des crédits budgétaires dans l'année 1999 s'élèvent à 868 998 939 BEF subdivisés comme ce qui suit :

	Crédits	Engagements
Dépenses prévues dans le budget original	693 796 533	427 826 678
Dépenses prévues dans l'état de recouvrement	423 172 315	361 317 261
Transferts prévus dans le budget original	86 155 000	79 855 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 203 123 848</b>	<b>868 998 939</b>

**Art. 5.** Les droits fixés pour le service extraordinaire dans l'année 1999 s'élèvent à 1 305 641 383 BEF subdivisés comme ce qui suit :

	Estimations	Droits fixés
Recettes prévues dans le budget original	336 142 501	301 961 569
Recettes prévues d'années antérieures	529 002 906	952 175 221
Transferts prévus dans le budget original	62 821 103	51 504 593
<b>TOTAL</b>	<b>927 966 510</b>	<b>1 305 641 383</b>

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Les dépenses imputées du service extraordinaire dans l'année 1999 s'élèvent à 387 685 291 BEF subdivisés comme ce qui suit :

	Engagements	Imputations
Dépenses prévues dans le budget original	427 826 678	162 655 761
Dépenses prévues dans l'état de recouvrement	361 317 261	145 174 530
Transferts prévus dans le budget original	79 855 000	79 855 000
<b>TOTAL</b>	<b>868 998 939</b>	<b>387 685 291</b>

§ 2. Les engagements transférables à l'année 2000 s'élèvent à 481 313 648 BEF.

#### CHAPITRE II. — *Le résultat budgétaire*

**Art. 7.** Le résultat budgétaire du service ordinaire de l'année 1999 est établi comme ce qui suit :

Droits fixés	2 698 579 608
Montants irrécouvrables et irrécupérables	-
Droits fixés nets	2 698 579 608
Dépenses engagées	2 655 741 744
Résultat budgétaire	42 837 864

**Art. 8.** Le résultat budgétaire du service extraordinaire de l'année 1999 est établi comme ce qui suit :

Droits fixés	1 305 641 383
Montants irrécouvrables et irrécupérables	-
Droits fixés nets	1 305 641 383
Dépenses engagées	868 998 939
Résultat budgétaire	436 642 444

#### CHAPITRE III. — *Le résultat comptable*

**Art. 9.** Le résultat comptable du service ordinaire de l'année 1999 est établi comme ce qui suit :

Droits fixés nets	2 698 579 608
Imputations	2 466 148 078
Résultat comptable	232 431 530

**Art. 10.** Le résultat comptable du service extraordinaire de l'année 1999 est établi comme ce qui suit :

Droits fixés nets	1 305 641 383
Imputations	387 685 291
Résultat comptable	917 956 092

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[2001/10034]

## Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 20 novembre 2001, produisant ses effets le 31 octobre 2001, Mme Charbon, M., premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers, est admise à retraite.

Elle est admise à faire valoir ses droits à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique des ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 22 novembre 2001 :

— Mme De Leersnijder, N., stagiaire judiciaire au tribunal de première instance de Bruges, est nommée juge à ce tribunal.

Sont nommés juge suppléant :

— au tribunal de première instance de Namur, M. Buysse, P., avocat;

— à la justice de paix du canton de Bastogne-Neufchâteau, Mme Rousseaux, M., avocat;

— à la justice de paix du canton d'Andenne, Mme Cabus, I., avocat.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

[2001/10032]

## Direction générale des Etablissements pénitentiaires. — Personnel

Par arrêtés royaux du 29 novembre 2001 :

— il est mis fin, à sa demande, à la désignation de Mme Pieraerts, Martine, en qualité d'assesseur réintégration sociale effectif pour la Commission néerlandophone de libération conditionnelle de Bruxelles, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2001;

— il est mis fin, à sa demande, à la désignation de Mme De Keyser, Paula, comme assesseur réintégration sociale suppléant auprès de la Commission de libération conditionnelle de Gand, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2001;

— Mme De Keyser, Paula, est désignée comme assesseur réintégration sociale effectif pour la Commission néerlandophone de libération conditionnelle de Bruxelles, pour une période de trois ans à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2001, en remplacement de Mme Pieraerts, Martine, démissionnaire.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/10034]

## Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 20 november 2001, dat uitwerking heeft met ingang van 31 oktober 2001, is Mevr. Charbon, M., eerste substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, in ruste gesteld.

Zij kan haar aanspraak op pensioen laten gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 22 november 2001 :

— is Mevr. De Leersnijder, N., gerechtelijk stagiair in de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, benoemd tot rechter in deze rechtbank.

Zijn benoemd tot plaatsvervangend rechter :

— in de rechtbank van eerste aanleg te Namen, de heer Buysse, P., advocaat;

— in het vreedegerecht van het kanton Bastenaken-Neufchâteau, Mevr. Rousseaux, M., advocaat;

— in het vreedegerecht van het kanton Andenne, Mevr. Cabus, I., advocaat.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

[2001/10032]

## Directoraat-generaal der Strafinrichtingen. — Personeel

Bij koninklijke besluiten van 29 november 2001 :

— er wordt op haar verzoek een einde gesteld aan de aanwijzing van Mevr. Pieraerts, Martine, als assessor sociale reïntegratie in de Nederlandstalige Commissie voor de voorwaardelijke invrijheidsstelling van Brussel en dit als effectief lid, vanaf 1 december 2001;

— er wordt op haar verzoek een einde gesteld aan de aanwijzing van Mevr. De Keyser, Paula, als plaatsvervangend assessor strafuitvoering in de Commissie voor de voorwaardelijke invrijheidsstelling van Gent vanaf 1 december 2001;

— Mevr. De Keyser, Paula, wordt aangewezen als assessor sociale reïntegratie in de Nederlandstalige Commissie voor de voorwaardelijke invrijheidsstelling van Brussel en dit als effectief lid voor een termijn van drie jaar, met ingang van 1 december 2001, ter vervanging van Mevr. Pieraerts, Martine, ontslagnemend.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[C - 2001/22889]

20 NOVEMBRE 2001. — Arrêté royal portant renouvellement  
de la composition du Conseil fédéral du Développement durable

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, notamment l'article 2, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, notamment l'article 12;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[C - 2001/22889]

20 NOVEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot hernieuwing van de  
samenstelling van de Federale Raad voor Duurzame Ontwik-  
keling

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid, inzonderheid artikel 2, § 1;

Gelet op de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling, inzonderheid artikel 12;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1997 nommant les membres du Conseil fédéral du Développement durable, modifié par les arrêtés royaux du 3 juin 1999, du 14 mars 2000 et du 4 avril 2001;

Considérant que l'article 12, § 2, de la loi du 5 mai 1997 fixe à quatre ans la durée du mandat des membres du Conseil fédéral du Développement durable;

Considérant que les conditions relatives à la présentation des candidats définies à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 juillet 1990, ont été respectées;

Sur la proposition de Notre Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** S.A.R. le Prince Philippe est nommé président d'honneur du Conseil fédéral du Développement durable pour une durée de quatre ans.

**Art. 2.** M. T. Rombouts est nommé président du Conseil fédéral du Développement durable pour une durée de quatre ans.

**Art. 3.** M. A. Bodson, Mme A. Panneels et M. R. Verheyen sont nommés vice-présidents du Conseil fédéral du Développement durable pour une durée de quatre ans.

**Art. 4.** Sont nommés membres du Conseil fédéral de Développement durable, pour une durée de quatre ans, comme représentants des organisations non-gouvernementales compétentes en matière de protection de l'environnement, Mme A. Cliquet, M. G. De Schutter, M. G. Lejeune, M. R. Moreau, Mme Th. Snoy et Mme S. Van Hauwermeiren.

**Art. 5.** Sont nommés membres du Conseil fédéral de Développement durable, pour une durée de quatre ans, comme représentants des organisations non-gouvernementales compétentes en matière de coopération au développement, M. B. Bode, Mme S. Englebienne, M. G. Fremout, M. M. Poznanski, Mme H. Verleyen et M. D. Weerts.

**Art. 6.** Sont nommés membres du Conseil fédéral de Développement durable, pour une durée de quatre ans, comme représentants des organisations non-gouvernementales compétentes en matière de défense des intérêts des consommateurs, Mme C. Rousseau et M. P. Van Cappellen.

**Art. 7.** Sont nommés membres du Conseil fédéral de Développement durable, pour une durée de quatre ans, comme représentants des organisations représentatives des travailleurs représentés au Conseil central de l'Economie, Mme I. Dekelper, M. B. Melkmans, Mme M. Pans, M. F. Philips, Mme L. Slabbinck et M. A. Wilmart.

**Art. 8.** Sont nommés membres du Conseil fédéral de Développement durable, pour une durée de quatre ans, comme représentants des organisations représentatives des employeurs représentés au Conseil central de l'Economie, Mme Cl. Bosch, Mme I. Chaput, M. B. Decock, M. Cl. Klein, Mme B. Lacroix et M. P. Vanden Abeele.

**Art. 9.** Sont nommées membres du Conseil fédéral de Développement durable, pour une durée de quatre ans, comme représentants des producteurs d'énergie siégeant au Comité de Contrôle de l'Electricité et du Gaz, Mme H. De Buck et Mme D. Rigaux.

**Art. 10.** Sont nommés membres du Conseil fédéral de Développement durable, pour une durée de quatre ans, comme représentants du monde scientifique, M. L. Hens, M. L. Lavrysen, M. J.-P. Thomé, M. J.-P. van Ypersele de Strihou, M. H. Verschure et M. E. Zaccai.

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets le 8 septembre 2001.

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 tot benoeming van de leden van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juni 1999, van 14 maart 2000 en van 4 april 2001;

Overwegende dat artikel 12, § 2, van de wet van 5 mei 1997 de duur van het mandaat van de leden van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling op vier jaar vaststelt;

Overwegende dat aan de voorwaarden betreffende de voordracht van de kandidaten zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 20 juli 1990 werd voldaan;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer en Onze Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Z.K.H. Prins Filip wordt benoemd tot erevoorzitter van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling van een termijn van vier jaar.

**Art. 2.** De heer T. Rombouts wordt benoemd tot voorzitter van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling voor een termijn van vier jaar.

**Art. 3.** De heer A. Bodson, Mevr. A. Panneels en de heer R. Verheyen worden benoemd tot ondervoorzitter van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling voor een termijn van vier jaar.

**Art. 4.** Worden voor een termijn van vier jaar benoemd tot lid van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling als vertegenwoordigers van de niet-gouvernementele organisaties bevoegd inzake milieubescherming, Mevr. A. Cliquet, de heer G. De Schutter, de heer G. Lejeune, de heer R. Moreau, Mevr. Th. Snoy en Mevr. S. Van Hauwermeiren.

**Art. 5.** Worden voor een termijn van vier jaar benoemd tot lid van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling als vertegenwoordigers van de niet-gouvernementele organisaties bevoegd voor ontwikkelings-samenwerking, de heer B. Bode, Mevr. S. Englebienne, de heer G. Fremout, de heer M. Poznanski, Mevr. H. Verleyen en de heer D. Weerts.

**Art. 6.** Worden voor een termijn van vier jaar benoemd tot lid van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling als vertegenwoordigers van de niet-gouvernementele organisaties die de belangen van verbruikers verdedigen, Mevr. C. Rousseau en de heer P. Van Cappellen.

**Art. 7.** Worden voor een termijn van vier jaar benoemd tot lid van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling als vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigd in de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, Mevr. I. Dekelper, de heer B. Melkmans, Mevr. M. Pans, de heer F. Philips, Mevr. L. Slabbinck en de heer A. Wilmart.

**Art. 8.** Worden voor een termijn van vier jaar benoemd tot lid van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling als vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigd in de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, Mevr. Cl. Bosch, Mevr. I. Chaput, de heer B. Decock, de heer Cl. Klein, Mevr. B. Lacroix en de heer P. Vanden Abeele.

**Art. 9.** Worden voor een termijn van vier jaar benoemd tot lid van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling als vertegenwoordigers van de energieproducenten die in het Controlecomité voor Elektriciteit en Gas zetelen, Mevr. H. De Buck en Mevr. D. Rigaux.

**Art. 10.** Worden voor een termijn van vier jaar benoemd tot lid van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling als vertegenwoordigers van de wetenschappelijke milieus, de heer L. Hens, de heer L. Lavrysen, de heer J.-P. Thomé, de heer J.-P. van Ypersele de Strihou, de heer H. Verschure en de heer E. Zaccai.

**Art. 11.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 8 september 2001.

**Art. 12.** Notre Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 novembre 2001.

**ALBERT**

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité et des Transports,  
Mme I. DURANT

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,  
O. DELEUZE

**Art. 12.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer en Onze Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 november 2001.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,  
Mevr. I. DURANT

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,  
O. DELEUZE

**MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE**

[C - 2001/02170]

**Cabinet du Ministre de la Fonction publique  
et de la Modernisation de l'administration**

Par arrêtés royaux du 5 septembre 2001 :

— il est accordé à M. Marc Van Hemelrijck, démission honorable de sa fonction de chef de cabinet au sein du Cabinet du Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, à dater du 31 août 2001 au soir;

— il est accordé à Mme Alice Baudine, démission honorable de sa fonction de chef de cabinet adjoint au sein du Cabinet du Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, à dater du 31 août 2001 au soir;

— il est accordé à M. Emmanuel Robbroeckx, démission honorable de sa fonction de chef de cabinet adjoint au sein du Cabinet du Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, à dater du 31 août 2001 au soir.

**MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN**

[C - 2001/02170]

**Kabinet van de Minister van Ambtenarenzaken  
en Modernisering van de openbare besturen**

Bij koninklijke besluiten van 5 september 2001 :

— wordt op datum van 31 augustus 2001 's avonds aan de heer Marc Van Hemelrijck, eervol ontslag verleend uit zijn functie van kabinetschef bij het kabinet van de Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen;

— wordt op datum van 31 augustus 2001 's avonds aan Mevr. Alice Baudine, eervol ontslag verleend uit haar functie van adjunct-kabinetschef bij het kabinet van de Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen;

— wordt op datum van 31 augustus 2001 's avonds aan de heer Emmanuel Robbroeckx, eervol ontslag verleend uit zijn functie van adjunct-kabinetschef bij het kabinet van de Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

[C - 2001/36348]

**Vlaamse Landmaatschappij  
Eervol ontslag van de administrateur-generaal**

Bij besluit van de Vlaamse regering van 24 september 2001 wordt aan de heer ir. Paul Demeester, administrateur-generaal van de Vlaamse Landmaatschappij, eervol ontslag uit zijn functie verleend vanaf 1 januari 2002. Hij mag vanaf die datum zijn rechten op rustpensioen laten gelden en wordt gerechtigd om de eretitel van zijn ambt te voeren.

**Departement Onderwijs**

[C - 2001/36347]

**Goedkeuring van programmaties van specifieke structuuronderdelen van de tweede graad  
van twee instellingen voor voltijds secundair onderwijs**

Bij besluit van de Vlaamse regering van 9 november 2001 wordt aan de hierna vermelde instellingen voor voltijds secundair onderwijs die behoren tot een scholengemeenschap — in toepassing van het decreet van 14 juli 1998 houdende diverse maatregelen met betrekking tot het secundair onderwijs en tot wijziging van het decreet van 25 februari 1997 betreffende het basisonderwijs — toelating verleend om de programmatie te doen van een specifiek structuuronderdeel van de tweede graad :

1. KA III

Voskenslaan 60

9000 Gent

tweede graad : TSO Topsport (Studiegebied Sport)



2. Onze-Lieve-Vrouwcollege

Mechelsestraat 7

1800 Vilvoorde

tweede graad : ASO Wetenschappen-topsport (Studiegebied Sport).

De Vlaamse minister bevoegd voor Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

---

**Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw**

[C - 2001/36345]

**Besluiten betreffende de provincies, steden, gemeenten en O.C.M.W.'s**

OOSTROZEBEKE. — Bij besluit van 8 november 2001 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Buitenlands Beleid wordt het besluit van Oostrozebeke, houdende uitbreiding van het erecontract voor de technische uitrustingswerken van de bibliotheek met het uitvoeren van een brand- en alarminstallatie in het gebouw voor buitenschoolse kinderopvang en jeugdontmoetingsruimte, vernietigd.

GAVERE. — Bij besluit van 31 oktober 2001 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Buitenlands Beleid wordt het besluit van de raad voor maatschappelijk welzijn van Gavere van 23 april 2001 tot vaststelling van het bedrag van de afscheidspremie voor drie ex-mandatarissen wegens uitdiensttreding, vernietigd.

---

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C - 2001/27702]

**8 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon**

**désignant les membres de la Commission de gestion du parc naturel des Deux Ourthes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, modifié par le décret du 25 février 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant approbation de la création du parc naturel des Deux Ourthes;

Vu les délibérations des conseils communaux des communes de Bertogne, Gouvy, Houffalize, La Roche, Sainte-Ode, Tenneville;

Vu la délibération du conseil provincial de la province de Luxembourg;

Vu les propositions formulées par le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, par le pouvoir organisateur du parc naturel des Deux Ourthes comprenant notamment un représentant des associations culturelles et un représentant des entreprises qui ont exercé ou exercent leur activité sur le territoire du parc naturel, par les associations qui ont pour objet la conservation de la nature et qui exercent leur activité en tout ou en partie sur le territoire du parc, par les associations professionnelles locales d'agriculteurs, de sylviculteurs et d'artisans, par les organisations locales s'occupant du développement du tourisme, par les services compétents en matière de conservation de la nature et d'aménagement du territoire du Ministère de la Région wallonne;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française;

Considérant qu'il y a lieu de procéder sans délai à la désignation des membres de la Commission de gestion afin que celle-ci puisse opérer tous les actes en sa compétence;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement wallon désigne, pour faire partie de la Commission de gestion du parc naturel des Deux Ourthes :

1° comme membres représentant les conseils communaux des communes sur le territoire desquelles s'étend le parc naturel :

a) pour la commune de Bertogne :

— comme membre effectif : M. Alphonse Meurisse;

— comme membre suppléant : M. Eric Demeuse;

b) pour la commune de Gouvy :

— comme membre effectif : M. Maurice Therer;

— comme membre suppléant : M. André Hubert;

c) pour la commune d'Houffalize :

— comme membre effectif : M. José Lutgen;

— comme membre suppléant : M. Gérard Otto;

- d) pour la commune de La Roche :
- comme membre effectif : M. Jean-Luc Pierre;
  - comme membre suppléant : Mme Sonia Culot;
- e) pour la commune de Sainte-Ode :
- comme membre effectif : M. Marc Nevraumont;
  - comme membre suppléant : M. Joseph Gerard;
- f) pour la commune de Tenneville :
- comme membre effectif : M. Bernard Valentin;
  - comme membre suppléant : M. Walter Joris;
- 2° comme membres représentant du Conseil provincial de la Province de Luxembourg :
- comme membre effectif : M. Edouard Dubru;
  - comme membre suppléant : Mme Marie-Henriette Cornet;
- 3° comme membres représentant le Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature :
- comme membre effectif : M. Philippe Goffart;
  - comme membre suppléant : M. Bernard Bidouille;
- 4° comme membres représentant le pouvoir organisateur du parc :
- comme premier membre effectif : M. Pierre Yves Fay;
  - comme deuxième membre effectif : M. Maurice Pierlot;
  - comme troisième membre effectif : M. Francis Flahaux;
  - comme premier membre suppléant : M. Bernard Valentin;
  - comme deuxième membre suppléant : Mme Sandrine Gauthier;
  - comme troisième membre suppléant : M. Tristan Hartman;
- 5° comme membres représentant les associations qui ont pour objet la conservation de la nature et qui exercent leur activité en tout ou en partie sur le territoire du parc naturel :
- comme premier membre effectif : M. Jacques Debiefve;
  - comme second membre effectif : M. Olivier Baltus;
  - comme premier membre suppléant : M. Philippe Collas;
  - comme second membre suppléant : Mme Patricia Ritz;
- 6° comme membres représentant les associations professionnelles d'agriculteurs, de sylviculteurs et d'artisans :
- comme premier membre effectif : M. Alphonse Maron;
  - comme deuxième membre effectif : M. Michel Neve;
  - comme troisième membre effectif : Mme Jeannine Hartman;
  - comme premier membre suppléant : M. Louis Francis;
  - comme deuxième membre suppléant : M. Ramon Reyntiens;
  - comme troisième membre suppléant : Mme Caroline Annet;
- 7° comme membres représentant les organisations locales s'occupant du développement du tourisme :
- comme membre effectif : M. Guy Gilloteaux;
  - comme membre suppléant : M. Philippe Detienne;
- 8° comme membres représentant le Ministère de la Région wallonne :
- a) pour le service compétent pour la conservation de la nature :
- comme membre effectif : M. Philippe Weinquin;
  - comme membre suppléant : M. Daniel Joris;
- b) pour le service compétent pour l'aménagement du territoire :
- comme membre effectif : M. Jean-Luc Aubertin;
  - comme membre suppléant : M. José Schwannen;
- 9° comme membres représentant le Gouvernement de la Communauté française :
- comme membre effectif : M. Philippe Poncelet;
  - comme membre suppléant : Mme Mireille Verbeke.

**Art. 2.** Les mandats sont exercés à titre gratuit.

**Art. 3.** Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 novembre 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 2001/27702]

**8. NOVEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bezeichnung der Mitglieder der Verwaltungskommission des "Parc naturel des Deux Ourthes" genannten Naturparks**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, abgeändert durch das Dekret vom 25. Februar 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2001 zur Genehmigung der Errichtung des Naturparks "Parc naturel des Deux-Ourthes";

Aufgrund der Beschlüsse der Gemeinderäte der Gemeinden Bertogne, Gouvy, Houffalize, La Roche, Sainte-Ode, Tenneville;

Aufgrund des Beschlusses des Provinzialrats der Provinz Luxemburg;

Aufgrund der Vorschläge, die vom "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Naturerhaltung), von der veranstaltenden Behörde des "Parc naturel des Deux Ourthes", die unter anderem einen Vertreter der Kulturvereinigungen und einen Vertreter der Betriebe, die ihre Tätigkeit auf dem Gebiet des Parks ausüben oder ausgeübt haben, umfasst, sowie von den Vereinigungen, die die Naturerhaltung zum Ziel haben und ihre Tätigkeit ganz oder teilweise auf dem Gebiet des Parks ausüben, von den örtlichen Berufsvereinigungen von Landwirten, Forstwirten und Handwerkern, von den mit der Entwicklung des Tourismus beschäftigten örtlichen Vereinigungen und von den für die Naturerhaltung und die Raumordnung zuständigen Dienststellen des Ministeriums der Wallonischen Region geäußert worden sind;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung der Französischen Gemeinschaft;

In der Erwägung, dass die Mitglieder der Verwaltungskommission unverzüglich bezeichnet werden müssen, damit diese Kommission alle Handlungen, für die sie zuständig ist, vornehmen kann;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Wallonische Regierung bezeichnet die folgenden Personen als Mitglieder der Verwaltungskommission des "Parc naturel des Deux Ourthes":

1° als Mitglieder, die die Gemeinderäte der Gemeinden vertreten, auf deren Gebiet sich der Naturpark erstreckt:

a) für die Gemeinde Bertogne:

- als effektives Mitglied: Herr Alphonse Meurisse;
- als stellvertretendes Mitglied: Herr Eric Demeuse;

b) für die Gemeinde Gouvy:

- als effektives Mitglied: Herr Maurice Therer
- als stellvertretendes Mitglied: Herr André Hubert;

c) für die Gemeinde Houffalize:

- als effektives Mitglied: Herr José Lutgen;
- als stellvertretendes Mitglied: Herr Gérard Otto;

d) für die Gemeinde La Roche:

- als effektives Mitglied: Herr Jean-Luc Pierre;
- als stellvertretendes Mitglied: Frau Sonia Culot;

e) für die Gemeinde Sainte-Ode:

- als effektives Mitglied: Herr Marc Nevraumont;
- als stellvertretendes Mitglied: Herr Joseph Gerard;

f) für die Gemeinde Tenneville:

- als effektives Mitglied: Herr Bernard Valentin;
- als stellvertretendes Mitglied: Herr Walter Joris;

2° als Mitglieder, die den Provinzialrat der Provinz Luxemburg vertreten:

- als effektives Mitglied: Herr Edouard Dubru;
- als stellvertretendes Mitglied: Frau Marie-Henriette Cornet;

3° als Mitglieder, die den "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" vertreten:

- als effektives Mitglied: Herr Philippe Goffart;
- als stellvertretendes Mitglied: Herr Bernard Bidoulle;

4° als Mitglieder, die die veranstaltende Behörde des Parks vertreten:

- als erstes effektives Mitglied: Herr Pierre Yves Fay
- als zweites effektives Mitglied: Herr Maurice Pierlot;
- als drittes effektives Mitglied: Herr Francis Flahaux;
- als erstes stellvertretendes Mitglied: Bernard Valentin;
- als zweites stellvertretendes Mitglied: Frau Sandrine Gauthier;
- als drittes stellvertretendes Mitglied: Herr Tristan Hartman;

5° als Mitglieder, die die Vereinigungen vertreten, welche die Erhaltung der Natur zum Ziel haben und ihre Tätigkeit ganz oder teilweise auf dem Gebiet des Parks ausüben:

- als erstes effektives Mitglied: Herr Jacques Debiefve;
- als zweites effektives Mitglied: Herr Olivier Baltus;
- als erstes stellvertretendes Mitglied: Herr Philippe Collas;
- als zweites stellvertretendes Mitglied: Frau Patricia Ritz;

6° als Mitglieder, die die Berufsvereinigungen von Land-, Forstwirten und Handwerkern vertreten:

- als erstes effektives Mitglied: Herr Alphonse Maron;
- als zweites effektives Mitglied: Herr Michel Neve;
- als drittes effektives Mitglied: Frau Jeannine Hartman;
- als erstes stellvertretendes Mitglied: Herr Louis Francis;
- als zweites stellvertretendes Mitglied: Herr Ramon Reyntiens;
- als drittes stellvertretendes Mitglied: Frau Caroline Annet;

7° als Mitglieder, die die örtlichen Vereinigungen vertreten, die mit der Entwicklung des Tourismus beschäftigt sind:

- als effektives Mitglied: Herr Guy Gilloteaux;
- als stellvertretendes Mitglied: Herr Philippe Detienne;

8° als Mitglieder, die das Ministerium der Wallonischen Region vertreten:

a) für die Dienststelle, die für die Naturerhaltung zuständig ist:

- als effektives Mitglied: Herr Philippe Weinquin;
- als stellvertretendes Mitglied: Herr Daniel Joris;

b) für die Dienststelle, die für die Raumordnung zuständig ist:

- als effektives Mitglied: Herr Jean-Luc Aubertin;
- als stellvertretendes Mitglied: Herr José Schwannen;

9° als Mitglieder, die die Regierung der Französischen Gemeinschaft vertreten:

- als effektives Mitglied: Herr Philippe Poncelet;
- als stellvertretendes Mitglied: Frau Mireille Verbeke.

**Art. 2** - Die Mandate werden unentgeltlich ausgeübt.

**Art. 3** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. November 2001

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C – 2001/27702]

**8 NOVEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering  
tot benoeming van de leden van de Beheerscommissie van het "Parc naturel des Deux Ourthes"**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken, gewijzigd bij het decreet van 25 februari 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot goedkeuring van de oprichting van het « Parc naturel des Deux Ourthes »;

Gelet op de beraadslagingen van de gemeenteraden van de gemeenten Bertogne, Gouvy, Houffalize, La Roche, Sainte-Ode, Tenneville;

Gelet op de beraadslaging van de provincieraad van de provincie Luxemburg;

Gelet op de voorstellen gedaan door de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), de inrichtende macht van het « Parc naturel des Deux Ourthes » die met name bestaat uit een vertegenwoordiger van de culturele verenigingen en een vertegenwoordiger van bedrijven die hun activiteit op het grondgebied van het natuurpark uitgeoefend hebben of uitoefenen, de verenigingen die het natuurbehoud tot doel hebben en die hun activiteiten geheel of ten dele op het grondgebied van het park uitoefenen, de plaatselijke beroepsverenigingen van landbouwers, bosbouwers en ambachtslieden, de plaatselijke verenigingen die zich bezighouden met de ontwikkeling van het toerisme, de bevoegde diensten voor natuurbehoud en ruimtelijke ordening van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op de beraadslaging van de Franse Gemeenschapsregering;

Overwegend dat de nieuwe leden van de Beheerscommissie onverwijld moeten aangesteld worden zodat zij alle handelingen in haar bevoegdheid kan uitvoeren;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

**Artikel 1.** Om deel uit te maken van de Beheerscommissie van het « Parc naturel des Deux Ourthes » benoemt de Waalse Regering :

1° in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de gemeenteraden van de gemeenten op het grondgebied van dewelke het natuurpark zich geheel of gedeeltelijk uitstrekt :

a) voor de gemeente Bertogne :

- als gewoon lid : de heer Alphonse Meurisse;
- als plaatsvervangend lid : de heer Eric Demeuse;

b) voor de gemeente Gouvy :

- als gewoon lid : de heer Maurice Therer;
- als plaatsvervangend lid : de heer André Hubert;

c) voor de gemeente Houffalize :

- als gewoon lid : de heer José Lutgen;
- als plaatsvervangend lid : de heer Gérard Otto;

d) voor de gemeente La Roche :

- als gewoon lid : de heer Jean-Luc Pierre;
- als plaatsvervangend lid : Mevr. Sonia Culot;

e) voor de gemeente Sainte-Ode :

- als gewoon lid : de heer Marc Nevraumont;
- als plaatsvervangend lid : de heer Joseph Gerard;

f) voor de gemeente Tenneville :

- als gewoon lid : de heer Bernard Valentin;
- als plaatsvervangend lid : de heer Walter Joris;

2° in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de provincieraad van de Provincie Luxemburg :

- als gewoon lid : de heer Edouard Dubru;
- als plaatsvervangend lid : Mevr. Marie-Henriette Cornet;

3° in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature :

- als gewoon lid : de heer Philippe Goffart;
- als plaatsvervangend lid : de heer Bernard Bidouille;

4° in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de inrichtende macht van het park :

- als eerste gewoon lid : de heer Pierre-Yves Fay;
- als tweede gewoon lid : de heer Maurice Pierlot;
- als derde gewoon lid : de heer Francis Flahaux;
- als eerste plaatsvervangend lid : de heer Bernard Valentin;
- als tweede plaatsvervangend lid : Mevr. Sandrine Gauthier;
- als derde plaatsvervangend lid : de heer Tristan Hartman;

5° in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de verenigingen die het natuurbehoud tot doel hebben en die hun activiteiten geheel of ten dele op het grondgebied van het natuurpark uitoefenen :

- als eerste gewoon lid : de heer Jacques Debiefve;
- als tweede gewoon lid : de heer Olivier Baltus;
- als eerste plaatsvervangend lid : de heer Philippe Collas;
- als tweede plaatsvervangend lid : Mevr. Patricia Ritz;

6° in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen van landbouwers, tuinbouwers en ambachtslieden :

- als eerste gewoon lid : de heer Alphonse Maron;
- als tweede gewoon lid : de heer Michel Neve;
- als derde gewoon lid : Mevr. Jeannine Hartman;
- als eerste plaatsvervangend lid : de heer Louis Francis;
- als tweede plaatsvervangend lid : de heer Ramon Reyntiens;
- als derde plaatsvervangend lid : Mevr. Caroline Annet;

7° in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de plaatselijke verenigingen die zich bezighouden met de ontwikkeling van het toerisme :

- als gewoon lid : de heer Guy Gilloteaux;
- als plaatsvervangend lid : de heer Philippe Detienne;

8° in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van het Ministerie van het Waalse Gewest :

a) voor de dienst bevoegd voor natuurbehoud :

- als gewoon lid : de heer Philippe Weinquin;
- als plaatsvervangend lid : de heer Daniel Joris;

b) voor de dienst bevoegd voor ruimtelijke ordening :

- als gewoon lid : de heer Jean-Luc Aubertin;
- als plaatsvervangend lid : de heer José Schwannen;

9° in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap :

- als gewoon lid : de heer Philippe Poncelet;
- als plaatsvervangend lid : Mevr. Mireille Verbeke.

**Art. 2.** De mandaten worden onbezoldigd uitgeoefend.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Natuurbehoud behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 november 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

---

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2001/31328]

#### Collegebesluit. — Samenvatting

Bij collegebesluit nr. 01/231 van 14 juni 2001 houdende de wijziging van collegebesluit nr. 99/422 van 25 november 1999 houdende de samenstelling van de advieswerkgroep Voorschoolse Aangelegenheden wordt de heer Michel Vandebroeck opgenomen in de advieswerkgroep.

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Office de Contrôle des Assurances

[2001/95051]

**Acte d'approbation de la convention relative à une cession partielle des droits et obligations entre une institution de prévoyance et une entreprise d'assurances**

Par décision du Conseil de l'Office de Contrôle des Assurances en date du 26 novembre 2001, est approuvée la convention du 27 avril 1999 par laquelle l'association sans but lucratif « ICI Pension Fund » (code administratif : 50.275), dont le siège social est situé Everslaan 45, à 3078 Everberg, transfère avec effet au 1<sup>er</sup> août 1999, la totalité des droits et obligations résultant des engagements de prévoyance à l'égard des membres du personnel de I.C.I. Autocolor Benelux S.A. transférés à P.P.G. Industries Belgium S.A., à la société anonyme « La Patriotique » (code administratif : 051), dont le siège social est situé Desguinlei 92, à 2018 Antwerpen.

Cette opération, approuvée par l'Office, est réalisée valablement à l'égard de tous les bénéficiaires visés par la convention relative à la cession et de tous les tiers intéressés (article 76 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, telle qu'elle a été rendue applicable aux institutions de prévoyance par l'arrêté royal du 14 mai 1985). (34130)

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Controledienst voor de Verzekeringen

[2001/95051]

**Akte tot goedkeuring van de overeenkomst van een gedeeltelijke overdracht van rechten en verplichtingen tussen een verzorgingsinstelling en een verzekeringsonderneming**

Bij beslissing van de Raad van de Controledienst voor de Verzekeringen, op datum van 26 november 2001, wordt goedgekeurd de overeenkomst van 27 april 1999, waarbij de vereniging zonder winstoogmerk « ICI Pension Fund » (administratief codenummer : 50.275), waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Everslaan 45, te 3078 Everberg, op datum van 1 augustus 1999, het geheel van de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de verzorgingsverbindingen ten aanzien van de personeelsleden van I.C.I. Autocolor Benelux N.V. die overgaan naar P.P.G. Industries Belgium N.V., overdraagt aan de naamloze vennootschap « De Vaderlandsche » (administratief codenummer : 051), waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Desguinlei 92, te 2018 Antwerpen.

De door de Controledienst goedgekeurde verrichting geldt ten aanzien van alle begunstigen beoogd door de overdrachtsovereenkomst en alle betrokken derden (artikel 76 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen zoals ze van toepassing werd verklaard op de verzorgingsinstellingen door het koninklijk besluit van 14 mei 1985). (34130)

## MINISTERE DES FINANCES

Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

Publications prescrites par l'article 770  
du Code civil

[2001/53993]

**Succession en déshérence de Noëlle Bouchat**

Bouchat, Noëlle Emilie Stéphanie Ghislaine, divorcée de Tannier, Georges, née à Seilles le 25 décembre 1919, domiciliée à Coutisse, rue de l'Hospice 141, est décédée à Coutisse le 29 juillet 1999, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Namur a, par jugement du 22 octobre 2001, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 22 novembre 2001.

Le directeur régional de l'enregistrement,  
Jean Mathieu.

(53993)

## MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770  
van het Burgerlijk Wetboek

[2001/53993]

**Erfloze nalatenschap van Noëlle Bouchat**

Bouchat, Noëlle Emilie Stéphanie Ghislaine, echtgescheiden van Tannier, Georges, geboren te Seilles op 25 december 1919, wonende te Coutisse, Armenhuissestraat 141, is overleden te Coutisse op 29 juli 1999, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Namen, bij vonnis van 22 oktober 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 22 november 2001.

De gewestelijke directeur der registratie,  
Jean Mathieu.

(53993)

**Succession en déshérence de Léopold Decorte**

Decorte, Léopold Joseph Maurice, célibataire, né à Rhode-Saint-Genèse le 6 mars 1934, domicilié à Sclayn, rue Notre-Dame Chaminiats 77, est décédé à Sclayn le 7 janvier 2000, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Namur a, par jugement du 22 octobre 2001, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 22 novembre 2001.

Le directeur régional de l'enregistrement,  
Jean Mathieu.

(53994)

**Erfloze nalatenschap van Léopold Decorte**

Decorte, Léopold Joseph Maurice, ongehuwd, geboren te Sint-Genesius-Rode op 6 maart 1934, wonende te Sclayn, rue Notre-Dame Chaminiats 77, is overleden te Sclayn op 7 januari 2000, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Namen, bij vonnis van 22 oktober 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 22 november 2001.

De gewestelijke directeur der registratie,  
Jean Mathieu.

(53994)

## Administration de la Trésorerie

[C - 2001/03507]

Liste des institutions agréées comme teneurs de comptes de titres dématérialisés au nom d'investisseurs (application de l'article 40 de l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette de l'Etat). — Liste établie au 31 août 2001

(a) dénomination du teneur de comptes;

(b) numéro individuel d'agrément;

(c) numéro d'adhésion au système de compensation de titres de la Banque Nationale de Belgique ou : identification de l'intermédiaire agréé par lequel le teneur de comptes participe à ce système;

(d) A : établissements désignés comme systèmes internationaux de compensation de titres;

B : agrément limité à la tenue de comptes qui ne sont pas en relation avec la gestion d'un système de compensation de titres.

## A. TENEURS DE COMPTES AYANT OBTENU UN AGREMENT INDIVIDUEL.

(a)	(b)
Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles	BE 020100 9 0001
Euroclear Bank S.A., en sa qualité de gestionnaire du système Euroclear	BE 149001 9 0004
Clearstream Banking, en sa qualité de gestionnaire du système Clearstream Banking, à Luxembourg	LU 140301 9 0005
Clearnet Brussels Branch	BE 149995 9 0006
Banque Centrale du Luxembourg, à Luxembourg	LU 148599 9 0007
Deutsche Bank AG London, à London	GB 004001 9 0009
Deutsche Bank AG Frankfurt, à Frankfurt	DE 004003 9 0010
SICOVAM S.A., France	FR 009300 9 0011
CITIBANK NA, succursale de Milan à Milan	IT 004012 9 0012
KAS-ASSOCIATIE N.V. à Amsterdam	NL 004011 9 0013
OESTERREICHISCHE KONTROLLBANK A.G. à WIEN	AT 009301 9 0014

B : ETABLISSEMENTS AYANT NOTIFIE LEUR INTENTION DE TENIR DES COMPTES DE TITRES DEMATERIALISES.

CATEGORIE I : établissements de crédit de droit belge visés au Titre II de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

(a)	(b)
CBC Banque S.A., à Bruxelles	BE 020190 1 0001
B.B.L., en entier : Banque Bruxelles Lambert S.A. à Bruxelles	BE 020300 1 0002
Realbank S.A. à Bruxelles	BE 020651 1 0004
Bank J. Van Breda en C°, S.A. à Borgerhout	BE 020645 1 0006
Banque européenne pour l'Amérique latine, en abrégé : B.E.A.L., S.A. à Bruxelles	BE 020181 1 0007
Fortis Banque S.A. à Bruxelles	BE 020200 1 0014
Banque Delen & de Schaetzen, en abrégé : Banque Delen ou Banque de Schaetzen ou Banque DDS, S.A. à Antwerpen	BE 027223 1 0015
Artesia Banking Corporation, en abrégé : Banque Artesia, ou encore Artesia S.A. à Bruxelles	BE 020830 1 0018

## Administratie der Thesaurie

[C - 2001/03507]

Lijst van de instellingen erkend voor het bijhouden van rekeningen voor gedematerialiseerde effecten op naam van de beleggers (in toepassing van artikel 40 van het koninklijk besluit van 23 januari 1991 betreffende de effecten van de Staatsschuld). — Lijst opgemaakt op 31 augustus 2001

(a) benaming van de instelling die de rekeningen bijhoudt;

(b) individueel nummer van de vergunning;

(c) nummer van aansluiting bij het effectenclearingstelsel van de Nationale Bank van België of : identificatie van de erkende tussenpersoon via dewelke de instelling die rekeningen bijhoudt, deelneemt aan dit stelsel;

(d) A : instellingen aangesteld als internationale effectenclearingstelsels;

B : beperkte vergunning voor het bijhouden van rekeningen die geen verband houden met het beheer van een effectenclearingstelsel.

## A. INSTELLINGEN DIE REKENINGEN BIJHOUDEN EN EEN INDIVIDUELE VERGUNNING VERKREGEN HEBBEN.

(c)	(d)	(a)
0100	-	Nationale Bank van België, te Brussel
9001	A	Euroclear Bank N.V. in haar hoedanigheid van beheerder van het Euroclear systeem
0301	A	Clearstream Banking, in haar hoedanigheid van beheerder van Clearstream Banking te Luxemburg
9995	-	Clearnet Brussels Branch
8599	B	Banque Centrale du Luxembourg, te Luxemburg
4001	B	Deutsche Bank AG London, te Londen
4003	B	Deutsche Bank AG Frankfurt, te Frankfurt
9300	-	SICOVAM N.V., Frankrijk
4012	B	CITIBANK NA, bijkantoor van Milaan te Milaan
4011	B	KAS-ASSOCIATIE N.V. te Amsterdam
9301	B	OESTERREICHISCHE KONTROLLBANK A.G. te WENEN

B : INSTELLINGEN DIE HEBBEN LATEN WETEN DAT ZIJ HET VOORNEMEN HEBBEN OM REKENINGEN VAN GEDEMATERIA-LISEERDE EFFECTEN BIJ TE HOUDEN.

CATEGORIE I : kredietinstellingen naar Belgisch recht bedoeld in Titel II van de wet van 22 maart 1993 betreffende het statuut en de controle van kredietinstellingen.

(c)	(d)	(a)
0190	B	CBC Banque N.V. te Brussel
0300	B	B.B.L., voluit : Bank Brussel Lambert N.V. te Brussel
0651	B	Realbank N.V. te Brussel
0645	B	Bank J. Van Breda en C°, N.V. te Borgerhout
0181	B	Europese Bank voor Latijns- Amerika, afgekort : B.E.A.L., N.V. te Brussel
0200	B	Fortis Bank N.V., te Brussel
7223	B	Bank Delen & de Schaetzen, afgekort : Bank Delen of Bank de Schaetzen of DDS Bank, N.V. te Antwerpen
0830	B	Artesia Banking Corporation, afgekort : Artesia Bank of Artesia N.V. te Brussel



(a)	(b)	(c)	(d)	(a)
Euroclear Bank S.A. à Bruxelles	BE 020687 1 0019	0687	B	Euroclear Bank N.V. te Brussel
Banca Monte Paschi Belgio S.A. à Bruxelles	BE 020643 1 0020	0643	B	Banca Monte Paschi Belgio N.V. te Brussel
Banque Degroof S.A. à Bruxelles	BE 020676 1 0021	0676	B	Bank Degroof N.V. te Brussel
Banque Belgoise, en abrégé : Belgoise S.A. à Bruxelles	BE 020603 1 0022	-(1)	B	Belgoise Bank, afgekort : Belgoise N.V. te Brussel
Citibank Belgium ou Famibanque Division Citibank Belgium ou Banque Sud belge Division Citibank Belgium S.A. à Bruxelles	BE 020595 1 0032	0595	B	Citibank Belgium of Famibank Afdeling Citibank Belgium of Banque Sud belge Afdeling Citibank Belgium N.V. te Brussel
Deutsche Bank S.A. à Antwerpen	BE 020610 1 0040	0610	B	Deutsche Bank N.V. te Antwerpen
Banque Nagelmackers 1747 S.A. à Bruxelles	BE 020635 1 0045	0635	B	Bank Nagelmackers 1747 N.V. te Brussel
Caisse privée Banque S.A à Bruxelles.	BE 020630 1 0047	0630	B	Private Kas Bank N.V. te Brussel
BCH Benelux S.A. à Bruxelles	BE 020590 1 0050	0590	B	BCH Benelux N.V. te Brussel
Banque Dewaay S.A. à Bruxelles	BE 020969 1 0052	0969	B	Dewaay Bank N.V. te Brussel
BACOB S.A. à Bruxelles	BE 020799 1 0053	- (2)	B	BACOB N.V. te Brussel
Argenta Spaarbank, en abrégé : ASPA S.A. à Antwerpen	BE 030979 1 0054	0979	B	Argenta Spaarbank, afgekort : ASPA N.V. te Antwerpen
HBK-Banque d'Epargne S.A. à Antwerpen	BE 030880 1 0056	0880	B	HBK-Spaarbank N.V. te Antwerpen
AXA BANK BELGIUM, en abrégé : AXA BANQUE S.A. à Berchem	BE 020750 1 0057	0750	B	AXA BANK BELGIUM, afgekort : AXA BANK N.V. te Berchem
VDK, aussi appelé VDK Spaarbank, en entier : Volksdeposittokas ou Volksdeposittokas Spaarbank S.A. à Gent	BE 030890 1 0058	0890	B	VDK, ook genoemd : VDK Spaarbank, voluit : Volksdeposittokas of Volksdeposittokas Spaarbank N.V. te Gent
Mauretus Spaarbank S.A. à Antwerpen	BE 030827 1 0060	0827	B	Mauretus Spaarbank N.V. te Antwerpen
CENTEA S.A. à Antwerpen	BE 030850 1 0061	0850	B	CENTEA N.V. te Antwerpen
Dexia Banque Belgique, en néerlandais Dexia Bank België, en allemand : Dexia Bank Belgien, en anglais Dexia Bank Belgium, en abrégé : Dexia Bank ou Dexia Banque S.A. à Bruxelles	BE 010050 1 0064	0050	B	Dexia Bank België, in het Frans Dexia Banque Belgique, in het Duits : Dexia Bank Belgien, in het Engels : Dexia Bank Belgium, afgekort : Dexia Bank of Dexia Banque N.V. te Brussel
Crédit Agricole S.A., aussi appelé : Banque Crédit Agricole, en allemand : Landwirtschaftskredit AG ou Landwirtschaftskredit Bank S.A. à Bruxelles	BE 020103 1 0067	0103	B	Landbouwkrediet N.V., ook genoemd Landbouwkrediet Bank, in Duits : Landwirtschaftskredit AG of Landwirtschaftskredit Bank N.V. te Brussel
Crédit professionnel, en allemand : Beruflichen Kredit S.A. à Bruxelles	BE 020110 1 0068	0110	B	Beroepskrediet, in het Duits : Beruflichen Kredit N.V. te Brussel
van de Put & C°, Effectenbank- Banque de titres, en abrégé van de Put & C°, société en commandite par actions à Antwerpen	BE 027874 1 0069	7874	B	van de Put & C°, Effectenbank- Banque de titres, afgekort van de Put & C°, commanditaire vennootschap op aandelen te Antwerpen
Banque De Maertelaere ou De Maertelaere S.A. à Gent	BE 027239 1 0070	7239	B	Bank De Maertelaere of De Maertelaere N.V. te Gent
De Laet, Poswick & C°, Banquiers- Bankiers, en anglais : De Laet, Poswick & C°, Bankers, SCS à Bruxelles	BE 027667 1 0071	7667	B	De Laet, Poswick & C°, Bankiers- Banquiers, in het Engels : De Laet, Poswick & C°, Bankers, GCV te Brussel
KBC Bank S.A. à Bruxelles	BE 020401 1 0072	0401	B	KBC Bank N.V. te Brussel
Bank CORLUY, Effectenbankiers S.A. à Antwerpen	BE 027138 1 0073	7138	B	Bank CORLUY, Effectenbankiers N.V. te Antwerpen
Dierickx, Leys & Cie Effectenbank S.A. à Antwerpen	BE 027299 1 0074	7299	B	Dierickx, Leys & Cie Effectenbank N.V. te Antwerpen
Delta Lloyd Bank S.A. à Turnhout	BE 020132 1 0075	0132	B	Delta Lloyd Bank N.V. te Turnhout

intermédiaire pour la participation au système de compensation de titres :

- (1) Fortis Banque S.A. à Bruxelles
- (2) Artesia Banking Corporation à Bruxelles

tussenpersoon voor de deelname aan het effectenclearingstelsel :

- (1) Fortis Bank N.V. te Brussel
- (2) Artesia Banking Corporation te Brussel

CATEGORIE II : succursales en Belgique des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, visées au Titre III de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

CATEGORIE II : bijkantoren in België van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap, bedoeld in Titel III van de wet van 22 maart 1993 betreffende het statuut en de controle van kredietinstellingen.

(a)	(b)	(c)	(d)	(a)
ABN AMRO Bank, société anonyme de droit néerlandais à Bruxelles	BE 020724 2 0003	0724	B	ABN AMRO Bank, naamloze vennootschap naar Nederlands recht te Brussel
Société Générale, société anonyme de droit français à Bruxelles	BE 020688 2 0011	0688	B	Société Générale, naamloze vennootschap naar Frans recht te Brussel
Deutsche Bank Aktiengesellschaft, société anonyme de droit allemand à Bruxelles	BE 020825 2 0016	0825	B	Deutsche Bank Aktiengesellschaft, naamloze vennootschap naar Duits recht te Brussel
BNP Paribas, société anonyme de droit français à Bruxelles	BE 020690 2 0029	0690	B	BNP Paribas, naamloze vennootschap naar Frans recht te Brussel
Lloyds TSB Bank PLC, société par actions à responsabilité limitée de droit anglais à Bruxelles	BE 020632 2 0038	-(1)	B	Lloyds TSB Bank PLC, vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid naar Engels recht te Brussel
Crédit Commercial de France, en abrégé C.C.F., société anonyme de droit français à Bruxelles	BE 020547 2 0046	0547	B	Crédit Commercial de France, afgekort C.C.F., naamloze vennootschap naar Frans recht te Brussel
BNP Paribas Securities Services société anonyme de droit français à Bruxelles	BE 020508 2 0052	0508	B	BNP Paribas Securities Services, naamloze vennootschap naar Frans recht te Brussel
Crédit Agricole Indosuez, succursale de Belgique à Bruxelles	BE 020621 2 0054	0621	B	Crédit Agricole Indosuez, bijkantoor in België te Brussel

intermédiaire pour la participation au système de compensation de titres :

(1) Banque Bruxelles Lambert, à Bruxelles

tussenpersoon voor de deelname aan het effectenclearingstelsel :

(1) Bank Brussel Lambert, te Brussel

CATEGORIE III : succursales en Belgique des établissements de crédit relevant du droit d'un Etat non-membre de la Communauté européenne, visées au Titre IV de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

CATEGORIE III : bijkantoren in België van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een Staat die niet behoort tot de Europese Gemeenschap, bedoeld in Titel IV van de wet van 22 maart 1993 betreffende het statuut en de controle van kredietinstellingen.

(a)	(b)	(c)	(d)	(a)
The Sanwa Bank Limited, société de droit japonais à Bruxelles	BE 020187 3 0041	0187	B	The Sanwa Bank Limited, vennootschap naar Japans recht te Brussel
The Bank of New York, société de droit américain régie par les lois de l'Etat de New York à Bruxelles	BE 020519 3 0042	-(1)	B	The Bank of New York, vennootschap naar Amerikaans recht ressorterend onder de wetgeving van de Staat New York, te Brussel

intermédiaire pour la participation au système de compensation de titres :

(1) Banque Bruxelles Lambert à Bruxelles

tussenpersoon voor de deelname aan het effectenclearingstelsel :

(1) Bank Brussel Lambert te Brussel

CATEGORIE IV : établissements de crédit constitués ou établis au Grand-Duché de Luxembourg, visés aux chapitres I<sup>er</sup> et III de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

CATEGORIE IV : kredietinstellingen opgericht of gevestigd in het Groothertogdom Luxemburg, bedoeld in de hoofdstukken I en III van de Luxemburgse wet van 5 april 1993 met betrekking tot de financiële sector.

(a)	(b)	(c)	(d)
Dexia Banque Internationale à Luxembourg S.A à Luxembourg	LU 028405 4 0001	8405	B
Société Générale Bank & Trust à Luxembourg	LU 028409 4 0002	8409	B
Nikko Bank (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028468 4 0004	8468	B
Banque de Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028407 4 0006	8407	B
Banque Générale du Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028402 4 0007	8402	B
BNP PARIBAS (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028404 4 0009	-(1)	B
Crédit Européen S.A. à Luxembourg	LU 028411 4 0011	8411	B
Banque Degroof Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028537 4 0012	8537	B
Citibank International PLC (Luxembourg branch) à Luxembourg	LU 028424 4 0014	-(2)	B
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg	LU 028400 4 0016	8400	B
M.M. Warburg & C° Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028445 4 0018	-(3)	B
Crédit Lyonnais Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028590 4 0019	8590	B
Kredietbank S.A. Luxembourgeoise à Luxembourg	LU 028408 4 0021	8408	B
Fortis Bank Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028413 4 0023	8413	B
Banque Nagelmackers 1747(Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028564 4 0024	-(4)	B
Société Européenne de Banque S.A. à Luxembourg	LU 028478 4 0026	8478	B
Mizhuo Trust & Banking (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028462 4 0027	8462	B
Crédit Suisse (Luxembourg) S.A. à Luxembourg	LU 028470 4 0032	8470	B
Artesia Bank Luxembourg S.A. à Luxembourg	LU 028460 4 0033	8460	B
Banca di Roma International S.A. à Luxembourg	LU 028416 4 0035	8416	B
ABN AMRO Bank (Luxembourg) SA à Luxembourg	LU 028546 4 0036	-(5)	B

intermédiaire pour la participation au système de compensation de titres :

- (1) BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES à Bruxelles
- (2) Fortis Banque S.A. à Bruxelles
- (3) KBC Bank S.A. à Bruxelles
- (4) Banque Nagelmackers 1747 à Bruxelles
- (5) ABN AMRO Bank S.A. à Bruxelles

tussenpersoon voor de deelname aan het effectenclearingstelsel :

- (1) BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES te Brussel
- (2) Fortis Bank N.V. te Brussel
- (3) KBC Bank N.V. te Brussel
- (4) Bank Nagelmackers 1747 te Brussel.
- (5) ABN AMRO Bank N.V. te Brussel

CATEGORIE V : entreprises d'investissement dont l'agrément couvre la prestation du service auxiliaire d'administration et de conservation d'instruments financiers, et visées soit à l'art. 47, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, soit au Livre II, Titres III et IV de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements.

CATEGORIE V : beleggingsondernemingen waarvan de vergunning de prestatie dekt van de nevendienst van administratie en bewaarneming van financiële instrumenten, en bedoeld hetzij in art. 47, § 1, 1<sup>o</sup>, hetzij in Boek II, Titels III en IV van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs.

(a)	(b)	(c)	(d)	(a)
de MOFFARTS-ROLIN JACQUEMYNS S.A. à Bruxelles	BE 067246 5 0003	7246	B	de MOFFARTS-ROLIN JACQUEMYNS N.V. te Brussel
PETERCAM S.A. à Bruxelles	BE 067669 5 0005	7669	B	PETERCAM N.V. te Brussel
Leleux Associated Brokers S.A., à Bruxelles	BE 067539 5 0011	7539	B	Leleux Associated Brokers N.V. te Brussel
VAN MOER, SANTERRE ET C <sup>o</sup> S.A. à Bruxelles	BE 067909 5 0012	- (4)	B	VAN MOER, SANTERRE ET C <sup>o</sup> N.V. te Brussel
R. & F. ROPSY & Cie, en abrégé ROPSY & Cie, S.A. à Bruxelles	BE 067736 5 0017	- (1)	B	R. & F. ROPSY & Cie, afgekort ROPSY & Cie, N.V. te Brussel
de BUCK & CIE S.A. à Gent	BE 067178 5 0019	7178	B	de BUCK & CIE N.V. te Gent
KBC SECURITIES S.A. à Bruxelles	BE 067881 5 0020	7881	B	KBC SECURITIES N.V. te Brussel
DELTA LLOYD SECURITIES S.A. à Anvers	BE 067770 5 0030	7770	B	DELTA LLOYD SECURITIES N.V. te Brussel
VAN HERREWEGHE S.P.R.L. à Bruxelles	BE 067905 5 0031	7905	B	VAN HERREWEGHE B.V.B.A. te Brussel
RIGA ET CIE S.A. à Wavre	BE 067714 5 0033	- (2)	B	RIGA ET CIE N.V. te Waver
Leo STEVENS & CIE S.P.R.L. à Antwerpen	BE 067795 5 0035	7795	B	Leo STEVENS & CIE B.V.B.A. te Antwerpen
F.DELCOUR, A.VANCRAYEBECK ET E.ERN- OULD, Société de Bourse S.P.R.L. à Liège	BE 067225 5 0038	7225	B	F.DELCOUR, A.VANCRAYEBECK ET E. ERN- OULD, Beursvennootschap B.V.B.A. te Luik
Philippe et Yves DE COSTER, Société de Bourse S.P.R.L. à Bruxelles	BE 067191 5 0041	- (3)	B	Philippe et Yves DE COSTER, Beursvennootschap B.V.B.A. te Brussel
VERMEULEN-RAEMDONCK S.A. à Bruxelles	BE 067946 5 0046	7946	B	VERMEULEN-RAEMDONCK N.V. te Brussel
BONNEWIJN, RENWART, VAN GOETHEM & C <sup>o</sup> S.A., en abrégé : BRG à Bruxelles	BE 067727 5 0047	- (2)	B	BONNEWIJN, RENWART, VAN GOETHEM & C <sup>o</sup> N.V., afgekort : BRG te Brussel
WEGHSTEEN & DRIEGE S.A. à Brugge	BE 067977 5 0050	7977	B	WEGHSTEEN & DRIEGE N.V. te Brugge
RAMPELBERGS & CIE S.A. à Bruxelles	BE 067696 5 0051	7696	B	RAMPELBERGS & CIE N.V. te Brussel
LAWAISSE BEURSVENNOOTSCHAP S.C.S. à Kortrijk	BE 067516 5 0052	7516	B	LAWAISSE BEURSVENNOOTSCHAP G.C.V. te Kortrijk
MELICE ET CIE S.A.-N.V. à Bruxelles	BE 067629 5 0053	7629	B	MELICE ET CIE S.A.-N.V. te Brussel
CAPITAL @ WORK S.A. à Bruxelles	BE 067251 5 0056	7251	B	CAPITAL @ WORK N.V. te Brussel
CHOPPINET S.P.R.L. à Bruxelles	BE 067122 5 0057	7122	B	CHOPPINET B.V.B.A. te Brussel
VAN GLABBEEK & C <sup>o</sup> Beursvennootschap S.P.R.L. à Antwerpen	BE 067896 5 0058	7896	B	VAN GLABBEEK & C <sup>o</sup> Beursvennootschap B.V.B.A. te Antwerpen

intermédiaire pour la participation au système de compensation de titres :

- (1) RAMPELBERGS & Cie, Société de bourse
- (2) Banque Degroof S.A. à Bruxelles

Remarque : pour Bonnewijn, Renwart, Van Goethem & C<sup>o</sup> S.A., à partir du 21 septembre 2001

- (3) Leleux Associated Brokers S.A., société de bourse
- (4) VMS-KEYTRADE. com S.A. à Bruxelles

tussenpersoon voor de deelname aan het effectenclearingstelsel :

- (1) RAMPELBERGS & Cie, Beursvennootschap
- (2) Bank Degroof N.V. te Brussel

Opmerking : voor Bonnewijn, Renwart, Van Goethem & C<sup>o</sup> N.V., vanaf 21 september 2001

- (3) Leleux Associated Brokers N.V., beursvennootschap
- (4) VMS-KEYTRADE. com N.V. te Brussel

**PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS**  
**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

**Chambres législatives — Wetgevende Kamers**

**SENAT DE BELGIQUE**

[2001/19969]

**Séances plénières**

Ordre du jour

*Jeudi 6 décembre 2001*

A 15 heures :

1. Prise en considération de propositions.
2. Questions orales.
3. Proposition de résolution relative à l'avenir de l'Europe adressée au Conseil européen de Laeken.

A partir de 17 heures :

Vote nominatif sur le point à l'ordre du jour dont la discussion est terminée.

4. Demandes d'explications :

a) de M. François Roelants du Vivier au Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, sur « les résultats de la conférence de Marrakech sur le changement climatique et sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto »;

b) de M. Vincent Van Quickenborne au Vice-Premier et Ministre de l'Emploi, sur « le statut unique pour les ouvriers et les employés »;

c) de M. Johan Malcorps au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports et au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, chargé des Classes moyennes et au Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, sur « le transfert éventuel du transport postal du rail à la route »;

d) de Mme Anne-Marie Lizin au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, sur « sa visite au Congo et au Zimbabwe »;

e) de M. Philippe Monfils au Ministre de la Justice, sur « l'application de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression de violations graves du droit international humanitaire, dite de compétence universelle »;

f) de M. Francis Poty au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur « le calcul des primes d'accroissement et de fidélité sur les livrets et les comptes d'épargne »;

g) de Mme Sabine de Bethune au Ministre de la Justice, sur « le deuxième sommet mondial sur l'exploitation sexuelle commerciale infantile ».

**BELGISCHE SENAAT**

[2001/19969]

**Plenaire vergaderingen**

Agenda

*Donderdag 6 december 2001*

Om 15 uur :

1. Inoverwegingneming van voorstellen.
2. Mondelinge vragen.
3. Voorstel van resolutie over de toekomst van Europa gericht aan de Europese Raad van Laken.

Vanaf 17 uur :

Naamstemming over het afgehandelde agendapunt in zijn geheel.

4. Vragen om uitleg :

a) van de heer François Roelants du Vivier aan de Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, over « de resultaten van de conferentie van Marrakech over de klimaatverandering en over de uitvoering van het Protocol van Kyoto »;

b) van de heer Vincent Van Quickenborne aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid, over « het eenheidsstatuut voor arbeiders en bedienden »;

c) van de heer Johan Malcorps aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer en aan de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, belast met Middenstand en aan de Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, over « de eventuele omschakeling van het postvervoer via het spoor naar wegverkeer »;

d) van Mevr. Anne-Marie Lizin aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, over « zijn bezoek aan Congo en Zimbabwe »;

e) van de heer Philippe Monfils aan de Minister van Justitie, over « de toepassing van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht, de zogenaamde wet van de universele bevoegdheid »;

f) van de heer Francis Poty aan de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over « de berekening van aangroei- en getrouwheidspremies op spaarboekjes en -rekeningen »;

g) van Mevr. Sabine de Bethune aan de Minister van Justitie, over « de tweede wereldtop tegen commerciële seksuele uitbuiting van kinderen ».

## Avis divers

### Verschillende berichten

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)  
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Gemeente Wingene

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Wingene maakt bekend dat een openbaar onderzoek wordt ingesteld betreffende het ontwerp tot opmaak/wijziging van volgende bijzondere plannen van aanleg :

- « BPA Ambachtelijke zone Verrekijker »;
- « BPA Veldbeek »;
- « BPA Zonevremde economische activiteiten fase III ».

Het dossier van het ontwerp, omvattend de bestaande toestand, het bestemmingsplan, de memorie van toelichting en stedenbouwkundige voorschriften, ligt ter inzage op het gemeentesecrètaariat, elke werkdag van 8 u. 30 m. tot 12 uur en van 13 tot 17 uur, dit vanaf 7 december 2001 tot en met 6 januari 2002.

Binnen deze termijn van dertig dagen kunnen zowel mondeling als schriftelijke bezwaren worden ingediend bij het college van burgemeester en schepenen van en te 8750 Wingene.

Wingene, 27 november 2001. (33948)

## Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

« S.I.W. », société anonyme,  
avenue de Jette 57, 1081 Bruxelles (Koekelberg)

R.C. Bruxelles 483917 – T.V.A. 428.026.554

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 14 décembre 2001, à 11 h 30 m, en l'étude du notaire Gérard Indekeu, à Bruxelles, avenue Louise 126, ayant comme ordre du jour :

1. a) Augmentation du capital social à concurrence de 1 001 074 BEF pour le porter de 1 500 000 BEF à 2 501 074 BEF, sans création de nouvelles actions, par incorporation au capital d'une partie de la plus-value de réévaluation.

b) Conversion du capital social en soixante-deux mille euros (62 000 EUR).

2. Modifications des articles 5, 6, 7, 8, 12, 14, 18, 22, 33, 34, 39 et 42 aux statuts pour les mettre en concordance avec le point qui précède et avec le Code des sociétés.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale extraordinaire, les actionnaires propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant la date de l'assemblée, au siège de la société. (33949)

**Société anonyme belge de la Forêt du Paular**  
Siège social : rue de Belle-Vue 64, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 12384 – T.V.A. 402.038.472

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui, après approbation de la modification des statuts par l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2001, se tiendra le 14 décembre 2001, à 11 heures, avenue Louise 81, 4<sup>e</sup> étage, 1050 Bruxelles.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire-réviseur sur l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 juillet 2001. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 juillet 2001, de l'affectation du résultat et du prélèvement sur les réserves pour la distribution proposée comme dividende de l'exercice. 3. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 4. Réélections statutaires des mandats venant à terme à l'issue de cette assemblée générale et, si nécessaire, réajustement des échéances des mandats des administrateurs en fonction, du fait de la modification de l'exercice social adoptée par l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2001. 5. Divers.

Pour assister à cette réunion, les actionnaires devront déposer leurs actions cinq jours francs avant la date de cette réunion, auprès de la Fortis Bank ou de ses agences. (33950)

**Boutet S.A., société anonyme,**  
boulevard des Gérardchamps 64, 4800 Verviers

R.C. Verviers 2437 – T.V.A. 413.343.229

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le vendredi 14 décembre 2001, à 9 heures, en l'étude du notaire Stéfan Lilien, à Verviers, rue des Martyrs 28, et ayant pour ordre du jour :

1. Adaptation du capital social à l'euro et conversion des actions.
2. Augmentation de capital par incorporation de réserves :

a) Proposition d'augmenter le capital à concurrence de mille cinquante-trois euros vingt-quatre cents (1 053,24 EUR) pour le porter de cent vingt-trois mille neuf cent quarante-six euros septante-six cents (123 946,76 EUR) à cent vingt-cinq mille euros (125 000 EUR), par incorporation au capital d'une somme de mille cinquante-trois euros vingt-quatre cents (1 053,24 EUR), prélevée sur les réserves de la société telles qu'elles figurent dans les comptes annuels arrêtés au 31 mars 2001 sans création d'actions nouvelles.

b) Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital.

c) Modification de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec la situation nouvelle du capital social.

3. Adaptation des statuts au Code des sociétés.

4. Pouvoirs.

Pour assister à l'assemblée, prière de se conformer à l'article 23 des statuts. La nouvelle assemblée délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents. (33951)

**Le Foyer Huy-Waremme, société anonyme,**  
rue de Huy 7E/14, 4300 Waremme

R.C. Liège 204992 — NN 401.451.128

L'assemblée générale ordinaire se réunira à la Société littéraire, Grand-Place 28, à 4500 Huy, le 14 décembre 2001, à 14 h 30 m.

Ordre du jour :

Conformément à l'article 554 de la loi du 7 mai 2001 :

1. Rapport de gestion de l'exercice 2000.
2. Rapport des commissaires.
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000.

4. Décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.
5. Renouvellement des mandats des administrateurs et commissaires.
6. Divers. (33952)

**Rentaform, société anonyme,  
rue au Bois 258/260, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 488163 – T.V.A. 453.714.233

*Avis aux actionnaires*

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires sera tenue en date du 14 décembre 2001, à 11 heures, par acte devant Me Gérard Indekeu, notaire à Bruxelles, avenue Louise 126, et aura l'ordre du jour suivant :

1. augmentation du capital à concurrence de 3 187 389 BEF pour le porter de 1 250 000 BEF à 4 437 389 BEF, sans création d'actions nouvelles, par incorporation des bénéfices reportés arrêtés au 31 décembre 2000.

2. Conversion du capital social en 110.000 EUR.

3. Modification des articles 2, 4, 5, 7, 11, 13, 16, 21, 26, 28, 33 et 35 des statuts pour les mettre en concordance avec les points qui précèdent et avec le Code des sociétés.

4. Démission et nomination d'administrateur.

5. Délégation de pouvoirs.

Les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours avant la date de l'assemblée au siège de la société. (33953)

**Immoludéf,  
société civile sous forme de société anonyme,  
chaussée de Bruxelles 127, 6020 Dampremy**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 14 décembre 2001, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Discussion et approbation des comptes annuels au 30 juin 2001. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Divers. (33954)

**I.B. Factory, S.A.-N.V.,  
Petite Rue du Moulin 30, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 594545 – T.V.A. 455.674.029

Les actionnaires sont invités à prendre part à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra au Restaurant A.C. (salle Van Gogh), Autor. E 19 — Bruxelles-Paris, à 1601 Ruisbroek, le vendredi 14 décembre 2001 à 18 heures avec l'ordre du jour suivant : 1. Approbation du compte rendu de l'assemblée générale du 27 février 2001. 2. Rapport du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Reconduction des mandats d'administrateur arrivés à échéance. 7. Conversion du capital en euro. 8. Divers.

Les actionnaires sont priés de se munir de leurs actions.

Pour le conseil d'administration : Vincent De Wolf, administrateur délégué. (33955)

**Tritone, société anonyme,  
rue Haute Claire, Parc industriel des Hauts Sarts zone 2, 4040 Herstal**

R.C. Liège 190242 – T.V.A. 454.689.478

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 14 décembre 2001, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2001. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Renouvellement des mandats d'administrateur. 5. Emoluments. 6. Divers. (33956)

**Technopro, société anonyme,  
rue des Pierrailles 22, 1470 Bousval**

R.C. Nivelles 74590 – T.V.A. 450.970.222

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 14 décembre 2001, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.

2. Approbation des comptes annuels.

3. Affectation des résultats.

4. Décharge aux administrateurs.

5. Divers. (33957)

**Sodetec, société anonyme,  
chemin des Grandes Roches 12, 6941 Bomal**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 14 décembre 2001, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats. 3. Décharge aux membres du conseil d'administration. (33958)

**Sélection Immo, société en commandite par actions,  
rue de Mons 200, 4600 Visé**

R.C. Liège 191003

L'assemblée générale ordinaire aura lieu au siège social le 14 décembre 2001, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Discussion des comptes annuels arrêtés au 30 juin 2001. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge au gérant. 4. Emoluments. 5. Divers. Dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant l'assemblée. (33959)

**Sebastien Holding, société anonyme,  
square Vergote 19, 1200 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 591165 — NN 454.770.048

L'assemblée tenue le 28 novembre 2001, n'ayant pas réuni le quorum légal, les actionnaires, porteurs d'obligations, de warrants, ou d'autres parts qui ne représentent pas le capital, sont priés d'assister à une deuxième assemblée générale extraordinaire de la société, qui se tiendra le 14 décembre 2001, à 15 heures, en l'étude du notaire Edwin Van Laethem, à Ixelles, rue Capitaine Crespel, 16, avec l'ordre du jour suivant :

1. Dans le respect de l'article 620 du Code des sociétés et conformément à l'article 9 des statuts, il est proposé à l'assemblée de procéder à un rachat d'actions propres, à concurrence de maximum neuf cents (900) actions, au prix fixe de deux cent soixante-cinq euros dix-huit cents (265,18 EUR) par action, en vue de leur destruction immédiate, par la constitution d'une réserve indisponible.

2. Annulation des actions propres acquises et de la réserve indisponible.

3. Proposition d'autoriser le conseil d'administration à acquérir, pour le compte de la société, des actions propres à concurrence de maximum dix pour cent (10 %) du total des actions émises, au prix unitaire minimum de deux cent cinquante euros (250 EUR) et maximum de trois cent cinquante euros (350 EUR) et ce pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée générale extraordinaire.

4. Proposition de convertir le capital en euro.

5. Proposition d'augmenter le capital social à concurrence de quatre millions six cent quarante-deux mille neuf cent vingt et un euros septante-sept cents (4.642.921,77 EUR) pour le porter de quarante-cinq millions trois cent cinquante-sept mille septante-huit euros vingt-trois cents (45.357.078,23 EUR) à cinquante millions d'euros (50.000.000 EUR), par incorporation d'une somme de quatre millions six cent quarante-deux mille neuf cent vingt et un euros septante-sept cents (4.642.921,77 EUR) à prélever sur les bénéfices reportés ou réserves disponibles de la société et sans création d'actions nouvelles.

6. Proposition d'adopter une nouvelle version des statuts en français en remplacement du texte existant, pour les mettre en corcordance avec les décisions prises, la destruction des titres effectuée par le conseil d'administration et pour les adapter au nouveau Code des sociétés. Un projet des statuts est mis à la disposition des actionnaires au siège social.

7. Délégation des pouvoirs et coordination des statuts.

Pour assister à cette assemblée, les actionnaires, porteurs d'obligations, de warrants, ou d'autres parts qui ne représentent pas le capital sont priés, conformément à l'article 24 des statuts, de déposer leurs titres au porteur, 5 jours francs avant l'assemblée, au siège social de la société.

(33960) Le conseil d'administration.

**Pietrodis, société anonyme,  
rue Tumelaire 15, 6000 Charleroi**

R.C. Charleroi 185987 – T.V.A. 450.341.801

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 14 décembre 2001, à 19 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (33961)

**« Photo Van Der Elst », société anonyme,  
rue du Bois de Linthout 42, 1200 Bruxelles**

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu au siège social de la société, le 14 décembre 2001, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion.
2. Discussion des comptes annuels arrêtés au 30 juin 2001.
3. Approbation des comptes annuels.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Emoluments.
6. Démission, nomination.
7. Divers. (33962)

**Orymmo - R. Delory, société en commandite par actions,  
quai des Poissonsceaux 18, 7500 Tournai**

R.C. Tournai 11431 – T.V.A. 405.863.044

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 14 décembre 2001, à 19 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du gérant commandité. 2. Approbation des comptes annuels clôturés au 30 juin 2001. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge au gérant commandité. 5. Conversion du capital social en euro. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (33963)

**Manutention mécanique Jean Boucha, société anonyme,  
rue Brixhe 38, 4040 Herstal**

R.C. Liège 88728 – T.V.A. 404.399.136

L'assemblée générale ordinaire aura lieu le 14 décembre 2001, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Affectation du résultat. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. (33964)

**Login, société anonyme,  
avenue des Cormorans 6, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 473846 – T.V.A. 427.747.135

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le vendredi 14 décembre 2001, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats.
4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Divers. (33965)

**Immobilière Van Volxem, société anonyme,  
rue des Alliés 216, 1190 Bruxelles**

Registre des sociétés civiles  
ayant emprunté la forme commerciale, Bruxelles, n° 1869  
NN 442735219

L'assemblée générale ordinaire du 16 novembre 2001, n'ayant pas réuni le quorum légal requis, MM. les actionnaires sont priés d'assister à la seconde assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 14 décembre 2001, à 17 heures, en l'étude de Me Brahy, notaire à 7100 La Louvière, rue du Parc 28. Cette assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de parts présentes ou représentées.

Ordre du jour :

1. Exprimer le capital en euro.
2. Mettre les statuts en concordance avec le prescrit du Code des sociétés.
3. Adopter les modifications statutaires qui en résultent.
4. Pourvoir au remplacement de M. Paul Orban, administrateur, et renouveler les mandats de tous les administrateurs.
5. Divers. (33966)

**Gosselin World Wide Moving, naamloze vennootschap,  
Keesinglaan 28, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 238717 – BTW 425.051.129

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, te 20 uur. — Agenda : Verslag bestuurders en commissaris. Bestemming resultaat en goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. Kwijting aan de bestuurders en commissaris voor de uitoefening van hun mandaat. Ontslagen en benoemingen. Kapitaalverhoging met 67 980 frank door incorporatie van de beschikbare reserves, zonder uitgifte van aandelen. Omzetting van het kapitaal in 200.000 euro. Aanpassing van de statuten. Volmacht handelsregister, registratie, coördinatie van de statuten en aanpassing handelsregister. Diversen. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (33967)



**Line Invest, naamloze vennootschap,  
Vlaanderenstraat 42, 8400 Oostende**

H.R. Brugge 49326 – BTW 449.236.989

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 13 december 2001, te 17 uur. — 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 30 juni 2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Art. 103 VW. 5. Kwijting aan bestuurders. 6. Varia. (33968)

**Smet-Jet = Kinetic Technologies, afgekort : « S.J.Kt »,  
naamloze vennootschap, Nijverheidstraat 3, 2260 Westerlo (Oevel)**

H.R. Turnhout 82340 – BTW 460.640.726

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, op 14 december 2001, om 15 uur. — Dagorde : 1. Bespreking en rechtzetting materiële vergissingen in de jaarrekening van het boekjaar afgesloten op datum 31 december 2000. 2. Inzage van het verslag dienaangaande. 3. Omzetting kapitaal in euro. 4. Varia. (33969)

**Popendonk, naamloze vennootschap,  
Jokerweg 5, 2990 Wuustwezel (Loenhout)**

H.R. Antwerpen 294160 – BTW 448.918.374

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, te 20 uur.

Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (33970)

**“M.C.I. Europe”, naamloze vennootschap,  
Brusselstraat 3, bus 1, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 289692 – BTW 447.162.872

Aangezien de eerste vergadering niet in getal was, worden de aandeelhouders uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden te Antwerpen, Arenbergstraat 4, op 14 december 2001, om 11 u. 30 m., met de volgende agenda :

1. Voorstel om het kapitaal te verhogen met een bedrag van 501 074 BEF om het te brengen op 2 501 074 BEF, zonder uitgifte van nieuwe aandelen maar door verhoging van de fractiewaarde van de bestaande aandelen, door incorporatie van beschikbare reserves in kapitaal.

2. Vaststelling van het tot standkomen van de kapitaalverhoging en omzetting van het kapitaal in euro.

3. Voorstel tot aanpassing van artikel 5.1. van de statuten aan de tot stand gekomen kapitaalverhoging.

4. Voorstel tot aanpassing, onder meer aan de gewijzigde wetgeving, van volgende artikelen van de statuten : artikel 1 inzake de rechtsvorm van de vennootschap; artikel 2 inzake de zetel van de vennootschap; artikel 5.2. inzake het voorkeurrecht bij kapitaalverhoging; artikel 11 inzake de benoeming van de bestuurders; artikel 14 inzake de besluitvorming van de raad van bestuur; artikel 23 inzake de deelname aan de vergaderingen; artikel 30 inzake het interimdividend; artikel 28 inzake de verwijzing naar de wet.

5. Machtiging aan de raad van bestuur om een gecoördineerde tekst van de statuten op te stellen.

6. Herbenoeming bestuurders. (33971)

**De Groene Oase, naamloze vennootschap,  
Zonhoekstraat 21, 3910 Neerpelt**

H.R. Hasselt 102057 – BTW 466.406.187

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, te 16 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (33972)

**Marketing Consultants, naamloze vennootschap,  
Pagodenlaan 110, 1020 Brussel**

H.R. Brussel 461337 – BTW 425.925.317

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, om 19 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening op 30 juni 2001. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich te schikken naar de statuten. (33973)

**Varope, naamloze vennootschap,  
Stuurstraat 68, 9120 Beveren (Haasdonk)**

H.R. Sint-Niklaas 59167

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, te 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 2001. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. (33974)

**Calaris, naamloze vennootschap,  
Lebonstraat 94, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 68399 – BTW 446.001.842

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, te 16 uur. — Agenda : Verslag bestuurders. Bestemming resultaat en goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. Kwijting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat. Ontslagen en benoemingen. Diversen. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (33975)

**De Sneldrukker, naamloze vennootschap,  
Grote Steenweg 3, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 50874 – BTW 424.267.409

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, te 20 uur. — Dagorde : Verslag bestuurders. Bestemming resultaat en goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. Kwijting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat. Ontslagen en benoemingen. Kapitaalverhoging met 57 872 frank door incorporatie van de beschikbare reserves, zonder uitgifte van aandelen. Omzetting van het kapitaal in 82.000 euro. Aanpassing van de statuten. Volmacht handelsregister, register, coördinatie van de statuten en aanpassing handelsregister. Diversen. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (33976)

**Asinvest, naamloze vennootschap,  
Grote Bosstraat 88-90, 1030 Brussel**

H.R. Brussel 536664 – BTW 447.701.817

De algemene vergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, te 19 uur.

Dagorde :

1. Bespreking verslag raad van bestuur.
2. Bespreking jaarrekening op 30 juni 2001.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 30 juni 2001.
4. Kwijting aan bestuurders. (33977)

**Vaco International, naamloze vennootschap,  
Oude Hostieweg 14, 3950 Bocholt**

H.R. Hasselt 69145 – BTW 432.132.030

Jaarvergadering op 14 december 2001, op 10 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (33978)

**Umans Beheer, naamloze vennootschap,  
Stationsstraat 33, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 99635

Jaarvergadering op 14 december 2001, om 13 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslagen raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (33979)

**Publi-Flash, naamloze vennootschap,  
Poreistraat 42, bus 2, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 81680 – BTW 431.568.044

Jaarvergadering op de zetel, op 14 december 2001, te 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (33980)

**Optimmob, naamloze vennootschap,  
Van Stralenstraat 108-112, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 299385 – BTW 450.890.642

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, te 19 uur.

Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 2001. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Beslissing m.b.t. Art. 633 + 634 W. Venn. 5. Varia. (33981)

**Neerpeltse Olie Centrale, naamloze vennootschap,  
Krekelweg 21, 3910 Neerpelt**

H.R. Hasselt 70462 – BTW 434.256.627

Jaarvergadering op 14 december 2001, om 19 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslagen raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (33982)

**Meurrens Machinery, naamloze vennootschap,  
Dellestraat 9, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 101469 – BTW 466.147.158

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, 14 december 2001, te 15 uur. — Agenda : 1. Evt. toep. art. 523, 633 & art. 96 6° Venn. W. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. (33983)

**M.B.S., naamloze vennootschap,  
Baronsdreef 1, 2861 Onze-Lieve-Vrouw-Waver**

H.R. Mechelen 76590 – BTW 453.642.076

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, te 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (33984)

**Ludam, burgerlijke vennootschap  
onder de vorm van een naamloze vennootschap,  
Rozenlaan 1, 3650 Dilsen-Stokkem**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Tongeren, nr. 486

Jaarvergadering op 14 december 2001, om 14 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslagen raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken volgens de statuten. (33985)

**J. Van Coillie & C°, commanditaire vennootschap op aandelen,  
Oosterveldlaan 102, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 294766

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag zaakvoerder. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting zaakvoerder. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (33986)

**Imfraco, naamloze vennootschap,  
Grotestraat 183, 8420 De Haan**

H.R. Brugge 68713 – BTW 436.583.835

Jaarvergadering op 14 december 2001, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 3. Aanwending resultaat. 4. Statutaire kwijting. 5. Kapitaalverhoging — omzetting in euro. 6. Diverse. Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (33987)

**De Pikke Industrie, naamloze vennootschap,  
Donklaan 49, 9290 Berlare**

H.R. Dendermonde 56766 – BTW 440.087.119

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, om 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. 5. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging van de titels op de zetel, vijf dagen vóór de bijeenkomst. (33988)

**Dacoma, naamloze vennootschap,  
Kattenbroek 33, 2650 Edegem**

H.R. Antwerpen 280785

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 14 december 2001, te 10 uur. - Dagorde : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 2001. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Beslissing inzake vereffening. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (33989)

**Bejema, naamloze vennootschap,  
Nijverheidsstraat 1, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 94054

Jaarvergadering op 14 december 2001, om 11 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslagen raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (33990)

**Bakkerij Ceelen, naamloze vennootschap,  
Lindelsebaan 277, 3900 Overpelt**

H.R. Hasselt 92735 – BTW 458.279.171

Jaarvergadering op 14 december 2001, om 19 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslagen raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoemen bestuurders. 6. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (33991)

« **Foreign & National Investment Company** », en abrégé : « **F.N.I.C.** », **Société d'investissement à capital variable, Sicav de droit belge exerçant l'activité d'organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), société anonyme, place Sainte-Gudule 19, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 566997 — NN 449.487.706

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2001 n'ayant pas réuni le quorum légal requis, l'assemblée générale extraordinaire se réunira le 14 décembre 2001 à 9 heures au siège social avec pour ordre du jour et proposition de résolutions ce qui suit :

Ordre du jour :

1. Examen des documents et rapports mis gratuitement à la disposition des actionnaires auprès de la société de bourse Petercam à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, tél. 02-229 63 98, conformément à l'article 697 du Code des sociétés, à savoir :

a) Les projets de fusion rédigés en date du 11 octobre 2001, établis par les conseils d'administration des sociétés appelées à fusionner, à savoir la sicav P.A.M., et la sicav F.N.I.C. (Foreign and National Investment Company), lesquels ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 12 octobre 2001.

b) Les rapports des conseils d'administration et du commissaire-réviseur de chacune des sociétés appelées à fusionner, conformément aux articles 694 et 695 du Code des sociétés.

c) Les comptes annuels des trois derniers exercices des sociétés appelées à fusionner.

d) Les rapports de gestion et des commissaires-réviseurs concernant les trois derniers exercices des sociétés appelées à fusionner.

e) Rapports semestriels conformément à l'article 697, paragraphe 2, 5° du Code des sociétés.

2. Proposition de fusion par absorption, conformément aux projets de fusion dont question ci-avant, par la société anonyme « P.A.M. », société absorbante, ayant son siège social à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, ayant adopté le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit belge défini par l'article 115 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, pour exercer l'activité d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) que vise l'article 122, paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, de la même loi, et ayant fait usage de la faculté de créer plusieurs compartiments, de la société anonyme « Foreign & National Investment Company », en abrégé : « F.N.I.C. » ayant son siège social à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, ayant adopté le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit belge défini par l'article 115 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, pour exercer l'activité d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) que vise l'article 122, paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, de la même loi, n'ayant pas fait usage de la faculté de créer plusieurs compartiments.

Et de l'entièreté de son patrimoine, y compris les droits et obligations et dont la valeur est basée sur la valeur nette d'actif, tel que prévu ci-après.

3. Proposition d'imputer le patrimoine de la société absorbée, transféré par l'effet de la fusion par absorption, au compartiment PAM Equities World de la société absorbante.

4. Proposition de fixer la valeur conventionnelle respective et le rapport d'échange des actions du patrimoine de la société absorbée F.N.I.C. de même que le compartiment PAM Equities World de la société absorbante P.A.M. à trois actions de PAM Equities World contre une action de F.N.I.C., et ceci dans chaque classe d'actions, à leur valeur nette d'actif et selon le nombre d'actions à la date du 11 décembre 2001. Il en résulte que les demandes de souscription et de remboursement seront suspendues durant trois jours ouvrables avant la fusion, à savoir à partir de la valeur nette d'inventaire fixée pour le 11 décembre 2001.

Par conséquent, le transfert de tous les éléments actifs et passifs, rien excepté ni réservé, de la société absorbée selon leur actif net déterminé à ladite date dans la comptabilité de la société absorbante.

5. Proposition de créer, en rémunération du transfert du patrimoine de la société absorbée et en fonction de la classe d'actions apportées, des actions de capitalisation ou de distribution du compartiment PAM Equities World, de la société absorbante, dont le capital sera, par conséquent, augmenté d'un montant équivalent de l'actif net attribué aux compartiments respectifs à la susdite date de rapport d'échange.

6. Proposition d'attribuer les actions nouvelles du compartiment de la société absorbante, tel que précisé ci-avant *sub* 5, aux actionnaires de la société absorbée, plus particulièrement aux actionnaires de la sicav F.N.I.C. dans la proportion prévue selon le rapport d'échange ci-avant fixé *sub* 4. Les actions nouvelles seront du même type et conféreront les mêmes droits et avantages que les actions existantes des compartiments respectivement concernés.

7. Réalisation effective du transfert du patrimoine de la société absorbée ainsi que son imputation au compartiment respectif.

8. Proposition de décider que les résolutions à prendre sur les objets qui précèdent ne sortiront leurs effets que pour autant que les assemblées générales des sociétés appelées à fusionner votent également lesdites résolutions de fusion par absorption.

9. Proposition de conférer tous pouvoirs au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre.

La sicav P.A.M. ayant désigné la BBL, avenue Marnix 24, à 1000 Bruxelles, comme institution dépositaire, le conseil d'administration de F.N.I.C. tient à informer les actionnaires que la fusion par absorption de la sicav impliquera un changement d'institution dépositaire et que ceci impliquera une légère augmentation des frais pouvant grever le patrimoine du compartiment, estimée à environ 0,08 EUR par action et par an.

Les actionnaires qui désirent assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter sont invités à en informer par écrit la société de bourse Petercam S.A., à 1000 Bruxelles, place Sainte-Gudule 19 et, le cas échéant, à y déposer leurs titres au plus tard le 11 décembre 2001.

(33992)

Le conseil d'administration.

« **Belginvest** », Société d'investissement à capital variable (SICAV) de droit belge exerçant l'activité d'organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), société anonyme, à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19

R.C. Bruxelles 546797

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2001 n'ayant pas réuni le quorum légal requis, l'assemblée générale extraordinaire se réunira le 14 décembre 2001, à 9 h 30 m, au siège social, avec pour ordre du jour et proposition de résolutions ce qui suit :

Ordre du jour :

1. Documents mis gratuitement à la disposition des actionnaires auprès de la société de bourse Petercam, à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19 (tél. 02-229 63 98) conformément à l'article 697 du Code des sociétés, à savoir :

a) Les projets de fusion rédigés en date du onze octobre deux mil un, établis par les conseils d'administration des sociétés appelées à fusionner, à savoir la Sicav PAM et la Sicav Belginvest, lesquels ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, le douze octobre deux mil un.

b) Les rapports des conseils d'administration et du commissaire-réviseur de chacune des sociétés appelées à fusionner, conformément aux articles 694 et 695 du Code des sociétés.

c) Les comptes annuels des trois derniers exercices des sociétés appelées à fusionner.

d) Les rapports de gestion et des commissaires-réviseurs concernant les trois derniers exercices des sociétés appelées à fusionner.

e) Les rapports semestriels conformément à l'article 697, paragraphe 2, 5°, du Code des sociétés.

2. Proposition de fusion par absorption, conformément aux projets de fusion dont question ci-avant, par la société anonyme « PAM », société absorbante, ayant son siège social à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, ayant adopté le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit belge défini par l'article 115 de la loi du quatre décembre mil neuf cent nonante relative aux opérations financières et aux marchés financiers, pour exercer l'activité d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) que vise l'article 122, paragraphe premier, 1°, de la même loi, et ayant fait usage de la faculté de créer plusieurs compartiments :

- de la présente société anonyme « Belginvest » ayant son siège social à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, ayant adopté le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit belge défini par l'article 115 de la loi du quatre décembre mil neuf cent nonante relative aux opérations financières et aux marchés financiers, pour exercer l'activité d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) que vise l'article 122, paragraphe premier, 1°, de la même loi, ayant fait usage de la faculté de créer plusieurs compartiments.

Et de l'entièreté de leur patrimoine, y compris les droits et obligations et dont la valeur est basée sur la valeur nette d'actif, tel que prévu ci-après.

3. Proposition d'imputer le patrimoine de la société absorbée, transféré par l'effet de la fusion par absorption, aux compartiments de la société absorbante de la façon suivante :

Le compartiment suivant de la société adsorbée sera fusionné	Avec le compartiment suivant de la société absorbante :
Belginvest Equity	P.A.M. Equities Belgium
Belginvest Bonds	P.A.M. Bonds Belgium
Belginvest FIX 2002	P.A.M. Bonds EUR FIX 2002

4. Proposition de fixer la valeur conventionnelle respective et le rapport d'échange des actions du patrimoine de la société absorbée, plus particulièrement des compartiments Belginvest Equity, Belginvest Bonds et Belginvest Fix 2002 de la société Belginvest, de même que des

compartiments PAM Equities Belgium, PAM Bonds Belgium et PAM Bonds Eur Fix 2002 de la société absorbante PAM, à leur valeur nette d'actif et selon le nombre d'actions à la date du onze décembre deux mil un et ceci de la manière suivante :

une action de capitalisation de Belginvest Bonds est échangée contre trois actions de capitalisation de PAM Bonds Belgium;

une action de distribution de Belginvest Bonds est échangée contre deux actions de distribution de PAM Bonds Belgium;

une action de capitalisation de Belginvest Fix 2002 est échangée contre dix actions de capitalisation de PAM Bonds EUR Fix 2002;

une action de distribution de Belginvest Fix 2002 est échangée contre dix actions de distribution de PAM Bonds EUR Fix 2002;

une action de capitalisation de Belginvest Equity est échangée contre un nombre d'actions de capitalisation de PAM Equities Belgium, sur base de valeur nette d'inventaire du onze décembre deux mil un. Dans le processus d'échange, des fractions d'action ne seront pas données (voir aussi sub 6);

une action de distribution de Belginvest Equity est échangée contre un nombre d'actions de distribution de PAM Equities Belgium, sur base de la valeur nette d'inventaire du onze décembre deux mil un. Dans le processus d'échange, des fractions d'action ne seront pas données (voir aussi sub 6).

Il en résulte que les demandes de souscription et de remboursement seront suspendues durant trois jours ouvrables avant la fusion, à savoir à partir de la valeur nette d'inventaire fixée pour le onze décembre deux mil un de façon à ce que les données à la date du rapport d'échange ne soient pas confondues avec celles du jour de l'assemblée.

Par conséquent, transfert de tous les éléments actifs et passifs, rien excepté ni réservé, des sociétés absorbées selon leur actif net déterminé à ladite date dans la comptabilité de la société absorbante.

5. Proposition de créer, en rémunération du transfert du patrimoine de la société absorbée, des actions de capitalisation ou de distribution du compartiment PAM Equities Belgium, PAM Bonds Belgium et PAM Bonds Eur Fix 2002, de la société absorbante, dont le capital sera par conséquent augmenté d'un montant équivalent de l'actif net attribué aux compartiments respectifs à la susdite date de rapport d'échange.

6. Proposition d'attribuer les actions nouvelles des compartiments de la société absorbante, tel que précisé ci-avant sub 5, aux actionnaires de la société absorbée, plus particulièrement aux actionnaires des compartiments concernées dans la proportion prévue selon le rapport d'échange ci-avant fixé sub 4. Dans le processus d'échange, des fractions d'action ne seront pas données. Sa valeur sera payée à l'actionnaire, sinon l'actionnaire aura l'occasion d'acheter la partie manquante dans les deux mois après le quatorze décembre deux mil un suivant la procédure habituelle de souscription afin d'acquérir une action complète.

Les actions nouvelles seront du même type et conféreront les mêmes droits et avantages que les actions existantes des compartiments respectivement concernés.

7. Réalisation effective du transfert des patrimoines de la société absorbée ainsi que leur imputation aux compartiments respectifs.

8. Proposition de décider que les résolutions à prendre sur les objets qui précèdent ne sortiront leurs effets que pour autant que les assemblées générales des sociétés appelées à fusionner votent également lesdites résolutions de fusion par absorption.

9. Proposition de conférer tous pouvoirs au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre.

La commission de gestion de PAM Equities Belgium étant plus élevée que celle de Belginvest Equity, les actionnaires de Belginvest Equity peuvent demander le remboursement sans chargement de sortie durant un mois après la convocation de cette assemblée générale extraordinaire. La commission de gestion du compartiment PAM Equities Belgium s'élève à 0,70 % par an, contre 0,20 % par an pour le compartiment Belginvest Equity.

Les actionnaires qui désirent assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter sont invités à en informer par écrit la société de bourse Petercam S.A., à 1000 Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, et, le cas échéant à y déposer leurs titres au plus tard le 11 décembre 2001.

(33993)

Le conseil d'administration.

**« P.A.M. », Société d'investissement à capital variable (SICAV) de droit belge exerçant l'activité d'organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), société anonyme, à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19**

R.C. Bruxelles 546796 — NN 444.265.542

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 novembre 2001 n'ayant pas réuni le quorum légal requis, l'assemblée générale extraordinaire se réunira le 14 décembre 2001, à 10 heures, au siège social, avec pour ordre du jour et proposition de résolutions ce qui suit :

**Ordre du jour :**

1. Examen des documents mis gratuitement à la disposition des actionnaires auprès de la société de bourse Petercam S.A., à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19 (tél. 02-229 63 98) conformément à l'article 697 du Code des sociétés, à savoir :

a) Les projets de fusion rédigés en date du onze octobre deux mil un, établis par les conseils d'administration des sociétés appelées à fusionner, à savoir la Sicav PAM S.A., la Sicav Belinvest S.A. et la Sicav Foreign & National Investment Company S.A. (en abrégé : F.I.N.C.), lesquels ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, le douze octobre deux mil un.

b) Les rapports des conseils d'administration et du commissaire-réviseur de chacune des sociétés appelées à fusionner, conformément aux articles 694 et 695 du Code des sociétés.

c) Les comptes annuels des trois derniers exercices des sociétés appelées à fusionner.

d) Les rapports de gestion et des commissaires-réviseurs concernant les trois derniers exercices des sociétés appelées à fusionner.

e) Les rapports semestriels conformément à l'article 697, paragraphe 22, 5°, du Code des sociétés.

2. Proposition de fusion par absorption, conformément aux projets de fusion dont question ci-avant, par la société anonyme « PAM », société absorbante, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, ayant adopté le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit belge défini par l'article 115 de la loi du quatre décembre mil neuf cent nonante relative aux opérations financières et aux marchés financiers, pour exercer l'activité d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) que vise l'article 122, paragraphe premier, 1°, de la même loi, et ayant fait usage de la faculté de créer plusieurs compartiments :

de la présente société anonyme « Belinvest » ayant son siège social à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, ayant adopté le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit belge défini par l'article 115 de la loi du quatre décembre mil neuf cent nonante relative aux opérations financières et aux marchés financiers, pour exercer l'activité d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) que vise l'article 122, paragraphe premier, 1°, de la même loi, ayant fait usage de la faculté de créer plusieurs compartiments;

de la société anonyme « Foreign & National Investment Company », en abrégé : « F.N.I.C. » ayant son siège social à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, ayant adopté le régime d'une société d'investissement à capital variable de droit belge défini par l'article 115 de la loi du quatre décembre mil neuf cent nonante relative aux opérations financières et aux marchés financiers, pour exercer l'activité d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) que vise l'article 122, paragraphe premier, 1°, de la même loi, ayant fait usage de la faculté de créer plusieurs compartiments.

Et de l'entière de leur patrimoine, y compris les droits et obligations et dont la valeur est basée sur la valeur nette d'actif, tel que prévu ci-après.

3. Proposition d'imputer le patrimoine de la société absorbée, transféré par l'effet de la fusion par absorption, aux compartiments de la société absorbante de la façon suivante :

Pour ce qui concerne la société « Belinvest » :

Le compartiment suivant de la société adsorbée sera fusionné	Avec le compartiment suivant de la société absorbante :
Belinvest Equity	P.A.M. Equities Belgium
Belinvest Bonds	P.A.M. Bonds Belgium
Belinvest FIX 2002	P.A.M. Bonds EUR FIX 2002

Pour ce qui concerne la société « Foreign & National Investment Company », la totalité du patrimoine est attribué au compartiment PAM Equities World de la société absorbante.

4. Proposition de fixer la valeur conventionnelle respective et le rapport d'échange des actions du patrimoine de la société absorbée, plus particulièrement des compartiments Belinvest Equity, Belinvest Bonds et Belinvest Fix 2002 de la société Belinvest et la Sicav Foreign & National Investment Company, de même que des compartiments PAM Equities Belgium, PAM Bonds Belgium, PAM Bonds Eur Fix 2002 et PAM Equities World de la société absorbante PAM, à leur valeur nette d'actif et selon le nombre d'actions à la date du onze décembre deux mil un et ceci de la manière suivante :

une action de capitalisation de Belinvest Bonds est échangée contre trois actions de capitalisation de PAM Bonds Belgium;

une action de distribution de Belinvest Bonds est échangée contre deux actions de distribution de PAM Bonds Belgium;

une action de capitalisation de Belinvest Fix 2002 est échangée contre dix actions de capitalisation de PAM Bonds EUR Fix 2002;

une action de distribution de Belinvest Fix 2002 est échangée contre dix actions de distribution de PAM Bonds EUR Fix 2002;

une action de capitalisation de Belinvest Equity est échangée contre un nombre d'actions de capitalisation de PAM Equities Belgium, sur base de valeur nette d'inventaire du onze décembre deux mil un. Dans le processus d'échange, des fractions d'action ne seront pas données (voir aussi sub 6);

une action de distribution de Belinvest Equity est échangée contre un nombre d'actions de distribution de PAM Equities Belgium, sur base de valeur nette d'inventaire du onze décembre deux mil un. Dans le processus d'échange, des fractions d'action ne seront pas données (voir aussi sub 6);

une action de capitalisation de F.N.I.C. est échangée contre trois actions de capitalisation de PAM Equities World;

une action de distribution de F.N.I.C. est échangée contre trois actions de distribution de PAM Equities World.

Il en résulte que les demandes de souscription et de remboursement seront suspendues durant trois jours ouvrables avant la fusion, à savoir à partir de la valeur nette d'inventaire fixée pour le onze décembre deux mil un de façon à ce que les données à la date du rapport d'échange ne soient pas confondues avec celles du jour de l'assemblée.

Par conséquent, transfert de tous les éléments actifs et passifs, rien excepté ni réservé, des sociétés absorbées selon leur actif net déterminé à ladite date dans la comptabilité de la société absorbante.

5. Proposition de créer, en rémunération du transfert du patrimoine des sociétés absorbées, des actions de capitalisation ou de distribution du compartiment PAM Equities Belgium, PAM Bonds Belgium, PAM Bonds Eur Fix 2002 et PAM Equities World, de la société absorbante, dont le capital sera par conséquent augmenté d'un montant équivalent de l'actif net attribué aux compartiments respectifs à la susdite date de rapport d'échange.

6. Proposition d'attribuer les actions nouvelles des compartiments de la société absorbante, tel que précisé ci-avant sub 5, aux actionnaires de la société absorbée, plus particulièrement aux actionnaires des compartiments concernés dans la proportion prévue selon le rapport d'échange ci-avant fixé sub 4. Dans le processus d'échange, des fractions d'action ne seront pas données. Sa valeur sera payée à l'actionnaire, sinon l'actionnaire aura l'occasion d'acheter la partie manquante dans les deux mois après le quatorze décembre deux mil un suivant la procédure habituelle de souscription afin d'acquiescer une action complète.

Les actions nouvelles seront du même type et conféreront les mêmes droits et avantages que les actions existantes des compartiments respectivement concernés.

7. Réalisation effective du transfert des patrimoines de la société absorbée ainsi que leur imputation aux compartiments respectifs.

8. Proposition de décider que les résolutions à prendre sur les objets qui précèdent ne sortiront leurs effets que pour autant que les assemblées générales des sociétés appelées à fusionner votent également lesdites résolutions de fusion par absorption.

9. Proposition de conférer tous pouvoirs au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre.

Les actionnaires qui désirent assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter sont invités à en informer par écrit la société de bourse Petercam S.A., à 1000 Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, et, le cas échéant à y déposer leurs titres au plus tard le 11 décembre 2001.

(33994)

Le conseil d'administration.

**Kammon, naamloze vennootschap,  
Heldenplein 14, 3945 Ham**

Bijeenroeping van de buitengewone algemene vergadering  
van de aandeelhouders

De aandeelhouders worden opgeroepen tot de buitengewone algemene vergadering die gehouden wordt op de maatschappelijke zetel van de vennootschap op 21 december 2001, om 18 uur.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de deelnemingsvoorwaarden als opgenomen in de statuten.

Dagorde :

1. Omzetting van het kapitaal naar euro volgens de vereenvoudigde procedure (artikel 5).

2. Aanpassing van het kapitaal binnen de grenzen voorzien in de vereenvoudigde procedure ingesteld bij de wet van 30 oktober 1998, de wet van 26 juni 2000 art. 47 c.v., het uitvoeringsbesluit van 20 juli 2000 en het KB van 13 juli 2001 (artikel 5).

3. Coördinatie van de statuten. (33995)

**« ETMA AG »  
4700 Eupen (Eupen), Rosenweg 8**

H.R. Eupen 60428 – BTW 437.102.190

Die Aktionäre werden gebeten an der außerordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, die in der Amtsstube des Notars Jean-Marie Jakubowski in Eupen am 28.12.2001 um 14.00 Uhr mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

1) die Erhöhung des Kapitals um es von 15 000 000 BEF auf 15 127 462,50 BEF zu bringen durch Einbringung des übertragenen Gewinns in Höhe von 127 462,50 BEF ohne Schaffung von neuen Aktien sondern Erhöhung Ihres Pariwertes,

2) Umwandlung des Kapitals in Euro,

3) Änderung der Artikel 7, 13, 16, 17, 19, 25, 26, 34, 35, 36, 38, 40,

4) Anpassung der Statuten an die neue Gesetzgebung.

Um an der Generalversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre sich an die Bestimmungen der Statuten halten.

(33996)

Der Verwaltungsrat.

**"Fenestra", naamloze vennootschap,**

Maatschappelijke zetel : Wortegem-Petegem, Waregemseweg, 154/B

H.R. Oudenaarde 29772 – BTW 427.921.438

De aandeelhouders van de vennootschap worden opgeroepen tot de buitengewone algemene vergadering die plaatsvindt op vrijdag 21 december aanstaand om 10 u. 30 m., op het kantoor van notaris Frank Ghys, te Kluisbergen, Berchemstraat, 47, met volgende agenda :

1. Kennisname van het fusievoorstel en van de verslagen van de raad van bestuur en de bedrijfsrevisor.

2. Fusie door overneming van de N.V. "Veradis", met zetel te Wortegem-Petegem, Waregemseweg 154, door de N.V. "Fenestra" door overname van heel het vermogen van de overgenomen vennootschap "Veradis".

3. Als gevolg van de fusie door overneming, kapitaalverhoging met 3 250 000 BEF frank om het te brengen van 34 950 000 BEF tot 38 200 000 BEF, en uitgifte van veertig - 40 - nieuwe aandelen.

4. Uitreiking van de nieuwe aandelen tegen inlevering van drieduizend zeshonderd en zes - 3 606 - oude aandelen van de naamloze vennootschap "Veradis" naar af te ronden verhouding van één - 1 - aandeel "Fenestra" tegen negentig - 90 - aandelen "Veradis".

5. Kwijting aan de bestuurders van de naamloze vennootschap "Veradis".

6. Voorstel tot kapitaalverhoging met 122 905 BEF om het brengen van 38 200 000 BEF naar 38 322 905 BEF zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie in het kapitaal van een som van 122 905 BEF, af te houden van de beschikbare reserves van de vennootschap.

7. Vaststelling dat de kapitaalverhoging verwezenlijkt is.

8. Omzetting in euro.

9. Voorstel tot aanpassing van de statuten aan het Wetboek van vennootschappen en schrapping van de artikelsgewijze verwijzingen naar het Wetboek.

10. Aanpassing van de statuten aan de genomen beslissingen.

11. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten.

12. Coördinatie van de statuten.

13. Benoeming bestuurders.

De aandeelhouders zullen zich schikken naar de statuten. (33997)

**Service Fruits Import-Export, société anonyme,  
rue des Poiriers 5, 5030 Gembloux**

R.C. Namur 68825 – T.V.A. 416.329.740

Assemblée générale ordinaire le 21 décembre 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (33998)

**« Boccard Invest », société anonyme**

Siège social : avenue de Tervuren 62, 1040 Etterbeek

R.C. Bruxelles 528806 – T.V.A. 439.314.978

L'assemblée tenue le 28 novembre 2001, à 10 heures, n'ayant pas réuni le quorum légal, les actionnaires sont priés d'assister à la seconde assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'étude du notaire Pierre Van den Eynde, rue Royale 207, à Saint-Josse-ten-Noode, le vendredi 21 décembre 2001, à 17 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Conversion du capital en euro pour l'établir à soixante et un mille neuf cent septante-trois euros trente-huit cents.

2. a) Augmentation de capital à concurrence de vingt-six euros soixante-deux cents pour le porter de soixante et un mille neuf cent septante-trois euros trente-huit cents à soixante-deux mille euros, sans apports nouveaux et sans création d'action nouvelle, par incorporation au capital d'une somme de vingt-six euros soixante-deux cents à prélever sur la réserve disponible.

b) Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital.

c) En conséquence, modification de l'article 5 des statuts et ajout à l'article 6 des statuts d'un alinéa relatif à la conversion du capital en euro et à l'augmentation de capital qui précède.

3. Suppression dans les statuts des références aux articles du Code civil et des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et d'une manière générale des références aux mêmes lois pour les remplacer par des références aux dispositions légales applicables.

4. Pouvoirs à conférer pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Les actionnaires sont priés, conformément à l'article 22 des statuts, de déposer leurs titres au siège social trois jours francs avant l'assemblée.

Cette assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de titres représentés.

(33999)

Le conseil d'administration.

**Services Investissements et Gestions, « S.I.G. », société anonyme, avenue Louise 304, bte 5, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 604245 – T.V.A. 430.453.435

*Convocation d'assemblée générale extraordinaire le samedi 15 décembre 2001, à 11 heures*

La dernière assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 26 mai 2001, à 11 heures, au siège social, a constaté à nouveau l'impossibilité de faire dresser les comptes annuels de l'année en cours et des exercices précédents.

Suite à la lecture du dossier pénal, la perte définitive de multiples pièces comptables détruites dans les entrepôts des transporteurs faillits Ceuster & Germain, à qui nous avions donné mission de gardiennage et de services logistiques, se confirme. D'autre part, le Ministère des finances vient de faire droit à notre demande d'annulation de l'imposition 1995, qui avait obligé la société à liquider des actifs dans l'urgence.

L'assemblée générale décide de se réunir le samedi 15 décembre 2001, à 11 heures, au siège social, suivant les modalités de représentation habituelle, avec l'ordre du jour ci-après :

1. Examen de la situation de la société.
2. Incidence de l'annulation de l'impôt des sociétés 1995.
3. Incidence de la procédure pénale contre les transporteurs.
4. Tenue des comptes, formalités, mandats.
5. Etablissements des bilans.
6. Divers et décharges. (34000)

**'t Ledergalerijtje, naamloze vennootschap, Ridderstraat 13/1, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 56618 — BTW 421.443.125

Jaarvergadering op 15/12/2001 om 19 uur op de zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2001. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Décharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Aanpassing statuten aan de wet van 7 mei 1999 (wetboek van vennootschappen). 6. Rondvraag. (82910)

**Aandrijvingen P.D.C., naamloze vennootschap, Gentsesteeweg 622, 8793 Waregem**

H.R. Kortrijk 98145 — BTW 420.573.093

Jaarvergadering op 15/12/2001 om 17.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (82911)

**Adviesbureau inzake Grondwatertechnieken, naamloze vennootschap, Wayenborgstraat 21, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 80645 — BTW 459.259.762

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de bijzondere algemene vergadering die zal gehouden worden op 17 december 2001 te 9 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Ontslag en benoeming bestuurders - 2. Emolumenten bestuurders - 3. Kwijting - 4. Volmacht. Zich schikken naar de statuten. (82912)

**Advise Management Consultants, afgekort : "A.M.C.", naamloze vennootschap, Industrierrein Kanaal Noord 1432, 3960 Bree**

H.R. Tongeren 89650

Aangezien de 1ste B.A.V. niet het vereiste aanwezigheidsquorum behaalde, worden de aandeelhouders uitgenodigd op een 2de B.A.V. ten kantore van notaris Jan Homans te Peer, Steenweg Wijchmaal 49, op 18/12/2001 om 14.30 uur met volgende agenda : 1) Kapitaalverhoging met 567.980 BEF door incorporatie van reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen en omzetting v/h kapitaal in euro - dienovereenkomstige wijziging van art. 5 en 6 der statuten. 2) Aanpassing v/d statuten aan de gewijzigde Venn.W. en aan het nieuwe W.Venn. 3) Machtiging aan de raad van bestuur om de te nemen beslissingen uit te voeren en de statuten te coördineren. (82913) De raad van bestuur.

**Albovan, naamloze vennootschap, Noordstraat 90, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 119857 — BTW 437.732.690

Wij nodigen alle aandeelhouders uit tot de jaarvergadering op vrijdag 14/12/2001 om 11 uur te Roeselare, Noordstraat 90. AGENDA : 1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/06/2001. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Décharge te verlenen aan de bestuurders. 4. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82914)

**Apotheek Hoste, naamloze vennootschap, Dorpstraat 30, 9800 Deinze**

H.R. Gent 171043 — BTW 451.049.406

Jaarvergadering per 15/12/2001 om 14H00 op de zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30/06/2001. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (82915)

**Aqua Vital, société anonyme, chaussée de Wavre 504, 1390 Grez-Doiceau**

T.V.A. 455.699.070

Assemblée générale ordinaire le 14/12/2001 à 14.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 30/06/2001. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euro. 6. Divers. (82916)

**Atec, naamloze vennootschap, Stoepestraat 24, 9960 Assenede**

H.R. Gent 155181 — BTW 437.626.881

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 14/12/2001 om 20 uur op de zetel van de vennootschap. AGENDA : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuren van de jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Wijziging samenstelling raad van bestuur. (82917)

**Atelier Vanhoutte Helmar en zonen, naamloze vennootschap, Flanders Fieldweg 42, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 123838 — BTW 443.787.965

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 14/12/2001 om 16 uur. AGENDA : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (82918)

**BBI, société anonyme,**  
**rue Zénobe Gramme 67, 6000 Charleroi**  
 R.C. Charleroi 176533 — T.V.A. 449.491.862

Assemblée générale ordinaire le 14/12/2001 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 30/06/2001. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Election définitive du nouvel administrateur. Conversion en euro. Divers. (82919)

**Beyaert Construct, naamloze vennootschap,**  
**Houtekietstraat 10, 8540 Deerlijk**  
 H.R. Kortrijk 135844 — BTW 454.045.518

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die gehouden wordt voor het Ambt en op het kantoor van notaris Ignace Saey te Deerlijk, Harelbekestraat 81 op 14 december 2001 om 8.30 uur. AGENDA : 1. Aanpassing statuten ingevolge vroeger gestemde zetelwijziging. 2. Kapitaalverhoging met 1.001.074 BEF om het kapitaal te brengen op 2.501.074 BEF door incorporatie van reserves, zonder creatie van aandelen. 3. Omzetting kapitaal in 62.000 euro. 4. Aanpassing statuten aan gestemde kapitaalwijziging. 5. Aanpassing statuten aan Wetboek van vennootschappen (aantal bestuurders, schriftelijk besluit raad van bestuur, verdeling jaarvergadering, aanpassing terminologie, schrapping van verwijzingen naar de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen). 6. Machten te verlenen voor het uitvoeren van de genomen besluiten. Een eerste vergadering met zelfde agenda is bijeengekomen voor notaris Ignace Saey op 14 november 2001 doch heeft niet geldig kunnen besluiten vermits het wettelijk quorum niet verenigd was. (82920)  
 De raad van bestuur.

**Bruvaco, naamloze vennootschap,**  
**Leuvensesteenweg 1210, 1200 Brussel**  
 H.R. Brussel 541295 — BTW 442.609.911

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 14/12/2001 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. AGENDA : Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2001. Bestemming van het resultaat. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. Benoemingen. Zich schikken naar de statuten. (82921)

**Carioca, naamloze vennootschap,**  
**Weverijstraat 38, 8540 Deerlijk**  
 H.R. Kortrijk 150087 — BTW 444.662.054

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 14/12/2001 om 14.00 uur. — Agenda : 1. Melding van toepassing art. 523 v/h Wetboek van Vennootschappen. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen. 7. Omvorming kapitaal in euro. Zich richten naar de statuten. (82922)

**De Groot Giessen, naamloze vennootschap,**  
**Molenstraat 80, 9070 Destelbergen**  
 H.R. Gent 178807 — BTW 456.180.805

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 14/12/2001 om 17.30 uur ten maatschappelijke zetel. AGENDA : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Voorlezen en goedkeuring van de jaarrekening per 30/06/2001. 3. Toewijzing van het resultaat. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. 5. Verderzetting van de vennootschap. 6. Omvorming kapitaal in euro. (82923)

**De Steiger, naamloze vennootschap,**  
**Eegene 148, 9200 Dendermonde**  
 H.R. Dendermonde 50125 — BTW 453.487.074

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 14/12/2001 om 17 uur. AGENDA : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Bespreking en omzetting in euro. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (82924)

**Drido, naamloze vennootschap,**  
**Lepelstraat 32, 3920 Lommel**  
 H.R. Hasselt 69853 — BTW 433.494.087

Jaarvergadering op 16/12/2001 om 11.30 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/08/2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (82925)

**Espa, naamloze vennootschap,**  
**Europarklaan 1003, 3530 Houthalen**  
 H.R. Hasselt 13485 — BTW 401.296.522

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 17/12/2001 om 17.00 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/06/2001. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor en beslissing over hun vergoedingen. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Goedkeuring aan de bezoldigingen. 7. Diversen. (82926)

**Extrax, société anonyme,**  
**boulevard Tirou 17, 6000 Charleroi**

Assemblée générale ordinaire le 14/12/2001 à 10 H., au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 30/06/2001. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. (82927)

**F.B.C.A., société anonyme,**  
**rue du Marché 24, 4500 Huy**  
 R.C. Huy 45097 — T.V.A. 459.443.963

L'assemblée de FBCA aura lieu en l'Etude du notaire Vincent DAPSENS, à Marchin, Chemin de Sandron, n°2, le vendredi 14 décembre à 14 heures. Cette assemblée fait suite à une première assemblée qui a eu lieu en l'Etude dudit notaire le 19 novembre 2001 et qui n'a pas réuni un quorum de présence suffisant pour délibérer. L'ordre du jour de la nouvelle assemblée est identique à celui de la précédente à savoir : 1) Augmentation du capital pour le porter à deux millions cinq cent un mille septante-quatre francs par incorporation de bénéfice reporté, 2) Souscription et libération de l'augmentation du capital, 3. Conversion du capital en euro, 4) Pouvoirs à conférer au conseil d'administration, 5) Transfert du siège social à Huy, rue d'Italie, 5. 6) Adaptation des statuts existants au nouveau Code des Sociétés : modification des articles 1,3,6,10,20,23,30,34,35,36,et 40. (82928)

**Fimaco, naamloze vennootschap,**  
**Generaal De Wittelaan 11/4, 2800 Mechelen**  
 H.R. Mechelen 82996 — BTW 441.526.083

Jaarvergadering op 14/12/2001 om 15.00 u., op de zetel. — Agenda : 1. Samenstelling bureau. 2. Verslagen. 3. Toepassing art. 633 W. Venn. 4. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 5. Bestemming van het resultaat. 6. Verlenen van kwijtingen. 7. Ontslagen, benoemingen en



bezoldigingen. 8. Rondvraag. Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform de statuten. De stukken bedoeld in art. 553 W. Venn. zijn voor de aandeelhouders beschikbaar op de zetel van de vennootschap. Indien de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren, zal dit betaalbaar worden gesteld bij de vestigingen van FORTIS BANK vanaf 05/01/2002. (82929)

**Fitrex, naamloze vennootschap, in vereffening,**

**De Gerlachekaai 20, 2000 Antwerpen-1**

H.R. Antwerpen 262324 — BTW 403.418.050

Buitengewone algemene vergadering op 17/12/2001 om 14u00, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de vereffenaar; 2. Verslag van de commissaris; 3. Goedkeuring van de vereffening; 4. Kwijting aan de vereffenaar en de commissaris; 5. Sluiting van de vereffening. Zich richten naar de statuten. (82930)

**FM Projects, naamloze vennootschap,**

**Duinkerkekeiweg 1, 8660 Adinkerke**

H.R. Veurne 37415 — BTW 463.092.549

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering op maandag 17/12/2001 ten maatschappelijke zetel om 16 uur met volgende agenda : - Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. - Aanwending resultaat. - Kwijting bestuurders. (82931)

**Garage Romeo Ceschiat, société anonyme,**

**avenue Roosevelt 93/95, 5060 Tamines**

R.C. Namur 42510 — T.V.A. 416.618.958

Assemblée générale extraordinaire le 17 décembre 2001 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Augmentation du capital de 2.500.000 à 2.501.074 frs par prélèvement sur réserves disponibles de 1.074 frs et ce au 31.12.2001. Le nombre d'actions reste constant. 2. Octroi au 31.12.2001 d'un dividende de 5.000 frs aux 250 actions existantes au vu des résultats de l'année 2001. (82932)

**Geers Industrie, naamloze vennootschap,**

**Heirweg 117, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 80107 — BTW 406.238.077

Aangezien de buitengewone algemene vergadering van 05/11/2001 niet in voldoende getal was om geldig te beraadslagen en te besluiten, worden de aandeelhouders verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen welke zal gehouden worden op het kantoor van notaris Patrice BOHYN te Haasdonk (Beveren), op 17/12/2001 om 19 uur 30, met volgende agenda : 1. Kapitaalverhoging met 4.295 BEF om het te brengen van 10.000.000 BEF op 10.004.295 BEF door incorporatie van de beschikbare reserves, ten bedrage van 4.295 BEF, zonder creatie van nieuwe aandelen, maar door een verhoging van de fractiewaarde van de bestaande aandelen. 2. Omzetting van het kapitaal in 248.000 EUR. 3. Vervanging van artikel 5 van de statuten van de vennootschap, om het in overeenstemming te brengen met voormelde kapitaalverhoging en omzetting in euro. 4. Aanpassing van de artikelen van de statuten aan het Wetboek van vennootschappen. 5. Coördinatie van de statuten. 6. Volmacht. (82933)

De raad van bestuur.

**Geral Consulting Oppervlaktetechnieken,  
afgekort : « G.C.O. », naamloze vennootschap,  
Melverencentrum 69, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 84287 — BTW 450.603.107

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 14/12/2001 te 11 H. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (82934)

**Gereedschapmakerij Hoekx, naamloze vennootschap,  
Heide 98, 3920 Lommel**

H.R. Hasselt 96753 — BTW 461.160.566

Algemene vergadering op 13/12/2001 om 17.00 u., op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de vergoedingen aan de bestuurders. 3. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Dechargeverlening aan de raad van bestuur. 6. Ontslag en benoemingen. 7. Allerlei. (82935)

**Gilcotrans, naamloze vennootschap,  
Grotenhoutenlaan 2, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 65642 — BTW 441.636.149

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal gehouden worden op 14/12/2001 om 16 uur. DAGORDE : 1. Verslag van bestuurders; 2. Goedkeuring der jaarrekeningen; 3. Aanwending van het resultaat; 4. Kwijting aan bestuurders; 5. Omvorming kapitaal in euro; 6. Rondvraag. (82936)

**Habitat 2000, société anonyme,  
rue du Parc 50, 4432 Alleur**

R.C. Liège 143235 — T.V.A. 423.330.863

Assemblée générale ordinaire le 14/12/2001 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 30/06/2001. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires. Divers. (82937)

**Imluma, naamloze vennootschap,  
Christus Koninglaan 74, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 293320 — BTW 447.765.955

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal plaatsvinden op 14/12/2001, te 20.00 uur. AGENDA : 1. Persoonlijke belangen van de bestuurders; 2. Jaarverslag van de raad van bestuur; 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/06/2001; 4. Ontslag en benoeming bestuurders; 5. Kwijting mandaat bestuurders; 6. Rondvraag. (82938)

**Immo JMB, naamloze vennootschap,  
steenweg op Lichtaart 47a, 2275 Poederlee**

H.R. Gent 180177 — BTW 430.496.787

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 14/12/2001 om 20 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/06/2001. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Omzetting maatschappelijk kapitaal naar euro. 7. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (82939)

**"Immo Overakker", naamloze vennootschap,  
Leopoldstraat 36, 8550 Zwevegem**

H.R. Kortrijk 88766 — BTW 413.936.414

Bericht aan de aandeelhouders - Uitgifte van nieuwe aandelen met toekenning van voorkeurrecht De buitengewone algemene vergadering, gehouden op 14 november 2001 voor notaris Patrick TORRELLE te Harelbeke, heeft besloten het kapitaal te verhogen met 1.000.000 BEF, door uitgifte van 40 nieuwe aandelen zonder vermelding van nominale waarde, waarop in geld kan worden ingeschreven tegen de prijs van 25.000 BEF per aandeel. Het voorkeurrecht zal kunnen uitgeoefend worden, na neerlegging van de aandelen op de zetel van de vennootschap, door het invullen tijdens een intekenperiode van vijftien dagen van een inschrijvingsformulier dat ter beschikking wordt gesteld op de zetel van de vennootschap en mits storting of overschrijving van het bedrag van de inschrijving op een bijzondere rekening geopend op naam van de vennootschap met nummer 460-0463882-68. De openstelling van het voorkeurrecht geldt vanaf de achtste dag na deze bekendmaking. Na het verstrijken van de termijn van de openstelling, kunnen de vroegere aandeelhouders, die reeds van hun voorkeurrecht gebruik hebben gemaakt, overeenkomstig artikel 594 van het Wetboek van Vennootschappen inschrijven op aandelen waarop niet geldig werd ingeschreven. Ingeval van niet-uitoefening van dit tweede voorkeurrecht door deze aandeelhouders, kunnen derden aan de verhoging van het kapitaal deelnemen voor het kapitaal waarop niet geldig werd ingeschreven. (82940)

**Invest Dujardin, naamloze vennootschap,  
Kloosterstraat 118, 8560 Wevelgem**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op 15/12/2001. — Agenda : 1. Lezing jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening per 30/06/2001. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. (82941)

**Jeco, naamloze vennootschap,  
Industrieterrein Kanaal Noord 1138, 3960 Bree**

H.R. Tongeren 64894 — BTW 435.463.682

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 14/12/2001 om 18 uur. AGENDA : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (82942)

**Jubaco, naamloze vennootschap,  
Georges Spelierlaan 30A, 2950 Kapellen (Antwerpen)**

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 20/12/2001 te 18 uur. DAGORDE : 1. Rapportering door de raad van bestuur; 2. Bespreking van de jaarrekening per 30/06/2001; 3. Aanwending van het resultaat; 4. Kwijting aan bestuurders; 5. Bezoldiging bestuurders; 6. Herbenoeming bestuurders; 7. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82943)

**Julimo, naamloze vennootschap,  
Elzenlaan 6, 3590 Diepenbeek**

H.R. Hasselt 79887 — BTW 445.546.734

De jaarvergadering zal gehouden worden op 14/12/2001 om 16.00 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Ontslagen en benoemingen. 4. Bezoldigingen. Zich schikken volgens de statuten. (82944)

De raad van bestuur.

**Kelsil Invest, naamloze vennootschap,  
Bareldreef 35, 2880 Bornem**

H.R. Mechelen 85882 — BTW 466.830.514

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op de zetel van de vennootschap dd 14/12/2001 te 19 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van Bestuur. 2. Goedkeuring der voorgelegde jaarrekening per 30/06/2001. 3. Resultaatbestemming 4. Emolumenten bestuurders. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Benoemingen en ontslagen. 7. Varia. Zich schikken naar de statuten. (82945)

**Lambros, naamloze vennootschap,  
Kampvelstraat 43, 8020 Oostkamp**

H.R. Brugge 76531 — BTW 448.286.587

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van de vennootschap die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 14/12/2001, om 17 uur met als agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30/06/2001.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Benoemingen. (82946)

De raad van bestuur.

**Luc Maebe, naamloze vennootschap,  
Kleurvinge 2, 8791 Waregem (Beveren-Leie)**

H.R. Kortrijk 98504 — BTW 420.864.489

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die gehouden wordt voor het Ambt en op het kantoor van notaris Ignace Saey te Deerlijk, Harelbekestraat 81 op vrijdag 14 december 2001 om 9 uur. AGENDA : 1. Aanpassing art 2 statuten aan het vroeger besluit tot zetelverplaatsing. 2. Kapitaalverhoging met 1.251.074 BEF om het kapitaal te brengen op 2.501.074 BEF door opname uit de overgedragen winst voor dit bedrag, zonder creatie van aandelen. 3. Omzetting kapitaal in 62.000 euro. 4. Aanpassing statuten aan de gestemde kapitaalwijziging. 5. Schraping bepalingen in de statuten over het toegestaan kapitaal. 6. Aanpassing statuten aan de van kracht zijnde vennootschappenwet (aanpassing terminologie, aanpassing bepalingen over uitgifte van obligaties, aantal bestuurders, schriftelijk besluit raad van bestuur, bijeenroeping en verdaging algemene vergadering, stemrechtbeperking; schrapping letterlijke vermelding artikelen samengeschakelde wetten op de handelsvennootschappen). 7. Machten tot uitvoering genomen besluiten. Een eerste vergadering met zelfde agenda is bijeengekomen voor notaris Ignace Saey op 23 november 2001 doch heeft niet geldig kunnen besluiten vermits het wettelijk kworum niet verenigd was. (82947)

De raad van bestuur.

**Machinebouw Quaegebeur, naamloze vennootschap,  
Gaspardstraat 9, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 94518 — BTW 418.059.508

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 15/12/2001 te 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/06/2001. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82948)

**Mardes, naamloze vennootschap,**  
**Koningin Elisabethlaan 2, 8500 Kortrijk**  
 H.R. Kortrijk 133924 — BTW 451.033.073

Uitgenodiging tot de jaarvergadering op 14/12/2001 om 16 uur op de maatschappelijke zetel, met volgende agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/06/2001. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering moeten de aandeelhouders zich schikken naar de statuten. (82949)  
 De raad van bestuur.

**Marnic, naamloze vennootschap,**  
**Gen. Deprezstraat 2, 8530 Harelbeke**  
 H.R. Kortrijk 103527

Jaarvergadering op 18/12/2001 om 10.30 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/11/2001. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (82950)

**Medical Research and Communication, naamloze vennootschap,**  
**Einde Were 150, 9000 Gent**  
 H.R. Gent 165340 — BTW 465.147.365

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op vrijdag 14/12/2001 om 10 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslagen raad van bestuur en goedkeuring. 2. Goedkeuring van de nalans, resultatenrekening en jaarrekening per 30/06/2001. 3. Resultatenverdeling. 4. Ontlasting bestuurders. 5. Goedkeuring vergoedingen en toekenningen. 6. Herbenoeming bestuurders. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (82951)

**Neerpeltse Olie Centrale, naamloze vennootschap,**  
**Krekelpelt 21, 3910 Neerpelt**  
 H.R. Hasselt 70462 — BTW 434.256.627

Jaarvergadering op 14/12/2001 om 19.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (82952)

**Noordkaap, naamloze vennootschap,**  
**Meiweg 20, 8500 Kortrijk**  
 H.R. Kortrijk 126126 — BTW 446.249.785

Aangezien de buitengewone algemene vergadering van 05/11/2001 niet in voldoende getal was om geldig te beraadslagen en te besluiten, worden de aandeelhouders verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen welke zal gehouden worden op het kantoor van notaris Patrice BOHYN te Haasdonk (Beveren), op 17/12/2001 om 20 uur, met volgende agenda : 1. Kapitaalverhoging met 1.111 BEF om het te brengen van 10.100.000 BEF op 10.101.111 BEF door incorporatie van de beschikbare reserves, ten bedrage van 1.111 BEF, zonder creatie van nieuwe aandelen, maar door een verhoging van de fractiewaarde van de bestaande aandelen. 2. Omzetting van het kapitaal in 250.400 EUR. 3. Vervanging van artikel 5 van de statuten van de vennootschap, om het in overeenstemming te brengen met voormelde kapitaalverhoging en omzetting in euro. 4. Aanpassing van de artikelen van de statuten aan het Wetboek van Vennootschappen. 5. Coördinatie van de statuten. 6. Volmacht. (82953)  
 De raad van bestuur.

**Parco, naamloze vennootschap,**  
**H. Frère Orbanlaan 300, 9000 Gent**  
 H.R. Gent 142129 — BTW 406.429.802

Jaarvergadering op 14/12/2001 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (82954)

**Satibo, naamloze vennootschap,**  
**Karelmeers 21, 8790 Waregem**  
 H.R. Kortrijk 129979 — BTW 450.445.729

Jaarvergadering op 15/12/2001 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Lezing jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening afgesloten per 30/06/2001. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Bezoldigingen. (82955)

**Schildermans Invest, naamloze vennootschap,**  
**Hendrik Heymanstraat 9, 3920 Lommel**  
 H.R. Hasselt 102044 — BTW 466.789.635

Algemene vergadering op 14/12/2001 om 17.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring vergoeding. 3. Goedkeuring van de jaarrekening. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Déchargeverlening aan de raad van bestuur. 6. Ontslag en benoemingen. 7. Omzetting van het kapitaal in euro. 8. Varia. (82956)

**Systrad, naamloze vennootschap,**  
**Hoge Mauw 42, 2370 Arendonk**  
 H.R. Turnhout 71971 — NN 450.367.436

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 14/12/2001 om 20 uur. AGENDA : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening van 30/06/2001. 3. Goedkeuring jaarrekening van 30/06/2001. 4. Kwijting aan bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (82957)

**Tapijtweverij Meteor, naamloze vennootschap,**  
**Nieuwenhovestraat 58, 8790 Waregem**  
 H.R. Kortrijk 99275 — BTW 421.405.612

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 14/12/2001 om 11.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (82958)

**Tilmans Trading International, afgekort : "T.T.I.",**  
**naamloze vennootschap,**  
**Marsestraat 40, 3950 Bocholt (Kaulille)**  
 H.R. Hasselt 68970

Aangezien de 1ste B.A.V. niet het vereiste aanwezigheidsquorum behaalde, worden de aandeelhouders uitgenodigd op een 2de B.A.V. ten kantore van notaris Jan Homans te Peer, Steenweg Wijchmaal 49, op 18/12/2001 om 14 uur met volgende agenda : 1) Kapitaalverhoging met 3.740.477 BEF door incorporatie van reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen en omzetting v/h kapitaal in euro - dienovereenkomstige wijziging van art. 5 en 6 der statuten. 2) Uitbreiding maatschappelijk doel. 3) Aanpassing v/d statuten aan de gewijzigde Venn.W. en aan het nieuwe W.Venn. 4) Machtiging aan de raad van bestuur om de te nemen beslissingen uit te voeren en de statuten te coördineren. (82959)  
 De raad van bestuur.

**Top Com, naamloze vennootschap,  
Einde Were 150, 9000 Gent**

H.R. Gent 191929 — BTW 465.147.464

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op vrijdag 14/12/2001 om 11 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslagen raad van bestuur en goedkeuring. 2. Goedkeuring van de balans, resultatenrekening en jaarrekening per 30/06/2001. 3. Resultatenverdeling. 4. Ontlasting bestuurders. 5. Goedkeuring vergoedingen en toekenningen. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (82960)

**Vastgoed Beheer, naamloze vennootschap,  
Schipperstraat 12, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 298543

De aandeelhouders worden vriendelijk verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 15/12/2001 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. AGENDA : 1. Eventuele verklaring mbt art. 523 der SWHV. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30/06/2001. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 6. Eventuele verklaringen i.v.m. artikel 633 Vennootschappenwet. 7. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82961)

**Waregemse Tapijtweverij, naamloze vennootschap,  
Steenovenstraat 38, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 89550 — BTW 414.730.725

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 14/12/2001 om 16.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Lezing jaarverslag. 2. Lezing verslag commissaris-revisor. 3. Bespreking jaarrekening per 30/06/2001. 4. Lezing verslag Art. 633. 5. Goedkeuring jaarrekening. 6. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 7. Herbenoeming commissaris-revisor. 8. Bezoldigingen. 9. Varia. Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (82962)

**WVB Invest, naamloze vennootschap,  
Jan Helmanstraat 1, 2830 Willebroek**

H.R. Mechelen 85966

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op de zetel van de vennootschap dd. 14/12/2001 te 20 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/2001. 3. Resultaatbestemming. 4. Emolumenten bestuurders. 5. Kwijting bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat. 6. Benoemingen en ontslagen. 7. Varia. Zich schikken naar de statuten. (82963)

**Creadyn, naamloze vennootschap,  
Eeuwfeestlaan 56, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 67981 — BTW 440.027.830

Gezien de buitengewone algemene vergadering van 28/11/2001 het wettelijk quorum niet heeft bereikt, worden de aandeelhouders uitgenodigd op een tweede buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 19/12/2001, om 10.00 uur, op de studie van notaris de Strycker, te Lier, Mechelsesteenweg 92. Deze vergadering zal kunnen beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen. — Agenda : 1. Kapitaalsverhoging van 11.250.000 BEF naar 11.345.597 BEF door incorporatie van de buitengewone reserve voor 95.597 BEF. 2. Omzetting van het kapitaal in euro. 3. Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten en aan de nieuwe wettelijke terminologie en bepalingen. 4. Machtiging aan de raad van bestuur om de genomen beslissingen uit te voeren en om de gecoördineerde statuten van de vennootschap op te stellen. (34001)

**Engineering & Technical Services, naamloze vennootschap,  
Van Doornelaan 2, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 61294 — BTW 435.995.303

Oproeping tot de buitengewone algemene vergadering op 18 december 2001, om 10.00 uur, op het kantoor van notaris Jozef Coppens, te Vosselaar, Cingel 12. — Agenda : 1. Met het oog op de conversie ervan in euro, verhoging van het maatschappelijk kapitaal tot 62.000 EUR door opname van beschikbare reserves in het kapitaal en zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Volledige herwerking van de statuten om ze aan te passen aan voormeld agendapunt en aan de wet van 7 mei 1999, gewijzigd door de wet van 23 januari 2001, houdende het Wetboek van vennootschappen. (34002)

**Industrial Property Investment, naamloze vennootschap,  
Krekelstraat 44, 8770 Ingelmunster**

H.R. Kortrijk 123834 — BTW 442.193.108

De aandeelhouders worden uitgenodigd om aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering, welke zal gehouden worden ten kantore van notaris Francis Vlegels, te Ingelmunster, Meulebekerstraat 3, op twintig december tweeduizend en één, om tien uur, met volgende agenda : 1/ Kapitaalverhoging met één miljoen tweehonderdeenenvijftigduizend en vierenzeventig frank (1.251.074 frank) om het kapitaal te brengen op twee miljoen vijfhonderdeneenduizend en vierenzeventig frank (2.501.074 frank) door inbreng in geld, mits creatie en uitgifte van honderd vijftwintig (125) aandelen zonder aanduiding van nominale waarde, uit te geven en in te schrijven tegen de globale prijs van één miljoen tweehonderdeenenvijftigduizend en vierenzeventig frank (1.251.074 frank). 2/ Kennisname van de vereiste verslagen van de raad van bestuur en een extern accountant naar aanleiding van de opheffing van het voorkeurrecht bij de eerste kapitaalverhoging hiervoor. 3/ Opheffing van het voorkeurrecht bij de kapitaalverhoging hiervoor. Inschrijving, volstorting en toekenning van de nieuwe aandelen en vaststelling van hun rechten. 4/ Vaststelling en verwezenlijking van de kapitaalverhoging hiervoor. 5/ Omzetting van het kapitaal in euro. 6/ (Her)formulering van de modaliteiten inzake : uitoefening van voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in geld; aflossing van het kapitaal; bijeenkomst, samenstelling, bevoegdheid en werking van de raad van bestuur; benoeming en bezoldiging van bestuurders en commissarissen; bijeenkomst, werking en toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering; winstverdeling. Afschaffing van de statutaire bepalingen inzake het toegestaan kapitaal. 7/ Aanneming van volledige nieuwe tekst der statuten overeenkomstig te nemen besluiten en actualisering met onder meer schrapping van de overbodige bepalingen en verwijdering van alle verwijzingen naar (de artikelen van) de Vennootschappenwet en de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. 8/ Opdracht tot coördinatie van de statuten en tot uitvoering van de genomen besluiten - volmachten. Om te mogen deelnemen aan deze vergadering moeten de aandeelhouders zich schikken naar de statuten. (34003)

**Naamloze Vennootschap Den Ast,  
Louwijn 18A, 1700 Asse**

H.R. Brussel 637286 — BTW 466.379.463

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene en buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Yves De Ruyver, te Liedekerke, Stationsstraat 323, op dinsdag 18 december 2001, om 18 uur, met volgende dagorde : 1. kapitaalsvermindering met 32.233 F om het te brengen van 45.700.000 F naar 45.664.767 F door ten laste name van overgedragen verliezen; 2. omzetting van het kapitaal in euro; 3. ontslag en benoeming van bestuurders; 4. aanpassing van de statuten aan de nieuwe wetgeving. — Dagorde van algemene vergadering van 18.12.2001 : 1. Verslag van de bestuurders en van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30.06.2001. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. Aangezien de eerste vergadering van 30 november 2001 niet in aantal was, zal deze vergadering geldig kunnen beraadslagen over voormelde agenda. (34004)

**Naamloze Vennootschap Vabelpa,  
Steenweg 29, 1700 Asse**

H.R. Brussel 489690 — BTW 428.477.605

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Yves De Ruyver, te Liedekerke, Stationsstraat 323, op dinsdag 18 december, om 17.30 uur, met volgende dagorde : 1. kapitaalverhoging met 19.680 F om het te brengen van 8.250.000 F naar 8296.680 F door incorporatie van reserves; 2. omzetting van het kapitaal in euro; 3. ontslag en benoeming van bestuurders; 4. aanpassing van de statuten aan de nieuwe wetgeving. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. Aangezien de eerste vergadering van 30 november 2001 niet in aantal was, zal deze vergadering geldig kunnen beraadslagen over voormelde agenda. (34005)

**Van Durme-Van Boxstael, naamloze vennootschap,  
Joseph Cardijnstraat 8, Industriezone, 9420 Erpe-Mere**

H.R. Aalst 48752 — BTW 413.822.190

Uitnodiging voor de aandeelhouders en bestuurders tot de buitengewone algemene vergadering, welke wordt gehouden op het kantoor van notaris Guy Walraevens, te Herzele, Groenlaan 67, op 17 december 2001, te 20 u., met volgende agenda : 1. Kapitaalverhoging door incorporatie van beschikbare reserves. 2. Conversie naar euro. 3. Aanpassing van de statuten aan de wet op de vennootschappen. 4. Varia - Volmacht - Coördinatie van de statuten. Zich schikken naar de statuten voor de deelname aan de vergadering. (34006)

**Fashion, naamloze vennootschap,  
Meirbrug 1, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 246008 — BTW 427.223.236

*Inschrijving kapitaalverhoging met voorkeurrecht  
Bericht aan de aandeelhouders*

De buitengewone algemene vergadering van 3 december ll. heeft besloten over te gaan tot kapitaalverhoging ten bedrage van 1.050.000,-Bef door inbreng in geld mits creatie van 1.050 nieuwe aandelen zonder nominale waarde, onmiddellijk te volstorten a pari, met dezelfde rechten als de bestaande aandelen. Deze nieuwe aandelen zullen delen in de winsten van het lopend boekjaar. De raad van bestuur die gelast werd met de praktische uitvoering van de kapitaalverhoging, brengt hierbij ter kennis aan de aandeelhouders, dat overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen, de termijn voor het uitoefenen van het voorkeurrecht werd vastgesteld op vijftien dagen, ingaand op 13 december en eindigend op 27 december 2001. Na het verstrijken van deze termijn kunnen de vroegere aandeelhouders die reeds van hun voorkeurrecht gebruik hebben gemaakt, naar evenredigheid van het kapitaal door hun aandelen vertegenwoordigd, overeenkomstig artikel 594 van het Wetboek van vennootschappen, inschrijven op aandelen waarop niet geldig werd ingeschreven. In geval van niet uitoefening van dit tweede voorkeurrecht door deze aandeelhouders kunnen derden aan de verhoging van het kapitaal deelnemen voor het gedeelte van het kapitaal waarop niet geldig werd ingeschreven. Het voorkeurrecht voor inschrijving moet uitgeoefend worden op de zetel van de vennootschap, waar meer informatie verkrijgbaar is betreffende plaats en rekening voor volstorting. De aandeelhouders worden eraan herinnerd dat artikel 593 van het Wetboek van vennootschappen de mogelijkheid biedt tot verhandeling van het voorkeurrecht gedurende de gehele inschrijvingstijd. (34132)

De raad van bestuur.

**The Men Shop, naamloze vennootschap,  
Frankrijklei 123A, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 248135 — BTW 427.847.105

*Inschrijving kapitaalverhoging met voorkeurrecht  
Bericht aan de aandeelhouders*

De buitengewone algemene vergadering van 3 december ll. heeft besloten over te gaan tot kapitaalverhoging ten bedrage van 1.251.074,- BEF door inbreng in geld mits creatie van 750 nieuwe aandelen zonder nominale waarde, onmiddellijk te volstorten a pari, met dezelfde rechten als de bestaande aandelen. Deze nieuwe aandelen zullen delen in de winsten van het lopend boekjaar. De raad van bestuur die gelast werd met de praktische uitvoering van de kapitaalverhoging, brengt hierbij ter kennis aan de aandeelhouders, dat overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen, de termijn voor het uitoefenen van het voorkeurrecht werd vastgesteld op vijftien dagen, ingaand op 13 december en eindigend op 27 december 2001. Na het verstrijken van deze termijn kunnen de vroegere aandeelhouders die reeds van hun voorkeurrecht gebruik hebben gemaakt, naar evenredigheid van het kapitaal door hun aandelen vertegenwoordigd, overeenkomstig artikel 594 van het Wetboek van vennootschappen, inschrijven op aandelen waarop niet geldig werd ingeschreven. In geval van niet uitoefening van dit tweede voorkeurrecht door deze aandeelhouders kunnen derden aan de verhoging van het kapitaal deelnemen voor het gedeelte van het kapitaal waarop niet geldig werd ingeschreven. Het voorkeurrecht voor inschrijving moet uitgeoefend worden op de zetel van de vennootschap, waar meer informatie verkrijgbaar is betreffende plaats en rekening voor volstorting. De aandeelhouders worden eraan herinnerd dat artikel 593 van het Wetboek van vennootschappen de mogelijkheid biedt tot verhandeling van het voorkeurrecht gedurende de gehele inschrijvingstijd. (34133)

De raad van bestuur.

**Administrations publiques  
et Enseignement technique**

**Openbare Besturen en Technisch Onderwijs**

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

**Zone de police de Celles-Estaimpuis/Mont-de-l'Enclus-Pecq**

Recrutement d'un chef de corps (m/f) de la police locale pour la zone pluricommunale de Celles-Estaimpuis/Mont-de-l'Enclus-Pecq.

Il sera prochainement proposé à la désignation par le Roi, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois, du chef de corps (m/f) de la police locale de zone pluricomunale de Celles-Estaimpuis/Mont-de-l'Enclus-Pecq.

Peuvent entrer exclusivement en ligne de compte les membres du personnel des polices communales et fédérale qui :

font partie du cadre opérationnel;

répondent aux exigences de profil de chef de corps de la police locale, tel que publié dans la ZPZ 11 du 21 décembre 2000 relative à la mise en place de la police locale - aspects administratifs (*Moniteur belge* du 29 décembre 2000);

n'ont pas reçu une évaluation « insuffisant » au cours des cinq années précédant l'introduction de la candidature;

se trouvent dans une position administrative qui leur permet de bénéficier de l'avancement et de la carrière barémique;

n'ont pas encouru de sanction disciplinaire grave non effacée;

sont âgés d'au moins 30 ans ou ont une ancienneté de service de cinq ans dans le grade d'officier ou dans l'un des grades qui entrent en ligne de compte pour se porter candidat (ces grades figurent dans l'arrêté royal du 31 octobre 2000, *Moniteur belge* du 4 novembre 2000, fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police locale, et la zone pluricommunale de Celles-Estaimpuis/Mont-de-l'Enclus-Pecq a actuellement un effectif des cadres opérationnel, administratif et logistique réunis de moins de 75 équivalents temps plein);

n'ont pas atteint l'âge de 60 ans.

Ces conditions doivent être remplies et réunies au plus tard à la date d'introduction de la candidature.

Les conditions spécifiques (profil de fonction de chef de corps de la police locale) sont reprises dans la circulaire ZPZ 11 prérapplée ci-avant.

Les candidatures doivent être adressées sous pli recommandé à M. Daniel Senesael, président du collège de police, rue de Berne 4, à 7730 Estaimpuis.

Elles seront accompagnées :

a) d'un extrait d'acte de naissance;

b) d'un document officiel émanant de l'autorité dont relève le candidat attestant qu'il est revêtu du grade requis et l'absence de sanction disciplinaire grave non effacée;

c) d'une copie certifiée conforme par le supérieur fonctionnel ou de l'autorité dont relève le candidat de la dernière évaluation de celui-ci, ou, en l'absence d'une évaluation; une attestation qui le confirme;

d) d'un curriculum vitae (avec coordonnées téléphoniques);

e) d'un exposé succinct des qualités et de la motivation du candidat pour l'exercice de la fonction à pourvoir, eu égard au profil de la fonction.

Pour le calcul du délai (16 jours) visé à l'art. 4, § 3, de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 précité, est prise en considération la date de la publication au *Moniteur belge* du présent avis officiel.

Renseignements complémentaires au 056-48 13 68. (34007)

### Province de Hainaut

—  
Observatoire de la Santé en Hainaut  
—

La province de Hainaut développe son action de promotion de la santé. Dans cette perspective l'Observatoire de la Santé du Hainaut (Institut provincial de Promotion de la Santé) souhaite constituer une réserve de recrutement de cadres spécialistes en santé publique pour différents postes à pourvoir prochainement.

Responsabilités :

Gestion de projet de santé publique.

Animation et supervision d'équipe de santé publique.

Gestion de systèmes d'informations sanitaires.

Protocoles de recherches et d'intervention.

Traitement des données, analyse et publications.

Titre requis :

Docteur en médecine.

Conditions de participation :

Expérience en santé publique de deux ans.

Compétence avancée en statistique et organisation de recherches de terrain.

Expérience en gestion de projet souhaitée.

Programmes des épreuves :

Une épreuve écrite consistant en l'analyse et la synthèse d'un document traitant un sujet de santé publique et rédaction d'un rapport.

Une épreuve orale : discussion sur les éléments dans le rapport.

Lieu de travail :

Domaine Provincial du Bois D'Havré (près de Mons).

Renseignements complémentaires :

065-87 96 00 (Dr Luc Berghmans).

Les personnes intéressées sont invités à adresser une lettre motivée de candidature et une copie de leur curriculum vitae pour le 19 décembre 2001, au plus tard, à M. Luc Berghmans, médecin-directeur, observatoire de la Santé du Hainaut, rue Sainte Antoine 1, 7021 Havré.

En cas de recrutement, les documents suivants seront produits :

une copie du titre requis certifié conforme à l'original;

un extrait d'acte de naissance timbré;

un certificat de bonnes conduites, vie et mœurs et de nationalité timbré;

un certificat de milice.

Si ces documents révèlent à ce moment que les conditions nécessaires au recrutement précité ne sont pas réunies par le lauréat de l'examen susmentionné, ce candidat ne pourra se prévaloir d'avoir participé aux épreuves d'aptitudes. (34008)

### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brugge

Het O.C.M.W. Brugge organiseert een vergelijkend aanwervings-examen, met het oog op een benoeming in vast verband, voor :

bouwkundig tekenaar (m/v)

Vereisten :

in het bezit zijn van het diploma van gegradueerde bouwkunde of van gegradueerde mechanica/bouwkunde;

kennis van Autocad.

Wij bieden :

werkzekerheid en kans op vaste benoeming;

maaltijdcheques;

hospitalisatieverzekering.

Selectieproef :

De selectie bestaat uit een praktische proef (9 februari 2002) en mondelinge proef (16 maart 2002 en 20 maart 2002).

Interesse :

Richt dan uw schriftelijke kandidatuur, vergezeld van een curriculum vitae en een kopie van het vereiste diploma, aan de personeelsdienst van het O.C.M.W., Kartuizerinnenstraat 4, te 8000 Brugge, tegen uiterlijk 15 januari 2002. Voor informatie kunt u terecht op het nummer 050-44 95 00 - Nicky Verstraete. (34009)

### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Arendonk

Het O.C.M.W. van Arendonk stelt volgende betrekkingen open, voltijds en in statutair verband, met werfreserve :

secretaris (m/v), universitair niveau;

maatschappelijk werk(st)er, algemeen maatschappelijk werk.

Aanwervingsvoorwaarden, functieomschrijving en profiel, examenprogramma en bijkomende informatie te bekomen op bovengenoemd adres, iedere werkdagvoormiddag.

Kandidaturen, met de nodige bewijsstukken, dienen te worden gezonden aan de voorzitter van het O.C.M.W., Vrijheid 100, te 2370 Arendonk, ten laatste op 14 december 2001, per aangetekende zending of tegen afgiftewijs. (34010)

### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Mol

De dynamische ploeg van het O.C.M.W. van Mol breidt zijn verantwoordelijkheden elke dag uit. Daarom zoeken we een enthousiaste collega voor de nieuwe functie van :

technisch medewerker (m/v), verantwoordelijk voor onderhoud en veiligheid van gebouwen.

**Jouw opdracht :**

Je leidt een team van onderhoudspersoneel dat zorgt voor een verzorgde en veilige infrastructuur, accommodaties en materialen. Je hebt een uitgebreide vakkennis, in het bijzonder voor het uitvoeren van onderhoudswerkzaamheden aan gebouwen, materialen en machines.

**Jouw profiel :**

Je beschikt over het diploma hoger secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld. Je hebt leidinggevende capaciteiten.

**Ons aanbod :**

Aanwerving in statutair verband. Een degelijk loon (weddeschaal C1-C3) aangevuld met extra legale voordelen (maaltijdcheques, hospitalisatieverzekering). Een gemakkelijk bereikbare werkplaats. Een aangename werkomgeving. Je kan in grote mate zelfstandig werken en initiatief nemen. Bij beslissingen wordt zeker naar jouw voorstellen geluisterd. Je kan bijkomende opleidingen volgen.

**Interesse ?**

Dan moet je een aantal formaliteiten vervullen zoals het indienen van een aantal officiële documenten (geboorteakte, getuigschriften,...).

Voor de volledige functiebeschrijving, aanwervingsvoorwaarden en alle verdere details kan je terecht bij de personeelsverantwoordelijke, Mevr. Liesbeth Janssens, van het Administratief Centrum, J. Smitslaan 22, 2400 Mol, tel. 014-33 00 22.

Zorg wel dat je officiële kandidatuur ons bereikt vóór 22 december. Je richt ze aan Mevr. Chris Geysmans, voorzitter O.C.M.W. van Mol, J. Smitslaan 22, 2400 Mol.

Ben je niet onze eerste keuze ? Dan zijn al je kansen nog niet verkeken want we leggen een werfreserve aan van minstens één jaar (die nog verlengd kan worden). (34011)

**Gemeente Anzegem**

Het gemeentebestuur van Anzegem werft aan : (m/v) een voltijdse coördinator buitenschoolse kinderopvang in contractueel verband (voor onbepaalde duur).

De kandidaten moeten in het bezit zijn van één van volgende diploma's of getuigschriften : geaggregeerde lager secundair onderwijs, onderwijzer(es), kleuteronderwijzer(es), pedagogische bekwaamheid, gegradueerde in de gezinswetenschappen, gegradueerde in de orthopedagogiek, psychologisch assistent(e), maatschappelijk assistent(e).

Bijkomende aanwervingsvoorwaarden kunnen bekomen worden op de personeelsdienst (tel. 056-69 44 51, Sonja Nuytens, tijdens de kantooruren).

Kandidaturen, vergezeld van de nodige bewijsstukken, moeten uiterlijk op 4 januari 2002, bij aangetekend schrijven verstuurd worden aan het college van burgemeester en schepenen, Dorpsplein, 8570 Anzegem. (34012)

**Stad Mechelen**

De stad Mechelen werft volgende personeelsleden aan :

1. Een voltijds statutair stedenbouwkundig ambtenaar bouwdienst (medeverantwoordelijk voor de organisatie, de coördinatie, de planning, de voortgang van de werkzaamheden en de resultaten van de bouwdienst, medeverantwoordelijk voor het opstellen van reglementen in verband met bouwen, verkavelen, reclame, juridische ondersteuning bieden,...).

**Voorwaarden :**

1. Diploma dat toegang geeft tot het niveau A (universitair of hoger onderwijs van het lange type, gelijkgesteld met universitair onderwijs).

2. Diploma van een opleiding ruimtelijke ordening, zoals bepaald in het ministerieel besluit van 7 juli 2000 tot bepaling van de diploma's van een opleiding ruimtelijke ordening die voldoen om te kunnen worden aangesteld als ambtenaar van ruimtelijke ordening,

ofwel,

voor personeel dat in dienst treedt vóór 1 mei 2005 : genoemd diploma van een opleiding ruimtelijke ordening behalen binnen de zes jaar na de aanstelling als stedenbouwkundig ambtenaar.

**Wedde :**

Brutomaandloon (ongehuwd) : 88 563 frank/nettomaandloon : 53 183 frank.

Brutomaandloon (gehuwd) : 88 563 frank/nettomaandloon : 53 183 frank.

Privé-diensten zullen voor maximum zes jaar in de anciënniteit meegerekend worden.

2. Een voltijds statutair bouwcoördinator (belast met het ontwerp en de verwezenlijking van de bouwcoördinatie conform het koninklijk besluit van 25 januari 2001, controleren offertes studiebureaus).

**Voorwaarden :**

Houder zijn van een diploma van industrieel ingenieur.

Voldoen aan de voorwaarden opgelegd door het koninklijk besluit van 25 januari 2001 en zijn uitvoeringsbesluiten voor wat betreft de beroepservaring en de aanvullende vorming of het examen.

**Wedde :**

Brutomaandloon (ongehuwd) : 106 212 frank/nettomaandloon : 61 024 frank.

Brutomaandloon (gehuwd) : 106 212 frank/nettomaandloon : 61 024 frank.

Privédiensten zullen voor maximum zes jaar in de anciënniteit meegerekend worden.

Het stadsbestuur neemt de verzekering beroepsaansprakelijkheid voor zijn rekening.

**Inlichtingen :**

Inschrijvingen : uiterlijk 22 december 2001 samen met afschrift diploma en bewijs goed zedelijk gedrag (mag niet ouder zijn dan drie maanden) dienst personeel, administratie en wedde, Bafferstraat 25, te 2800 Mechelen.

Volledige functiebeschrijving te verkrijgen op de dienst personeel : tel. 015-29 78 32.

Faxnummer : 015-29 78 38.

Email : patty.giraud@mechelen.be (34013)

**Stad Zottegem**

Het stadsbestuur van Zottegem gaat over tot de aanwerving van 1 controleur der werken (m/v) in voltijds statutair dienstverband.

De kandidaturen dienen gesteld bij aangetekend schrijven aan het college van burgemeester en schepenen, uiterlijk op 31 december 2001.

De toelatings- en aanwervingsvoorwaarden zijn te bekomen bij het stadssecretariaat, Markt 1, 9620 Zottegem, tel. 09-364 64 54. (34014)

**Provincie Antwerpen**

De provincie Antwerpen werft verschillende medewerkers op proef aan. Deze functies zijn toegankelijk voor vrouwen en mannen.

Stedenbouwkundige  
Provinciale administratie — Dienst ruimtelijke planning en mobiliteit

**Functie :**

Behandeling ruimtelijk gebonden aangelegenheden.

Uitvoering ruimtelijk structuurplan.

Opvolging gewestelijke en gemeentelijke uitvoeringsplannen.

**Profiel :**

Kennis wetgeving ruimtelijke ordening/planning.

Relevante kennis CAD en GIS.

Zelfstandig en creatief.

## Diploma :

1. Basisdiploma : academisch of hoger onderwijs van twee cycli.
2. Bijkomend, ofwel :  
of postgraduaat stedenbouw en ruimtelijke ordening of hoger onderwijs voor sociale promotie stedenbouw,  
of twee jaar ervaring en aanvullend diploma behalen binnen twee jaar.

Industrieel ingenieur  
Dienst waterbeleid in Antwerpen

## Functie :

Coördinatie en uitvoering integraal waterlopenbeheer.  
Opvolging werken aan waterlopen.  
Verantwoordelijke voor bekkengebied.

## Profiel :

Organisatietalent.  
Communicatief.  
Actualiseren en verruimen van nuttige kennis.

## Diploma :

Hoger onderwijs van twee cycli (lange type), studiegebied industriële wetenschappen (industriële ingenieur).

## Extra legale voordelen :

Gratis hospitalisatieverzekering.  
Gratis abonnement openbaar vervoer.  
Maaltijdcheques.

## Algemene voorwaarden :

vergelijkende examens zullen afgenomen worden;  
vrouwen worden aangemoedigd te solliciteren;  
nationaliteit lidstaat Europese Gemeenschap.

Kandidaturen indienen uiterlijk op 23 december 2001 bij de provincie Antwerpen, Personeelsdienst - Aanwervingen, Koningin Elisabethlei 22, 2018 Antwerpen-1.

Inschrijvingsformulieren, functiebeschrijvingen, aanwervingsvoorwaarden en inlichtingen kunnen bekomen worden op het provinciebestuur, tussen 9 en 12 uur, bij de dames Carry Vermeiren, Inge Van Asten en Christine Keldermans, tel. 03-240 54 20/18/19 of 078-15 24 30 (inwoners provincie Antwerpen buiten zone 03), fax 03-240 54 75.

## E-mail :

carry.vermeiren@admin.provant.be  
inge.vanasten@admin.provant.be  
christine.keldermans@admin.provant.be

## Website :

<http://www.provant.be/> (34015)

---

**AZ Waasland**


---

Het Algemeen Ziekenhuis Waasland is een openbare vereniging die op 1 januari 1998 ontstaan is door de fusie van de Stadskliniek (Sint-Niklaas) en het Fabiolaziekenhuis (Hamme).

Het ziekenhuis stelt ongeveer 600 mensen tewerk en heeft een capaciteit van 328 bedden.

AZ Waasland gaat over tot het aanleggen van meerdere wervingsreserves (duur : één jaar), voor aanstelling in contractueel dienstverband en voor benoeming statutair dienstverband, voor de functies van :

Verzorgende ziekenhuis niveau C

## Aanwervingsvoorwaarden :

Houder zijn van een diploma of brevet kinderverzorgster, sanitaire helpster of gelijkgesteld.

Slagen voor een vergelijkend wervingsexamen.

Gevrevetteerde verpleegkundige ziekenhuis

## Aanwervingsvoorwaarden :

Houder zijn van een brevet van verpleegkundige.

Slagen voor een vergelijkend wervingsexamen.

Gegradueerde verpleegkundige ziekenhuis

## Aanwervingsvoorwaarden :

Houder zijn van een diploma van gegradueerde verpleegkundige.

Slagen voor een vergelijkend wervingsexamen.

## Geldig voor de drie functies :

Laatstejaarsstudenten kunnen zich inschrijven mits voorlegging van een attest van hun schooldirectie.

Nuttige ervaring zal financieel gewaardeerd worden, maar ook pas afgestudeerden kunnen rekenen op een goede verloning en extra legale voordelen.

## Geïnteresseerd ?

Aarzel dan niet en neem contact op met de personeelsdienst (de heer Guy Tilley of Mevr. Marleen Pletinck) op het nummer 03-760 79 58 of 760 84 09. U ontvangt dan de functiebeschrijving, examenprogramma, een inlichtingsformulier en een verplicht te gebruiken inschrijvingsformulier. U kunt deze formulieren ook persoonlijk afhalen. Het inschrijvingsformulier dient samen met de nodige bewijsstukken uiterlijk op 8 januari 2002 (datum poststempel of ontvangstbewijs) opgestuurd te worden naar de heer voorzitter Laurent Bursens, Lodewijk De Meesterstraat 5, 9100 Sint-Niklaas. (34016)

---

**K.U.Leuven**

---

Voor de Faculteit godgeleerdheid, departement theologie, zoeken wij een PR- en ICT-deskundige (m/v) - graad 6 - VB/C/2001/50/W.

## Doel van de functie :

U zorgt voor de promotie van de faculteit zowel binnen als buiten de universitaire en kerkelijke wereld. Als lid van het secretariaat staat u in voor de interne communicatie. U bent webmaster van de facultaire website en van de websites van de vakken « Religie, Zingeving en Levensbeschouwing ». U staat in voor de ICT-ondersteuning binnen de faculteit.

## Oprachten :

— Promotie :

Organiseren van lezingen, studiedagen en congressen.

Opmaken, zowel inhoudelijk als technisch, van promotiemateriaal.

Opvolgen en deelnemen aan universitaire initiatieven die de faculteit en haar studierichtingen promoten : info- en profieldagen, sid-ins en open-lesweek.

Onderhouden van contacten met het Theologisch Forum.

— Interne communicatie :

Instaan voor de communicatie tussen de verschillende facultaire geledingen.

Ontwerpen en up-to-date houden van een vademecum voor nieuwe personeelsleden, alsook van een facultair adressenbestand dat zowel intern als extern kan aangewend worden.

— Webmaster en ICT-deskundige :

Verder uitbouwen en onderhouden van de webpagina's.

Verlenen van advies en technische bijstand bij de uitbouw en het onderhoud van de websites van de vakken « Religie, Zingeving en Levensbeschouwing ».

Opvolgen en zo nodig facultair coördineren van universitaire initiatieven inzake computergestuurd onderwijs.

## Profiel :

U beschikt over een kennis van en vertrouwdheid met het pastorale werkveld in Vlaanderen en Nederland.

U hebt minstens een diploma hoger onderwijs van het korte type. Een diploma in de godsdienstwetenschappen en godgeleerdheid strekt tot aanbeveling.

U bezit goede communicatieve vaardigheden, zowel mondeling als schriftelijk, in het Nederlands, Frans, Engels en Duits. Kennis van klasieke talen is een pluspunt.



U bent vertrouwd met de gangbare informatie- en communicatie-technologie en u beschikt over een ruime kennis van en ervaring met verschillende PC-toepassingen (MS Office, databasebeheer en webdesign).

U beschikt over sterke redactionele vaardigheden, bent assertief en vernieuwinggericht.

Ervaring met bovengenoemde opdrachten strekt tot aanbeveling.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden :

Een deeltijdse tewerkstelling van 75 % tot einde 2002, met mogelijkheid tot verlenging voor onbepaalde duur.

Onmiddellijke indienstelling.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met curriculum vitae naar de Personeelsdienst ATP ter attentie van Ilse Vanwezer, personeelsdienst, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016-32 26 23, fax 016-32 29 98.

E-mail : Ilse.Vanwezer@pers.kuleuven.ac.be

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst ATP uiterlijk op 18 december 2001. (34131)

## Actes judiciaires et extraits de jugements

### Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

—  
Publication faite en exécution de l'article 490  
du Code pénal

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490  
van het Strafwetboek

—  
*Infractions liées à l'état de faillite*  
*Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement*

—  
Tribunal de première instance de Charleroi

Du jugement contradictoire rendu par la dixième chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Charleroi le 10 octobre 2001, il appert que le nommé :

7713 c 2001 : Catino, Leone, né à Forchies-la-Marche le 18 novembre 1953, domicilié à Fontaine-l'Évêque, rue Henrichamps 59,

a été condamné à une peine unique de huit mois d'emprisonnement avec sursis trois ans et deux cents francs d'amende × 200 ou un mois d'emprisonnement subsidiaire avec sursis trois ans + interdiction d'exercice pendant dix ans :

du chef de :

étant dirigeant de droit ou de fait de la S.A. Continental Compagnie Import Export, en état de faillite, avec intention frauduleuse ou à dessein de nuire, avoir détourné actif;

étant dirigeant de droit ou de fait de la S.A. Continental Compagnie Import Export, en état de faillite, dans l'intention de retarder la déclaration de faillite, avoir payé ou favorisé un créancier au préjudice de la masse;

étant dirigeant de droit ou de fait de la S.A. Continental Compagnie Import Export, en état de faillite, dans l'intention de retarder la déclaration de faillite, omis de faire aveu de la déclaration de faillite dans le délai légal;

faux et usage de faux en écritures.

Cette décision qui n'a été frappée d'aucun recours, est coulée en force de chose jugée.

Charleroi, le 27 novembre 2001.

Le greffier, (signé) R.-A. Fragapane. (34017)

—  
Tribunal de première instance de Huy

Par jugement rendu par défaut le 15 février 2000, ce jugement n'a été jusqu'ores frappé ni d'opposition ni d'appel, la sixième chambre du tribunal correctionnel de Huy a déclaré établies les préventions d'infractions liées à l'état de faillite à charge du nommé :

Theisman, Christian José Jean Edmond, ouvrier électricien, fils de Nicolas et de Astgen, Jeanne, époux de Wilquet, Danièle, né à Arlon le 16 mai 1958, domicilié à 4500 Huy, rue de la Neuville 9,

et l'a condamné, de ces chefs et du chef d'autres préventions retenues à sa charge, à une peine unique de trois mois d'emprisonnement et à une amende de 100 francs majorée de mille neuf cent nonante décimes, soit 20 000 francs, subsidiairement un mois d'emprisonnement, avec un sursis pendant un délai de trois ans, pour la peine d'emprisonnement principal seulement.

Huy, le 25 septembre 2001.

Pour extrait conforme partiel délivré à M. le procureur du Roi : le greffier, (signé) M. Pole. (34018)

Par jugement rendu par défaut le 4 avril 2000, ce jugement n'a été jusqu'ores frappé ni d'opposition ni d'appel, la sixième chambre du tribunal correctionnel de Huy a déclaré établies les préventions d'infractions liées à l'état de faillite à charge du nommé :

Perilloux, Jean Michel, représentation et vente alimentaire, fils de Eugène et de Cornuche, Suzanne, époux de Lacoste, Françoise, né à Vincennes (Val de Marne - France) le 24 décembre 1944, de nationalité française, résidant à 1050 Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt 240, radié d'office,

et l'a condamné, de ces chefs et du chef d'autres préventions retenues à sa charge, à une peine unique de trois mois d'emprisonnement et à une amende de 200 francs majorée de mille neuf cent nonante décimes, soit 40 000 francs, subsidiairement deux mois d'emprisonnement, avec un sursis pendant un délai de trois ans, pour la peine d'emprisonnement excédant un mois.

Huy, le 25 septembre 2001.

Pour extrait conforme partiel délivré à M. le procureur du Roi : le greffier, (signé) M. Pole. (34019)

Par jugement rendu par défaut le 30 mai 2000, coulé en force de chose jugée, la sixième chambre du tribunal correctionnel de Huy a déclaré établies les préventions d'infractions liées à l'état de faillite à charge du nommé :

Ennen, Francis Victor Lucien, opticien, divorcé de Jadot, Marie-Rose, né à Liège le 12 avril 1948, domicilié à 4420 Saint-Nicolas-lez-Liège, rue Chiff d'Or 6, R.C. Huy 43444,

et l'a condamné, de ces chefs et du chef d'autres préventions retenues à sa charge, à une peine unique de trois mois d'emprisonnement et à une amende de 200 francs majorée de mille neuf cent nonante décimes, soit 40 000 francs, subsidiairement deux mois d'emprisonnement, avec un sursis pendant un délai de trois ans, pour la peine d'emprisonnement principal seulement.

Huy, le 25 septembre 2001.

Pour extrait conforme partiel délivré à M. le procureur du Roi : le greffier, (signé) M. Pole. (34020)

Par jugement rendu par défaut le 2 mai 2000, non encore frappé d'opposition ou d'appel, la sixième chambre du tribunal correctionnel de Huy a déclaré établies les préventions d'infractions liées à l'état de faillite à charge de la nommée :

Mauguit, Doris Mariette Judith Ida Yvonne, commerçante, fille de Richard et de Vergauwen, Paula, divorcée de Clamart, Alain, née à Huy le 1<sup>er</sup> juin 1959, domiciliée à 4000 Liège, rue Chéri 40, bte 53, R.C. Huy 36777,

et l'a condamnée, de ces chefs et du chef d'autres préventions retenues à sa charge, à une peine unique de six mois d'emprisonnement et à une amende de 500 francs majorée de mille neuf cent nonante décimes, soit 100 000 francs, subsidiairement trois mois d'emprisonnement.

Huy, le 25 septembre 2001.

Pour extrait conforme partiel délivré à M. le procureur du Roi : le greffier, (signé) M. Pole. (34021)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup>  
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1  
van het Burgerlijk Wetboek**

—  
*Désignation d'administrateur provisoire  
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

—  
Justice de paix du canton de Saint-Nicolas

Suite à la requête déposée le 30 octobre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas, rendue le 21 novembre 2001, M. Sciortino, Renato, né le 15 août 1962, à Ougrée, sans profession, célibataire, domicilié rue du Centre 37, 4420 Saint-Nicolas, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Chapelier, Joël, avocat, dont l'étude est sise chaussée de Gaulle 20, 4000 Liège.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Kaket, Alberte; (68404)

—  
Justice de paix du canton d'Hamoir

Suite à la requête déposée le 2 octobre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton d'Hamoir, rendue le 16 novembre 2001, Mme Dejon, Marie, née le 7 octobre 1914, domiciliée à la « Senorie de Nandrin », rue Haie Monseu 21, à 4550 Nandrin, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Dubois, Anne, dont les bureaux sont sis rue Vankeerberghen 7, à 4500 Huy.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Paquay, Véronique. (68405)

—  
Justice de paix du canton de Virton-Florenville-Etalle, siège de Virton

Par ordonnance du juge de paix du canton de Virton-Florenville-Etalle, siège de Virton, en date du 26 novembre 2001, la nommée Defer, Renée, née le 2 juin 1917, à Morialmé, veuve Brunson, domiciliée à Cutry (France), impasse des Marronniers, résidant à Rouvroy, maison de la Sainte-Famille 10, quartier des Ouyelis, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Catherine Gérard, avocat à Virton, place Georges Lorand 4.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) P. Gonry. (68406)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Virton-Florenville-Etalle, siège de Virton, en date du 22 novembre 2001, la nommée Brice, Gabrielle, née le 25 octobre 1922 à Bleid, veuve de Bouillon, René, domiciliée à Bellefontaine, rue Montant Droit 2, résidant à Virton, section Saint-Mard, M.R.S. Saint-Antoine, rue de Mageroux 55, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Gabriel Depiesse, enseignant, domicilié à Virton, rue du Bosquet 49, son neveu.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) P. Gonry. (68407)

—  
Justice de paix du deuxième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 7 novembre 2001, une ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, rendue le 15 novembre 2001 a déclaré Mme Donnay, Georgette, Belge, née le 21 décembre 1949, à Ans, domiciliée rue du Val Benoît 132, à 4031 Angleur, résidant à l'établissement C.H.P. Site Petit Bourgogne, rue professeur Mahaim 84, à 4000 Liège, hors d'état de gérer ses biens, et a désigné comme administrateur provisoire, Mme l'avocate Girouard, Françoise, dont le cabinet est sis rue de la Loi 8, à 4020 Liège.

Liège, le 27 novembre 2001.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Breulet, Christine. (68408)

—  
Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 12 novembre 2001, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 20 novembre 2001, Mme Deflandre, Renée, née le 25 février 1943, domiciliée cité Thewis 4, 4000 Liège, résidant clinique Le Peri Montagne Sainte-Walburge 4bis, 4000 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Jammaer, Thierry, domicilié rue Jean Haust 104, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal délégué, (signé) Dasse, Francine. (68409)

—  
Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 23 novembre 2001, en suite de la requête déposée le 9 novembre 2001, Mme Pieron, Jeanne, née à Vilvoorde le 27 novembre 1927, domiciliée au home l'Espoir à Uccle, rue du Ham 1, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Me Anne Dauvrin, avocate, dont le cabinet est sis à 1040 Bruxelles, rue Jonniaux 14.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (68410)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 23 novembre 2001, en suite de la requête déposée le 31 octobre 2001, Mme Simonne Metian, née à Saint-Gilles le 11 février 1909, domiciliée à 1050 Bruxelles, avenue Georges Bergmann 40, résidant actuellement à la maison du repos et de soins Nazareth à Uccle, chaussée de Waterloo 961, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Me Martine Gaillard, avocate, dont le cabinet est sis à 1050 Bruxelles, avenue Louise 391/7.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (68411)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 23 novembre 2001, en suite de la requête déposée le 19 novembre 2001, Mme Dell'Oso, Ada, née le 8 octobre 1962, domiciliée à 1080 Bruxelles, rue de la Meuse 16, résidant actuellement à la clinique Fond'Roy, à Uccle, avenue Jacques Pastur 43, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Me Anne Dauvrin, avocate, dont le cabinet est sis à 1040 Bruxelles, rue Jonniaux 14.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (68412)

Justice de paix du canton d'Herstal

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Herstal du 14 novembre 2001, la nommée Faider, Marguerite, née à Liège le 17 février 1914, domiciliée à 4000 Liège, rue Agimont 24, résidant à 4040 Herstal, maison de repos « Le Doux Séjour », avenue de la Cité Wauters 71, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Godin, Philippe, avocat, domicilié rue Hoyoux 65, 4040 Herstal.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Depas, Marie-Paule. (68413)

Justice de paix du canton de Dour-Colfontaine,  
siège de Colfontaine

Suite à l'ordonnance du juge de paix suppléant Geneviève Gelenne du canton de Dour-Colfontaine, siège de Colfontaine, rendue le 6 novembre 2001, Mme Cornut, Charline, domiciliée rue de Mons 91, à 7301 Hornu, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Masy, Sébastien, domicilié chemin de Babay 26, à 7000 Mons.

Pour extrait conforme : le greffier en chef f.f., (signé) Breuse, Brigitte. (68414)

Justice de paix du canton de Jodoigne-Perwez,  
section de Perwez

Par ordonnance du juge de paix du canton de Jodoigne-Perwez, section de Perwez, rendue en date du 12 novembre 2001, la nommée Couvreur, Monique, née à Perwez le 15 mai 1939, domiciliée à 1360 Perwez, Grand-Place 3, résidant actuellement à 1360 Orbais, home Trémouroux, rue Trémouroux 118, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Desender, Isabelle, avocate, Grand-Place 21, 1360 Perwez.

Pour extrait certifié conforme : le greffier (signé) Noël Legros. (68415)

Justice de paix du premier canton de Wavre

Suite à la requête déposée le 5 octobre 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Wavre, rendue le 8 novembre 2001, Thomas, Marcel, né le 20 décembre 1911, domicilié à 1310 La Hulpe, rue de Genval 1, résidant à l'établissement Clinique du Champ Sainte-Anne, avenue Henri Lepage 5, à 1300 Wavre, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Malherbe, Françoise, avocate domiciliée à 1300 Wavre, chaussée de Bruxelles 11.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Smekens, Viviane. (68416)

Justice de paix du canton de Malmédy-Spa-Stavelot,  
siège de Malmédy

Suite à la requête déposée le 14 novembre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Malmédy-Spa-Stavelot (siège de Malmédy), rendue le 26 novembre 2001, M. Close, Emile, né le 29 septembre 1928 à Faymonville, domicilié au home Saint-Vincent de Paul, rue Curé Beckmann 3, à 4960 Xhoffraix-Malmédy, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Molitor, Philippe, avocat, rue Abbé Péters 35, à 4960 Malmédy.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Breuer, Ivan. (68417)

Justice de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre

Suite à la requête déposée le 22 octobre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de la justice de paix de Woluwe-Saint-Pierre, rendue le 22 novembre 2001, Anderlin, Claude André, né à Baudour le 9 juillet 1952, domicilié à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, rue Konkel 140, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Patrick Leclercq, avocat, ayant son cabinet à 1150 Bruxelles, rue du Bemel 30.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Stevens, Georges. (68418)

Justice de paix du canton de Couvin-Philippeville,  
siège de Couvin

Suite à la requête déposée le 12 novembre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Couvin-Philippeville, siégeant à Couvin, rendue le 22 novembre 2001, M. Meurice, Christian, né le 15 décembre 1957, à Saint-Michel (France), domicilié rue du Panorama 13, à 5660 Gonrieux, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Meurant, Andrée, sans profession, domiciliée rue du Panorama 13, à 5660 Gonrieux.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Dussenne, Dominique. (68419)

Justice de paix du canton d'Arlon-Messancy,  
siège de Messancy

Par ordonnance rendue d'office le 22 novembre 2001, Mme Peignoix, Myriam, née le 21 août 1961 à Saint-Mard, domiciliée rue Albert I<sup>er</sup> 17, à 6760 Virton, mais résidant clinique Belle-Vue, avenue de la Libération 39, à 6791 Aubange (Athus), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Dimitri Soblet, avocat, dont les bureaux se trouvent à 6760 Virton, avenue Bouvier 41.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Cop, Nadia. (68420)

*Avis rectificatif*

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Évêque

Au *Moniteur belge* n° 324 du 17 novembre 2001, page 39204, avis n° 67972, il y a lieu de lire : « Me Stéphanie Degryse, avocat », au lieu de : « Me Stéphanie Degrysse, avocat ». (68421)

## Vrederecht van het kanton Aarschot

Beschikking d.d. 15 november 2001 verklaart Van Hoeyveld, Maria, geboren te Lubbeek op 4 mei 1912, wonende te 3220 Holsbeek (Sint-Pieters-Rode), Houwaartsebaan 90, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Elsen, Hilaire, wonende te 3220 Holsbeek (Sint-Pieters-Rode), Langestraat 79.

Aarschot, 27 november 2001.

De griffier, (get.) Van Der Borght, Hugo. (68422)

## Vrederecht van het kanton Borgloon

Bij beschikking d.d. 20 november 2001, werd Vandersmissen, Maria, geboren op 16 september 1912, wonende te 3720 Kortesseem (Vliermaal), Kersendalstraat 11, niet in staat zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Freson, Marc, wonende te 3840 Borgloon, Grootloonstraat 23.

Borgloon, 26 november 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Freson, Marie-Jeanne. (68423)

## Vrederecht van het achtste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter in het achtste kanton Antwerpen, verleend op 28 november 2001, werd Landuyt, Rose, geboren te Lomme (Frankrijk) op 20 juni 1935, ongehuwd, wonende te 2600 Berchem (Antwerpen), Belpairestraat 117, doch verblijvende in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Amedeus, Deurnestraat 252, te 2640 Mortsel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Tania Espantoso Soloso, wonende te 2100 Deurne (Antwerpen), Frans Van Dyckstraat 69.

Berchem (Antwerpen), 28 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Jaspers, Arthur. (68424)

Bij beschikking van de vrederechter in het achtste kanton Antwerpen, verleend op 28 november 2001, werd Kestemont, Bart, geboren te Schoten op 24 oktober 1983, ongehuwd, verblijvende in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Amedeus, Deurnestraat 252, te 2640 Mortsel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, zijn pleegmoeder, Van Hauwaert, Ingrid, wonende te 2200 Herentals, Krakelaarsveld 90.

Berchem (Antwerpen), 28 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Jaspers, Arthur. (68425)

Bij beschikking van de vrederechter in het achtste kanton Antwerpen, verleend op 28 november 2001, werd Scaldina, Rosario, echtgenoot van Conceicao Monteiro, Clemente Alexandrina, geboren te Palermo (Italië) op 1 oktober 1950, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Zwarte Leeuwstraat 40, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Amedeus, Deurnestraat 252, te 2640 Mortsel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, zijn zoon Scaldina, Mario, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Zwarte Leeuwstraat 40.

Berchem (Antwerpen), 28 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Jaspers, Arthur. (68426)

## Vrederecht van het Veurne-Nieuwpoort, zetel Veurne

Bij beschikking d.d. 15 november 2001 van de vrederechter van het kanton Veurne-Nieuwpoort, zetel Veurne, wordt Elbers, Gilberte, geboren te Sint-Jans-Molenbeek op 18 oktober 1922, wonende te 1070 Anderlecht, rue Van Soust 489, opgenomen in de instelling Koningin Elisabeth Instituut, Dewittelaan 1, te 8670 Oostduinkerke, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Heughebaert, Kathy, advocaat, wonende te 8630 Veurne, Daniël de Haenelaan 60.

Veurne, 28 november 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Lagrou, Monique. (68427)

## Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter Sint-Truiden, verleend op 8 november 2001, werd Vanbrabant, Nicole, wonende te 3800 Sint-Truiden, Krokusstraat 15/1, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Lambeets, Geert, advocaat, te 3800 Sint-Truiden, Toekomststraat 22.

Sint-Truiden, 9 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (68428)

Bij beschikking van de vrederechter Sint-Truiden, verleend op 19 november 2001, werd Schepers, Anna Maria, geboren te Maastricht (NL) op 28 maart 1960, gedomicilieerd te 3800 Sint-Truiden, Spiegelstraat 21, verblijvende te P.C. Ziekeren, Halmaalweg 2, te 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Van Den Wouwer, Anita, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Tongersesteenweg 30.

Sint-Truiden, 19 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (68429)

Bij beschikking van de vrederechter Sint-Truiden, verleend op 19 november 2001, werd Bamps, Ria, geboren te Sint-Truiden op 18 december 1951, wonende te 8400 Oostende, Albertushelling 4/5, verblijvende te P.Z. Sancta Maria, Melverencentrum 111, te 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Nagels-Coune, Trudo, advocaat, te 3800 Sint-Truiden, Terbiest 83.

Sint-Truiden, 19 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (68430)

## Vrederecht van het eerste kanton Hasselt

De beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Hasselt, van 22 november 2001, gewezen op verzoekschrift, verklaart de heer Croux, Ludo, geboren te Hasselt op 7 juni 1951, en wonende te Hasselt, Rode Kruisstraat 39, en verblijvende te Hasselt, Volkstehuis, Kempische Kaai 11, niet in staat zijn goederen te beheren en voegt hem toe als voorlopige bewindvoerder : Mevr. Croux, Nicole, wonende te Hasselt, Beukenhofflaan 23.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) C. Vanheusden. (68431)

## Vrederecht van het kanton Zandhoven

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zandhoven, verleend op 21 november 2001, ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 19 november 2001, werd aan Sermeus, Patrick August Marcel, Belg, geboren te Antwerpen op 29 augustus 1962, ongehuwd, wonende te 2960 Brecht, Kerkhovenakkerlaan C 3, verblijvende in het P.C. Bethanië, Andreas Vesaliuslaan 39, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, als voorlopige bewindvoerder toegevoegd : Joris, Erwin, advocaat aan de balie te Antwerpen, met kantoor te 2110 Wijnegem, Marktplein 22.

Zandhoven, 27 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (68432)

## Vrederecht van het kanton Mechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 19 november 2001, werd Ramaekers, Jason, geboren te Mortsel op 25 februari 1975, wonende te 2660 Hoboken (Antwerpen), Onderwijzersstraat 30, verblijvende te 2800 Mechelen, Lakenmakersstraat 210, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Lemmens, Annick, advocaat, kantoorhoudende te 2800 Mechelen, Leopoldstraat 64.

Mechelen, 27 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Mia Discart. (68433)

## Vrederecht van het kanton Kontich

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kontich, verleend op 20 november 2001, werd Huybrechts, Maria, geboren te Hasselt op 13 juni 1927, verblijvende en gedomicilieerd te Edegem, R.V.T. Immaculata, Oude Godstraat 110, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Hermans, Frank, bediende, Prins Boudewijnlaan 191, glv., Edegem.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Lily Herbots. (68434)

## Vrederecht van het kanton Westerlo

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Westerlo, verleend op 23 november 2001, werd Van Deyk, Maria Rosalia, geboren op 11 december 1906 te Herselt, weduwe, wonend te 3201 Langdorp, Elsleuken 59, thans verblijvend in het rust- en verzorgingstehuis « Sint-Barbara », te 2230 Herselt, Dieperstraat 17, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder, haar zoon, de genaamde Peeters, Herman Jozef, geboren op 22 december 1940 te Langdorp, onderwijzer, wonend te 3201 Langdorp, Ruitersstraat 42.

Westerlo, 27 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Josephine Brems. (68435)

## Vrederecht van het eerste kanton Leuven

Beschikking d.d. 27 november 2001 verklaart Braet, Suzanne, geboren te Willebroek op 10 maart 1949, zonder beroep, wonende te 3070 Kortenberg, Minneveldstraat 13, niet in staat zelf de goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Thomas, Karel Frans Rosalie, geboren te Merchtem op 31 mei 1948, bediende, wonende te 3070 Kortenberg, Minneveldstraat 13.

Leuven, 27 november 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Temperville, Karine. (68436)

## Vrederecht van het eerste kanton Aalst

Beschikking d.d. 22 november 2001 verklaart Verleysen, Celina, geboren op 7 december 1920, wonend te 9320 Nieuwerkerken (Aalst), Hoezestraat 20, verblijvende Rustoord Avondzon, Botermelkstraat 12, te 9420 Erpe-Mere, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : de heer Redant, Frans, gepensioneerde, wonende te 9320 Nieuwerkerken, Hoezestraat 20.

Aalst, 28 november 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Bernagie, Rosa. (68437)

*Mainlevée d'administration provisoire  
Opheffing voorlopig bewind*

## Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur en date du 15 novembre 2001, il a été mis fin au mandat de Muller, Sophie, secrétaire de direction, domiciliée à Namur, avenue du Val Saint-Georges 95, en sa qualité d'administrateur provisoire de Nuyens, Albert, né à Namur, le 28 décembre 1914, domicilié et résidant à Jambes, rue de Dave, home Les Chardonnerets, décédé le 4 octobre 2001.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (68438)

Suite à la requête déposée le 28 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, rendue le 23 octobre 2001, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 16 décembre 1999, à l'égard de Mme Raymond Collin, née le 26 décembre 1909, domiciliée en son vivant à Marchovelette, rue du Calvaire 35, cette personne étant décédée le 25 août 2001, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir Mme Bruno Clerin, avocat à Jambes, boulevard de la Meuse 65.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hernalsteen, Michel. (68439)

Suite à la requête déposée le 26 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, rendue le 27 novembre 2001, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 24 mars 1992 et publiée au *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> avril 1992, à l'égard de Mme Josette Nivarlet, née le 15 février 1931, domiciliée en son vivant à Neuville-en-Condroz, avenue des Thuyas 3, cette personne étant décédée le 1<sup>er</sup> septembre 2001, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir Mme Micheline Nivarlet, domiciliée à Neuville-en-Condroz, avenue des Thuyas 3.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hernalsteen, Michel. (68440)

Suite à la requête déposée le 28 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, rendue le 15 novembre 2001, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 15 octobre 1998 et publiée au *Moniteur belge* du 27 octobre 1998, à l'égard de Mme Marie Dabe, née le 21 mars 1925, domiciliée en son vivant à Saint-Servais, rue Léopold de Hulster 35, mais résident à Saint-Servais, rue de Bricgniot 205, Hôpital du Beau Vallon, cette personne

étant décédée à Namur, le 11 juillet 2001, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir Me Bruno Clerin, avocat à Jambes, boulevard de la Meuse 65.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hernalsteen, Michel. (68441)

Suite à la requête déposée le 19 septembre 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, rendue le 8 novembre 2001, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 7 juillet 2000 à l'égard de Mme Cécile Ghislain, née à Auvelais, le 24 avril 1975, domiciliée à Bouge, avenue du Parc 17, cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir M. Alain Marlair, salarié, domicilié à Bouge, rue du Parc 17.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hernalsteen, Michel. (68442)

Suite à la requête déposée le 12 octobre 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, rendue le 15 novembre 2001, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 3 mai 2001 et publiée au *Moniteur belge* du 8 mai 2001, à l'égard de M. André Detry, né à Namêche, le 27 juin 1925, domicilié en son vivant à Namêche, rue du Bois l'Evêque 10, mais résidant à Saint-Servais, avenue de la Closière 2, home La Closière, cette personne étant décédée à Namur, le 19 septembre 2001, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir Me Clerin, avocat à Jambes, boulevard de la Meuse 65.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hernalsteen, Michel. (68443)

Suite à la requête déposée le 26 octobre 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur rendue le 27 novembre 2001, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 18 juin 2002, et publiée au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, à l'égard de Mme Martine Moncousin, née à Mont-sur-Marchienne le 26 juin 1957, domiciliée et résidant à Saint-Servais, cité d'Hastedon, résidence Hortensia 58.

Cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Me Patrick Buysse, avocat à Wépion, chaussée de Dinant 776.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hernalsteen, Michel. (68444)

#### Vrederecht van het kanton Mol

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, verleend op 26 november 2001, werd Bogaert, Marc, notaris met studie te 2440 Geel, Pas 264, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Mol, op 9 september 1999 (rolnr. 99B158 — Rep. R. 1524), tot voorlopig bewindvoerder over Lemal, Valentine, geboren te Wasmes op 9 november 1921, wonende te 1190 Vorst, avenue des 7 Bonniers 183, en verblijvende in het O.P.Z. te 2440 Geel, Pas 200 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 september 1999, blz. 36223, en onder nr. 65909), met ingang van 9 oktober 2001 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Mol, 27 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Willy Huysmans. (68445)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, verleend op 26 november 2001, werd Willems, Yvonne, Joanna, wonende te 3582 Koersel, Langeveldstraat 42/2, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Mol, op 20 september 1999 (rolnr. 99B164 — Rep. R. 1586), tot voorlopig bewindvoerder over Wickmayer, Davy, geboren te Geel op 24 maart 1975, wonende te 2260 Westerlo, Overwijs 36 (gepubliceerd in

het *Belgisch Staatsblad* van 9 oktober 1999, blz. 38399, en onder nr. 66263), met ingang van 25 mei 2000 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Mol, 27 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Willy Huysmans. (68446)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, verleend op 26 november 2001, werd Goossens, Maria, Rosalia, gepensioneerde, geboren te Geel, op 11 september 1916, wonende te 2440 Geel, Oude Brugweg 51, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Mol, op 22 september 1994 (rolnr. 4556 — Rep. R. 1563), tot voorlopig bewindvoerder over Martens, Ludovicus Emilius, geboren te Geel op 12 januari 1912, wonende te 2440 Geel, Oude Brugweg 51 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 12 oktober 1994, blz. 15948, en onder nr. 6467), met ingang van 26 juni 2000 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Mol, 27 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Willy Huysmans. (68447)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, verleend op 26 november 2001, werd Belmans, Koen, advocaat, kantoorhoudende te 2440 Geel, Possonsdries 7, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Mol, op 9 juli 1999 (rolnr. 99B91 — Rep. R. 1293), tot voorlopig bewindvoerder over Vangenechten, Maria Dimphna Elisabeth, geboren te Mol op 10 februari 1919, gedomicileerd en verblijvende te 2440 Geel, Rusthuis Wedbos, J.B. Stessensstraat 4, (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 24 juli 1999, blz. 28041, en onder nr. 64828), met ingang van 23 maart 2000 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Mol, 27 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Willy Huysmans. (68448)

#### Vrederecht van het tweede kanton Aalst

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Aalst, verleend op 27 november 2001 werd een einde gesteld aan de opdracht van Vermeulen, Benjamin, advocaat, wonende te Aalst, Leopoldlaan 32a, als voorlopig bewindvoerder over Helaut, Habib, geboren te Sousse (Tunesië) op 11 december 1949, gedomicileerd te Aalst, Park De Blicck 37.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Myriam Haegeman. (68449)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Aalst, verleend op 27 november 2001 werd een einde gesteld aan de opdracht van Vermeulen, Benjamin, advocaat, wonende te Aalst, Leopoldlaan 32a, als voorlopig bewindvoerder over Vermaut, Andrée, geboren te Gent op 10 augustus 1951, gedomicileerd te Aalst, Park De Blicck 37.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Myriam Haegeman. (68450)

#### Vrederecht van het eerste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, verleend op 28 november 2001, werd vastgesteld dat aan de opdracht van Yves De Schrijver, advocaat, kantoorhoudende te 2018 Antwerpen, Peter Benoitstraat 32, als voorlopig bewindvoerder toegewezen aan De Weirdt, Simonna, geboren op 5 februari 1918, wonende te 2060 Antwerpen, Duinstraat 21-23, bij beschikking verleend door de vrederechter eerste kanton Antwerpen, op

3 september 2001 (rolnummer 01B180-Rep. R. 1757/2001, en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 14 september 2001, blz. 30926, en onder nr. 66253), een einde is gekomen op datum van 22 november 2001, ingevolge het overlijden van de beschermde persoon op die datum.

Antwerpen, 28 november 2001.

De griffier, (get.) Braeken, Godelieve. (68451)

Vrederecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 19 november 2001, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Dehennin, Albertina, geboren te Bierbeek op 8 augustus 1922, gedomicilieerd en verblijvende Fred. Lintsstraat 33, 3000 Leuven, ambtshalve, ingevolge van overlijden te Leuven op 24 oktober 2001.

Voor eensluidend afschrift : de griffier, (get.) Chantal Van Der Sande. (68452)

*Remplacement d'administrateur provisoire*  
*Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton de Saint-Nicolas

Suite au procès-verbal d'inscription d'office du 5 novembre 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas, rendue le 21 novembre 2001, il a été mis fin à la date du 21 novembre 2001 au mandat de M. François Chauliaguet, domicilié à 4420 Saint-Nicolas, rue des Genêts 48, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Chauliaguet, Auguste, né le 3 juillet 1906 à Tilleur, veuf, domicilié rue de Tilleur 362, à 4420 Saint-Nicolas, résidant actuellement au home Springuel, chaussée de Gaulle 1, à 4420 Montegnée, et a été désigné en qualité de nouvel administrateur provisoire : Me Joël Chapelier, avocat dont l'étude est établie chaussée de Gaulle 20, à 4000 Liège.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Kaket, Alberte. (68453)

Justice de paix du canton de Dour-Colfontaine, siège de Colfontaine

Suite à l'ordonnance du juge de paix du canton de Dour-Colfontaine, siège de Colfontaine, rendue le 15 novembre 2001, M. Giaccio, Michele, domicilié rampe Anfouette 12, à 7340 Colfontaine, a été déchargé de sa mission en qualité d'administration provisoire des biens de M. Giaccio, Patrizio, domicilié à 7340 Colfontaine, rampe Anfouette 12, et a été désigné : M. Bridoux, Olivier, domicilié rue de l'Eglise 8, à 7340 Pâturages.

Pour extrait conforme : le greffier en chef faisant fonction, (signé) Breuse, Brigitte. (68454)

Vrederecht van het kanton Zomergem

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zomergem, d.d. 27 november 2001, werd De Smet, Edmond, wonende te 9000 Gent, Groendreef 38, bij beschikking d.d. 18 december 1992 aangewezen als voorlopige bewindvoerder over Bigot, Frieda, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 8 januari 1993, vanaf 27 november 2001 ontslagen van zijn opdracht.

Voorname beschermde persoon, Bigot, Frieda, geboren te Gent op 29 juni 1950, weduwe van De Vuyst, Willy, wonende te 9930 Zomergem, Molenpark 32, kreeg toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder met de algemene bevoegdheid zoals voorzien in artikel 488bis, f, § 1, § 3 en § 5 van het Burgerlijk Wetboek : Mr. Le Fevere de Ten Hove, Damien, advocaat te 9000 Gent, Voldersstraat 32.

Zomergem, 28 november 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Maes, Henri. (68455)

Vrederecht van het kanton Zandhoven

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zandhoven, verleend op 20 november 2001 ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 7 november 2001, werd Mr. Erwin Joris, advocaat aan de balie van Antwerpen, met kantoor te 2110 Wijnegem, Marktplein 22, met ingang van 20 november 2001 ontslagen van zijn opdracht als voorlopige bewindvoerder toegevoegd aan Pirot, Koen Jean Alexander, Belg, geboren te Borgerhout op 18 oktober 1974, ongehuwd, wonende te 2240 Zandhoven, Driehoekstraat 162, ingevolge beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, van 17 mei 2001, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 30 mei 2001, blz. 18063 onder nr. 63797, en werd Mr. Jan Anthonis, notaris met standplaats te Antwerpen, en met kantoor te 2060 Antwerpen, Van de Wervestraat 63, als nieuwe voorlopige bewindvoerder toegevoegd aan voornoemde Pirot, Koen.

Zandhoven, 28 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (68456)

**Publication prescrite par l'article 793**  
**du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793**  
**van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire*  
*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Suivant acte n° 01-1747 déposé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 16 novembre 2001, Me Ann De Kerpel, avocat, ayant son cabinet à 1860 Meise, Wijnberg 22, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire de Mme Christiane Bougard, désignée par ordonnance du juge de paix du canton de Forest le 4 octobre 2001, a déclaré en cette qualité, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Yvonne Meuwis, née à Saint-Gilles le 8 mars 1922, de son vivant domiciliée à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel 119, et décédée le 14 septembre 2001 à Forest.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à dater de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Ann De Kerpel, préqualifiée.

L'administrateur provisoire, (signé) Ann De Kerpel. (34022)

Tribunal de première instance de Mons

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège le 21 novembre 2001 :

Mme Carlucci, Isabelle, née à Mons le 15 janvier 1975, domiciliée à 7033 Mons (Cuesmes), rue Ferrer 54, porteur d'une procuration spéciale sous seing privé à lui donnée à Lens, le 20 novembre 2001, par :

Mme Toffanin, Natacha, née à Mons le 9 août 1971, domiciliée à 7080 Frameries (Sars-la-Bruyère), rue des Ecoles 7, agissant en son nom personnel et en qualité de titulaire de l'autorité parentale sur son fils, à savoir :

Bellet, Gautier, né à Saint-Ghislain le 28 avril 2000, domicilié avec sa mère, ci-dessus mieux qualifiée.

Mme Toffanin, Natacha, ci-dessus mieux qualifiée, est dûment habilitée aux fins des présentes par ordonnance de M. le juge de paix du canton d'Enghien-Lens, en date du 28 août 2001, et que nous annexons, ce jour, en copie conforme, au présent acte.

Procuration dont la signature a été vue pour certification par Me Cornil, Baudouin, notaire à Lens, en date du 20 novembre 2001, et que nous annexons, ce jour, au présent acte, a déclaré, pour et au nom de sa mandante, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Bellet, Christophe Jacques Willy, né à Frameries le 26 avril 1971, en son vivant domicilié à Cambron-Saint-Vincent, rue des Deux Bonniers 4, et décédé le 1<sup>er</sup> mars 2001 à Silly (Thoricourt).

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Cornil, Baudouin, notaire, de résidence à 7870 Lens, Grand-Place 20.

Le greffier-chef de service, (signé) Michel Chot. (34023)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège le 22 novembre 2001, M. Persoon, Nestor Alphonse Antoine, né à Mignault le 5 juin 1933, domicilié à 7190 Ecaussinnes, rue Restaumont 49, porteur d'une procuration spéciale sous seing privé à lui donnée à Ecaussinnes, le 21 novembre 2001, par Mme Duquène, Lucienne Marguerite Maria, née à Enghien le 1<sup>er</sup> septembre 1966, domiciliée à 1471 Genappe, rue Fontaine l'Evêque 14, agissant en son nom personnel.

Procuration dont la signature a été vue pour certification par Me Butaye, Guy, notaire à Ecaussinnes, le 21 novembre 2001, et que nous annexons, ce jour, au présent acte, a déclaré, pour et au nom de sa mandante, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Duquene, Joseph Marcel Simon, né à Horrues le 26 novembre 1935, en son vivant domicilié à Horrues, chemin du Largepied 5, et décédé le 10 août 1999 à Soignies (Horrues).

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Guy Butaye, notaire, de résidence à 7190 Ecaussinnes-d'Enghien, rue Marlière 21.

Le greffier-chef de service, (signé) Michel Chot. (34024)

#### Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde op 26 november 2001, heeft Mevr. Thielens, Romy, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Polderstraat 15, handelend in haar hoedanigheid van moeder, wettelijke voogdes, over de nog bij haar inwonende minderjarige zoon, zijnde : De Vos, Dylan Karel Marcelle, geboren te Deurne op 1 januari 1995.

De comparante, handelend in haar gezegde hoedanigheid, verklaart te herroepen haar verklaring gedaan ter griffie van deze rechtbank d.d. 11 mei 2001, houdende de verwerping van de nalatenschap van wijlen De Vos, Marc, waartoe zij gemachtigd was bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, d.d. 30 april 2001.

De comparante heeft verklaard thans onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen De Vos, Marc Jozef Francine Charles, geboren te Antwerpen op 6 februari 1961, in leven laatst wonende te 9100 Sint-Niklaas, Kleine Laan 14, bus 3, en overleden te Sint-Niklaas op 7 maart 2001.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. D. Smet, notaris, ter standplaats Sint-Gillis-Waas, Kerksstraat 76.

Dendermonde, 26 november 2001.

De adjunct-griffier, (get.) A. Vermeire. (34025)

#### Rechtbank van eerste aanleg te Leuven

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven op 27 november 2001, hebben :

1. Donckers, Liesbeth Antonia Cornelia, geboren te Sint-Truiden op 28 september 1979, wonende te 3440 Zoutleeuw, Grote Markt 4;

2. Donckers, Sabine Antonia Cornelia, geboren te Sint-Truiden op 15 december 1981, wonende te 3440 Zoutleeuw, Grote Markt 4,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Donckers, Antoon Corneel Louis, geboren te Neerpelt op 27 mei 1950, in leven laatst wonende te 3300 Tienen, Driemolenstraat 25/3, en overleden te Tienen op 22 november 2001.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Bernard Indekeu, te 3440 Zoutleeuw, Nieuwstraat 17.

Leuven, 27 november 2001.

De adjunct-griffier, (get.) K. Grisez. (34026)

#### Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 28 november 2001, heeft :

De Witte, Kris, geboren te Sint-Niklaas op 18 augustus 1969, wonende te 9130 Beveren (Verrebroek), Sint-Laurentiusstraat 50B, handelend in zijn hoedanigheid van bijzondere gevolmachtigde, ingevolge volmacht hem verleend te Mechelen op 26 november 2001 voor en in naam van :

Parys, Michel André Georges, geboren te Duffel op 19 februari 1964, wonende te 1000 Brussel, Borgval 15;

Huyghebaert, Suzanne Rosalie Jules, geboren te Mechelen op 15 september 1923, wonende te 2640 Mortsel, Christus Koninglaan 16;

Janssens, Christian Josée Denis, geboren te Mechelen op 2 november 1948, wonende te 2950 Kapellen, Hoogboomsteenweg 15;

Naster, Denise Laura Félicien, geboren te Mechelen op 30 juli 1945, wonende te Tervuren, Ernest Claeslaan 21;

Naster, Georges Marie Marcel, geboren te Mechelen op 31 januari 1947, wonende te 2580 Putte, Hoogstraat 229;

Naster, Michel Lydia Jules Marie, geboren te Mechelen op 20 september 1948, wonende te Tremelo, Lange Venstraat 9C;

Naster, Pierre Marie Paul Marcel, geboren te Mechelen op 26 januari 1951, wonende te Mechelen, Milsenstraat 51;

Janssens, Edmond Charlotte François, geboren te Mechelen op 28 maart 1926, wonende te 2812 Mechelen (Muizen), Sint-Lambertuslaan 102;

Janssens, Marie Louise Daniëlle, geboren te Mechelen op 3 oktober 1945, wonende te 1030 Schaarbeek, Arthur Rolandstraat 41;

Waelelaer, Richard Jean Marie Henri, geboren te Etterbeek op 23 oktober 1938, wonende te 1170 Watermaal-Bosvoorde, Groenkraaglaan 3/5;

Parys, Philippe Denis José, geboren te Duffel op 19 september 1955, wonende te 1040 Etterbeek, Louis Schmidlaan 115, bus 3;

Janssens, Ronald Laura Théo Daniel, geboren te Mechelen op 24 oktober 1944, wonende te 02470 Dammard (Frankrijk), place de l'Eglise 14;

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Janssens, Daniel Jozef Jan Maria, geboren te Mechelen op 18 september 1912, in leven laatst wonende te 2800 Mechelen, Grote Nieuwedijkstraat 25, en overleden te Mechelen op 26 juni 2001.



De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen vanaf de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Marc De Backer, notaris ter standplaats 2800 Mechelen, Van Benedenlaan 67.

Mechelen, 28 november 2001.

De griffier, (get.) A. Meynaerts. (34027)

**Publication faite en exécution de l'article 805  
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 805  
van het Burgerlijk Wetboek**

Par ordonnance du 19 novembre 2001, rendue par la troisième chambre civile du tribunal de première instance de Verviers, M. Pierre Henry, avocat à 4800 Verviers, rue des Martyrs 54, a été désigné en qualité de curateur à la succession de Pottier, Georges Pierre Joseph, né à Ixelles le 22 octobre 1943, divorcé, de son vivant domicilié à 4800 Verviers, rue du Mamelon Vert 64, et décédé à Verviers le 11 décembre 1998.

Les créanciers feront connaître leurs droits au curateur, par avis recommandé, dans le délai strict de trois mois.

Le curateur, (signé) P. Henry. (34028)

**Concordat judiciaire – Gerechtigelijk akkoord**

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 12 novembre 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a accordé le sursis provisoire à la société anonyme Ebel, dont le siège social est établi à 1440 Braine-le-Château, Parc Industriel 24B, R.C. Nivelles 41550, T.V.A. 405.895.708, exerçant l'activité de conception, construction, installation d'appareils de levage, principalement des ascenseurs.

Le tribunal a désigné :

Me Gérard Leplat, avocat à 1300 Wavre, chaussée de Louvain 150.

Me Jean-Noël Bastenière, avocat à 1300 Wavre, chaussée de Louvain 150, en qualité de commissaires au sursis.

Les créanciers sont invités à faire leurs déclarations de créances, avec pièces à l'appui, au greffe du tribunal de commerce, palais de justice II, rue Clarisse 115, à 1400 Nivelles, au plus tard le 28 janvier 2002.

Il sera statué le lundi 6 mai 2002, à 9 heures, en l'auditoire du tribunal, palais de justice II, rue Clarisse 115, à 1400 Nivelles, sur l'octroi du sursis définitif (concordat judiciaire).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (34029)

**Faillite – Faillissement**

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 7 novembre 2001, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, pour faute d'actif, les opérations de la faillite de M. Jesus Fueyo Roza, rue du Canada 9/SS, 1190 Bruxelles, et a dit que la partie faillie n'est pas excusable.

Le curateur, (signé) Jean Bayart. (Pro deo) (34030)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 7 november 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Brussel de verrichtingen van het faillissement van de heer Jesus Fueyo Roza, Canadastraat 9/SS, 1190 Brussel, afgesloten verklaard wegens gebrek aan activa, en heeft gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

De curator, (get.) Jean Bayart. (Pro deo) (34030)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 21 novembre 2001, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, pour absence d'actif, les opérations de la faillite de la S.C.R.L. Gospaert, avenue de l'Eglise Saint-Julien 9, à 1160 Bruxelles, T.V.A. 438.356.163, et a dit que la partie faillie n'est pas excusable.

(Signé) Alain Goldschmidt, curateur. (Pro deo) (34031)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 21 november 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Brussel de verrichtingen van het faillissement van de C.V.B.A. Gospaert, Sint-Juliaanskerklaan 9, te 1160 Brussel, BTW 438.356.163, afgesloten verklaard wegens gebrek aan activa en heeft gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

(Get.) Alain Goldschmidt, curator. (Pro deo) (34031)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 21 novembre 2001, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. TWF, chaussée de Wavre 1473, à 1160 Bruxelles.

En outre, le tribunal dit que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : (signé) Nicolas Van der Borght, curateur. (Pro deo) (34032)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 21 november 2001 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. TWF, Waversesteenweg 1473, te 1160 Brussel, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft beslist dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Nicolas Van der Borght, curator. (Pro deo) (34032)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 21 novembre 2001, a été clôturée, la faillite de Kutzinger Pascal - Le Wall Street, rue Spangen 8/204, 1341 Céroux-Mousty.

Faillite déclarée ouverte le 9 octobre 2000.

Le tribunal a déclaré la partie faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission du curateur et emporte la décharge de la liquidation.

Le curateur, (signé) Ph. Van de Velde-Malbranche. (34033)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel van Brussel d.d. 21 november 2001 werd het faillissement afgesloten verklaard van Kuntzinger Pascal - Le Wall Street, rue Spangen 8/204, 1341 Céroux-Mousty.

Het faillissement werd uitgesproken op 9 oktober 2000.

De rechtbank heeft de gefailleerde partij verschoonbaar verklaard.

Het vonnis stelt een einde aan de taak van de curator en verleend decharge van de vereffening.

De curator, (get.) P. Van de Velde-Malbranche. (34033)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 21 novembre 2001, a été clôturée la faillite de Debras, Emmanuèle, quai au Bois de Construction 7, 1000 Bruxelles.

Faillite déclarée ouverte le 6 avril 2001.

Le tribunal a déclaré la partie faillie excusable.

Le curateur, (signé) Cl. Van de Velde. (34034)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 21 november 2001 werd het faillissement afgesloten verklaard van Debras, Emmanuèle, Timmerhoutkaai 7, 1000 Brussel.

Het faillissement werd uitgesproken op 6 april 2001.

De rechtbank heeft gefailleerde partij verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Cl. Van de Velde. (34034)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 21 novembre 2001, a été clôturée, faute d'actif, la faillite de Derleyn, Patrick, rue Sans Soucis 45, 1050 Bruxelles, R.C. Bruxelles 388609, T.V.A. 566.463.469.

Faillite déclarée ouverte le 8 mai 2001.

La partie faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur, (signé) Cl. Van de Velde. (Pro deo) (34035)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 21 november 2001 werd het faillissement, bij gebrek aan activa, afgesloten verklaard van Derleyn, Patrick, rue Sans Soucis 45, 1050 Brussel, H.R. Brussel 388609, BTW 566.463.469.

Het faillissement werd uitgesproken op 8 mei 2001.

De rechtbank heeft gefailleerde partij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Cl. Van de Velde. (Pro deo) (34035)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 2 mai 2001, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, par liquidation, la faillite de Lietar, Claude, né à Anvaing le 10 juillet 1943, domicilié à Berchem-Sainte-Agathe, avenue de Koekelberg 68, y exploitant un débit de boissons sous l'enseigne Le Montparnasse, exploitant également un débit de boissons à Koekelberg, rue de Herkoliers 63, sous l'enseigne Europe, R.C. Bruxelles 465695, T.V.A. 564.478.632.

Le tribunal dit que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Claire Massart-Verhaegen. (34036)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 2 mei 2001, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard, het faillissement van Lietar, Claude, geboren te Anvaing op 10 juli 1943, wonende te Sint-Agatha-Berchem, Koekelberglaan 68, waar hij een drankgelegenheid uitbaat onder de benaming Le Montparnasse, eveneens uitbater van een andere drankgelegenheid te Koekelberg, Herkoliersstraat 83, onder de benaming Europe, bij vereffening, H.R. Brussel 465695, BTW 564.478.632.

De rechtbank heeft geconcludeerd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Claire Massart-Verhaegen. (34036)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 novembre 2001, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Sportco, ayant son siège social à 1190 Bruxelles, avenue Victor Rousseau 260, et son siège d'exploitation à 1180 Bruxelles, rue de Calevoet 84, activité commerciale : import-export, commerce de gros et de détail en articles de sport, R.C. Bruxelles 555668, T.V.A. 446.422.902.

Juge-commissaire : M. Philippart de Foy.

Curateur : Me Luc Austraet, avenue Commandant Lothaire 14, à 1040 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 2 janvier 2002, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) L. Austraet. (34037)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 22 november 2001 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van N.V. Sportco, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1190 Brussel, Victor Rousseaulaan 260, en met exploitatiezetel te 1180 Brussel, Calevoetstraat 84, voornaamste handelsactiviteit : import-export, groothandel en kleinhandel in sport-artikelen, H.R. Brussel 555668, BTW 446.422.902.

Rechter-commissaris : de heer Philippart de Foy.

Curator : Mr. Luc Austraet, Commandant Lothairelaan 14, te 1040 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluïting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 2 januari 2002, te 14 uur, in de zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. Austraet. (34037)

—  
Tribunal de commerce de Bruxelles  
—

Par jugement du 21 novembre 2001, la quatrième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de M. Daniel Cortisse, né à Verviers le 7 décembre 1954, domicilié avenue Michiels 174, à 1170 Bruxelles, et ayant exploité un commerce sous la dénomination Le Queen, boulevard du Souverain 163, à 1160 Bruxelles, R.C. Bruxelles 556035, T.V.A. 551.704.326.

Le failli a été déclaré excusable.

Le curateur : (signé) Me Luc Lemaire, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 486. (Pro deo) (34038)

—  
Rechtbank van koophandel te Brussel  
—

Bij vonnis van 21 november 2001 van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd het faillissement van de heer Cortisse, Daniel, geboren te Verviers op 7 december 1954, wonende te 1170 Brussel, Michielslaan 174, en handeldrijvende onder de benaming « Le Queen », Vorstlaan 163, te 1160 Brussel, H.R. Brussel 556035, BTW 551.704.326, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Luc Lemaire, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 486. (Pro deo) (34038)

—  
Tribunal de commerce de Charleroi  
—

Le tribunal de commerce de Charleroi, par jugement en date du 20 novembre 2001, a clôturé, par liquidation, les opérations de la faillite de M. Didier Ceulemans, né le 22 février 1952, domicilié à 6530 Thuin, Gare du Nord 10, « Taverne des Alliés », R.C. Charleroi 189971.

M. Didier Ceulemans avait été déclaré en état de faillite par jugement du 15 septembre 1998.

L'excusabilité a été accordée.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Halbreçq. (34039)

Par jugement prononcé le 26 novembre 2001, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a déclaré ouverte, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. Pro-Action, dont le siège est à Châtelet, Grand-Rue 72, R.C. Charleroi 162153.

Juge-commissaire : G. Vilain.

Curateur : Me Yves Demanet, avocat à 6530 Thuin, rue d'Anderlues 27-29.

Date provisoire de la cessation des paiements : le 26 novembre 2001.

Date limite pour le dépôt des déclarations des créances : le 8 janvier 2002, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, boulevard Général Michel, 6000 Charleroi.

Date et lieu du procès-verbal de vérification des créances : le 5 février 2002 en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, à 8 h 45 m.

Le pro deo a été ordonné par jugement du 26 novembre 2001.

Huissier commis : Geeurickx.

Le curateur, (signé) Y. Demanet. (Pro deo) (34040)

Par jugement du 20 novembre 2001, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a prononcé la clôture, pour absence d'actif, de la faillite de la S.A. International Data Company, dont le siège était établi rue du Mambourg 12, à 6000 Charleroi, R.C. Charleroi 140896.

La faillite avait été déclarée par jugement sur assignation du 8 mai 2000.

L'excusabilité n'a pas été sollicitée ni accordée.

Pour extrait conforme : un curateur, (signé) Me Isabelle Vausort. (Pro deo) (34041)

Par jugement de la première chambre commerciale de Charleroi, en date du 20 novembre 2001, a été clôturée, pour insuffisance d'actif, la faillite de Mme Anne-Marie Legat, domiciliée chaussée de Lodelsiusart 32, à 6060 Gilly, R.C. Charleroi 116678.

Dit Mme Legat excusable.

Le pro deo a été accordé.

Pour extraits conformes : (signé) Eric Massin, curateur. (Pro deo) (34042)

Par ordonnance du 22 novembre 2001, M. P. Degesves, juge-commissaire à la faillite de Mme Robberecht, Nancy, actuellement domiciliée rue Try-du-Bois 59, Ham, déclarée le 30 novembre 1998, a ordonné la convocation des créanciers inscrits dans la faillite, à l'assemblée qui se tiendra en la salle de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, au palais de justice, local 504, au troisième étage, le 31 janvier 2002, à 14 heures, pour entendre le rapport de la curatelle sur l'évolution de la liquidation.

Le greffier en chef, (signé) G. Vander Jeugt. (Pro deo) (34043)

—  
Handelsgericht Eupen  
—

Betrifft: Konkurs: Roth, Jocelyne, geboren am 14. Februar 1965, wohnhaft in 4720 Kelmis, Kahnstrasse 26, H.R. Eupen 63086.

Durch Urteil vom 8. November 2001 hat das Handelsgericht den Konkurs wegen unzureichender Aktiva erklärt. Die Konkurschuldnerin wurde für entschuldbar erklärt.

Für gleichlautenden Auszug: der Konkursverwalter, (Gez.) Ch. Heinrichs. (34044)

—  
Tribunal de commerce d'Eupen  
—

Concerne : faillite : Roth, Jocelyne, née le 14 février 1965, domiciliée à 4720 La Calamine, rue Kahn 26, R.C. Eupen 63086.

Par jugement du 8 novembre 2001, le tribunal a déclaré la faillite close par manque d'actif. Il a déclaré la faillie excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) M. Ch. Heinrichs. (34044)

—  
Tribunal de commerce de Huy  
—

Par jugement du 21 novembre 2001, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. G.I.G.A. Coiffure, ayant son siège social et son établissement à 4500 Huy, avenue Albert I<sup>er</sup> 1, y exploitant un salon de coiffure sous la dénomination « Look Men », R.C. Huy 45697.

Juge-commissaire : Jacques Pleinevaux, juge consulaire.

Curateur : Me Marina Fabbriotti, avocat à 4500 Huy, rue des Sœurs Grises 13.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy, dans les trente jours, à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 janvier 2002, à 8 h 45 m, au greffe de ce tribunal.

Le curateur, (signé) M. Fabbriotti. (34045)

Tribunal de commerce de Mons

Avis aux créanciers inscrits à la faillite de la société Auquière frères S.P.R.L., rue du Grand Trait 154, à 7080 La Bouverie.

Conformément à l'article 76 de la loi sur les faillites et à l'ordonnance rendue par M. le juge-commissaire Oscar François, les créanciers sont invités à comparaître à l'assemblée générale qui sera tenue en la salle d'audience du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, le lundi 14 janvier 2002, à 8 h 30 m précises, pour entendre le rapport de Me Christine Delbart, curateur, sur l'évolution de la liquidation de la faillite.

Cet avis tient lieu de convocation des créanciers.

Le greffier, (signé) F. Baugnies. (Pro deo) (34046)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement déclaratif du 30 octobre 2001, le tribunal de commerce de Namur a prononcé la faillite, sur aveu, de M. Alain Ampt, ayant pour activité principale la fonction d'intermédiaire commercial et l'exploitation d'une salle de sport, R.C. Namur 74116, domicilié à 5030 Gembloux, rue Théo Toussaint 38.

Les déclarations de créances doivent parvenir au greffe pour le 10 décembre au plus tard.

M. Luc Oger, avocat à Namur, a été désigné en qualité de curateur.

M. Paul Jadoul a été désigné juge-commissaire.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée à l'audience du 20 décembre 2001, à 10 heures, devant le tribunal de commerce de Namur.

Le curateur, (signé) L. Oger. (Pro deo) (34047)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 19 novembre 2001, a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. Distrimar, dont le siège social est sis avenue Fleming 32, à Wavre, R.C. Nivelles 90052.

Juge-commissaire : M. Arnaud Lallemand.

Curateur : Me Jean-Noël Bastenièrre, avocat à 1300 Wavre, chaussée de Louvain 150.

Date de cessation des paiements : le 19 novembre 2001.

Date limite de dépôt des créances : le 19 décembre 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le lundi 7 janvier 2002, à 10 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce de Nivelles.

Pour extrait conforme : (signé) Jean-Noël Bastenièrre, curateur. (34048)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement rendu le 26 novembre 2001, le tribunal a déclaré closes, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Le Verdeau, rue de l'Hippodrome 18, à Stambruges, R.C. Tournai 80931, et dit la société faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. Schamps, avocat, drève G. Fache 3, 7700 Mouscron. (34049)

Par jugement rendu le 26 novembre 2001, le tribunal a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. H. Concept, rue de la Citadelle 24, boîte postale 1, à Tournai, R.C. Tournai 78675, et dit la société faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. Schamps, avocat, drève G. Fache 3, 7700 Mouscron. (Pro deo) (34050)

Par jugement rendu le 26 novembre 2001, le tribunal a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. S.V.D.B., chemin de Gibecq 5/7, à 7800 Ath, R.C. Tournai 54904, et dit la société faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. Schamps, avocat, drève G. Fache 3, 7700 Mouscron. (Pro deo) (34051)

Par jugement rendu le 26 novembre 2001, la troisième chambre du tribunal de commerce de Tournai a ordonné la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.C. « I.C.C. », ayant eu son siège social à Frasnes-lez-Buissenal, Grand Rieu 24, déclarée par jugement du même tribunal en date du 14 octobre 1999.

Le même jugement déclare la société faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Louis Deghoy. (Pro deo) (34052)

Par jugement rendu le 26 novembre 2001, la troisième chambre du tribunal de commerce de Tournai a ordonné la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de M. Jean-Yves Van Loo, ayant eu son domicile à 7700 Mouscron, rue de Courtrai 62, déclarée par jugement du même tribunal du 17 février 1992.

Le même jugement déclare le failli non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Louis Deghoy. (34053)

Par jugement du jeudi 22 novembre 2001, la deuxième chambre du tribunal de commerce de l'arrondissement de Tournai a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de M. Hugues Joos, rue Galterie 1, à 7903 Chapelle-à-Oie, décédé le 28 février 1998. Me P. Kensier, avocat au barreau de Tournai, a été déchargé de ses fonctions de curateur, et le juge consulaire J.L. Dupont de ses fonctions de juge-commissaire. M. Hugues Joos a été déclaré excusable.

Le curateur, (signé) P. Kensier. (34054)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 27 november 2001 is Praetor B.V.B.A., Italiëlei 70, bus 6, 2000 Antwerpen-1, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, H.R. Antwerpen 229553, BTW 422.538.928, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Daniels, Daniel.

Curator : Mr. Michel, Martin, Fr. Rooseveltplaats 12, bus 18, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 27 november 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 27 december 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 28 januari 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Michel, Martin. (Pro deo) (34055)

Bij vonnis in datum van 27 november 2001 is G & G B.V.B.A., Gildestraat 24, 2170 Merksem (Antwerpen), groothandel in sport- en kampeerartikelen, fietsen, spellen en speelgoed, H.R. Antwerpen 337319, BTW 468.601.456, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer De Caigny, Ludovicus.

Curator : Mr. Patroons, Kristiaan, Mechelsesteenweg 12, bus 8, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 27 november 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 27 december 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 28 januari 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Patroons, Kristiaan. (Pro deo) (34056)

Bij vonnis in datum van 27 november 2001 is Intra Wax B.V.B.A., Smisheide 42, 2970 Schilde, bestaat enkel voor haar maatschappelijke zetel, H.R. Antwerpen 337925, BTW 467.991.841, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Stevens, Jan.

Curator : Mr. Quanjard, Benjamin, Adm. De Boisotstraat 20, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 27 november 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 27 december 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 28 januari 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Quanjard, Benjamin. (Pro deo) (34057)

Bij vonnis in datum van 27 november 2001 is Yildiz B.V.B.A., Handelstraat 23-25, 2060 Antwerpen-6, kleinhandel in meubelen met uitsluiting van kantoormeubelen, H.R. Antwerpen 298483, BTW 450.650.518, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Stevens, Jan.

Curator : Mr. Quanjard, Benjamin, Adm. De Boisotstraat 20, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 27 november 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 27 december 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 28 januari 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Quanjard, Benjamin. (Pro deo) (34058)

Bij vonnis in datum van 27 november 2001 is Best Repair B.V.B.A., Deurnesebaan 40A, 2170 Merksem (Antwerpen), onderneming voor het reinigen en ontsmetten van woongelegenheden, lokalen, meubelen, stoffering en allerhande voorwerpen, H.R. Antwerpen 303866, BTW 452.573.294, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Mys, Marc.

Curator : Mr. Schoenaerts, Bruno, Amerikalei 31, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 27 november 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 27 december 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 28 januari 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Schoenaerts, Bruno. (Pro deo) (34059)

Bij vonnis in datum van 27 november 2001 is Ramin International B.V.B.A., in vereffening, Jan Van Rijswijcklaan 82, 3e verdieping, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 266291, BTW 435.682.428, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Eessel, Leon.

Curator : Mr. Van de Vyver, Jan, Eglantierlaan 1, bus 27, 2020 Antwerpen-2.

Datum van de staking van betaling : 27 november 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 27 december 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 28 januari 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van de Vyver, Jan. (Pro deo) (34060)

Bij vonnis in datum van 27 november 2001 is Dubrovnik B.V.B.A., Nationalestraat 151, 2000 Antwerpen-1, spijshuis, H.R. Antwerpen 298934, BTW 450.688.625, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Segers, Johan.

Curator : Mr. Schwagten, Werenfried, Hovestraat 28, 2650 Edegem.

Datum van de staking van betaling : 27 november 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 27 december 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 28 januari 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Schwagten, Werenfried. (Pro deo) (34061)

Bij vonnis in datum van 27 november 2001 is Gereedschappen Van Nueten B.V.B.A., Akkerbouwstraat 118, 2170 Merksem (Antwerpen), groothandel in ijzerwaren, H.R. Antwerpen 210544, BTW 417.530.263, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Biot, Frank.

Curator : Mr. Saelen, Agnes, Mechelsesteenweg 210A, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 27 november 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 27 december 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 28 januari 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Saelen, Agnes. (34062)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Uhlmann & C° N.V., Nijverheidsstraat 54, 2160 Wommelgem, vervoercommissair, H.R. Antwerpen 187629, BTW 408.285.371, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Meylemans, Jef, Kroonstraat 44, 2140 Borgerhout (Antwerpen). (34063)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Coes C.V.B.A., in vereffening, voorheen : Cogito E.S. C.V.B.A., Stijfselei 44, bus 11, 2000 Antwerpen-1, uitbating van een kantoor voor mechanografische werken, H.R. Antwerpen 274220, BTW 439.212.238, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Theunissen, Marc, Britselei 39, 2000 Antwerpen-1. (34064)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Vanwezer, Luc Horst, geboren te Antwerpen op 21 december 1961, volgens dagvaarding wonende te 2060 Antwerpen, Carnotstraat 82, en volgens handelsregister te 2990 Wuustwezel, Bleken 146, stopzetting handelswerkzaamheden 31 maart 1996, H.R. Antwerpen 312828, BTW 767.095.893, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Talboom, Constant, Lombardenvest 22, 2000 Antwerpen-1. (34065)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Abstract, coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, Boomssteenweg 36, 2627 Schelle, publiciteitsonderneming, H.R. Antwerpen 282683, BTW 443.780.542, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van Sant, Paul, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1. (34066)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Goesaert, Paul Victor Alfred, geboren te Berchem op 9 juli 1947, wonende te 2000 Antwerpen, Vlemingckveld 37, bus 9, en handeldrijvende te 2100 Deurne, Dascottalei 130, onder de benaming « Air Distribution Systems », groothandel in metalen meubelen, H.R. Antwerpen 277721, BTW 700.059.193, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. De Roy, Xavier, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1. (34067)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Directional Boring Services B.V.B.A., in het kort : « D.B.S. », Leopoldplaats 10, bus 6, 2000 Antwerpen-1, onderneming voor boringen, peilingen en uitdiepingen, H.R. Antwerpen 312327, BTW 456.081.924, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van Sant, Paul, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1. (34068)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Machines De Schutter N.V., Eikenstraat 19, 2840 Rumst, groothandel in landbouwmachines en toebehoren, H.R. Antwerpen 156248, BTW 415.211.270, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Lange, Gerda, Schermersstraat 30, 2000 Antwerpen-1. (34069)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Rolmops B.V.B.A., Statiestraat 13, 2018 Antwerpen-1, verbruikssalon, H.R. Antwerpen 186335, BTW 407.719.605, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Wouters, Louis, Jan Van Rijswijcklaan 1-3, 2018 Antwerpen-1. (34070)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Cafeke B.V.B.A., Gemeenteplein 2, 2640 Mortsel, drankgelegheid, H.R. Antwerpen 291216, BTW 447.893.738, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van Doosselaere, Thierry, Lange Gasthuisstraat 27, 2000 Antwerpen-1. (34071)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Lustrerie Stella N.V., Antwerpsestraat 48, 2640 Mortsel, groothandel, in- en uitvoerhandel en kleinhandel in verlichtingsartikelen en spiegels, H.R. Antwerpen 13866, BTW 404.051.817, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curatoren, Mr. A. Haaren, Peter Benoitlaan 15, 2550 Kontich; Mr. K. Jacob, Pyckestraat 8, 2018 Antwerpen; Mr. G. Lange, Schermersstraat 30, 2000 Antwerpen. (34072)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Vermeulen, Erwin François Julia, geboren te Antwerpen op 1 januari 1951, wonende volgens handelsregister te 2170 Merksem, Bredabaan 279, en volgens dagvaarding te 2170 Merksem, Winterkoningstraat 44, en handeldrijvende te 2030 Antwerpen, Noorderlaan 147, onder de benaming « Erno Moira », tussenpersoon in de handel, H.R. Antwerpen 233861, BTW 511.702.318, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Aerts, Elke, Van Eycklei 20, bus 2, 2018 Antwerpen-1. (34073)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Fleuron N.V., in vereffening, Muggenberglei 53, 2100 Deurne (Antwerpen), bestaat enkel voor haar vereffening, H.R. Antwerpen 221314, BTW 420.256.953, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Laugs, Guy, Mechelsesteenweg 12/8, 2000 Antwerpen-1. (34074)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Reformland B.V.B.A., Hoogboomsteenweg 24, 2930 Brasschaat, kleinhandel in koloniale waren en voedingswaren, H.R. Antwerpen 313857, BTW 456.787.747, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van Camp, Eddy, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1. (34075)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Serl Group C.V., Selderstraat 39, 2000 Antwerpen-1, onderneming voor het leggen van kabels en diverse leidingen, H.R. Antwerpen 263049, BTW 433.903.467, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Vercreaye, Peter L., Jr. Van Eycklei 45, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (34076)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Ed Scheepvaart- en Handelsmaatschappij B.V.B.A., Antwerpsesteenweg 131, 2550 Kontich, onderneming voor zeescheepvaart, H.R. Antwerpen 307409, BTW 453.711.362, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van den Berghe, Jan, Adm. De Boisotstraat 20, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (34077)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van M.P. 2000 C.V., Korte Zavelstraat 23, 2060 Antwerpen-6, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 439.981.805, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Vercraeye, Peter L., Jr. Van Eycklei 45, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (34078)

Bij vonnis van 27 november 2001 werd het faillissement van Vermeersch, Robert Charles Theresia Corneille, geboren te Kapellen op 21 maart 1932, wonende en handeldrijvende te 2000 Antwerpen, Frankrijklei 123, onder de benaming « Siam Club », drankgelegenheid, H.R. Antwerpen 235517, BTW 502.143.165, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Geerinckx, Herlinda, Sint-Augustinuslaan 3, 2160 Wilrijk (Antwerpen). (Pro deo) (34079)

#### Verbeterend bericht

In het *Belgisch Staatsblad* van 21 november 2001, blz. 39528, publicatie nr. 32371, inzake faillissement van B.V.B.A. Goed en Snel, dient gelezen « verschoonbaar » in plaats van « niet verschoonbaar. »

De griffier-hoofd van dienst, (get.) H. Wauters. (34080)

#### Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, tijdelijke eerste kamer bis, in datum van 21 november 2001, werd de B.V.B.A. Sportgroep, voorheen gevestigd te 9031 Drogen, Luchterenkerkweg 93, en thans te 8000 Brugge, Hoefijzerlaan 38, niet ingeschreven in het H.R. Brugge, met statutair doel « de publiciteit, de tussenkomst, en de vertegenwoordiging, in het domein van sport-sponsoring, de realisatie van sportsponsoring projecten; het uitbaten, het beheer van wielerploegen; het beheer van sportsponsoring - budgetten, BTW 434.332.148, in falend verklaard.

Mr. Kurt Creyf, advocaat te 8000 Brugge, Spinolarei 9b, werd hierbij aangesteld als curator.

De aanvang van de staking der betalingen wordt voorlopig op 21 november 2001 bepaald.

De aangiften van schuldvorderingen moeten ingediend worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te 8000 Brugge, Kazernevest 3, vóór 21 december 2001.

Het proces-verbaal van verificatie der schuldvorderingen zal gesloten worden op maandag 7 januari 2002, om 8 u. 30 m., in de gehoorzaal van de voornoemde rechtbank van koophandel, zaal N, op de eerste verdieping.

De curator, (get.) Kurt Creyf. (34081)

Bij vonnis d.d. 7 november 2001 van de rechtbank van koophandel te Brugge, werd de vereffening van het faillissement van Mevr. Wendy Vigneron, wonende in de Brugse Steenweg 58, te 8000 Brugge, en handeldrijvende te 8000 Brugge, Brugse Steenweg 60, onder de benaming « De Freshop », H.R. Brugge 89429, voor kleinhandel in algemene voedingswaren en huishoudelijke artikelen, gesloten verklaard en werd de gefailleerde verschoonbaar verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Marc Floren.

Curatoren : Francis Missault en Mercedes Van Volcem, kantoorhoudende Koningin Elisabethlaan 34, te 8000 Brugge.

De curatoren, (get.) Francis Missault en Mercedes Van Volcem. (Pro deo) (34082)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, d.d. 21 november 2001 werd het faillissement van Mevr. Martine Dewulf, wonende te Blankenberge, Columbus 21, H.R. Brugge 59518, bij vereffening, gesloten verklaard.

Gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Blankenberge, 28 november 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ignace Claesens. (34083)

#### Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, d.d. 22 november 2001, werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard N.V. Creneau, met maatschappelijke zetel te 3500 Hasselt, Hellebeemden 13, H.R. Hasselt 80333, BTW 446.746.762, handelsactiviteit : conceptontwikkeling en bouwen van concepten.

Rechter-commissaris : de heer R. Bours.

Curatoren : Mrs. Geert Pauwels en Mr. Dirk Van Coppenolle, advocaten met kantoren Berenbroekstraat 84A, 3500 Hasselt, en Beverzaksbroekweg 97, 3520 Zonhoven.

Datum van staking van betalingen : 12 november 2001.

De schuldeisers worden verzocht ter griffie van voormelde rechtbank, Havermarkt 8, te Hasselt, de verklaring van schuldvordering te doen : vóór 13 december 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 3 januari 2002, om 14 uur, in de zittingszaal, eerste verdieping, van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Hasselt, 22 november 2001.

Voor eensluidend verklaard afschrift : de curatoren, (get.) Mrs. G. Pauwels; D. Van Coppenolle. (34084)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, d.d. 22 november 2001, werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard B.V.B.A. C2D, met maatschappelijke zetel te 3500 Hasselt, Hellebeemden 13, H.R. Hasselt 103448, BTW 471.658.540, handelsactiviteit : grafiek en multimedia.

Rechter-commissaris : de heer R. Bours.

Curatoren : Mrs. Geert Pauwels en Mr. Dirk Van Coppenolle, advocaten met kantoren Berenbroekstraat 84A, 3500 Hasselt, en Beverzaksbroekweg 97, 3520 Zonhoven.

Datum van staking van betalingen : 12 november 2001.

De schuldeisers worden verzocht ter griffie van voormelde rechtbank, Havermarkt 8, te Hasselt, de verklaring van schuldvordering te doen : vóór 13 december 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 3 januari 2002, om 14 uur, in de zittingszaal, eerste verdieping, van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Hasselt, 22 november 2001.

Voor eensluidend verklaard afschrift : de curatoren, (get.) Mrs. G. Pauwels; D. Van Coppenolle. (34085)

Bij vonnis d.d. 22 november 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, het faillissement afgesloten verklaard bij gebrek aan actief van de C.V.A. Escapade, met zetel gevestigd te Hasselt, Kuringersteenweg 17, H.R. Hasselt 86589.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curator werd ontlast van zijn opdracht.

Voor het eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. B. Vanderey. (34086)

Bij beschikking d.d. 27 november 2001 van de rechter-commissaris van het faillissement van Gilain Tabruyn N.V., Ambachtslaan 2, te 3800 Sint-Truiden, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, d.d. 26 november 1998 (nr. 3681 - A.R. A/98/02911), curator : Mr. Bielen, Thierry, wordt de vergadering van de schuldeisers, waarop de curatele nopens de vereffening verslag zal uitbrengen, vastgesteld op maandag 28 januari 2002, te 11 uur, in raadkamer 2, van de rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, gelijkvloers, te 3500 Hasselt.

De griffier, (get.) S. Gentens. (Pro deo) (34087)

Bij beschikking d.d. 27 november 2001 van de rechter-commissaris van het faillissement van Van Loo-Vanden Bergh Alg. Bouwond. B.V.B.A., Rode Kruisweg 13, te 3520 Zonhoven, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, d.d. 24 december 1998 (nr. 3708 - A.R. A/98/03306), curator : Mr. Vandenreyt, Bert, wordt de vergadering van de schuldeisers, waarop de curatele nopens de vereffening verslag zal uitbrengen, vastgesteld op maandag 28 januari 2002, te 11 uur, in raadkamer 2, van de rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, gelijkvloers, te 3500 Hasselt.

De griffier, (get.) S. Gentens. (Pro deo) (34088)

Bij beschikking d.d. 27 november 2001 van de rechter-commissaris van het faillissement van D.L.M.-Car N.V., Startelstraat 60, te 3800 Sint-Truiden, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, d.d. 26 november 1998 (nr. 3680 - A.R. A/98/02895), curator : Mr. Bielen, Thierry, wordt de vergadering van de schuldeisers, waarop de curatele nopens de vereffening verslag zal uitbrengen, vastgesteld op maandag 28 januari 2002, te 11 uur, in raadkamer 2, van de rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, gelijkvloers, te 3500 Hasselt.

De griffier, (get.) S. Gentens. (Pro deo) (34089)

Bij beschikking d.d. 27 november 2001 van de rechter-commissaris van het faillissement van Ghijsens, Borgwormse Steenweg 84, te 3800 Sint-Truiden, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, d.d. 8 december 1998 (nr. 3694 - A.R. A/98/03257), curatoren : Mr. Rombouts, Peter, en Mr. Vandeputte, Luc, wordt de vergadering van de schuldeisers, waarop de curatele nopens de vereffening verslag zal uitbrengen, vastgesteld op maandag 28 januari 2002, te 11 uur, in raadkamer 2, van de rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, gelijkvloers, te 3500 Hasselt.

De griffier, (get.) S. Gentens. (Pro deo) (34090)

#### Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 28 november 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. J.B. Reclame en Entertainment Advies, en met als activiteiten : publiciteitsonderneming, het maken en uitzenden van radioprogramma's, het organiseren van publiciteits- en ontspannings-evenementen, H.R. Leuven 99679, BTW 463.533.702.

Rechter-commissaris : de heer F. Vloeberghs.

Curator : Mr. J. Mombaers, advocaat te 3300 Tienen, O.L.V.-Broedersstraat 3.

Staking van de betalingen : 27 november 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 21 december 2001, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 31 december 2001, te 14 u. 30 m.

Datum oprichting bedrijf : 2 juni 1998.

De curator, (get.) J. Mombaers. (34091)

#### Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 26 november 2001, werd de voorlopige opschorting van betaling, toegestaan aan de heer Van Malcot, Alexis William André, bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 25 juni 2001, als beëindigd verklaard en werd de heer Van Malcot, Alexis William André, geboren op 21 februari 1961, en wonende te 2820 Bonheiden, Schommen 15, H.R. Brussel 513557, BTW 732.005.847, ambtshalve, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. J. Gils.

Staking van betaling : op 26 november 2001.

Curator : Mr. Willy Vets, advocaat te Mechelen, Louizastraat 35.

Indienen van de schuldvorderingen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 25 december 2001.

Afsluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 7 januari 2002, te 9 uur, op de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Willy Vets. (34092)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 26 november 2001, werd de N.V. Luba, Toekomstlaan 15/1, te 2200 Herentals, H.R. Mechelen 74246, BTW 450.620.428, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. J. Gils.

Staking van betaling : op 26 november 2001.

Curator : Mr. Willy Vets, advocaat te Mechelen, Louizastraat 35.

Indienen van de schuldvorderingen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 25 december 2001.

Afsluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 7 januari 2002, te 9 uur, op de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Willy Vets. (34093)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van koophandel te Mechelen, op 26 november 2001, werd het faillissement van de B.V.B.A. De Laet Van Goethem, Nieuwstraat 70, te 2880 Bornem, H.R. Mechelen 86810, gesloten.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Willy Vets. (34094)

#### Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis d.d. 22 november 2001 werd het faillissement Construct Limburg B.V.B.A., Genkerweg 50A, 3690 Zutendaal, volgens gewone rechtspleging gesloten. De verschoonbaarheid werd niet toegestaan.

De curatoren, (get.) M. Hanssen; B. Mailloux. (34095)

Bij vonnis d.d. 22 november 2001 werd het faillissement Bouwconstruct B.V.B.A., Genkerweg 50A, 3690 Zutendaal, volgens gewone rechtspleging gesloten. De verschoonbaarheid werd niet toegestaan.

De curatoren, (get.) M. Hanssen; B. Mailloux. (34096)



Bij vonnis d.d. 22 november 2001 werd het faillissement Polakis, Theodoros, Genkerweg 50A, 3690 Zutendaal, volgens gewone rechtspleging gesloten. De verschoonbaarheid werd wel toegestaan.

De curatoren, (get.) M. Hanssen; B. Mailloux. (34097)

Bij vonnis d.d. 22 november 2001 werd het faillissement Ecoma N.V., Munsterenstraat 5, 3600 Genk, volgens gewone rechtspleging gesloten. De verschoonbaarheid werd niet toegestaan.

De curatoren, (get.) M. Hanssen; B. Mailloux. (34098)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 26 november 2001 in staat van faillissement verklaard :

Meco V.O.F., H.R. Tongeren 85810, BTW 464.995.333;

Moonen, Franky Jozef Ivette, handelaar, geboren te Maaseik op 15 november 1972;

Smeets, Kathleen Ruth Maria, geboren te Maaseik op 8 februari 1973, de eerste met zetel gevestigd te, de tweede en de derde wonende te Kinrooi, Processieweg 39.

Tijdstip van staking van betaling : 1 oktober 2001.

Curatoren : Mrs. Marc Hanssen en Bernard Mailloux, advocaten te Genk, Molenstraat 24.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, uiterlijk vóór 26 december 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 4 januari 2002, om 10 uur, in raadkamer, rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) M. Hanssen; B. Mailloux, curatoren. (Pro deo) (34099)

#### Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Turnhout van 27 november 2001 werd de genaamde Langoor, Anton, geboren op 9 augustus 1964, Holven 132, 2440 Geel, taverne, BTW 629.629.176, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer Deleu.

Curator : advocaat Naulaerts, Diestseweg 155, 2440 Geel.

Tijdstip van ophouding van betaling : 27 november 2001.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 25 december 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : 8 januari 2002, te 10 uur.

De curator, (get.) Naulaerts. (34100)

Bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Turnhout van 27 november 2001 werd de genaamde Water en Milieu C.V.B.A., in vereffening, G. Vandenheuvelstraat 131, 2230 Ramsel, H.R. Turnhout 65397, het bevorderen van de werknemers-participatie op alle niveaus in de onderneming, putboringen - droogzuigingen Peeters Denis, BTW 441.402.854, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : Mevr. Deleu.

Curator : advocaat Arnauts-Smeets, Herentalsesteenweg 52, 2230 Herselt.

Tijdstip van ophouding van betaling : 27 november 2001.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 25 december 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : 8 januari 2002, te 10 uur.

De curator, (get.) Arnauts-Smeets. (34101)

Bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Turnhout van 27 november 2001 werd de genaamde Valoco B.V.B.A., Amsterdamstraat 28, 2321 Meer, H.R. Turnhout H90648, koerierdienst, BTW 439.517.985, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris : de heer Van der Vloet.

Curator : advocaat Bruurs, Alphenseweg 2, 2387 Baarle-Hertog.

Tijdstip van ophouding van betaling : 27 november 2001.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 25 december 2001.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : 8 januari 2002, te 10 uur.

De curator, (get.) Bruurs. (34102)

#### Rechtbank van koophandel te Veurne

De rechtbank van koophandel te 8630 Veurne, Peter Benoitlaan 2, enige kamer, heeft bij vonnis van 28 november 2001, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard : Wolters, Fabrice C.F., geboren te Gent op 6 september 1968, wonende en handeldrijvende te Houthulst, Terreststraat 126, H.R. Veurne 37320, werf voor het bouwen en herstellen van binnenschepen en schepen in losse stukken voor de tropen en toebehoren, BTW 738.227.507.

Rechter-commissaris : M. D'hooge.

Tijdstip ophouden van betaling : 28 november 2001.

Curator : Waeyaert, Dirk, advocaat te 8630 Veurne, Sasstraat 14.

Indiening der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Peter Benoitlaan 2, te 8630 Veurne, vóór 19 december 2001.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : op 7 januari 2002, om 10 u. 15 m., in Peter Benoitlaan 2, te 8630 Veurne.

F 2001.0040.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Waeyaert, Dirk, curator. (Pro deo) (34103)

#### Faillite rapportée – Intrekking faillissement

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout, d.d. 13 november 2001, werd het faillissement opgeheven van de B.V.B.A. For You, voorheen met maatschappelijke zetel te Turnhout, Nieuwe Kaai 28, bus 7, H.R. Turnhout 87008, sedert 1 maart 2001 met maatschappelijke zetel te 2240 Zandhoven, Kleine Heide 24, H.R. Antwerpen 67323, en werd het verstekvonnis, uitgesproken op 11 september 2001, vernietigd. (34104)

Bij vonnis, d.d. 16 oktober 2001, werd het faillissementsvonnis d.d. 14 september 2001 opgeheven en gezegd voor recht dat de B.V.B.A. HBK Belgium zich niet meer in staat van faillissement bevindt.

(Get.) L. Truyens, advocaat. (34105)

#### Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête en date du 6 juillet 2001, les époux M. Evrard, Luc Henri Eugène Ghislain, employé, et Mme Vervaren, Laurence Paula Joséphine Ghislaine, assistante sociale, demeurant et domiciliés ensemble à Orp-Jauche (1350 Noduwez), rue de Tirlemont 42, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Nivelles une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Guillaume Roberti de Winghe, à Louvain, en date du 6 juillet 2001.

Ce contrat modificatif concerne l'apport d'un immeuble au patrimoine commun des époux Evrard-Vervaren.

(Signé) Guillaume Roberti de Winghe, notaire. (34106)

Suivant jugement prononcé le 20 septembre 2001, par la chambre du tribunal de première instance de Dinant, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre les époux Van Boven, Joseph et Arnould, Maryline, domiciliés ensemble à Gourdinne, ville de Walcourt, rue d'En Haut 4, dressé par acte reçu par le notaire Vincent Baelden, de Thy-le-Château, ville de Walcourt, en date du 21 mai 2001, a été homologué.

Cet acte contient le maintien du régime légal avec apport immobilier au patrimoine commun d'un bien propre à l'épouse.

Le 23 novembre 2001.

(Signé) V. Baelden, notaire. (34107)

Suivant jugement prononcé le 15 novembre 2001, par le tribunal de première instance de Dinant, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Dezutter, Patrick, né à Charleroi le 8 février 1966, et son épouse, Mme Coulon, Christine Andréa Ghislaine, née à Charleroi le 7 octobre 1965, domiciliés ensemble à 5670 Nismes, commune de Viroinval, rue Ainseveau 57, reçu par le notaire Geneviève Gigot, à Walcourt, le 25 septembre 2001, a été homologué. Le régime légal de communauté a été remplacé par le régime de la séparation des biens.

Pour extrait conforme.

Walcourt, le 28 novembre 2001.

Pour les requérants, (signé) Geneviève Gigot, notaire à Walcourt. (34108)

Par jugement prononcé en date du 8 octobre 2001, par le tribunal de première instance de Verviers, le contrat modificatif du régime matrimonial de M. Hagelstein, Mathieu, né à Gemmenich le 18 mai 1933, et son épouse, Mme Lousberg, Simone Hubertine Cathérine, née à Gemmenich le 10 septembre 1939, domiciliés à Gemmenich, rue de Moresnet 72, dressé par acte reçu Me Marie-Noëlle Xhafflaire, notaire à Montzen, le 10 juillet 2001, a été homologué.

(Signé) M.-N. Xhafflaire, notaire. (34109)

Le tribunal de première instance de Nivelles a homologué le 25 octobre 2001, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Vincent Fernand Christian Ghislain Debuissou, ouvrier, né à Namur le 21 juillet 1972, et son épouse, Mme Agnès Roger Fernande Daubioul, sans profession, née à Nivelles le 5 mai 1956, demeurant et domiciliés ensemble à Chastre (Cortil-Noirmont), rue du Tilleul 34, dressé par acte du notaire Patrick Bioul, à Gembloux, le 11 juillet 2001, a été homologué.

Le contrat modificatif adopte le régime de la séparation de biens avec adjonction d'une société d'acquêts et emporte apport à la dite société d'acquêts d'un immeuble propre.

(Signé) Patrick Bioul, notaire à Gembloux. (34110)

Par jugement rendu par le tribunal de première instance de Huy, le 19 novembre 2001, l'acte de modification de régime matrimonial passé le 8 août 2001, par le notaire Thierry de Rochelée, à Wanze, a été homologué.

Suite à cet acte, M. Sippet, Philippe Félicien Joseph Ghislain, industriel, né à Huy le 16 mars 1949, et son épouse, Mme Loly, Sabine Louise Emilienne Julienne, aidante, née à Huy le 30 décembre 1948, domiciliés ensemble à Wanze, rue Joseph Wauters 15, ont modifié leur régime actuel de communauté légale en un contrat de mariage de séparation de biens pure et simple.

(Signé) Thierry de Rochelée, notaire à Wanze. (34111)

Par jugement du 20 septembre 2001, le tribunal de première instance de Dinant a homologué l'acte modificatif du régime matrimonial des époux Keymolen, Michel Raymond Julien Ghislain, militaire de carrière, né à Couvin le 3 août 1961, et son épouse, Mme Henet, Caroline Françoise Pierre Marie, enseignante, née à Charleroi le 14 novembre 1968, demeurant ensemble et domiciliés à Florennes, rue Notre-Dame de Lorette 6.

L'acte comporte l'apport en communauté de biens propres à Mme Caroline Henet, et a été reçu par le notaire Denys Dumont, résidant à Gedinne, le 21 juin 2001.

Pour les époux Keymolen-Henet, (signé) Denys Dumont, notaire. (34112)

Par jugement prononcé le 19 juillet 2001, par la septième chambre du tribunal de première instance de Nivelles, la convention modificative du régime matrimonial entre M. D'Ans, Gérard Charles Ivonne Ghislain, ingénieur, et son épouse, Mme Gosselin, Jacqueline Simonne Juliette, demeurant à Braine-l'Alleud, rue des Châtaigniers 12, dressé par acte du notaire Luc Barbier, à Braine-l'Alleud, le 16 février 2001, a été homologuée.

La modification consiste en l'apport d'un bien propre au patrimoine commun.

Pour les époux d'Ans-Gosselin, (signé) L. Barbier, notaire. (34113)

Bij verzoekschrift d.d. 21 november 2001, bij uittreksel ingeschreven onder de referte 01/3055/B, in het ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge gehouden register, hebben de heer Dreser, Gilbert Achiel, landbouwer, geboren te Torhout op 29 augustus 1951, en echtgenote, Mevr. Wostyn, Gerda Sonja, zelfstandige, geboren te Torhout op 15 juli 1957, wonend te Koekelare, Veldstraat 1958, de homologatie aangevraagd van de akte wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Barbara Verhaeghe, te Gistel, op 6 november 2001.

Zij zijn gehuwd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand te Ichtegem, op 15 juli 1978, onder het stelsel der gemeenschap ingevolgt huwelijkscontract voor notaris René De Vlieger, te Ichtegem, op 15 juli 1978, dat zij bij de aangehaalde akte, onder de opschortende voorwaarde van homologatie, hebben aangevuld (overeenkomstig artikel 1394 B.W.), zonder dat deze aanvulling leidt tot vereffening van het huidig stelsel.

Namens de voornoemde echtgenoten, (get.) Barbara Verhaeghe, notaris. (34114)

Bij vonnis gewezen op 4 oktober 2001 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Gent, de akte gehomologeerd verleden voor notaris Jean-Paul De Jaeger, met standplaats Watervliet, fusiegemeente Sint-Laureins, op 24 juli 2001, houdende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel van de echtgenoten, Nikolaj Vanvyve-Van Damme, Petra. Deze wijziging voorziet in de inbreng door de echtgenoten van eigen roerende goederen en door de echtgenoot van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen en de toevoeging van een overlevingsbeding.

Voor de verzoekers, (get.) Jean-Paul De Jaeger, notaris. (34115)

Bij verzoekschrift van 5 november 2001 hebben de heer Gijsselsbrecht, Julien Camiel, gepensioneerde, geboren te Mannekensvere op 17 juni 1927, en zijn echtgenote, Mevr. Devriese, Lucienne Adrienne, gepensioneerde, geboren te Dudzele op 19 mei 1926, samenwonende te Middelkerke (Mannekensvere), Rattavallestraat 22, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Brugge, een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Jean-Pierre Demeyer, te Brugge, op 5 november 2001.

Het wijzigend contract bevat de inbreng door de heer Julien Ghijselbrecht in het gemeenschappelijk vermogen van het onroerend goed gelegen te Middelkerke (Mannekensvere), Rattevallestraat 22.

(Get.) J.-P. Demeyer, notaris. (34116)

Bij verzoekschrift van 26 november 2001 hebben de heer Vanhoucke, Eric Daniël, oprustgestelde, en zijn echtgenote, Mevr. Van den Abeele, Jeannine Emilie Leonie, huisvrouw, samenwonende te Deinze, Sint-Hubertstraat 230, homologatie gevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, van de akte, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, d.d. 26 november 2001, waarbij de heer Eric Vanhoucke een eigen onroerend goed inbrengt in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Peter Pauwels, notaris te Deinze. (34117)

Bij verzoekschrift van 7 november 2001 hebben de echtgenoten, Cooman Lieven Maurits-Ruttens, Sandra Rachel Karel, samenwonende te Wichelen, Schellebelle, Wettersestraat 12, homologatie aangevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde van de akte, verleden voor notaris Chr. Uytterhaegen, te Wetteren, op 7 november 2001, houdende wijziging van hun bestaand wettelijk huwelijksstelsel door inbreng van een eigen goed van de heer Cooman in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) Chr. Uytterhaegen, notaris te Wetteren. (34118)

Bij vonnis van de eerste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, d.d. 13 november 2001, werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Chr. Uytterhaegen, te Wetteren, op 30 april 2001, en aanvullende akte op 12 oktober 2001, houdende wijziging van huwelijksvoorwaarden tussen de echtgenoten Van Doorselaer, Leonel, en Lambrechts, Martine Jeanne, te Wichelen, Schellebelle, Bruinbekestraat 14, waarbij hun bestaand wettelijk stelsel werd gewijzigd door inbreng van een eigen onroerend goed van de heer Van Doorselaer, en door inbreng van een eigen onroerend goed van Mevr. Lambrechts, in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) Chr. Uytterhaegen, notaris te Wetteren. (34119)

Bij verzoekschrift d.d. 27 november 2001 hebben de heer Avermate, Hendrik Jozef Eli, geboren te Genk op 13 mei 1951, rijksregisternummer 510513 019-18, en zijn echtgenote, Mevr. Trondo, Elisa, geboren te Genk op 5 oktober 1954, rijksregisternummer 541005 032-52, samenwonende te 3680 Maaseik, Nielerstraat 29, aan de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, de homologatie aangevraagd van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Fagard, te Genk, op 27 november 2001, inhoudend wettelijk stelsel.

Genk, 28 november 2001.

(Get.) R. Fagard, notaris. (34120)

Bij vonnis, gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 27 september 2001, werd de akte, verleden voor Mr. Jan Myncke, notaris te Gent, op 19 april 2001, inhoudende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, meer bepaald een wijziging in het gemeenschappelijk vermogen, zonder dat voor het overige het huwelijksvermogensstelsel werd gewijzigd, tussen de heer Philip Jan Pappens, en zijn echtgenote, Mevr. Anne Rita Marie Bertha Piens, samenwonende te De Pinte, Koolmeeslaan 1, gehomologeerd.

(Get.) Jan Myncke, notaris. (34121)

Uit het verzoekschrift aan de voorzitter en rechters van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, aldaar neergelegd door ondergetekende notaris Marc Van Nuffel, te Antwerpen, op verzoek van de heer Pimek, Libor, beroepssportbeoefenaar, geboren te Most (Tschecoslowakije) op 3 augustus 1963, en zijn echtgenote, Mevr. Hembrecht, Anne-Marie Alice André, zelfstandige, geboren te Sint-Niklaas op 15 oktober 1959, beiden wonende te 9100 Sint-Niklaas, Hospitaalstraat 9, blijkt dat voornoemde verzoekers een akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel van het wettelijk gemeenschapsstelsel naar het stelsel van scheiding van goederen hebben verleden voor ondergetekende notaris Marc Van Nuffel, op 19 juli 2001, waarvan zij de homologatie door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde verzoeken.

Antwerpen, 20 november 2001.

Voor ontledend uittreksel, (get.) Marc Van Nuffel, notaris. (34122)

#### Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance de la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège du 20 novembre 2001, M. Léon Ligot, avocat, juge suppléant, domicilié à 4020 Liège, avenue du Luxembourg 15, a été nommé en qualité de curateur à la succession de M. Henrard, Jean-Marie Alphonse, né à Liège le 16 août 1938, célibataire, domicilié en son vivant Vieille Voie de Tongres 239, et décédé à Liège le 4 août 2000.

Toute personne concernée par cette succession est priée de contacter d'urgence le curateur.

(Signé) L. Ligot, avocat. (34123)

Par ordonnance rendue le 16 novembre 2001, par le tribunal de première instance de Huy, a été déclarée vacante la succession de M. Robert Schutz, né à Flémalle-Haute le 18 mai 1940, époux vivant séparé de Toussaint, Andrée, domicilié en dernier lieu à 4280 Hannut, rue Zénobe Gramme 2, décédé à Hannut le 18 janvier 2001.

La même ordonnance nomme Me David Lefèvre, avocat à 4500 Huy, rue Sous le Château 53, en qualité de curateur à ladite succession vacante.

Les créanciers à la succession sont formellement invités à faire connaître leurs droits par envoi recommandé au curateur précité et ce, dans un délai de trois mois à compter de la date de parution au *Moniteur belge*.

(Signé) D. Lefèvre, avocat. (34124)

Bij vonnis van de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, van 7 juni 2001 (01/1137/B) werd advocaat Frank Van Vlaenderen, kantoorhoudende te 9000 Gent, Krijgslaan 47, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen de heer Edouard Charles Courtois, geboren te Jussy (département de l'Aisne (Frankrijk)) op 18 november 1910, gepensioneerd, echtgenoot van Mevr. Jeanne Marie Brochez, laatst wonende te 9000 Gent, Molenaarstraat 34, overleden te Gent op 1 juli 2000.

Legatarissen en schuldeisers worden verzocht binnen de drie maanden vanaf publicatie van dit bericht aangetekend, per fax of per e-mail, hun rechten of vorderingen ter kennis te brengen van de curator voornoemd.

Gent, 21 november 2001.

(Get.) Frank Van Vlaenderen, curator. (34125)

## Tribunal de première instance de Namur

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 26 novembre 2001, Me Veronique Dancot, avocat à 5000 Namur, avenue Cardinal Mercier 44, en qualité de curateur à la succession vacante de : Nicolay, Nadine Josée Ghislaine, née à Saint-Servais le 29 juin 1941, de son vivant domiciliée à 5020 Vedrin, et décédée à Vedrin le 23 juillet 2001.

Namur, le 26 novembre 2001.

Le greffier, (signé) Ilse Rycken. (34126)

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 26 novembre 2001, Me Anne Fastrez, avocat à 5000 Namur, rue Juppin 6, en qualité de curateur à la succession vacante de : Waerzeggers, Albert, né à Rillaar le 11 juin 1930, de son vivant domicilié à 5380 Noville-les-Bois, et décédé à Fernelmont le 27 décembre 2000.

Namur, le 26 novembre 2001.

Le greffier, (signé) Ilse Rycken. (34127)

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 26 novembre 2001, Me Murielle Delforge, avocat à 5000 Namur, rue Lelièvre 9, en qualité de curateur à la succession vacante de : Mahaux, Christiane Marie-Thérèse F., née à Namur le 15 octobre 1940, de son vivant domiciliée à 5640 Saint-Gérard, Camping du Lac 143, et décédée à Saint-Gérard le 3 décembre 2000.

Namur, le 26 novembre 2001.

Le greffier, (signé) Ilse Rycken. (34128)

## Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 15 november 2001, werd op vordering van de heer procureur des Konings te Gent, advocaat Frank Van Vlaenderen, kantoorhoudende te 9000 Gent, Krijgslaan 47, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Joseph Dupont, geboren te Gent op 22 september 1936, in leven laatst wonende te 9052 Gent (Zwijnaarde), Rijvisschestraat 60, en overleden te Gent op 2 oktober 1999.

Voor eensluidend uittreksel, (get.) Thea De Groot, eerstaanwezend adjunct-greffier. (34129)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 5 décembre 2001 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 5 december 2001

## Groep T

## Technische Hogeschool Leuven — Pedagogische Hogeschool Leuven

## Nevenactiviteiten onderwijzend personeel

## Beslissing van het hogeschoolbestuur

Rekening houdend met :

het decreet van 13 juli 1994 betreffende hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, in het bijzonder de cumulatierегeling zoals bepaald in artikelen 147 en volgende :

het besluit van de Vlaamse regering van 3 mei 1995 tot vaststelling van de lijst van andere beroepsactiviteiten of bezoldigde activiteiten die een groot gedeelte van de tijd in beslag nemen van een lid van het onderwijzend personeel, werkzaam in de hogescholen van de Vlaamse Gemeenschap;

het besluit van de raad van bestuur d.d. 24 oktober 2001,

beslist het hogeschoolbestuur van Groep T Hogeschool Leuven dat aan hierna vermelde leden van het onderwijzend personeel voor de duur van het academiejaar 2001-2002 in afwijking van artikel 1 van bovengenoemd besluit en na onderzoek van de beschikbaarheid van betrokkenen voor de hogeschool, onder de voorwaarden overeengekomen met betrokken personeelsleden, machtiging wordt verleend voor het uitoefenen van de achter hun naam vermelde activiteit om de hierna aangehaalde redenen :

De Graeve, Johan, algemeen directeur, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds directeur van ACE - Groep T Centrum voor Volwassenenonderwijs met 14/20 van een voltijdse opdracht. Het hogeschoolbestuur stelt vast dat de nevenactiviteit plaatsvindt buiten de normale openingsuren van de hogeschool en bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid voor de hogeschool niet in het gedrang brengt.

Demolder, Pierre, voltijds werkleider, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds adjunct-directeur met 7/20 van een voltijdse opdracht in het onderwijs voor sociale promotie van ACE - Groep T Centrum voor Volwassenenonderwijs. Deze nevenactiviteit wordt volledig gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse onderwijsopdracht in de basisopleiding industrieel ingenieur.

Desair, Annick, voltijds lector, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar aan de Gemeentelijke Academie voor muziek en woord te Meise. De voltijdse beschikbaarheid komt niet in het gedrang aangezien de activiteit zich buiten de normale openingsuren van de hogeschool situeert behalve de woensdagnamiddag, tijdstip waarop geen stagebegeleiding gebeurt in het kader van de opdracht binnen de hogeschool.

De Wolf, Luc, voltijds hoogleraar, wordt hiertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - Groep T Centrum voor Volwassenenonderwijs ten belope van 7/20 van een voltijdse opdracht. Deze nevenactiviteit wordt integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse onderwijsopdracht in de opleiding industrieel ingenieur elektronica.

Fabré, Dirk, voltijds werkleider, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar met coördinatieopdracht met 7/20 van een voltijdse opdracht in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - Groep T Centrum voor Volwassenenonderwijs. Deze nevenactiviteit wordt volledig gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang.

Goossens, Paul, voltijds werkleider, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds adjunct-directeur met 7/20 van een voltijdse opdracht in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - Groep T Centrum voor Volwassenenonderwijs. Deze nevenactiviteit wordt volledig gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang.

Lievens, Patrick, voltijds docent, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zelfstandig bedrijfsadviseur. Deze beperkte adviesverlening op het vlak van milieu, veiligheid en engineering verhindert niet dat betrokkene voltijds beschikbaar is voor de hogeschool. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse opdracht inzake onderwijs, dienstverlening en voortgezette opleidingen. Zijn adviesactiviteiten situeren zich bovendien in hetzelfde domein als zijn hoofdopdracht in de hogeschool, namelijk de milieutechnologie.

Mannaerts, Johan, voltijds lector, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds adjunct-directeur met 7/20 van een voltijdse opdracht in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - Groep T Centrum voor Volwassenenonderwijs. Deze nevenactiviteit wordt volledig gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in gedrang.

Polet, Willem, voltijds assistent, wordt ertoe gemachtigd nevenactiviteiten uit te oefenen als deeltijds leraar in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - Groep T Centrum voor Volwassenenonderwijs ten belope van 6/20 van een voltijdse opdracht en op zelfstandige basis vertaalwerk te leveren. Deze nevenactiviteit worden integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengen bijgevolg de beschikbaarheid niet in het gedrang.

Schoeters, Eddy, voltijds werkleider, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen waarbij op zelfstandige basis occasionele vertalingen geleverd worden en taalcursussen in bedrijven gegeven worden. Deze beperkte nevenactiviteit wordt integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse onderwijsopdracht in het vakgebied communicatie.

Schuttysier, Clemens, voltijds hoogleraar, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - Groep T Centrum voor Volwassenenonderwijs ten belope van 7/20 van een voltijdse opdracht. Deze nevenactiviteit wordt integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse onderwijsopdracht in de opleiding industrieel ingenieur elektronica.

Sorton, André, voltijds lector, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zelfstandig grafisch ontwerper van reclame. De omvang van deze activiteit vormt geen beperking op de voltijds beschikbaarheid voor de hogeschool, waar betrokkene met een voltijdse onderwijsopdracht werd belast in het domein van de plastische opvoeding.

Vanderwegen, Imelda, deeltijds werkleider, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - Groep T Centrum voor Volwassenenonderwijs ten belope van 5/20 van een voltijdse opdracht. Deze nevenactiviteit wordt integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de deeltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een deeltijdse onderwijsopdracht van 75 % in het vakgebied management.

Van Maele, Jan, voltijds docent, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar met coördinatieopdracht met 7/20 van een voltijdse opdracht in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - Groep T Centrum voor Volwassenenonderwijs. Deze nevenactiviteit wordt volledig gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang.

Vercammen, Guido, voltijds hoogleraar, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als deeltijds leraar in het onderwijs voor sociale promotie aan ACE - Groep T Centrum voor Volwassenenonderwijs ten belope van 7/20 van een voltijdse opdracht. Deze nevenactiviteit wordt integraal gepresteerd buiten de normale openingsuren van de hogeschool en brengt bijgevolg de voltijdse beschikbaarheid niet in het gedrang. Betrokkene vervult in de hogeschool een voltijdse onderwijsopdracht in het vakgebied management.

Verrees, Marcel, voltijds praktijklector, wordt ertoe gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zelfstandig traiteur. De omvang van deze activiteit vormt geen beperking op de voltijdse beschikbaarheid voor de hogeschool, waar betrokkene de faciliteiten van de hogeschool beheert inclusief de cafetariavoorzieningen. (19964)

—

**Publication faite en exécution de l'article 34bis  
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**

—

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 34bis  
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

—

**Etablissements Willy Balasse, société anonyme, à Bruxelles, rue du Midi 45a**

R.C. Bruxelles 439368 – T.V.A. 422.385.807

—

*Avis aux actionnaires  
conformément aux articles 592 à 600 du Code des sociétés*

L'assemblée générale extraordinaire du 26 novembre 2001 a décidé d'augmenter le capital à concurrence de cinq cent et un mille septante-quatre (501 074) francs pour le porter de deux millions (2 000 000) de francs à deux millions cinq cent et un mille septante-quatre (2 501 074) francs par la création de cinq cents (500) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, participant aux bénéfices de la société à partir de leur création.

Les actions nouvelles seront souscrites en espèces au pair comptable de mille deux francs virgule quatorze centimes (1 002,14) chacune, et entièrement libérées à la souscription.

Elles seront offertes par préférence aux actionnaires, proportionnellement à la partie de capital que représentent leurs actions.

Le droit de souscription préférentielle pourra être exercé pendant un délai de quinze jours, prenant cours le vingt décembre deux mil un.

Après ce délai de souscription, les actions non souscrites seront offertes par préférence pendant un nouveau délai de souscription, de la même durée, aux actionnaires ayant fait usage de leur droit de souscription. Si plusieurs de ces actionnaires sont en compétition pour la souscription de ces actions, celles-ci seront réparties *au prorata* du nombre d'actions que possède chacun d'eux. Les actions non souscrites après ce deuxième délai de souscription, seront offertes à des tiers.

Tous renseignements utiles sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social.  
(34294)

Le conseil d'administration.